LE MONDE DES LIVRES

■ Les intellectuels noirs américains
■ Lectures pour jeunes



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16250 – 7 F

VENDREDI 25 AVRIL 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Conseil constitutionnel retouche la loi Debré sur l'immigration

SAISI par des parlementaires socialistes et communistes, le Conseil constitutionnel a rendu, mercredi 23 avril, sa décision concernant la loi Debré sur l'immigration. Deux dispositions sont censurées : celle qui autorisait le non renouvellement de la carte de résident de dix ans en cas de « *menace pour l'ordre public* » ; celle permettant aux policiers d'accéder aux fichiers d'empreintes digitales des demandeurs d'asile. Le Conseil a également fait quatre réserves sur d'autres articles.

Cette décision ne remet pas en cause l'essentiel du texte. Tandis que Jean-Louis Debré se félicite de ce « *succès pour le gouvernement et pour le premier ministre* », le PS estime que la décision du Conseil « *confirme* » que le texte du ministre de l'intérieur « *est contraire aux principes de la République* ».

Lire page 10

L'Italie refuse d'être exclue de la monnaie unique en 1999

Bruxelles juge insuffisants les efforts de Rome et d'Athènes

ROME a vivement réagi, mercredi 23 avril, aux prévisions de la Commission européenne selon lesquelles tous les pays membres de l'Union sauf l'Italie et la Grèce auront suffisamment maîtrisé leurs finances publiques pour pouvoir adopter la monnaie unique au 1er janvier 1999. Le président du Conseil, Romano Prodi, a réfuté le pronostic de Bruxelles, contestant l'évaluation du déficit public italien et réaffirmant que son pays ferait bien partie du peloton de tête de l'euro. M. Prodi doit s'atteler, le mois prochain, à la réforme du système de protection sociale italien.

Consciente des difficultés que ses prévisions pouvaient entraîner pour le gouvernement de Rome, la Commission de Bruxelles avait veillé à les assortir de ses félicitations pour les efforts d'assainissement déjà accomplis dans la péninsule et de ses encouragements. Les deux pays sans lesquels l'Union monétaire ne se fera pas – la France et l'Allemagne – devraient, selon Bruxelles, remplir en temps voulu les critères définis par le traité de Maastricht. La Commission affiche, comme à l'automne dernier, un optimisme qui surprend en regard des difficultés que plusieurs pays membres ont à remplir les critères, et qui est interprété par certains comme relevant du volontarisme politique.



Lire page 2, notre éditorial et l'analyse d'Erik Izraelewicz p. 18

L'avenir d'Alain Juppé au cœur de la campagne

Matignon maintient le cap de la rigueur

ALAIN JUPPÉ et Lionel Jospin devaient tenir, jeudi 24 avril, leurs premières réunions publiques de la campagne des élections législatives, le premier à Marseille, le second à Sarcelles. L'Elysée et la majorité s'efforcent d'atténuer la portée de l'un des arguments avancés par M. Jospin qui invite les Français à voter contre la reconduction d'Alain Juppé à Matignon. François Baroin, chargé de mission auprès du président de la République, laisse entendre, dans *Le Figaro*, qu'un nouveau premier ministre pourrait être nommé au lendemain des élections. René Monory, président du Sénat, se pose aussi la question, comme M. Juppé l'avait fait lui-même, le 21 avril sur France 2.

Le premier ministre, dans sa lettre de cadrage budgétaire pour 1998, s'en tient à la continuité de sa politique de rigueur. Il exige des économies, un gel de crédits pour la deuxième année consécutive. Matignon n'exclut pas que ce gel soit reconduit pour la durée de la prochaine législature. M. Juppé demande à ses ministres « *d'accorder une importance toute particulière aux mesures permettant de poursuivre la réduction des effectifs de la fonction publique* ».

La majorité sortante affiche son unité, mais on ressent, à l'UDF, quelque méfiance envers un RPR soupçonné de vouloir reléguer son partenaire au rang de supplétif. L'Elysée et Matignon s'efforcent de rassurer leurs alliés centristes et libéraux. M. Chirac a reçu, jeudi matin, François Léotard qui a appuyé l'intention du chef de l'Etat d'intervenir dans la campagne. M. Chirac envisage de participer à un meeting dans la dernière semaine de la campagne du premier tour. Au RPR, après le ralliement d'Edouard Balladur, Philippe Séguin se prépare à participer à la campagne tout en marquant sa différence.

A gauche, Jacques Delors apporte son plein appui à Lionel Jospin dont le discours sur l'euro, dit-il, est parfaitement conforme aux engagements pris à Maastricht.

Lire pages 6 à 8 et nos autres informations page 31

■ Pérou : la polémique

Le président péruvien, Alberto Fujimori, s'est félicité du dénouement de la prise d'otages. Mais, déjà, une polémique se développe sur la mort des membres du commando du MRTA. p. 5

■ La victoire de Gérard Paquet

Le tribunal de grande instance de Toulon a refusé, jeudi 24 avril, la dissolution de l'association du TNDI de Châteauvallon, réclamée par le maire Front national de la ville. p. 34

■ Sécheresse persistante

Les nappes phréatiques sont à un niveau particulièrement bas dans le nord et l'ouest de la France. p. 12

■ Empire Murdoch : « Monsieur fils »

Lachlan, vingt-cinq ans, est depuis le 15 avril le dauphin désigné de News Corporation, le plus vaste empire de communication du monde. p. 13

■ Réforme hospitalière

Un an après les ordonnances du 24 avril 1996, deux points de vue sur l'état du système hospitalier. p. 15

■ Missionnaire de l'art au Nicaragua

Un jour de 1995, le Lyonnais Bruno Boëglin a fait découvrir le théâtre aux Indiens Miskitos de Waspam. p. 28

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 425 - 7,00 F

Washington-Houston-Moscou : la chasse au trésor des Romanov

NEW YORK
de notre correspondante

Sans perdre un instant un sens de l'humour méritoire, Peter Marzio, conservateur du superbe Musée des beaux-arts de Houston, avoue qu'il a vu « *des semolnes meilleures* ». « *Je suis un vieillard, vous savez*, ironise-t-il, *je suis dans les musées depuis 1968. Mais je n'ai jamais vu ça.* » « *Ça* », c'est une partie du trésor des Romanov – costumes et portraits des tsars – bloqué pendant cinq jours dans un poids lourd climatisé, dans une rue de Washington, puis transféré, le 22 avril au soir, à l'ambassade de Russie. Un conflit, surgi inopinément à la suite de revendications russes de dernière minute, menaçait de tourner à l'incident diplomatique russo-américain. A l'heure où M. Marzio nous parlait, le trésor des Romanov aurait dû être en route pour le Texas, où le Musée des beaux-arts de Houston avait tout préparé pour l'accueillir du 11 mai au 20 juillet. Après avoir fait sensation à Washington, où, en deux mois et demi, elle vient d'attirer à la Corcoran Gallery 80 000 visiteurs, l'exposition se présentait sous les meilleurs auspices à Houston.

Des expositions de ce type ne se montent pas à la légère, et celle-ci se préparait depuis deux ans. Comme la Corcoran Gallery, le musée de Houston avait signé un contrat en bonne et due forme avec la Fondation pour la coopération culturelle russo-américaine, dont le siège est à Washington et qui avait bien voulu, à la demande de Moscou, prendre l'opération en main. « *Nous avions reçu les Russes ici, tout s'était merveilleusement passé (...). Bref, nous étions tous une petite famille unie et comblée.* » Et voilà que, le 15 avril, Peter Marzio reçoit un coup de téléphone d'un Russe, Mikhaïl Guzman, qui décrète qu'il veut modifier le contrat. Qui est Mikhaïl Guzman ? « *Bonne question* », répond Peter Marzio. Un vague intermédiaire, « *un homme très difficile* » en tout cas, auquel il explique qu'on ne modifie pas un contrat à trois semaines de l'ouverture d'une exposition.

Qu'à cela ne tienne : au moment où les costumes et portraits des tsars sont embarqués dans le camion de déménagement, une voiture de l'ambassade de Russie à Washington prend position devant le poids lourd pour l'empêcher de partir. Un fonctionnaire de l'ambassade passe jours et nuits dans la voiture. La Russie, disent ses représentants, a besoin de rapatrier les trésors de la cour impériale pour célébrer le 850e anniversaire de la fondation de Moscou.

D'intenses discussions russo-américaines sont en cours pour tenter de sauver le reste du séjour des trésors des Romanov aux Etats-Unis et les 2 à 3 millions de dollars (11 à 17 milliards de francs) que cela représente. Les Américains disposent toutefois d'un moyen de pression radical : sagement, le conservateur de la Corcoran Gallery, David Levy, a gardé les joyaux – broches, diamants, bracelets – en otage, dans son coffre-fort.

Sylvie Kauffmann

Le mystère gamma

L'UNE des grandes énigmes de l'astronomie est en passe d'être résolue. Gigantesques bouffées d'énergie qui éclatent dans l'Univers au rythme d'environ huit cents par an, les sursauts de rayons gamma se manifestent sous la forme d'un rayonnement détectable seulement par des satellites.

Découverts il y a plus d'un quart de siècle, ces phéoomènes très violents résistaieot à toutes les recherches. Or, des observations réalisées début mars pourraient fournir la clé du mystère. Une enquête au cœur des secrets de l'Univers, en collaboration avec la revue scientifique internationale *Nature*.

Lire page 24

Marianne au miroir d'Albion, d'une élection à l'autre

UNE FOIS n'est pas coutume. Grâce au coup de dés de Jacques Chirac, Britanniques et Français vont renouveler presque en même temps leurs Parlements respectifs. Par un curieux paradoxe, les premiers s'apprêtent apparemment à signifier son congé à John Major, bien que le taux de chômage soit en chute libre outre-Manche, alors que les sondages donnent Alain Juppé gagnant, malgré son cinglant échec dans la bataille de l'emploi. Comment l'expliquer ?

La loi électorale, bien sûr, n'est pas la même : scrutin uninominal à un tour outre-Manche, à deux ici. Mais aujourd'hui, dans un cas comme dans l'autre, il y a essentiellement deux formations en présence, les autres devant se contenter de miettes – d'où la fureur de Jean-Marie Le Pen. Et, pour la première fois, M. Juppé fait figure, comme c'est la règle à Westminster, de chef incontesté de la majorité.

A vrai dire, les deux peuples se ressemblent de plus en plus. A voir le café, le vin, les inscriptions dans notre langue gagner tant de terrain, le Français en visite à Londres se sent d'ailleurs de moins en moins dépaysé. Où est le temps où Michelet écrivait : « *La guerre des guerres, le combat des combats, c'est entre la France et l'Angleterre, tout le reste n'est qu'épisode* » ? Où de Gaulle déclarait à un sympathique ambassadeur de Sa Gracieuse Majesté : « *Nous avons toujours été en guerre, sauf lorsque nous étions alliés contre un ennemi commun* » ? Le dernier conflit mondial a définitivement mis fin à la vieille rivalité des deux peuples pour le titre de première puissance de la planète.

Malgré le discret agacement qu'inspire facilement à Londres la bonne santé du couple franco-allemand, malgré les accès de jalousie de la presse populaire d'outre-Manche, les liens ne cessent de se consolider entre les riverains de la Tamise et ceux de la Seine : longtemps impensable, l'Eurostar a de ce point de vue valeur de symbole. Dix millions de sujets de la reine Elizabeth ont visité l'Hexagone en 1996, trois millions de Français franchissant le Channel dans l'autre sens. Le volume de nos échanges commerciaux a atteint 300 milliards de francs. Les investissements transmanche ne cessent de se développer, de même que la coopération dans des domaines aussi variés que la défense et la culture.

André Fontaine

Lire la suite page 18

Un PDG sous pression



YVES RAMBAUD

LE GOUVERNEMENT est décidé à reprendre en main Eramet, dont les dirigeants sont entrés en conflit ouvert sur le dossier du nickel calédonien. Lors de la prochaine assemblée générale du groupe, le 29 mai, son actionnaire majoritaire, Erap, a l'intention d'obtenir la démission d'Yves Rambaud, président du groupe. Dans un entretien au *Monde*, celui-ci demande une négociation avec tous les partenaires industriels en Nouvelle-Calédonie.

Lire page 19

UEM Selon les prévisions économiques de printemps rendues publiques par la Commission européenne mercredi 23 avril à Bruxelles, treize pays membres de l'Union seraient en mesure d'adopter la monnaie unique dès le 1er janvier 1999. ● SEULES L'ITALIE et la Grèce ne rempliraient pas les critères définis par le traité de Maastricht. En dépit de la volonté de la Commission pour présenter ses conclusions comme un encouragement pour l'Italie à poursuivre ses efforts, les prévisions de la Commission irritent Rome. Le président du Conseil, Romano Prodi, a réfuté le chiffre avancé par Bruxelles pour le déficit public italien en 1997. ● LA PLACE FINANCIÈRE italienne n'a pas réagi aux prévisions de la Commission. La lire a même regagné un peu de terrain face à la monnaie allemande, cotant 993 lires pour 1 mark jeudi matin 24 avril. *(Lire également notre éditorial page 18.)*

L'Italie s'insurge contre les pronostics l'excluant de l'euro

Le président du Conseil Romano Prodi a réfuté les chiffres avancés par la Commission de Bruxelles. Il a réaffirmé que son pays fera partie du premier groupe des Etats membres qui adopteront la monnaie unique en 1999

ROME
de notre correspondant

Romano Prodi n'est pas homme à se laisser démonter par les prévisions de la Commissioo de Bruxelles. Le président du conseil italien est sûr de son fait : *« Les chiffres sont faux »*, a-t-il déclaré mercredi 23 avril, peu après la publication à Bruxelles des dernières prévisions économiques, selon lesquelles l'Italie ne pourrait pas faire partie du premier groupe de pays en mesure d'adopter la monnaie européenne en 1999. Depuis le Koweit où il effectue un voyage officiel, *Il professore* est catégorique : *« Le déficit public de* l'Italie *est à 3 % du PIB* [en 1997] et *non pas à 3,2 %. »*

Les Italiens ressentent les mauvais pronostics de Bruxelles comme une exclusion, une *« discrimination »* selon certains, d'autant moins compréhensible que le gouvernement de centre gauche a déjà adopté d'importantes mesures pour se plier aux critères de Maastricht. Ils ne s'expliquent pas qu'on puisse ainsi traiter leur pays, membre fondateur de la communauté européenne, en paria et le mettre dans le même sac que la Grèce. Des efforts indéniables ont été accomplis par Rome en terme d'assainissement des finances publiques, avec une spectaculaire réduction du déficit. Les progrès, estime-t-on à Rome, doivent aussi être pris en compte et *« la monnaie n'est pas l'Europe »*, s'insurge le président de la République Oscar Luigi Scalfaro pour lequel *« il faut se rebeller contre* un *jugement comptable qui* n'*a pas de sens »*.

Alors l'Italie est bien décidée à faire front. Pourquoi les comptes de la France et de l'Allemagne sont-ils jugés avec beaucoup plus d'indulgence alors que ces deux pays n'ont pas encore procédé aux manœuvres correctives pour ramener leur déficit au niveau imposé par le traité de Maastricht, demandent les analystes. Romano Prodi, sans laisser paraître de colère, a souligné qu'il ne s'agissait que de *« prévisions de l'office statistique et non pas d'un jugement de la Commission, ce qui ne préjuge en rien de l'entrée de l'Italie dans le premier groupe de la monnaie unique »*. Répondant par une plaisanterie aux questions sur son éventuelle démission, le président du conseil – qui a en grande partie lié son destin politique à l'entrée de l'Italie dans la monnaie unique dès le 1er janvier 1999 – a assuré qu'il se sentait *« parfoitement bien »*, à la tête du gouvernement et qu'il conduirait son pays dans l'euro.

Tout en reconnaissant qu'il o'y a pas de quoi faire un fromage de ce malheureux écart de 0,2 point sur le chiffre du déficit public, le chef de l'opposition, Silvio Berlusconi, a malgré tout cherché à l'exploiter. Romano Prodi *« fait semblant de* ne *pas comprendre »*, a déclaré le leader de Forza Italia, en ajoutant que si le gouvernement de centre gauche reste en place, *« l'Italie devra renoncer à l'euro »*. Au-delà des controverses politiques, des appels à de nouvelles élections, les prévisions de Bruxelles, même si elles doivent être révisées à l'automne, sont considérées par les commentateurs comme une véritable *« gifle »*, comme le titre *La Repubblica*.

Romano Prodi a rappelé, à juste titre, que selon le Fonds monétaire international, Paris et Bonn étaient logés à la même enseigne que Rome et que donc il y a quelque chose qui ne colle pas. Complot ? Le mot n'a pas été prononcé dans les milieux officiels mais il est sur toutes les lèvres. Un complot franco-allemand contre un voisin qui risquerait de rendre plus fragile la monnaie unique lors de son lancement en raison des ses errements passés. L'Italie n'aurait pas suffisamment expié et serait toujours soupçonnée de dérives qui pourraient nuire à l'éclat de l'euro lors de sa mise en service. *« Nous répondrons avec des faits »*, a répliqué Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor.

DES RÉSULTATS INCONTESTABLES

Y aura-t-il un nouveau correctif budgétaire après celui qui a été adopté par le gouvernement juste avant Pâques ? Sans cela, la situation pourrait se dégrader, d'autant que les prévisions de croissance ne sont pas bonnes pour cette année. Bruxelles avance le chiffre de 1,2 % de croissance, soit la moitié de la moyenne communautaire, plaçant ainsi l'Italie au dernier rang des Quinze. *« Il ne s'agit pas seulement de respecter les critères en 1997 mais également au cours des années suivantes »*, a d'autre part souligné le commissaire européen Yves Thibault de Silguy, en invitant l'Italie à se situer dans une vision à long terme et à adopter des réformes structurelles fondamentales.

Des négociations sont d'ores et déjà engagées entre le gouvernement et les différents partenaires sociaux pour entreprendre une vaste réforme du système de protection sociale, jugée indispensable par tous. Ce bouleversement devrait intervenir dans le courant du mois de mai et toucher notamment les retraites et la santé publique. Ce qui ne se fera pas sans frictions notamment avec les alliés néocommunistes du gouvernement dirigés par Fausto Bertinotti pour lequel il n'est pas question de renoncer à certains acquis sociaux. L'avertissement de Bruxelles est clair : *« Des progrès ont été accomplis mais vous pouvez encore mieux faire. »* Romano Prodi le sait parfaitement.

Les prochains mois seront pour le président du Conseil l'épreuve du feu. Après un an de gouvernement et d'incontestables résultats, il lui reste à franchir ce cap décisif de la réforme sociale, ainsi que celui de la réforme institutionnelle en cours de gestation au sein de la commission bicamérale présidée par Massimo d'Alema, secrétaire de la principale formation gouvernementale, le PDS (Parti de la gauche démocratique). Deux tests cruciaux dont dépend en grande partie la survie du gouvernement de centre gauche.

Michel Bôle-Richard

Cacophonie maastrichtienne

Dans un entretien à un journal allemand, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a déclaré mercredi 23 avril que le coût de la réunification pourrait être pris en compte dans le calcul de la dette allemande, sans constituer un traitement de faveur. L'Allemagne dépasse le critère des 60 % d'endettement public par rapport au PIB. D'autre part, le porte-parole de la démocratie chrétienne pour l'Europe, Karl Lamers, a affirmé que les 3 % de déficit budgétaire *« ne sont pas un dogme »*. *« Il faut voir aussi cela sous le jour de la psychologie »*, a-t-il dit. Quant au premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, il préfère une interprétation stricte du traité à une interprétation stricte des critères. Devant l'association des banquiers luxembourgeois, il a appelé de ses vœux *« un gouvernement économique de l'Europe (...) pour ne pas se laisser entraîner par l'immobilisme, devant la suractivité de la future Banque centrale européenne »*.

Les prévisions de printemps de la Commission européenne justifient l'optimisme de Bruxelles

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

L'optimisme déjà affiché par Bruxelles à l'automoe 1996 oe s'est pas démenti avec la publication, mercredi 23 avril, des prévisions de printemps de la Commissioo. Accélératioo de la reprise, meilleure convergence des performances économiques se traduisant par un assainissement des finances publiques : *« Les prévisions de printemps de lo Commission constituent un message de confionce pour l'opinion et pour les marchés »*, a souligné Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires monétaires. *« L'euro est en bonne voie »*, a-t-il ajouté.

A l'exception de la Grèce et de l'Italie, l'ensemble des Etats membres, à condition de poursuivre les efforts engagés, peuveot prétendre figurer sur la liste des pays qualifiés pour participer à la monnaie unique, laquelle sera établie par le Conseil européen fin avril ou début mai 1998. En ce qui concerne l'Italie, la Commission prévoit que le déficit de ses finances publiques dépassera la limite imposée des 3 % : il est évalué à 3,2 % en 1997 et, à politique inchangée, à 3,9 % en 1998. Mais la Commission a veillé à présenter ces chiffres non comme une disqualification, mais au contraire comme un encouragement au président du Conseil, Romano Prodi, à poursuivre ses efforts déjà remarquables.

« Il ne fout pas confondre ces prévisions avec la liste des participants à l'euro qui sera adoptée dans un an ; elles ne constituent pas une présélection », a souligné M. de Silguy. Il a ajouté que si l'Italie avait été lente à démarrer au premier semestre 1996, elle a accompli ensuite *« un effort jomois égalé en Europe »* : le déficit des finances publiques qui s'élevait eocore à 6,7 % du PIB eo 1996 sera ramené, selon les prévisions bruxelloises, à 3,2 % eo 1997. Effectivement du jamais vu !

ESTIMATIONS CORRIGÉES À LA HAUSSE

Les mesures prises par Rome en 1997, telle l'eurotaxe, ont souvent un caractère provisoire ; elles devront être remplacées par des mesures structurelles qui auront un effet permanent sur le budget. Ces dernières o'étant, à ce stade, pas programmées n'ont pas pu être prises en compte dans les prévisions.

La Commission ne semble avoir aucun doute quant à la possibilité pour la France et l'Allemagne de remplir les critères de convergence, en particulier le plus sensible, celui du déficit budgétaire. Elle n'en constate pas moins que, pour ces deux pays, comme pour les autres qui atteindroot tout juste le seuil de 3 % (Espagne, Autriche, Portugal) il existe un risque, *« puisqu'ils n'ont pratiquement oucune marge pour obsorber un éventuel dérapage budgétoire »*.

« Les Cassondre en ont été pour leur frais », s'est félicité M. de Silguy en constatant que la reprise se confirmait et que les prévisions d'automne de la Commission, souvent critiquées comme péchant par optimisme, s'étaient vérifiées. S'agissant de la croissance en 1997, il a même fallu les corriger légèrement à la bausse : 2,4 % eo moyenne pour l'Union européenne (UE) au lieu de 2,3 % (2,3 % en France, en Allemagne et en Belgique). Pour 1998, Bruxelles prévoit en moyenne 2,8 % (3 % en France, 2,9 % en Belgique et en Allemagne).

Les exportations, favorisées par une forte demande extra-communautaire et par le redressement du dollar, devraient connaître une progression de plus de 6 % par an eo 1997 et 1998, à comparer aux 4,5 % de 1996. La consommation privée progresserait en 1997 au même rythme que l'année précédente, soit, en moyenne, 1,9 % pour l'UE et s'accélérerait à 2,4 % en 1998. Selon la Commission, l'investissement, à la traîne en 1996, (+1,1 % en moyenne) devrait décoller à 3 % en 1997 et 4,7 % en 1998 (respectivement 4,8 % et 6,3 % pour les investissements en biens d'équipement), stimulé par une demande plus vigoureuse, ainsi que par des taux d'intérêt historiquement bas.

« Il ne faut pas s'attendre à des merveilles sur le front de lo lutte contre le chômage », a reconnu M. de Silguy : évalué à 11 % de la population active en 1996, il serait ramené à 10,6 % en 1997 et 10,3 % en 1998 (12,5 %, 12,5 %, 12,1 % en France, seules l'Espagne et la Finlande faisant moins bien au sein de l'UE). La Commission fait remarquer qu'en dépit de ce résultat médiocre le nombre d'emplois total progresserait de 2 millions sur les deux années 1997 et 1998. Autre donnée propice, l'inflatioo est durablement maîtrisée : son taux moyen diminuera de 2,7 % en 1996 à 2,2 % en 1997 et 1998.

Déjà, en 1996, malgré une conjoncture peu favorable, les Etats membres, dans leur grande majorité (la vertueuse Allemagne a, pour une fois, fait exception) sont parvenus à réduire les déficits de leurs finances publiques. Cette remise en ordre va s'accentuer en 1997. En France, la stabilisation des dépenses de la Sécurité sociale ainsi que celles de l'Etat central, les 10 milliards de francs de dépenses gelées (et qui seront, si nécessaire, supprimées), combinées à la robustesse de la croissance, devraient, selon M. de Silguy, plus que compenser le versement au budget en 1997 de crédits provenant de France Telecom (mesure qui, par définition, ne se renouvellera pas en 1998) ainsi que les baisses d'impôts programmées par le gouvernement. *« Souf surprise, les prévisions montrent qu'il n'y aura pas besoin de mesures supplémentaires pour respecter le seuil de 3 % »*, rassure-t-il.

Même sérénité à propos de l'Allemagne : en novembre, la Commission prévoyait un déficit public ramené à 2,9 % ; elle a corrigé à 3 % afin d'incorporer une perte fiscale évaluée à 7 milliards de deutschemarks. Les instituts de coojoncture allemands tablent sur 3,2 %. L'écart est faible et M. de Silguy a suggéré de faire confiance aux experts de la DG2 (la direction générale des affaires économiques et monétaires), car *« si l'on compare, ils sont bien souvent les meilleurs »*.

Philippe Lemaître

Le FMI s'inquiète d'éventuels dérèglements des marchés boursiers et de la hausse du chômage

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Très optimiste sur la conjoncture internationale, le rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les Perspectives de l'économie mondiale, paru à Washington mercredi 23 avril, détecte pourtant quatre risques majeurs : poussée du chômage, chute des indices boursiers, dérèglement des flux de capitaux, faillites bancaires. Des risques qui concernent l'Europe en premier lieu, en pleine période d'inquiétudes sur la capacité du continent à remplir son contrat en vue de l'Union économique et monétaire.

Face aux Etats-Unis, qui profitent toujours d'une croissance forte (le FMI prévoit 3 % en 1997), sans poussée notable d'inflation, au Japon, dont l'économie paraît enfin redémarrer, l'Europe fait une nouvelle fois piètre figure. Le taux de croissance moyen des Quinze devrait atteindre 2,4 % cette année. Il s'agit, certes, d'une meilleure performance que celle de 1996 (1,6 %), mais le FMI considère que cette prévision pourrait bien être revue à la baisse : la demande intérieure reste toujours faible en Allemagne, en Italie, ou en France, et le sera d'autant plus que les efforts d'assainissement budgétaire s'intensifieront. Les niveaux de chômage records (11,3 % de la population active en 1997, comme en 1996) ont amoindri la confiance des consommateurs et, de là, leurs dépenses. La faiblesse de l'investissement, en France, est mise en lumière. Le FMI ne s'est pas privé de publier un graphique comparant l'envolée de la confiance des consommateurs américains depuis 1994 avec la stagnation de celle des Européens, la cbute de celle des Allemands et des Français.

Le FMI prévoit que les critères de Maastricbt ne pourront pas être remplis dès l'an prochain ; les déficits budgétaires de l'Italie, mais aussi de l'Allemagne et la France, devraient atteindre 3,3 % du produit intérieur brut (PIB), soit davantage que la limite supérieure de 3 % établie par le traité.

Le coktail européen associant chômage élevé et croissance lente pourrait peser sur les perspectives du lancement de la monnaie unique dans les délais prévus, et se traduire par des bouleversements sur les marchés financiers. Uo scénario d'autant plus inquiétant qu'il apparaît, affirme le rapport, en uoe période où la baisse récente des indices boursiers pourrait engendrer *« une correction plus sérieuse, surtout si les bénéfices des entreprises sont révisés en baisse, et si la résurgence de pressians inflatiannistes provoque un relèvement net des taux d'intérêt »*.

« EXUBÉRANCE » DE WALL STREET

Le FMI prend très au sérieux l'*« exubérance irratiannelle »* de Wall Street, récemment dénoncée par le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Car même si la flambée des Bourses, ces dernières années, ne s'est pas accompagnée de la surévaluation générale du prix de tous les actifs, comme ce fut le cas au Japon et dans l'autres pays à la fin des années 80, un recul brutal des indices boursiers pourrait éroder durablement la confiance dans certaines économies. La bonne santé des principales places boursières, l'arrivée en douceur de l'euro dans le système monétaire international, sont autant d'éléments cruciaux pour le monde en développement, qui jouit majoritairement d'une conjoncture exceptionnellement favorable. L'Asie du Sud-Est semble en train de réussir son atterrissage en douceur ; l'Afrique a connu l'an dernier un taux de croissance de 5 %, le plus élevé depuis vingt ans ; pour la première fois depuis la chute du comunisme, la croissance devrait enfin redevenir positive, cette année, en Europe de l'Est.

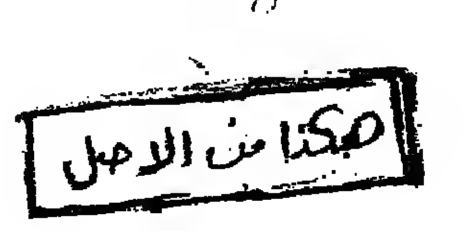
Dans toutes les régions, pourtant, les pays sont devenus très dépendants des capitaux importés (les flux de capitaux privés vers le monde en développement ont atteint 230 milliards de dollars d'an dernier), qui pourraient se contracter brutalement, ou devenir trop onéreux, si l'eovironnement financier se modifialt. L'assainissement des systèmes bancaires deviendrait encore plus problématique, exposant plusieurs Etats à des crises semblables à celles subies en Bulgarie ou en Thaïlande.

A elles seules, les économies émergentes ne pourront modifier beaucoup la prévision de 4,4 % de croissance économique mondiale faite par le FMI pour 1997. Mais les lourdes conséquences de la crise mexicaine de 1994-1995, la longue liste des Etats qui n'ont jamais pu s'intégrer à la globalisation de l'économie prouvent qu'une activité dynamique dans la majorité du monde ne suffit toujours pas à augmenter la prospérité de tous. Des troubles financiers dans le monde industrialisé toucheraient immanquablement les pays les plus fragiles.

Françoise Lazare

Eloge de la globalisation

***« La globalisation n'est pas un jeu à somme nulle, où certaines économies réussissent aux dépens du niveau de vie et de l'emploi ailleurs »*, affirme le FMI. La globalisation, si souvent tenue responsable, dans les pays riches, de la diminution des salaires et des délocalisations, bénéficie à la prospérité globale, selon les économistes du Fonds. La désindustrialisation, entamée dans les pays riches dès les années 70, n'est pas le résultat de la globalisation des économies, mais celui des progrès technologiques et de la baisse de la valeur ajoutée manufacturière. La diminution de l'emploi dans l'industrie a provoqué un regain d'inégalités outre-Atlantique, mais en Europe elle n'a pas été compensée dans d'autres secteurs. Plutôt que de tenter de freiner la globalisation, il convient, selon le FMI, de mettre en place des politiques d'aide sociale et de reclassement professionnel. Les flux commerciaux provenant du monde en développement étant trop modestes pour peser sur l'emploi dans le monde industriel.**



L'oligarchie russe veut contrôler la presse écrite

« Izvestias » et « Komsomolskaïa Pravda » sont victimes des appétits de pouvoir du « clan des finances » et du monopole énergétique Gazprom

MOSCOU
de notre correspondante

Après avoir mis la main sur les chaînes de télévision russes, les grands clans financiers du pays liés au pouvoir ont lancé de grandes manœuvres pour se partager la presse écrite.

Le célèbre quotidien *Izvestias* a tenté de résister à son rachat par Loukoïl, société pétrolière partiellement détenue par l'Etat, qui a exigé de placer ses hommes à la tête de la rédaction. Mais la campagne menée par le journal contre ce *« retour de la censure politique »* s'est vite essouflée : mardi 22 avril, Loukoïl, affirmant détenir 51 % des actions, a réuni un nouveau conseil de direction dans une école proche du bâtiment d'*Izvestias*, dont la rédaction lui avait interdit l'accès. La solidarité des journalistes ne fut pas totale. Certains, disant qu'il faut se soumettre à la loi du marché, ont récusé l'appel des *Izvestias* à Boris Eltsine pour qu'il intervienne. D'autres ont souligné que leur situation diffère de celle des médias en Occident : en Russie, la distinction entre public et privé est des plus floues, et le contrôle des médias par l'argent devient un contrôle politique.

Le meilleur exemple est Gazprom, le richissime monopole gazier. L'Etat y détient 40 % des actions, mais ses représentants n'arrivent pas à avoir accès à sa comptabilité, à l'exception sans doute du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, patron du « clan de l'énergie ». Chez Gazprom, on affirme œuvrer *« pour le bien de la Russie »*, et on est fier de souligner que le *« travail »* mené avec les médias (euphémisme pour les subventions cachées, à certains journalistes en particulier ou à la rédaction dans son ensemble) n'a pas pour but le profit. Gazprom a investi dans la télévision privée NTV, en récompense de son rôle dans la réélection de Boris Eltsine, et a complété son « soutien » par des investissements dans des dizaines d'autres médias, nationaux et régionaux.

Mais ce mastodonte subit la concurrence de jeunes groupes agressifs, ceux du « clan des finances » proches d'Anatoli Tchoubaïs, le nouvel adjoint et principal rival du premier ministre. Les médias sont devenus un des champs les plus visibles de leur rivalité. Signe des temps, M. Tchoubaïs, qui a le vent en poupe, s'est réservé la charge supplémentaire, au sein du gouvernement, où il dirige les finances, de superviser les médias.

Il fut donc accusé ce mois-ci par le quotidien *Komsomolskaïa Pravda*, qui bénéficiat du soutien de Gazprom, d'avoir organisé le rachat du journal par Oneximbank, un des groupes qui sert de bras armé à M. Tchoubaïs. Menacé de renvoi, son rédacteur en chef se dit victime de son indépendance : on ne lui a pas pardonné au Kremlin, dit-il, d'avoir révélé des secrets sur la vie familiale de Tatiana Diatchenko, la fille du président, ou d'avoir écrit que l'épouse de ce dernier avait suggéré à son mari de démissioner pour raisons de santé. *« Avant sa réélection*, dit-il, *nous avions pourtant pratiqué l'autocensure comme les autres titres non communistes du pays, mais on ne pouvait pas continuer comme ça, nos ventes chutaient. »*

Le problème d'*Izvestias* est un peu différent. Bien en cour, il venait de fêter son 80e anniversaire au Palais des congrès du Kremlin, même s'il reste perçu comme un fleuron de la presse indépendante. Son directeur, élu par la rédaction en 1991, affirme avoir accepté cet hiver les premières offres de Loukoïl contre une promesse de rester à son poste. Mais un scandale a remis cet acquis en question : début avril, *Izvestias* a reproduit des publications du *Monde* sur la fortune supposée de M. Tchernomyrdine, pourtant proverbiale en Russie. Le premier ministre, n'imaginant pas qu'*Izvestias* ait pu le faire sans autorisation de Loukoïl, s'est cru trahi par son allié pétrolier et aurait bloqué, en représailles, une cession à Loukoïl d'actions de Gazprom dans une tierce entreprise. Loukoïl a alors menacé publiquement de revendre ses actions dans le quotidien en raison de l'affront fait au premier ministre : la société aurait voulu prouver à ce dernier qu'elle n'y était pour rien et qu'elle veillera à ce que cela ne se reproduise plus.

AUTONOMIE MENACÉE

Le directeur d'*Izvestias* affirme qu'il avait déjà repoussé deux offres d'acheteurs qui exigeaient de contrôler la rédaction, tous deux membres du « clan des financiers ». L'un serait Vladimir Goussinski, le patron du groupe « Most-médias » (*NTV, Sevodnia*, etc.), qui affirme avoir abandonné ses affaires bancaires pour se concentrer sur le seul métier des médias. L'autre, Boris Berezovski, homme d'affaires au passé trouble, qui affirme avoir abandonné la gestion directe de son empire (import-export automobile, banque, Aeroflot, pétrole et médias) pour devenir le numéro deux du Conseil de sécurité russe. Mais chacun en Russie pense qu'il contrôle toujours tout, notamment la première chaîne « publique » ORT, détenne à 51 % par l'Etat mais donnée en « gérance » à l'homme de confiance qui la finance...

La tendance à l'uniformisation du contenu, observée sur les chaînes télévisées nationales, reste cependant relative dans la presse écrite. D'abord, à cause des médias régionaux, où les administrations locales, souvent communistes, imposent leur contrôle. Mais un journal à diffusion nationale comme la *Nezavissimaïa Gazeta* de M. Berezovski reste aussi ouvert à des voix discordantes, quitte à respecter les sujets-tabous et les intouchables (tels le maire de Moscou, où tous les grands médias ont leurs locaux). Car si les télévisions ont un rôle stratégique (préparer les futures élections), la presse nationale sert les luttes internes à l'oligarchie dont elle est une proie facile : sa circulation n'est plus que 5 % de ce qu'elle fut en 1991 et aucun titre n'est rentable.

Mais les groupes rivaux qui se l'arrachent gardent un objectif commun : le maintien du statu-quo politico-social. En ce sens, l'entente est solide entre Gazprom qui *« soutient la Russie »*, Boris Berezovski qui veut empêcher qu'elle ne soit *« submergée par une vague antisémite »* et le directeur de *NTV* qui souhaite voir les *« grand groupes investir plus dans le service public, pour ne pas être balayés lors d'un prochain changement de l'ordre social et politique, ce qui reste un danger en Russie »*. Ils ignorent ainsi l'autre danger : la perte d'autonomie des médias dont la presse serait le dernier rempart. Nul ne pourrait alors dire en cas de tension, comme lors des derniers déchaînement de violences en Russie (événements d'octobre 1993, guerre en Tchétchénie), que cela *« n'est pas grave, car il reste la liberté de parole »*.

Sophie Shihab

M. Eltsine a pris froid mais son cœur va bien

Le chirurgien américain, Michael DeBakey, qui avait assisté à l'opération cardiaque de Boris Eltsine en novembre 1996, a estimé, mercredi 23 avril, que le président russe se portait bien. Invité à Baden Baden la semaine dernière, M. Eltsine avait donné des signes de fatigue, et le chancelier Kohl avait dû le soutenir discrètement à plusieurs reprises. Selon M. DeBakey, le président russe *« avait simplement pris froid et devait se remettre »*. Il n'a pas dit s'il faisait allusion à la pneumonie contractée par le chef de l'Etat en janvier ou à des problèmes de santé plus récents. *« Son cœur fonctionne parfaitement, et il mène une vie normale »*, a-t-il ajouté. – *(Reuter.)*

Echec d'un nouveau conclave sur la réforme fiscale allemande

La perspective des élections législatives de 1998 fait obstacle à un accord entre le gouvernement et l'opposition

Les négociations entre le gouvernement allemand et l'opposition sociale-démocrate (SPD) sur la vaste réforme fiscale promise par le chancelier Kohl ont échoué, mercredi 23 avril. Chaque camp rend l'autre responsable de l'échec des discussions, dans l'espoir d'en tirer un avantage en vue des élections législatives fédérales de l'automne 1998. Les milieux économiques pensent que cette impasse va freiner les investissements.

BONN
de notre correspondant

« Je ne pourrais pas me permettre la même chose que Jacques Chirac » : cette formule, glissée par le chancelier Kohl dans un discours prononcé à Bonn au lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, en dit long sur les blocages des processus de décision en Allemagne. Blocages qui viennent d'être illustrés, mercredi 23 avril, par l'échec d'un nouveau conclave sur la réforme fiscale réunissant les dirigeants de la coalition au pouvoir (CDU, CSU et FDP) et ceux de l'opposition social-démocrate (SPD). Celle-ci doit donner son accord à toute réforme touchant la fiscalité grâce à la majorité dont elle dispose au Bundesrat (chambre de représentation des Länder). Réunis à la chancellerie de Bonn pour la troisième fois en deux mois, Helmut Kohl et le chef du SPD, Oskar Lafontaine, accompagnés de leurs délégations, n'ont pas mis plus d'une heure à constater leur total désaccord sur les principaux points de la réforme.

Le projet, présenté comme la *« réforme du siècle »* par le ministre des finances, Theo Waigel, prévoit de réduire la pression fiscale de 30 milliards de marks à partir de 1998 (plus de 100 milliards de francs).

AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE BONN

Il est au cœur de la stratégie gouvernementale visant à relancer l'activité et à réduire le chômage à moyen terme. L'effet positif qui en est attendu correspond à un demi-point de croissance supplémentaire. Elle prévoit une baisse des taux d'imposition sur les particuliers et les entreprises, contrebalancée par une extensioo de l'assiette de l'impôt sur le revenu (notamment sur les retraites) et la suppression de nombreux avantages fiscaux. Il n'est donc pas étonnant, dès lors, que la plupart des dirigeants du monde économique aient déploré, en termes forts, l'échec de la rencontre du 23 avril. L'Assemblée des chambres de commerce (DIHT) parle notamment d'*« un choc pour les entreprises qui veulent investir »*.

Mais le SPD a choisi, sous l'influence de son président, Oskar Lafontaine, d'adopter une attitude « dure » dans les négociations, tout en présentant un contre-projet de réforme fiscale *« conçue pour le peuple, et non contre lui »*. Les sociaux-démocrates s'opposent notamment au choix de soumettre à l'imposition les primes salariales pour le travail de nuit ou les jours fériés. Ils refusent d'abaisser le taux maximal d'imposition, tant en ce qui concerne le revenu des particuliers que celui des entreprises (actuellement de 53 % pour les premiers, et de 47 % pour les secondes). Ils réclament enfin une hausse des taxes sur les produits pétroliers pour financer la baisse des coûts salariaux dès cette année.

La loi va désormais suivre lentement sa voie parlementaire : adoptée mardi 22 avril en conseil des ministres, elle devrait être discutée, en première lecture, au Bundestag à partir du 25 avril. Tout indique que le texte atterrira avant la pause estivale sur la table de la commission de conciliation qui sert d'ultime instrument de compromis entre les deux chambres, le Bundestag et le Bundesrat. Dans tous les cas de figure, aucun résultat n'est à attendre avant l'automne prochain, et un échec complet de la réforme n'est pas exclu. Aucune solution n'est envisageable, à moins que certains Länder gouvernés par le SPD choisissent de voter contre la ligne définie par leur propre parti et agissent – phénomène classique en Allemagne – au nom de leur intérêt propre.

Dans l'immédiat, c'est sur un tel scénario que le chancelier Kohl et ses alliés semblent vouloir miser. Ils estiment qu'ils pourront tirer profit auprès de l'opinion publique d'un blocage dont ils rejettent l'entière responsabilité sur les sociaux-démocrates. Leur calcul, désormais, est que, en dépit de l'immobilisme politique en cours, la conjoncture redeviendra suffisamment favorable en 1998 pour que, le chômage commençant à baisser, la coalition au pouvoir soit en mesure de remporter les élections de l'automne 1998.

Lucas Delattre

Mensonges, faux, preuves fabriquées : le FBI est sur la sellette

WASHINGTON
de notre correspondant

Le récent rapport du ministère de la justice sur les activités du laboratoire criminel du FBI est accablant, sans toutefois confirmer les accusations les plus graves lancées par Frederic Whitehurst. Selon cet expert en explosifs, certains spécialistes du laboratoire du Bureau fédéral d'enquête se sont rendus coupables d'activités criminelles, ils ont fabriqué des preuves et menti à la justice. Les conclusions très critiques de l'administration affectent la crédibilité d'une institution qui fut longtemps au-dessus de tout soupçon.

D'autant qu'un second rapport, tout aussi critique, a été rendu public, lundi 21 avril : cette fois, il s'agit de l'attitude du FBI dans le cadre de l'affaire Aldrich Ames, cet agent double de la CIA qui a trahi les Etats-Unis pendant neuf ans au profit de Moscou. Les conclusions de l'inspecteur général Michael Bromwich sont sans ambiguïté : par négligence, ainsi qu'en choisissant de ne pas coopérer avec la centrale de Langley, le FBI porte une part de responsabilité dans le revers catastrophique essuyé par la CIA, qui s'est notamment soldé par la mort d'une douzaine d'agents soviétiques payés par les Américains.

Depuis l'époque du légendaire Edgar Hoover, mort à son poste en 1972, le prestige du FBI n'a cessé de décliner. En juillet 1993, Bill Clinton avait démis de ses fonctions le directeur en titre, William Sessions, qui avait dirigé l'agence fédérale pendant six ans (sur un mandat de dix ans), tout en profitant de ses pouvoirs pour s'enrichir personnellement. Louis Freeh, son successeur, n'est pas menacé d'une pareille sanction, d'autant que les enquêtes judiciaires en cours impliquant le président (Whitewater, financemeot du Parti démocrate, etc.) rendraient une telle décision politiquement suspecte.

INCOMPÉTENCE CARACTÉRISÉE

Mais l'intéressé peut toujours démissionner, ce qu'il a récemment envisagé, selon les propos qu'il a confiés au magazine *Newsweek*. Le rapport du ministère de la justice sur le laboratoire du FBI n'est que le coup de pied de l'âne après différentes controverses qui ont terni la réputation du « Bureau ». A l'issue de dix-huit mois d'investigation, les enquêteurs fédéraux ont mis en lumière des problèmes *« extrêmement sérieux et significatifs »* dans le mode de fonctionnement du laboratoire du FBI, et recommandé le renvoi de plusieurs responsables.

Des témoignages scientifiques erronés ou basés sur des *« intuitions »* plutôt que sur une étude approfondie des indices, des rapports *« bâclés »*, des conclusions d'expertises manifestement *« exagérées »* affectant directement les accusations retenues contre des accusés, des résultats de tests insuffisamment contrôlés, etc. Or les quelque six cents spécialistes du laboratoire du FBI se livrent à près de six cent mille examens scientifiques chaque année, la plupart dans le cadre d'enquêtes criminelles.

Parmi plusieurs douzaines de cas qui ont été directement affectés par ces pratiques répréhensibles, le ministère de la justice a épinglé trois affaires particulièrement importantes : l'attentat à la bombe contre le World Trade Center de New York, en février 1993 ; l'attentat d'Oklahoma City – qui a coûté la mort à cent soixante-huit personnes –, en avril 1995 (le procès des deux accusés se déroule actuellement à Denver) ; enfin, la destruction criminelle d'un avion d'Avianca Airlines, en 1989, qui a provoqué la mort de ses cent sept passagers. Dans les deux premiers cas, c'est le chef du département des explosifs, David Williams, qui est en cause, pour avoir fourni une expertise *« fausse, incomplète, non scientifique »* et basée sur des *« spéculations »*.

Les conséquences de cette incompétence caractérisée sont difficiles à mesurer, mais il apparaît déjà que, dans des centaines de procès criminels – passés ou futurs –, les avocats de la défense vont pouvoir se servir de ces conclusions officielles pour contester le sérieux des enquêtes du FBI, y compris s'agissant du procès d'Oklahoma City.

Si la responsabilité de ces controverses ne peut être imputée directement à Louis Freeh (crédité par ailleurs de réformes utiles), leur juxtaposition crée un climat qui a tendance à miner le moral des agents fédéraux. Pour des raisons peu différentes, la CIA est victime d'un même climat interne délétère. Lequel a pour effet d'abréger la durée du mandat de ses directeurs.

Laurent Zecchini

Plusieurs centaines de réfugiés hutus auraient été massacrés par les rebelles zaïrois

Les troupes de l'Alliance sont accusées de multiplier les exactions dans l'est du Zaïre

Les organisations internationales, qui n'ont plus l'autorisation de se rendre dans l'est du Zaïre, s'inquiètent de plus en plus du comportement des troupes rebelles de Laurent-Désiré Kabila, accusées d'avoir massacré des centaines de réfugiés hutus. L'ONU et les Etats-Unis ont fait part de leur préocupation. M. Kabila, dont les forces poursuivent leur progression vers la capitale, Kinshasa, a démenti ces accusations.

LA COMMUNAUTÉ internationale critique de plus en plus ouvertement le comportement de l'armée des rebelles zaïrois de Laurent-Désiré Kabila vis-à-vis des réfugiés hutus. Alors que les organisations humanitaires se sont vu interdire depuis le 15 mars l'accès des camps improvisés où survivent plusieurs dizaines de milliers de réfugiés d'origines zaïroise et rwandaise, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est dit *« choqué et effrayé par l'inhumanité dont ceux qui contrôlent l'est du Zaïre font preuve à l'égard de ces réfugiés qui sont, pour la plupart, innocents. Je ne pense pas*, a-t-il ajouté mercredi 23 avril, *que la communauté internationale puisse rester sans réaction alors que des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim. Si M. Kabila est responsable de ses troupes, qu'il les contrôle. S'il n'en est pas responsable, qu'il prenne les mesures nécessaires pour les contrôler »*, a ajouté M. Annan, qui a accusé les rebelles de *« tuer en affamant »*.

L'intervention du secrétaire général de l'ONU fait suite à des témoignages de villageois zaïrois faisant état du massacre de plusieurs centaines de réfugiés dans des camps situés au sud de Kisangani. Selon Amnesty International, près de 80 000 réfugiés se trouveraient, dans cette région, dans un état « d'*épuisement général* » à la suite de famine et de maladie.

L'organisation humanitaire, basée à Londres, fait par ailleurs état, jeudi 24 avril, d'« *exécutions arbitraires* » et de « *disparitions* » de réfugiés hutus. A Genève, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a fait part également de son désarroi. *« Nous entendons des informations non confirmées faisant état de massacres de grande envergure autour de camps auxquels nous n'avons plus accès depuis dimanche dernier. Nous avons avons désespérément besoin de nous rendre auprès de ces réfugiés. Nous sommes très inquiets pour leur sécurité »*, a indiqué mercredi une porte-parole du HCR.

UN « TEST »

Les Etats-Unis se sont fait l'écho de l'inquiétude des organisations internationales. *« Si l'Alliance rebelle tient à avoir des relations normales avec les gouvernements occidentaux, elle doit agir de manière crédible et humaine, ce qui ne semble pas être actuellement le cas »*, a déclaré mercredi le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. En ne laissant pas les réfugiés rentrer chez eux, les rebelles risquent d'y laisser *« leur réputation, leur crédibilité et la perception qu'en a le reste du monde. C'est évidemment un test »*, a-t-il dit à la presse.

Jusqu'ici, le test n'apparait pas convaincant. Le chef des rebelles, Laurent-Désiré Kabila, a catégoriquement démenti tout massacre de réfugiés. Jugeant ces informations *« totalement absurdes »*, il a, certes, admis que ses forces étaient intervenues, mais uniquement pour empêcher des affrontements entre des villageois zaïrois et des réfugiés.

Les troupes rebelles poursuivent leur avance en direction de Kinshasa, la capitale du Zaïre. Les troupes de M. Kabila ont annoncé mercredi la prise – sans combat – de trois localités supplémentaires. La chute de Kinshasa n'est plus désormais *« qu'une question de jours »*, a commenté le « ministre *de la justice* » des rebelles, Mwenge Kongolo.

Dans ce contexte, la perspective d'une rencontre entre le président Mobutu et M. Kabila ne semble guère avancer. Ce dernier a proposé qu'elle ait lieu à Lubumbashi, la deuxième ville du pays, tombée aux mains des rebelles. Le chef de l'Etat n'a pas donné de réponse. – *(Reuter, AFP.)*

« On va manger Mobutu ! », crient les jeunes volontaires katangais de M. Kabila

GOMA
de notre envoyé spécial

Dans le wagon, les jeunes gens s'agglutinent à la fenêtre pour crier *« On va chasser Mobutu ! »* ou *« On va manger Mobutu ! »* à l'intention des caméras d'une équipe européenne qui filme depuis le quai. En fin d'après-midi, lundi 21 avril, un convoi transportant 400 recrues de l'Armée populaire de libération du Congo (APLC) s'apprête à quitter la gare de Lubumbashi pour Kamina, un important nœud ferroviaire. Après, c'est l'inconnu. Certains pensent qu'ils seront entraînés en Ouganda, d'autres qu'ils recevront leur instruction à Goma, la base arrière de Laurent-Désiré Kabila. Quelques-uns espèrent même partir directement pour le front.

REPORTAGE

L'effort de recrutement est crucial pour une armée rebelle dont le fonctionnement reste, par ailleurs, très mystérieux

Devant la gare, un homme d'une trentaine d'années observe la scène. Déjà père de famille, il ne s'est pas engagé. *« Hier*, raconte-t-il, *mon fils de onze ans qui est en cinquième m'a dit* : "Papa, je veux m'engager." *Je n'en croyais pas mes oreilles : ce langage, de la part d'un enfant ! Il a continué. Je lui ai dit que, s'il ne changeait pas de ton, je le foutterais. »* Dans l'un des centres de recrutement de la ville, des parents éplorés sont venus chercher leur fils de sept ans qui s'était enfui de la maison depuis deux jours. Un autre couple a été brièvement arrêté pour avoir tenté de récupérer son enfant. Celui-ci a expliqué qu'il refusait de suivre des parents qui n'avaient pas payé son « minerval » (frais de scolarité) depuis deux ans.

« IL ME FAUT 100 000 HOMMES »

La politique de recrutement de l'APLC ne fait pas l'unanimité. Pour l'instant, les « petits soldats » de Laurent-Désiré Kabila restent populaires. A Lubumbashi, comme ailleurs, leur calme et leur absence d'agressivité face aux civils contrastent si vivement avec le comportement des Forces armées zaïroises (FAZ) du président Mobutu que l'on oublie leur âge ou leur origine. Comme le disait une habitante de Kisangani : *« Bien sûr, il y a beaucoup de Tutsis parmi eux. Mais au fur et à mesure qu'ils iront vers Kinshasa, ils recruteront d'autres gens et les Tutsis se fondront dans la masse. »*

L'effort de recrutement résumé par M. Kabila lors de son meeting à Lubumbashi – *« Il me faut 100 000 hommes »* – est crucial. Les objectifs qui restent à l'Alliance (le port de Matadi, la ville natale de M. Mobutu, Gbadolite, et surtout Kinshasa) demanderont des moyens sans commune mesure avec ceux déployés pour la prise de Kisangani ou de Lubumbashi.

En dehors des opérations de recrutement qui ont généralement lieu quelques jours après l'entrée des troupes dans les villes conquises, le mode de fonctionnement de l'APLC reste très mystérieux. Officiellement, le commandant en chef est le président de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), Laurent-Désiré Kabila. On sait aussi que son fils, Joseph-Désiré Kabila, est l'un des principaux officiers supérieurs qui arrivent dans les villes conquises quelques heures après les premiers éléments.



A toutes les questions les responsables de l'AFDL répondent en invoquant le secret militaire et les informations qu'ils fournissent – *« La prise de Kinshasa n'est qu'une question de jours »*, a déclaré, mardi, le commissaire aux finances, Mawapanga Mwana Nanga – ont généralement plus de rapport avec la guerre psychologique qu'avec les réalités. Dès le début de la guerre à l'est du Zaïre, l'Alliance a fait précéder ses offensives par des bombardements de communiqués qui ont bien souvent suffi à mettre les FAZ en fuite.

Mais ce goût du secret s'explique également par la nécessité de dissimuler certaines alliances et le recours à certains moyens. Dans la ville de Kipushi, à la frontière avec la Zambie, la population raconte comment, pendant deux jours, des colonnes de l'APLC ont franchi la frontière à pied après avoir été amenés depuis la ville de Ndola par des camions de l'armée zambienne. De même, la présence d'un commando de l'armée angolaise à Lubumbashi, aux alentours du 18 avril, peut laisser penser qu'un coresponsable militaire venu de Luanda a rencontré les chefs de l'APLC, mais le commissaire aux affaires étrangères de l'Alliance, le docteur Bizima Karaha, a préféré invoquer ses connaissances médicales – *« A mon avis, vous souffrez d'hallucinations »*, a-t-il répondu aux journalistes qui l'interrogeaient à ce sujet – plutôt que d'admettre le moindre contact entre le « Congo libéré » et son grand voisin du Sud. A l'intérieur du Zaïre, même certains responsables économiques ont fait le voyage de Kinshasa à Lubumbashi via Johannesburg pour prendre contact avec l'Alliance. Or, il est établi que ces rencontres discrètes ont, entre autres, porté sur le transport aérien de troupes.

En même temps, l'APLC semble toujours aussi dépourvue de moyens lourds. Si les témoins de l'entrée des troupes de l'Alliance à Kipushi parlent de *« milliers de soldats »*, tous s'accordent sur l'absence d'armes plus importantes que des lance-roquettes ou des mortiers. Et lorsque les transports de troupes, très nombreux, sillonnent les rues de Lubumbashi, il s'agit de camions à benne de bois dans lesquels les soldats sont entassés sans protection contre la pluie ou le soleil.

C'est peut-être ce manque de moyens logistiques qui explique la brusque mauvaise humeur manifestée, lundi, par l'Alliance à l'égard des Etats-Unis et même du Rwanda, qui n'ont sans doute pas répondu aux espoirs de M. Kabila en matière d'aide matérielle. Même si la présence de troupes rwandaises au sein de l'APLC reste une constante de la guerre. En multipliant les déclarations qui vont du vraisemblable (menaces d'attentats contre M. Kabila) au fantaisiste (débarquement de troupes chinoises à Kinshasa), les dirigeants de l'AFDL veulent obliger les Occidentaux à faire pression sur le maréchal Mobutu, afin que celui-ci parte avant que la bataille de Kinshasa ne devienne inéluctable.

Thomas Sotinel

M. Clinton « indigne » Pékin en recevant le dalaï-lama

En voie de réchauffement, les relations sino-américaines restent pourtant marquées par l'ambiguïté

WASHINGTON
de notre correspondant

Les relations sino-américaines sont par nature cycliques : elles traversent des périodes de réchauffement, suivies de refroidissements diplomatiques. La récente visite à Pékin du vice-président Al Gore s'inscrivait dans le cadre des premières. Celle du dalaï-lama à Washington, mercredi 23 avril, qui suit de près le séjour de Martin Lee, le chef de file des démocrates de Hongkong, aux Etats-Unis, fait partie des secondes. Lorsque le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, arrivera, dimanche 27 avril, à Washington, le balancier devrait de nouveau s'orienter vers le dialogue constructif, d'autant qu'il s'agit de préparer la rencontre entre les président Bill Clinton et Jiang Zemin, prévue pour l'automne prochain.

Entre-temps, le Congrès se sera prononcé sur le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) à la Chine, et les déclarations de plus en plus critiques des républicains à ce sujet n'inclinent pas à l'optimisme. De son côté, Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, se rendra à Hongkong pour les cérémonies de transfert de souveraineté entre la Grande-Bretagne et la Chine, le 30 juin. Ces deux derniers événements sont à porter dans la colonne « refroidissement », tout comme la décision, annoncée mercredi, d'accorder un visa américain de transit au président taïwanais Lee Teng-hui.

EUPHÉMISME

A suivre ces péripéties de ping-pong diplomatique sino-américain, on serait tenté de croire que les relations bilatérales trouvent une sorte de point d'équilibre. Or ce n'est pas le cas : qu'il s'agisse du déséquilibre croissant des relations commerciales, de l'affirmation des ambitions militaires chinoises, de l'évolution probable des questions de Taïwan et de Hongkong, de la possible intervention du gouvernement chinois dans le financement du Parti démocrate (le scandale dit de l'« *Asiagate* »), enfin du rapprochement sino-russe, les motifs d'un approfondissement du contentieux bilatéral paraissent nettement l'emporter.

La Maison Blanche prend pourtant des gants pour recevoir des hôtes que Pékin considère comme ses « bêtes noires ». Ainsi, pour s'entretenir avec le dalaï-lama et Martin Lee à Washington, Bill Clinton a-t-il eu recours à ce très commode euphémisme du protocole diplomatique connu sous le nom de « *drop-by visit* ». Les intéressés sont reçus par Al Gore, et le chef de l'exécutif « passe » (« *drop-by* »), pour une conversation plus ou moins longue avec l'hôte du vice-président, ce qui est réputé moins compromettant qu'un tête-à-tête formel dans le « bureau ovale ».

Les autorités chinoises ne s'y sont pas trompées. Pékin, qui avait multiplié les mises en garde avant l'arrivée du dalaï-lama (lequel avait bénéficié d'un traitement identique en 1995), a vivement réagi, en se déclarant *« indigné »* par la rencontre entre le président américain et le chef tibétain. Les Chinois avaient préalablement averti que Washington prenait le risque d'une nouvelle détérioration des relations bilatérales. La Maison Blanche a expliqué que le prix Nobel de la paix est un *« leader spirituel respecté »*, en particulier par les *« centaines de milliers de bouddhistes, notamment américains »*, et Bill Clinton a souhaité qu'un dialogue puisse s'ouvrir entre Pékin et le dalaï-lama.

L'ENJEU DE HONGKONG

L'intéressé, invité de l'émission-vedette de CNN, « *Larry King live* », a assuré qu'il ne voulait créer d'embarras à quiconque, tout en enfonçant le clou : il a confirmé son intention d'ouvrir bientôt un bureau à Taïwan – déjà annoncée lors de sa visite sur l'île fin mars – et émis le souhait que les habitants de Hongkong puissent conserver leurs droits et leurs libertés après le retour du territoire à la Chine... De cela, les Etats-Unis se sont portés garants, avait assuré Martin Lee à l'issue de son entretien avec Bill Clinton. Le président a en effet affirmé qu'il y aurait « *des conséquences* » si la Chine remettait en cause les libertés économiques et politiques des Hongkongais. C'est ce message que la visite de M[me] Albright dans le territoire va souligner.

L'annulation, la semaine dernière, du voyage que Tung Chee-hwa, le futur chef de l'exécutif de Hongkong après la rétrocession, devait effectuer à Washington, est symptomatique : Pékin s'attend que la question de Hongkong devienne une pomme de discorde majeure dans ses relations avec les Etats-Unis. Le Congrès américain fait le même raisonnement, ce qui explique qu'un nombre croissant de parlementaires sont hostiles à un renouvellement de la MFN, ainsi qu'à l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pourquoi, insistent-ils, multiplier les gestes de bonne volonté envers Pékin, alors que les autorités chinoises adoptent une attitude à bien des égards anti-américaine ?

La coopération militaire de plus en plus étroite entre Moscou et Pékin est l'un des motifs d'inquiétude des républicains, et de nombreux sinologues. Il en est d'autres : les informations se multiplient, qui montrent les efforts systématiques du gouvernement chinois pour se procurer des technologies américaines civiles afin de les reconvertir à des fins militaires. Le Pentagone vient pour la première fois de le reconnaître : la Chine est probablement engagée dans un vaste effort pour se doter d'une puissance militaire capable de tenir tête à tout *« ennemi potentiel régional »*, ce qui vise en particulier les Etats-Unis.

Laurent Zecchini

La France parie sur un « renouveau » de la francophonie chez les futurs « dragons » de l'ex-Indochine

HANOÏ et PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

« Ne pas laisser l'anglais uniformiser le monde » : le secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre, qui vient d'effectuer une mission au Cambodge et au Vietnam, parie sur un renouveau du français dans l'ancienne Indochine, où la langue de l'ex-pouvoir colonial est en perte de vitesse. Sa visite s'inscrivait dans le cadre de la préparation du 7[e] Sommet de la francophonie, qui se tiendra à Hanoï en novembre 1997.

Le paysage linguistique est pour le moins contrasté, la nostalgie n'étant plus vraiment ce qu'elle était : au Cambodge, où le français était encore la deuxième langue officielle jusqu'à l'arrivée des Khmers rouges, en 1975, seules les élites qui ont échappé au génocide – ou se sont exilées à temps – s'expriment encore dans notre langue. Plusieurs personnalités de premier plan sont non seulement francophones mais disposent d'un passeport français, comme le prince Ranariddh, premier ministre et fils du roi Sihanouk.

« DES POMMES, DES POIRES... »

Au Vietnam, où le français fut, au Nord, mis sur la touche au profit du russe dans les écoles après la chute de Dien Bien Phu et la constitution de la République démocratique du Vietnam, les jeunes, dans l'ensemble, se tournent vers l'anglais. 12 % des élèves vietnamiens apprenaient encore le français en 1994 : ils ne sont plus que 5 % aujourd'hui, même si certains de leurs aînés continuent de chérir avec une émouvante passion le français, cette « langue de culture ». *« Ah ! comment oublier la poésie de la langue française... »*, s'exclame Tran The Thông, directeur de la Maison de la francophonie de Saïgon et diplômé d'agronomie de la Sorbonne. Mais il n'y aurait guère plus que 350 000 francophones, dont 70 000 parlant un français courant. A Phnom-Penh, où M[me] Sudre a fait la tournée des hauts lieux de la francophonie – Centre culturel français, (le plus grand d'Asie), hôpital Calmette, université, école française, etc. – qui témoignent de l'impressionnant effort français en matière de coopération linguistique, scientifique et technique, l'ancien médecin-anesthésiste devenue ministre a eu le plaisir de voir le doyen de la faculté de médecine expliquer en français les détails de la radiographie d'un patient à ses étudiants, tous francophones. *« La langue khmère manque de vocabulaire technique : le français est indispensable pour les termes médicaux ou juridiques »*, explique un professeur cambodgien.

A Hanoï, M[me] Sudre, qui passa les huit premières années de sa vie au Vietnam – sa mère était de Vinh, au nord de Hué –, a écouté un groupe d'étudiants de la section française de l'Ecole supérieure des langues étrangères chanter un vieux tube de Sacha Distel, *« Des pommes, des poires et des scoubidous-bidous... Ouah! »* avant qu'une charmante étudiante en robe longue ne se risque, et avec moins d'accent que Dalida, à susurrer *« Bambino, Bambino »*...

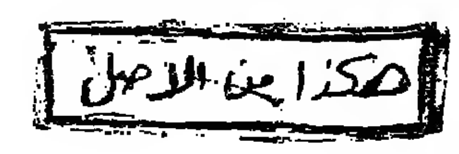
PRAGMATISME

Voilà pour le folklore. Mais la France a beau déployer de louables efforts pour promouvoir sa langue, et, partant, compter sur les retombées économiques que pourrait lui apporter le renouveau de la francophonie, certains – Français y compris – ont parfois le sentiment que le combat est perdu d'avance : le Vietnam effectue 70 % de ses échanges avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et la seule langue véhiculaire ne peut être que l'anglais quand un Singapourien, un Philippin, un Thaï, un Vietnamien et bientôt un Birman et un Cambodgien se rencontrent. Une réalité dont le secrétaire d'Etat est consciente, même si cela n'entame pas son bel optimisme : *« C'est vrai que l'environnement de l'Asie du Sud-Est est anglophone et, même si les Cambodgiens doivent s'exprimer en anglais, le fait d'être un pays francophone apporte au Cambodge un énorme avantage, un « plus » par rapport aux autres nations de la région. Pensez que 95 % des élèves francophones réussissent au baccalauréat contre un taux de réussite moyen de 45 % chez l'ensemble des candidats. Au Vietnam, un pays en plein essor, nous devons être présents afin de ne pas rater, comme cela s'est passé pour le reste de l'Asie du Sud-Est, le décollage de cette nation qui deviendra bientôt un nouveau "dragon". »*

D'où l'effort linguistique français au Vietnam où 370 classes bilingues existent déjà dans 17 provinces, chiffre qui devrait atteindre les 500 en septembre. Les Vietnamiens, eux, affichent souvent un pragmatisme de rigueur à l'égard de la francophonie.

Si, pour Nguyen Ngoc Tran, vice-président du comité national chargé de l'organisation du sommet de novembre, *« le Vietnam pourrait devenir une tête de pont de la francophonie en Asie »*, un conseiller du premier ministre pour les affaires économiques, le docteur Vo Dai Luoc, est plus réservé : certes, admet-il, *« le français est, au Vietnam, une langue qui permet de savourer une culture »*, mais il juge cependant « *regrettable que la France ne représente qu'un faible pourcentage des taux d'échanges économiques avec notre pays. Et puis, pour un Vietnamien qui parle seulement le français, c'est difficile de trouver du travail* »... Même si la France est encore le plus gros partenaire commercial occidental du Vietnam.

Bruno Philip



Signature d'un accord frontalier entre la Chine et la Russie

MOSCOU. Le président chinois Jiang Zemin a signé, jeudi 24 avril au Kremlin, avec son homologue russe Boris Eltsine et les présidents tadjik, kirghize et kazakh, un accord de réduction des troupes sur les frontières, portant leur nombre à 260 800 hommes. La Chine pourra en conserver 130 400, soit la moitié. Aux termes de l'accord, les signataires s'engagent à *« réduire les troupes et les équipements sur une bande de 100 kilomètres de large des deux côtés de lo frontière »*. Les *« forces en présence »* maintiendront une *« attitude strictement défensive »*, a indiqué le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. Le traité concerne toutes les forces militaires à l'exception de la marine dans l'Extrême-Orient russe. Il sera applicable jusqu'en 2020. – *(AFP.)*

Un nouveau massacre a fait quarante-deux victimes en Algérie

ALGER. Selon le quotidien *El Watan*, quarante-deux villageois de la localité d'Omaria, près de Médéa, ont été massacrés à coups de hache et de sabre par un groupe armé dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 avril. Cette dernière tuerie porte à près de 350, depuis le début du mois d'avril, le nombre des morts dans des tueries collectives et des attentats à la bombe dans les régions de Blida et Médéa. Le journal ne donne pas d'indications sur le nombre des agresseurs, ni sur les circonstances exactes de cette attaque exécutée selon un scénario habituel : par surprise, en pleine nuit, à l'arme blanche, ne laissant aucune chance aux victimes. Les forces de sécurité ont mené depuis plus de deux mois de vastes opérations dans plusieurs régions du pays, destinées à *« nettoyer »* les maquis islamistes, en prévision des législatives du 5 juin. Les autorités ont gardé un silence total sur ces opérations, parfois spectaculaires, utilisant des troupes de commandos héliportées et des bombardements par missiles air-sol. – *(AFP.)*

Les déserteurs de la Wehrmacht vont être réhabilités

BONN. Les partis de la coalition du chancelier allemand Helmut Kohl (CDU/CSU et FDP) et l'opposition social-démocrate (SPD) sont parvenus, mercredi 23 avril, à un accord pour réhabiliter et dédommager les déserteurs de la Wehrmacht, après des années d'âpres discussions. Dans une résolution commune adoptée par la commission des lois du Bundestag, ils déclarent *« injustes »* les condamnations prononcées par la justice militaire du IIIe Reich contre les soldats reconnus coupables de désertioo, d'objection de conscience ou de démoralisation des troupes durant la Deuxième guerre mondiale. Estimant qu'aucun dédommagement matériel ne réussira à compenser pleinement la souffrance engendrée par ces jugements, la commissioo des lois suggère au gouvernement de verser à chacune des victimes une somme forfaitaire de 7 500 deutschemarks (25 500 francs). Environ deux cents Allemands peuvent prétendre, seloo le Parlement, à une indemnisation. – *(AFP.)*

Une victime du « dépeceur de Mons » identifiée en Belgique

BRUXELLES. Une des victimes du tueur en série de la région de Mons, en Belgique (*Le Monde* daté 20-21 avril) a été identifiée, mercredi 23 avril, par les services de police. Il s'agit d'une jeune femme de vingt-et-un ans, Nathalie Godart, originaire de la région. Toxicomane, et se livrant épisodiquement à la prostitutioo à Mons, cette jeune femme n'avait plus de contact avec sa famille. Cela explique que sa disparition n'ait pas été signalée. Les parents de la victime ont formellement reconnu le corps. Un suspect, dont l'identité n'a pas été révélée est interrogé depuis mercredi soir par le juge d'instruction chargé de l'affaire. – *(Corresp.)*

EUROPE

■ **TCHÉTCHÉNIE : les forces de défense aérienne de Tchétchénie** ont reçu l'ordre d'abattre tout avioo étranger violant son espace aérien, a déclaré, mercredi 23 avril, le vice-président tchétchène, Vakha Arsanov, cité par l'agence *Interfax*. Accusant les forces aériennes russes de violer *« de plus en plus souvent l'espace oérien »* tchétchène, M. Arsanov a estimé que *« ces provocations compromettent la signature d'un traité de poix »* avec la Russie. – *(AFP.)*

■ **ROUMANIE : le Fonds monétaire international** a accordé un crédit de treize mois à la Roumanie pour 414 millions de dollars (2,4 milliards de francs) afin de soutenir soo programme de réformes économiques, qui prévoit notamment un déficit extérieur des comptes courants à 4,5 % du PIB en 1997, contre 6,6 % en 1996. – *(AFP.)*

■ **BULGARIE : l'Union des forces démocratiques** (UFD, centre droit) a remporté 52,26 % des suffrages lors des élections législatives anticipées du 19 avril, et disposera de 137 sièges (sur 240) au Parlement, selon les résultats officiels rendus publics mercredi 23 avril. Le Parti socialiste a recueilli 22,07 % des voix (58 sièges). L'Union pour le salut national (minorité turque et monarchistes) obtient 19 sièges, l'Euro-gauche (socialistes réformateurs) 14, et le Business Bloc, 12 sièges. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **CISJORDANIE : la police palestinienne s'est déployée** en force autour des établissements scolaires, mercredi 23 avril, pour empêcher une grève des enseignants qui réclament une augmentation salariale de 200 %. Après l'arrestation lundi de 23 dirigeants du mouvement de grève, l'Autorité autonome a interpellé une soixantaine d'autres grévistes, mardi soir. C'est le premier conflit social majeur auquel est confrontée l'Autorité palestinienne. – *(AFP.)*

L'Ouganda, premier pays à bénéficier d'un allègement de sa dette multilatérale

WASHINGTON. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont annoncé, mercredi 23 avril, être tombés d'accord pour accorder à l'Ouganda une réduction de sa dette multilatérale d'un montant de 338 millions de dollars (près de 2 milliards de francs). L'Ouganda devient ainsi le premier pays à bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'initiative lancée par le sommet des Sept à Halifax en 1995 pour rendre *« soutenable »* l'endettement de pays qui affichent de bonnes performances économiques. La situation de l'Ouganda avait atteint le ratio – jugé insoutenable – dette sur exportations de 250 %. Il va être ramené à 202 %. La Bolivie, le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire, devraient être les prochains pays à profiter d'un allègement de dette. – *(AFP.)*

Les conditions de la mort des preneurs d'otages de Lima suscitent un début de polémique

Le chef de l'Etat péruvien justifie le choix de l'assaut

Alors que le président Fujimori se félicitait, mercredi, devant la presse, de l'issue de la crise des otages, plusieurs de ceux-ci ont raconté les circonstances et les dernières minutes de leur détention. Un diplomate bolivien a décrit les preneurs d'otages comme *« déçus par la prolongation de leur action »* ; deux autres ont fait état de l'exécution de preneurs d'otages qui avaient manifesté leur désir de se rendre.

COMME en d'autres circonstances analogues, les conditions dans lesquelles sont morts les quatorze preneurs d'otages du MRTA, mercredi 23 avril, tués lors de l'assaut donné par les forces de sécurité péruviennes, ne manquent pas de soulever quelques polémiques. Cité par le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, l'un de ces otages, dont l'identité n'est pas précisée, raconte ainsi qu'il a vu un rebelle lever les mains en l'air pour signifier sa reddition, mais qu'il a été néanmoins abattu. *« J'ai vu un meurtre »*, affirme-t-il. Un autre otage explique qu'il a vu un membre du commando du MRTA capturé vivant par les forces péruviennes qui l'ont emmené avec elles. *« J'ai réalisé que ce rebelle arrêté avait été tué lorsque j'ai entendu que tous les quatorze rebelles étaient morts lors de l'assaut »*, déclare-t-il ensuite.

Mercredi dans la soirée, la télévision péruvienne a montré les premières images, filmées par l'armée et les services de la présidence, de l'intérieur de la résidence où, durant 126 jours, les 72 otages ont été maintenu captifs. On y voit notamment, gisant au milieu des gravats et des débris, le corps du chef du commando, Nestor Cerpa Cartolini. Ce dernier porte une large blessure en travers du cou et une blessure à la tête.

La télévision a montré également le président Alberto Fujimori inspectant, dans la matinée, l'intérieur de la résidence japonaise. Le bâtiment paraît complètement dévasté, et une large brèche est ouverte dans le plancher, par où les commandos péruviens se sont précipités. Peu auparavant, les corps des 14 guérilleros, dont trois déchiquetés, avaient été mis dans des sacs et déposés à l'entrée de la résidence, avant d'être transportés à la morgue de l'hôpital de la police. Le président Fujimori a fait savoir que les cadavres des rebelles seraient remis aux proches qui les réclameraient.

« La solution pacifique o été écartée », a lâché Mgr Luis Cipriani, porte-parole de la commission dite des garants (chargée d'une médiation) et représentant du Vatican, en s'effondrant en larmes durant la conférence de presse que donnait, mercredi, le président Fujimori. Quelques minutes auparavant, il avait déjà eu du mal à réprimer ses sanglots en évoquant les contacts qu'il avait eus avec les otages et leurs geôliers. *« Les rencontres ont été si fréquentes, pendant quatre mois (...) ils étaient comme ma famille. C'est pour celo que lo mort de maître Giusti* [l'otage décédé] *comme celles des officiers de l'armée et des membres du Mouvement révolutionnoire Tupac Amaru (MRTA), tous des êtres humains, suscite chez moi une douleur immense »*. Durant la même conférence de presse, les membres de la commission des garants qui, avec Mgr Cipriani, avaient initié les négociations entre les parties, ont remis à la presse un communiqué aussi sec que laconique, rappelant qu'ils avaient été réunis pour contribuer à la recherche d'une solution pacifique et que, malgré leurs efforts, la solution choisie l'avait été *« sous la responsabilité et l'autorité exclusive du gouvernement péruvien »*. Aucune question n'a été autorisée.

Un autre otage, l'ambassadeur de Bolivie au Pérou, Jorge Gumucio, a quant à lui affirmé mercredi, dans une déclaration à une radio, que l'opération avait surpris des guérilleros épuisés dont certains étaient déçus par la prolongation de leur action. Le diplomate a indiqué que les plus jeunes des quatorze membres du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru *« avaient commencé à dire au deuxième mois de l'occupation qu'ils avaient été trompés. C'etoient des jeunes de la forêt, ils ne s'étaient jomois habitués à rester enfermés, pas plus qu'à des repas si différents de leurs habitudes. Ceux-là étaient des otages ou même titre que nous »*, a-t-il souligné. *« Ils n'avaient oucune perception de lo réalité. Ils savaient qu'ils pourraient mourir. Certains avaient l'espoir de refaire leur vie à Cuba. »* – *(AFP, Reuter.)*

Le témoignage du père Wicht

***« Moi, je ne savais rien de l'opératian sauvetage »*, explique le Père Juan Julio Wicht, un otage que le MRTA avait relâché le 28 décembre 1996, mais qui avait décidé de rester à la résidence jusqu'à ce que le dernier des otages soit délivré. Il venait de terminer une partie d'échecs. *« Quelques minutes avant l'attaque, l'ambassadeur Gumucio* [de Bolivie] *avait averti qu'un commando allait nous délivrer*, dit-il. *Je croyais à une plaisanterie, de l'humour noir*, mais, *presque immédiatement, il y a eu les explosions, les bombes, la fumée. »* Et de poursuivre : *« La confusion était totale. A cause des volutes de fumée, on ne voyait pas à deux mètres. Il y avait le feu aussi. Un membre du commando* m'a ordonné : "Avancez ! rampez !". *Je sentais les balles passer au-dessus de* ma tête. » Le père dit se souvenir avec tristesse des membres du MRTA, *« qui étaient entraînés pour mourir »*, et surtout de deux jeunes filles du commando, qui *« lui réclamaient des chapelets et des images de la Vierge »*.**

Une opération exemplaire, selon le président Fujimori

LIMA
de notre correspondante

Le président Alberto Fujimori, qui avait perdu dix kilos et dix points de popularité pendant les dernières semaines, a brusquement rajeuni de dix ans avec le règlement de la crise des otages, que l'opinion publique péruvienne, en général, et les gouvernements étrangers – Japon, Espagne, communauté andine – jugent exemplaire.

Dix-huit heures après la violente, mais victorieuse, incursioo de l'armée dans l'ambassade du Japon, qui a libéré, sains et saufs, 71 des 72 otages aux mains du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), le chef de l'Etat a effectué une longue visite d'inspection dans la résidence, guidé par les chefs des commandos. Frétillant comme un général après une grande victoire, il a convoqué la presse au palais présidentiel. Devant une maquette de l'ambassade du Japon, il a expliqué aux journalistes l'opération des commandos d'élite. Cette maquette rappelait celle présentée en vidéo, quatre mois auparavant, pour la propagande, par le MRTA, pour démontrer que leur assaut, lancé le 17 décembre 1996, avait été longuement planifié. On y voyait alors Nestor Cerpa, le chef des Tupac Amaru, donnant les indications de l'attaque à soo commando. Tout paraissait un jeu. Aujourd'hui, le cadavre de Cerpa est montré, criblé de balles, dans les escaliers de la résidence nippone, sur un film tourné par l'armée.

UN RÉSEAU DE TUNNELS

Le président Fujimori a révélé qu'il n'y avait pas eu un seul tunnel creusé sous la résidence, mais tout un réseau, pour permettre une attaque synchronisée. C'est pour cette raison que l'opération commando a pris le nom de « Chavin de Huantar », un site archéologique pré-inca de la région andine en grande partie souterrain. Dans les jardins de la résidence nippone, un tunnel central se divisait en trois branches, deux d'entre elles débouchant dans l'ambassade. Quatre autre tunnels latéraux avaient été construits dernièrement. Tous avaient de multiples ouvertures pour permettre la sortie synchronisée des commandos en divers points.

Le SIN – services secrets – avait le contrôle de toutes les maisons environnantes, explique le chef de l'Etat, baguette en main, montrant la maquette où figurent les personnages du drame : *« Nous connaissions tous les mouvements des terroristes et des otages. Et mardi, à 15 h 17, lorsque le SIN m'a téléphoné en me disant que c'était le meilleur moment pour l'attaque, je n'ai pas hésité une seconde. »*

Le président Fujimori a confirmé que les membres du MRTA jouaient une partie de *fulbito*, un match de football sur un mini-terrain, dans le salon de réceptioo de l'ambassade. Il a poursuivi : *« Nous connoissions leur routine. Il y avait ceux qui jouaient et ceux qui regardaient... Quatre kilos de plastic ont explosé dons le salon, et lo plupart des terroristes n'ont même pas eu le temps de prendre leurs armes. Ils ont été éliminés par l'explosion. Nestor Cerpa et son lieutenant, Rolly Rojas, ont essayé de gogner le premier étage* [où étaient les otages], *mois ils ont été obattus par le commondo qui était entré par le toit. Le combat n'a eu lieu que dans les escaliers et ou premier étage, avec trois MRTA. »*

Une solution pacifique n'avait-elle pas été garantie par le chef de l'Etat aux parents des otages et au gouvernement japonais ? *« C'était notre objectif prioritaire*, a expliqué M. Fujimori ; *lo commission des garants* [chargée de mener une médiation entre les preneurs d'otages et les autorités péruviennes] *et le gouvernement ont foit des efforts. Mais les positions étaient irréconciliables. Pour moi, lo seule solution pacifique vioble, c'était que les terroristes sortent de lo résidence oprès avoir obandonné les otages. Je n'ollais pas oUtoriser lo libération d'un seul terroriste emprisonné. Je devais odopter une option parollèle sans attendre que les conversotions échouent. »*

RISQUE D'ATTENTATS

L'opératioo a provoqué la mort de dix-sept personnes. Le risque était-il calculé ? *« Nous avions tout plonifié, de foçon millimétrique, pour que les 72 otages soient récupérés, sains et soufs*, répond le président. *S'il y avait eu le risque de deux ou quatre morts, je n'aurois pas pris cette décision. L'ordre était de sauver tous les captifs. Et pour ce faire, il fallait affronter des terroristes ormés jusqu'oux dents. Aucun commondo n'ollait leur offrir leur poitrine. »* Le président Fujimori a précisé que le magistrat Giusti, l'un des otages péruviens, était mort d'hémorragie à la suite d'une rupture de la veine du fémur et que le commandant Valer, un officier tué dans l'opération, était tombé pour protéger un autre otage, le ministre des affaires étrangères, Francisco Tudela. Le président Fujimori a reconnu que des attentats du MRTA pourraient se produire dans un proche avenir et que, pour cette raison, l'armée était sur le pied de guerre. Les cadavres des quatorze membres du MRTA oot été évacués dans des sacs en plastique noir, eo fin d'après-midi, mercredi, par l'armée, après que des médecins légistes – militaires eux aussi – eurent accompli leur tâche. Aucun journaliste n'a pu s'approcher de la scène, la zone étant sous autorité militaire. Toujours juchés sur les toits, des cameramen ont seulement pu prendre quelques images de l'intérieur de la résidence, dans la matinée, alors que les soldats défilaient devant le cadavre d'un membre du MRTA avec, en premier plan, un sapin de Noël encore eoguirlandé. Peu après, le chef de l'Etat effectuait sa visite d'inspection. Le chef de l'armée, le général Hermoza, et le représentant des services de renseignement, Vladimiro Montesinos, l'avaient précédé de quelques heures.

Nicole Bonnet



DROITE L'ordonnancement apparemment impeccable de la campagne de la majorité sortante pour les élections législatives des 25 mai et 1er juin ne parvient cependant pas à dissimuler des frictions entre le RPR et l'UDF. Les « primaires » entre candidats de droite pourraient être plus nombreuses que prévu. ● LA POSITION D'ALAIN JUPPÉ, premier ministre et chef de la campagne RPR-UDF, principale cible de la gauche, se révèle porteuse d'inconvénients, auxquels l'Elysée tente de remédier en laissant entendre que le choix du futur chef de gouvernement, en cas de victoire, serait ouvert. ● PHILIPPE SÉGUIN se prépare à participer à la campagne en faisant entendre sa différence. Il pourrait prendre la parole au cours d'un meeting le 29 avril dans les Yvelines. *(Lire aussi page 31 nos articles sur la campagne électorale à la télévision.)*

L'unité apparente de la droite camoufle mal quelques fissures

Malgré les consignes des états-majors du RPR et de l'UDF, les primaires sauvages se multiplient. Jacques Chirac a reçu Edouard Balladur, mais Alain Madelin et Philippe Séguin entendent bien ne pas se laisser imposer leurs thèmes de campagne par Alain Juppé

ALAIN JUPPÉ l'a voulu : dans la campagne électorale nul n'est censé lui contester son titre de chef de guerre. Le premier ministre l'a mis en scène : mardi 22 avril, devant les parlementaires de la majorité, il a été le seul à prendre la parole, entouré de compagnons et de responsables de l'UDF sages – et muets – comme des images.

Le président du RPR l'a réalisé : le parti néogaulliste et la confédération ont certes constitué un conseil politique paritaire et réuni leurs forces dans un même siège de campagne, mais c'est la rue de Lille qui assure, pour l'instant, la direction logistique des opérations. Son directeur de cabinet à Matignon, Maurice Gourdault-Montagne, participe à une réunion matinale, dont le rythme devrait être quotidien, en compagnie de Claude Chirac et Jacques Pilhan, sous la direction de Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République.

Jacques Chirac paraît décidé à épauler son premier ministre. Le chef de l'Etat envisage de participer à un grand meeting, vraisemblablement au retour de son voyage en Chine, aux environs du 20 mai, comme l'avait fait François Mitterrand lors de la campagne législative de 1986. Il pourrait également se rendre en province, et saisir les occasions déjà inscrites à son agenda pour participer à sa manière à la campagne électorale. Mercredi, il a commencé à le faire en recevant symboliquement Edouard Balladur. Il a également saisi l'occasion du conseil des ministres, le même jour, pour inciter le gouvernement à aller *« à la rencontre des Français »* afin de *« nourrir ce nouvel élan pour une nouvelle étape »*. Il a toutefois ajouté que les ministres devaient pendant cette période *« continuer de gouverner et d'exercer pleinement* [leurs] *responsabilités »*.

GRINCEMENTS DE DENTS

Ce démarrage en fanfare de la machine RPR n'est pas sans provoquer quelques grincements de dents à l'UDF. Pour l'heure, son président, François Léotard, a choisi d'afficher une unité sans faille en se rendant, mercredi 23 avril, devant le conseil national du RPR, et en proposant au mouvement néogaulliste un *« contrat »* d'où *« devra naître le sentiment de loyauté réciproque dont nous avons besoin pour gouverner ensemble »*. Quelques heures auparavant, M. Léotard avait présenté le projet de l'UDF, seul aspect sur lequel la confédération avait pris quelque avance sur le RPR.

Si les états-majors bruissent de petits froissements d'amour-propre, sur le terrain, les rivalités ont été précipitées par l'annonce de la dissolution. Les deux formations de la majorité devraient parvenir à contenir en deçà de dix le nombre des primaires officielles, contre soixante-cinq en 1993. Mais, ici et là, des primaires dites « sauvages », c'est-à-dire non officiellement autorisées, se dessinent. Dans la première circonscription des Pyrénées-Orientales, Jean-Paul Alduy (UDF-FD), maire de Perpignan, vient de lancer quelques ballons d'essai pour une éventuelle candidature contre le député RPR sortant officiellement réinvesti, Claude Baratte. Dans le Nord, René Vandierendonck, maire (UDF-FD) de Roubaix, se sent des appétits dans la 7e circonscription au détriment du sortant RPR, Michel Ghysel, tout comme Philippe Folliot, conseiller général (divers droite) de Vabre, dans le Tarn, contre Jacques Limouzy (RPR), député sortant de la 3e circonscription.

Dans le Var, les deux circonscriptions de Toulon, détenues par des élus du Parti républicain qui furent très liés à l'ancien maire François Trucy, battu par le Front national Jean-Marie Le Chevallier, pourraient être le théâtre de primaires sauvages. Dans la première circonscription, le RPR Marc Bayle, conseiller auprès de Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'Outre-mer, a fort envie de défier le sortant Daniel Colin. Dans la 2e circonscription, Louis Colombani, qui avait contribué à l'échec de la majorité aux élections municipales en conduisant à Toulon une liste dissidente, pourrait avoir à faire avec son ancien suppléant Philippe Goetz (UDF-PR), conseiller général, tandis que le secrétaire fédéral de Force démocrate, Yannick Chenevard, est également tenté de se jeter dans la bataille. Ce n'est pas tout puisque dans la 3e circonscription, le sortant RPR Philippe de Canson, condamné à deux ans de prison avec sursis en première instance, écarté par son parti, devrait se représenter contre le candidat officiel de la majorité, Jean-Pierre Giran, secrétaire départemental du RPR et maire de Saint-Cyr-sur-Mer.

Dans la huitième circonscription du Val-de-Marne, Alain Griotteray sortant (UDF-PR), 74 ans, maire de Charenton-le-Pont, n'a pas obtenu l'investiture officielle de la majorité et devrait se retrouver face à un challenger, non encore désigné. Dans les Hauts-de-Seine, plusieurs situations peuvent déboucher sur des primaires. Celle de la 3e circonscription d'abord, où le député (UDF-PR) sortant Jean-Yves Haby, réinvesti, pourrait être concurrencé par le maire (RPR) de Courbevoie, Jacques Kossowski. Dans la 9e circonscription, c'est Pierre-Christophe Baguet, premier adjoint (UDF-FD) au maire de Boulogne-Billancourt, qui pourrait partir à l'assaut du député RPR sortant Georges Gorse. Dans la 12e circonscription, Philippe Pemezec, maire (RPR) du Plessis-Robinson, a d'ores et déjà annoncé qu'il serait candidat contre le sortant, Jean-Pierre Foucher (UDF-FD).

Une primaire sauvage pourrait également avoir lieu dans la 2e circonscription du Rhône. Elle opposerait Marc Fraysse (RPR), sortant de la 6e circonscription et investi dans la 2e, et Henry Chabert (RPR), ancien lieutenant de Michel Noir et deuxième adjoint de Raymond Barre à la mairie de Lyon.

La situatioo demeure confuse également dans les Alpes-Maritimes. Face à Jacques Peyrat, maire (RPR) de Nice, investi dans la 2e circonscription, le député sortant, également RPR, Jean-Paul Barety, n'a pas encore décidé s'il se représentait ou non. Le sortant de la 3e circonscription, Rudy Salles (UDF-PR), pourrait être concurrencé par Bernard Asso, proche du RPR. Xavier Beck (RPR), député sortant de la 4e circonscription, privé de l'investiture officielle au profit de Jean-Claude Guibal, maire de Menton, passé récemment de Force démocrate au RPR, pourrait également concourir, avec les encouragements, au moins moraux, des centristes. Un autre dissident, Lionel Lucas, maire de Villeneuve-Loubet et secrétaire de la 6e circonscription au sein du RPR, pourrait se présenter contre le député sortant, également RPR, Suzanne Sauvaigo.

Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diart

Charles Pasqua change son programme

Quoi de mieux que la dérision pour se tirer d'un mauvais pas ? Proche collaborateur de Charles Pasqua depuis plusieurs années, William Abitbol a fait sienne cette technique. *« Jacques Chirac a envoyé sa fille à la récente convention d'Alain Madelin, il nous enverra peut-être son chauffeur, samedi, à Rueil... »* Le 26 avril, l'ancien ministre de l'intérieur devrait tenir un mini-congrès de son association Demain la France. Au menu, son propre projet... pour 1998. Las ! Soutien du chef de l'Etat et opposant du premier ministre, M. Pasqua est « largué » par une dissolution-surprise. Le congrès deviendra une réunion électorale où M. Pasqua, pour sa première intervention publique – « Le choix de la République » – depuis la dissolution, ne devrait apporter son soutien qu'à M. Chirac.

L'Elysée donne à penser que le choix du futur premier ministre serait ouvert

L'EXÉCUTIF serait-il sensible à l'argument de ceux qui, dans la majorité, mettent en garde contre le risque d'essoufflement rapide d'une campagne qui serait principalement conduite sur les thèmes de la continuité économique et de l'immobilisme gouvernemental ? Ou bien s'agit-il d'ouvrir un contre-feu à l'argument des socialistes qui concentrent leurs tirs sur Alain Juppé ? Et de passer du baume au cœur de Philippe Séguin et d'Alain Madelin, en leur faisant croire que, toutes comptes faits, il se pourrait bien que, les élections gagnées, « Juppé 3 » ne succède pas à « Juppé 2 » ?

Pour le premier ministre, en tout cas, la politique économique doit rester placée sous le signe de la rigueur. Dans les « lettres de cadrage » budgétaire 1998 qu'il vient d'adresser aux membres du gouvernement, M. Juppé confirme que les dépenses, pour 1998, seront reconduites en francs courants (*Le Monde* du 23 avril), soit une baisse, en volume, du montant de l'inflation. *« Vous élaborerez,* dit-il, *des économies qui assurent un maintien global des dépenses budgétaires de l'Etat en 1998 au même niveau que celui atteint en loi de finances initiale pour 1997. »*

Dans ces lettres, M. Juppé demande aussi aux ministres d'examiner *« les possibilités de mise en œuvre dès cette année des mesures d'économie envisagées pour 1998 »* et *« d'accorder une importance toute particulière aux mesures permettant de poursuivre la réduction des effectifs de la fonction publique amorcée en 1998 »*. Soulignant que l'encours de la dette de l'Etat atteindra 3 800 milliards de francs à la fin de 1997, il leur demande de s'attacher *« à définir toutes les réformes structurelles susceptibles de trouver leur traduction dans un allègement significatif et pérenne des dépenses »*.

Dans *Le Figaro* de jeudi, François Baroin, ancien porte-parole du premier gouvernement Juppé, développe l'idée selon laquelle Jacques Chirac pourrait, en cas de victoire, ne pas reprendre le président du RPR à l'hôtel Matignon. Chargé de mission auprès du président de la République, M. Baroin explique que la dissolution est faite pour *« créer une nouvelle dynamique, un nouvel élan, mais aussi promouvoir une nouvelle équipe »*. Même s'il n'est pas dit explicitement que le chef d'équipe pourrait changer aussi, son but est de le laisser croire.

Président du Sénat, René Monory avait déclaré, la veille, sur Europe 1 : *« On peut tout imaginer. (...) Peut-être Alain Juppé aura toutes ses chances ? Ce n'est pas automatique. »* M. Juppé, lui-même, le 22 avril, sur France 2, avait assuré n'être *« candidat à rien, sauf à conduire la bataille pour l'élection et à la gagner »*. Après la consultation, avait-il dit, *« le président de la République constituera une nouvelle équipe avec un premier ministre ; il décidera et c'est son choix et à lui seul »*.

Selon un ancien ministre RPR, les stratèges ont compris que le principal handicap, c'est M. Juppé lui-même. A leur manière, les sondages confirment cette remarque. Une enquête de l'Ifop pour *VSD*, réalisée le 19 avril auprès de 1 002 personnes, ne place pas M. Juppé en bonne position parmi les « premiers ministrables ». Si la droite gagne, les Français verraient bien un retour d'Edouard Balladur (24 %), devant Philippe Séguin (23 %) et Alain Madelin (13 %). Avec 11 %, M. Juppé devance à peine François Léotard (11 %). Pis encore, l'électorat de droite ne se montre pas tendre avec l'actuel chef du gouvernement : il obtient 15 %, loin derrière M. Balladur (32 %).

Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

Alain Madelin laisse filtrer sa déception

OFFICIELLEMENT, il ne s'est rien passé. Alain Madelin a toujours défendu ses idées libérales et n'entend pas y renoncer. Entre lui et Matignon ou l'Elysée, il n'y a donc pas eu d'accroc.

Il existe une autre version, officieuse celle-là. Dans les semaines qui précèdent l'annonce de la dissolution, M. Madelin a de bonnes raisons de penser que Jacques Chirac pourra avancer comme prétexte un nécessaire infléchissement économique. Il a d'autant plus de raisons de le croire que le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Jean-Pierre Denis, qui a en main les prévisions alarmistes de la direction du budget, est sur la même longueur d'onde. Des réunions de travail ont d'ailleurs lieu entre M. Denis et des collaborateurs de M. Madelin. Les balladuriens, dont la disgrâce prend fin, reçoivent, eux-mêmes, des signes qu'un infléchissement libéral est en gestation.

Quatre à cinq jours avant l'annonce, les partisans de « l'option libérale » sentent qu'ils vont perdre la manche. Craint-on, au sommet du pouvoir, que le PS ne dénonce un virage *« ultra-libéral »* ? En tout cas, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, qui est en guerre ouverte avec M. Denis, y voit une opportunité pour marginaliser son adversaire. Matignon, de son côté, fait passer le message qu'une conversion au libéralisme échevelé est hors de question.

Dès le 18 avril, M. Madelin s'ouvre donc de sa déception auprès de plusieurs responsables de la majorité. De son côté, M. Denis – fait inhabituel – est contraint, mercredi 23 avril, de donner un démenti à l'AFP, soulignant que *« les idées et les analyses qui lui sont prêtées dans* L'Express *n'étaient pas les siennes et étaient sans fondement »*. Dans l'article incriminé, l'hebdomadaire (daté 24-30 avril) affirme que M. Denis militait pour un infléchissement économique, accompagné d'un changement de premier ministre, et déplorait *« le caporalisme »* de M. de Villepin.

L. M.

La droite présente la grande majorité de ses sortants

QUARANTE-CINQ FEMMES seulement figurent sur la liste des candidats de la majorité, que la commission d'investiture RPR-UDF devait rendre publique, jeudi 24 avril, dans l'après-midi, après l'installation, avenue George-V, dans le huitième arrondissement de Paris, du comité de pilotage de la campagne.

Outre les députés sortants, on retrouve dans ce petit quota féminin les anciens ministres du premier gouvernement d'Alain Juppé, remerciées en novembre 1995 : Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique), Colette Codaccioni (Nord), Françoise de Panafieu (Paris), Françoise Hostalier (Nord), Françoise de Veyrinas (Haute-Garonne), Nicole Ameline (Calvados) et Christine Chauvet (Val-de-Marne). Les actuels ministres femmes sont également candidates – Anne-Marie Idrac dans les Yvelines, Anne-Marie Couderc et Corinne Lepage à Paris –, à l'exception de Margie Sudre, qui a renoncé à être à nouveau candidate à la Réunion.

Mercredi soir, le conseil national du RPR a ratifié, à huis clos, les propositions de la commission qui donnent l'investiture à 292 membres du mouvement néogaulliste. Il y a eu cinq abstentions et une voix contre, celle de Claude-Gérard Marcus, député de Paris, qui souhaitait exprimer sa solidarité à Gabriel Kaspereit, non réinvesti en raison de son âge.

La dissolution a pourtant permis d'assouplir sensiblement la règle initialement fixée par le RPR, selon laquelle les députés sortants âgés de plus des soixante-quinze ans devraient céder la place. En fait, sans bénéficier de l'investiture du RPR, Jacques Baumel et Georges Gorse dans les Hauts-de-Seine, Robert Galley dans l'Aube, Pierre Pasquini en Haute-Corse et Jean-Paul de Rocca Serra en Corse-du-Sud ne devraient pas se voir opposer de concurrents. Seuls M. Kaspereit et Jean de Lipowski (Charente-Maritime) seront confrontés à deux proches de Jacques Chirac : Pierre Lellouche et Didier Quentin.

ULTIMES ARBITRAGES

Au total, le RPR et l'UDF ont investis 423 de leurs 464 députés sortants. C'est dire la faible ampleur du renouvellement. La coalition majoritaire apporte son soutien à Jean-Pierre Soisson et à la plupart de ses amis du Mouvement des réformateurs, membres du groupe République et Liberté, ainsi qu'à deux anciens socialistes, André Vianès dans le Rhône et Gérard Cardin dans l'Isère. En revanche, au cours d'un entretien orageux, le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a lui-même prié l'ancien maire de Tours, Jean Royer, de laisser la place en Indre-et-Loire au directeur de cabinet de François Léotard à la présidence de l'UDF, Renaud Donnedieu de Vabres. Faute de quoi, il est vrai, Patrick Stefanini, conseiller d'Alain Juppé, risquait de se voir opposer un candidat UDF dans l'ancienne circonscription parisienne du premier ministre.

Avant les ultimes arbitrages qui devaient intervenir dans la matinée de jeudi, les négociateurs de la majorité recensaient huit primaires officielles : dans le Finistère (2e et 3e circonscriptions), le Gard (3e), la Loire-Atlantique (7e), le Maine-et-Loire (4e), la Guadeloupe (2e) et Wallis-et-Futuna (1re). Ils escomptaient aussi que le nombre de « primaires sauvages », provoquées par des dissidents, n'excéderait pas une vingtaine.

Jean-Louis Saux

Anne-Marie Idrac, novice du suffrage universel

ANNE-MARIE IDRAC, secrétaire d'Etat aux transports, ne se soucie plus seulement de la grève des contrôleurs, qui handicape, le 24 avril, les usagers de la SNCF, ou du énième arrêt de travail des pilotes de l'ex-Air Inter, prévu pour les 25 et 26 avril. Désormais, elle s'intéresse aussi aux cent mille habitants de la troisième circonscription des Yvelines et aux onze communes regroupées autour du Chesnay et de La Celle-Saint-Cloud. Elle y briguera la succession de l'ancien président du conseil général Paul-Louis Tenaillon, membre de Force démocrate comme elle, qui ne se représente pas.

C'est un nouveau et rude métier pour cette femme de quarante-cinq ans, réservée comme peut l'être un haut-fonctionnaire accompli. *« Pas si nouveau que ça »*, réplique-t-elle, *« car l'un de mes premiers souvenirs d'enfance est attaché à mon père, Jean Colin, en campagne électorale »*. Pourtant, elle n'a pas hérité de l'ancien sénateur centriste du Finistère, aujourd'hui décédé, une fibre politicienne hypertrophiée. Elle est loin d'être une *« tueuse »* ou une *« bête »* médiatique. Sa passion, c'est assurément le service public, mot rabâché qu'elle traduirait volontiers par *« servir les gens »*. Lorsqu'elle a accepté, en mai 1995, d'entrer dans le gouvernement Juppé, à la demande d'Anne Méaux, une proche d'Alain Madelin qui recrutait pour le PPDF, regroupement des derniers giscardiens, Anne-Marie Idrac a accepté de changer son rôle au service de l'Etat, mais a exigé de rester fidèle à l'engagement politique de sa famille. Ministre, elle a dû, à l'occasion des grèves de la fin de l'année 1995 et du blocage des routiers de 1996, écouter encore et encore des professions qu'elle avait appris à connaître comme directrice des transports terrestres.

LUTTE FRATRICIDE

La circonscription des Yvelines, qu'elle a choisie, avec l'aide de François Bayrou, de préférence à celle de Rouen, est acquise à la majorité. Anne-Marie Idrac a reçu la bénédiction des appareils RPR et UDF. Elle bénéficie de l'appui d'Alain Juppé en personne. En apparence, un vrai « boulevard ». En fait, elle pourrait faire connaissance avec les joies d'une lutte fratricide.

Car Philippe Brillault, maire RPR du Chesnay et médecin, a fait distribuer dans les boîtes aux lettres un tract annonçant sa candidature. Il peut compter sur l'approbation tacite de la fédération départementale du RPR. M. Brillault est ambitieux et séducteur. Il jouera sur les craintes en matière d'environnement d'une population qui voit d'un mauvais œil les projets de bouclage de la rocade autoroutière A 86 et de desserte ferroviaire de grande ceinture, dossiers gérés par la secrétaire d'Etat aux transports...

Mme Idrac ne veut ni s'étendre sur ses adversaires ni entrer dans les « cuisines » locales, les *« chicayas »*, dont le fumet ne l'ennivre guère. Sur les marchés et dans les réunions publiques, elle ne changera pas ses manières sérieuses et modestes. Elle dira, par exemple, qu'elle appuie la solution de Michel Péricard, maire de Saint-Germain, qui plaide pour une voie ferrée de rocade empruntant les infrastructures existantes, solution *« moins brutale pour l'environnement et les finances publiques »*.

Saura-t-elle rendre les coups que ne manqueront pas de lui asséner ses adversaires ? Elle préfère esquiver les risques d'affrontement : *« Je suis Bretonne et conserve une consanguinité avec le granit. »*

Alain Faujas



Le gouvernement dément tout projet d'amnistie

« Y PENSER toujours, n'en parler jamais. » C'est par cette simple phrase qu'un haut magistrat résume, dans un sourire, le débat en cours sur l'amnistie. Depuis que les enquêtes judiciaires menacent le CDS, mais aussi le RPR, les milieux gouvernementaux rêvent de pouvoir un jour mettre fin aux affaires sans que le coût politique de cette opération soit trop élevé. Les élections législatives anticipées leur offre une occasion sans pareille : une fois l'amnistie votée, les élus espèrent avoir cinq ans pour faire oublier leur faux pas.

Selon le *Canard enchaîné* du 23 avril, Alain Juppé a déjà annoncé aux responsables de l'UDF, François Léotard et François Bayrou, que l'une des premières tâches de la nouvelle assemblée serait de voter une loi d'amnistie et une nouvelle législation sur les abus de biens sociaux. Le premier ministre serait même prêt, selon l'hebdomadaire, à expliquer aux Français qu'il est *« temps de passer l'éponge ». « Effectivement, tout le monde y pense,* confirme un proche du gouvernement. *La retenue de ces derniers mois ne s'explique que par la crainte des échéances électorales. Depuis la dissolution, la donne a changé. »*

Les informations du *Canard enchaîné*, puis de *Libération*, ont suscité, mercredi 23 avril, une cascade de démentis. *« Il s'agit d'une affabulation, d'une calomnie à but électoral, exactement comme d'autres thèmes qui sont inventés depuis trois jours par les socialistes,* a déclaré le ministre de la justice, Jacques Toubon. *Il n'y a aucune loi d'amnistie et c'est le garde des sceaux qui vous parle. »* Matignon a pour sa part opposé un *« démenti formel »* tandis que François Léotard déclarait qu'il ne voyait pas *« à quel endroit, avec qui et comment aurait été proféré une telle ânerie ».*

La tentation est pourtant là, confirmée par des proches du pouvoir exécutif. *« C'est vrai, aucun texte n'a encore été rédigé mais nous étudions les différents scénarios »*, résume l'un deux. La voie la plus simple, mais aussi la plus brutale, consiste à faire voter par la nouvelle Assemblée nationale une amnistie. Les précédents de 1988 et 1990 incitent cependant à la prudence : bien que le *« coup d'éponge »* se soit accompagné d'une refonte de la législation – le premier texte était relatif à la *« transparence financière de la vie politique »*, le second à *« la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques »* –, les socialistes les ont longtemps traînés comme des boulets.

Pour éviter un texte portant uniquement sur l'amnistie, certains ténors de la majorité songent donc à refondre pour la cinquième fois en neuf ans les textes sur le financement de la vie politique. *« Remettre les compteurs à zéro,* déclarait Jacques Toubon au *Parisien*, en 1996, *ça veut dire qu'à mon avis il faudrait que la classe politique française ait la maturité de reposer l'ensemble de ces questions de manière raisonnée, non partisane et d'en tirer un certain nombre de conséquences : faut-il modifier la loi, mettre fin à toutes les poursuites qui relèvent des lois antérieures ? »*

Vives réactions chez les magistrats

Les syndicats de magistrats ont vivement réagi aux rumeurs sur une éventuelle amnistie. ***« La tentation existe, c'est clair,*** **analyse le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcey.** ***L'hypothèque électorale empêchait d'y succomber. Celle-ci levée, les élus risquent de succomber à leurs vieux démons. » « Les affaires menacent, donc on veut s'en débarasser,*** **renchérit le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Jean-Claude Bouvier.** ***Ce projet n'a pas grand-chose à voir avec la démocratie. »***

L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) estime qu'il s'agirait d'une décision ***« extrêmement maladroite ». « Il ne faut pas qu'une amnistie interrompe à nouveau le cours de la justice,*** **note son président, Georges Fenech.** ***Les instructions doivent aller à leur terme. Ultérieurement, et ultérieurement seulement, on peut – mais je ne la souhaite pas – en prévoir une, mais elle doit exclure la corruption, n'intervenir qu'en dessous d'une certaine peine et ne s'appliquer qu'à ceux qui ont prouvé leur honnêteté personnelle. »***

« CONSENSUS POLITIQUE »

La seconde voie, plus élaborée, consiste à adopter une démarche plus juridique. Le gouvernement pourrait ainsi réformer le régime de prescription, voire la définition des abus de biens sociaux (ABS), tout en l'accompagnant d'une éventuelle refonte de la corruption ou du trafic d'influence. Il pourrait même mettre en chantier un texte *« remettant de l'ordre »* dans l'ensemble des règles de prescription. Il y a un an, le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, avait lancé un ballon d'essai un an en déposant une proposition de loi mettant fin à la prescription différée des ABS.

Cette initiative s'était cependant heurtée à l'opposition de l'Union syndicale des magistrats, du Syndicat de la magistrature, et de l'Association française des magistrats instructeurs, qui avaient dénoncé dans un texte commun une *« véritable amnistie douce des infractions financières »*. Depuis, deux rapports ont à nouveau prêché une réforme des (ABS) : le rapport sur la réforme du droit des sociétés du sénateur (RPR) de l'Oise Philippe Marini, qui demandait un *« resserrement »* de l'infraction, et celui du professeur de droit Michèle-Laure Rassat, qui souhaitait *« casser »* la jurisprudence actuelle.

Au cours des derniers mois, la chancellerie a bâti un projet de loi réformant le droit des sociétés, qui compte près de 300 articles. Les derniers arbitrages étaient en cours lorsque les rumeurs sur la dissolution se sont multipliées. *« De toute façon, un tel texte exige un minimum de consensus politique »*, observe un proche du pouvoir exécutif. Malgré les mises en examen de Robert Hue et Georges Marchais, le PCF, qui a voté contre la loi d'amnistie de 1990, affirme *« être toujours dans le même état d'esprit »*. Quant au PS, il dit être radicalement opposé à une telle démarche. *« Passer l'éponge ne serait pas acceptable,* explique Claude Bartolone. *Les affaires ne peuvent pas passer par pertes et profits. »*

Anne Chemin

Philippe Séguin s'apprête à faire entendre sa propre musique dans la campagne du RPR

IL VA SORTIR du lourd silence dans lequel il s'est enfermé depuis ses quelques mots d'adieu à la dixième Assemblée nationale élue depuis 1958, prononcés d'une voix lasse, lundi 21 avril, du haut du « perchoir » du Palais-Bourbon (*Le Monde* du 23 avril). Philippe Séguin avait lâché ensuite, dans les couloirs, quelques remarques désabusées, mais suffisamment explicites, sur le fait qu'il n'avait aucune envie de se lancer dans une campagne électorale provoquée par une initiative institutionnelle qu'il n'approuvait pas.

Après avoir affiché ostensiblement sa mine des mauvais jours pendant le discours d'Alain Juppé, au Palais des congrès, le 22 avril, le président de l'Assemblée dissoute a surmonté sa bouderie. Il s'est convaincu que la retraite d'Epinal n'est pas une solution et qu'il lui faut être actif pendant cette période cruciale. Faute de quoi, on risque d'assister à la fin du séguinisme, selon la formule d'un de ses amis. Et, si le député des Vosges réfléchit encore, c'est davantage au contenu de son discours que sur son engagement dans cette campagne.

Ses amis en sont convaincus, *« Philippe »* va entrer en campagne. Pierre Mazeaud (RPR) lui a d'ailleurs fait promettre qu'il viendra le soutenir en Haute-Savoie. Jean de Boishue, ancien membre du premier gouvernement Juppé et animateur de l'Association pour une République citoyenne, affirme que M. Séguin sera *« davantage impliqué dans la campagne qu'il ne le laisse paraître »*. François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, annonce *« une campagne active »* de son chef de file. Un autre des amis de M. Séguin assure que la série de ses meetings commencera dès la semaine du 28 avril. Pierre Bédier, proche d'Alain Juppé, attend sa visite, dès le 29 avril, à Mantes-la-Jolie. Confirmation que le président de l'Assemblée sortante n'entend pas limiter son soutien à des candidats séguinistes.

« Il est très demandé », assure M. Fillon, faisant allusion aux nombreux candidats qui souhaitent la présence dans leur circonscription de celui qui, après Edouard Balladur (24 %), est le premier ministrable le plus souhaité par les Français (23 %), d'après un sondage de l'IFOP pour *VSD*. Pas plus qu'un autre, M. Séguin n'est indifférent à ce genre de pression. Quelques-uns de ses amis – M. de Boishue et Etienne Pinte, notamment –, réunis le 22 avril à déjeuner par M. Fillon, lui ont fait savoir qu'il devait y répondre favorablement.

Ce même jour, M. Séguin a été reçu à déjeuner par le président de la République. M. Chirac a au moins su le convaincre d'assister, l'après-midi, au discours de M. Juppé et d'accepter de figurer dans le conseil politique commun, réunissant les principaux dirigeants RPR et UDF. Dès le 21, Patrick Stefanini (RPR), codirecteur de la campagne, était convaincu que M. Séguin *« ferait comme d'habitude ce qui lui plaît, qu'il participerait à la campagne, mais qu'il le ferait à sa manière ». « Comme en 1995,* disait-il, *je lui proposerai une liste de meetings, et il en choisira d'autres. »*

« Il n'est pas exclu qu'on ait besoin de lui pour gagner »

Une fois prise la décision de se lancer activement dans la bataille électorale, sans oublier sa circonscription d'Epinal, reste à définir le contenu de son engagement. L'un de ses proches assure qu'il n'est pas question pour lui de faire campagne sur les thèmes de M. Juppé. M. Mazeaud estime que M. Séguin va *« se positionner en tant que gaulliste dans le débat sur l'ultralibéralisme »*. M. Fillon croit savoir que le maire d'Epinal s'apprête à *« rappeler que les thèmes centraux de la campagne de Jacques Chirac, notamment la fracture sociale, ne sont pas dépassés et que le président de la République n'a pas été élu sur des thèmes ultralibéraux »*.

La marge de manœuvre de M. Séguin dépend toutefois du déroulement de la campagne. Elle sera étroite si tout se passe bien pour la majorité. En revanche, le rôle du président de l'Assemblée nationale peut être beaucoup plus important si le RPR et l'UDF sont en difficulté. M. Fillon souligne : *« M. Séguin a joué un rôle-clé dans la victoire de M. Chirac* en *1995. Il n'est pas exclu qu'on ait besoin de lui pour gagner en 1997. »*

La partie qui s'engage est délicate pour le maire d'Epinal. Non seulement le débat électoral ne tourne pas, comme en 1995, sur des thèmes où l'on attend M. Séguin, mais c'est M. Juppé, son concurrent le plus dangereux, qui en est le moteur. Pour M. Séguin, il va s'agir, en imposant sa voix et son style dans le concert majoritaire, de garder quelques distances avec la campagne RPR-UDF, tout en apparaissant comme l'un des instruments de son éventuelle victoire. Mais il doit aussi faire preuve de solidarité avec ceux dont il pourrait devenir le chef de file si la majorité sortante – on ne sait jamais – était vaincue le 1er juin.

Fabien Roland-Lévy

Jacques Delors cautionne la position de Lionel Jospin sur l'euro

L'ancien président de la Commission européenne estime que le premier secrétaire du PS interprète correctement l'esprit et la lettre du traité de Maastricht et que la décision d'entrer dans la monnaie unique doit être prise sur une base politique plutôt que « comptable »

Lionel Jospin tient, jeudi 24 avril, sa première réunion publique de campagne à Sarcelles (Val-d'Oise) alors que les socialistes continuent à concentrer leurs attaques sur Alain Juppé. « *Juppé I, ce n'était déjà pas convaincant, alors Juppé II, bonjour les dégâts* », a lancé Laurent Fabius, mercredi 23 avril sur France 2. Jeudi, sur RTL, Martine Aubry a assuré que le premier ministre préparait « *un nouveau tour de vis* » qu'il « *masque* » derrière « *un discours agressif* ». Alors que Jacques Delors a apporté sa caution à la lecture des critères de convergence pour la monnaie unique telle que l'a faite le premier secrétaire du PS, la campagne électorale démarre dans un climat de désenchantement. A Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), les cheminots, en pointe lors des grèves de 1995, expliquent n'attendre rien de bon des états-majors politiques, nombre d'entre eux envisageant de s'abstenir. Un nouveau sondage, réalisé avant la dissolution, révèle une nouvelle perte de confiance pour Jacques Chirac et Alain Juppé.

DÉCIDÉ à « *sillonner* » la France pendant la campagne électorale, Lionel Jospin a affiché, mercredi 23 avril, après la réunion du bureau national du Parti socialiste, sa « *sérénité* » et sa « *tranquillité* », qu'il a opposées au comportement « *agressif* » d'Alain Juppé. « *Je me demande si cela ne masque pas une fébrilité, une crainte* », a-t-il commenté devant la presse. Le premier secrétaire du PS entame sa campagne, jeudi 24 avril, par une première réunion publique à Sarcelles, dans le Val-d'Oise, au cours de laquelle il doit dévoiler son slogan. Celui-ci a donné lieu à une nouvelle réflexion de l'équipe de campagne – an sein de laquelle Claude Allègre, ancien président du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et proche de M. Jospin, a fait une entrée officieuse et discrète –, qui a pris conseil auprès de publicitaires et de créatifs. M. Jospin s'en réservait la primeur, l'idée tournant autour des mots « *changer* », « *avenir* », « *majorité* » et peut-être « *France* ».

Lors du bureau national, plusieurs candidats ont été investis, comme Vincent Peillon, un proche de M. Jospin, dans la 3e circonscription de la Somme, et Danièle Destenay dans la 5e. Pour l'essentiel, le débat a porté sur l'Europe et sur la dissolution. Henri Emmanuelli, associé à l'équipe qui, autour de Pierre Moscovici, travaille sur le programme, a plaidé pour la « *clorté* » sur les conditions mises en avant par le PS pour le passage à la monnaie unique. « *Qu'est-ce qu'on fait si elles ne sont pas remplies ?* », a-t-il interrogé, ce qui a amené M. Jospin à répéter son refus que le respect du critère de 3 %, pour le déficit budgétaire, se fasse au prix d'une « *cure d'oustérité* ».

Ce débat a surtout permis à Jacques Delors d'apporter, avec son autorité d'ancien président de la Commission européenne, sa caution à ce qui avait été perçu comme un « virage » de M. Jospin, destiné à rallier le Parti communiste français. M. Delors a rappelé que, dans l'esprit du traité de Maastricht, les critères de convergence ne doivent pas donner lieu à une lecture « *comptable* » mais « *politique* » et en tendance. Il a incriminé l'« *absence de croissance* » et la politique économique du gouvernement comme autant d'obstacles au respect du critère de 3 %. Il a reproché au gouvernement d'avoir abandonné l'idée d'un « *gouvernement économique* », explicitement prévue par l'article 103 du traité. M. Delors réitère sa caution à M. Jospin dans *Le Nouvel Observateur* (daté 24-30 avril), en estimant que le premier secrétaire du PS est « *dans la ligne du traité de Maastricht* ».

« TENTATION BONAPARTISTE »

M. Delors, qui participera à des réunions publiques, a aussi affirmé que le respect du calendrier européen n'impose aucune précipitation des échéances électorales, la dissolution lui paraissant relever de « *raisons de tactique politique* ». M. Emmanuelli a été encore plus sévère en voyant dans la dissolution « une *tentation bonapartiste* » et « *une dérive grave du système institutionnel* », avec des députés risquant désormais de travailler « *sous la menoce d'une dissolution d'apportunité* ».

Alors qu'il s'était jusqu'alors abstenu de critiquer en elle-même la décision de M. Chirac, estimant qu'elle relève de la responsabilité du chef de l'Etat, M. Jospin l'a qualifiée, mercredi, de « *décision lourde* », non seulement en raison de son « *aspect tactique* », mais « *parce qu'elle peut être le départ d'une dérive institutionnelle* ». « *Si désormois*, a-t-il dit, *toute Assemblée élue par le peuple se trouve, en dehors de toute crise ou en dehors de tout problème de majorité – ce qui est le cas maintenant –, mois simplement selon le bon plaisir* (...) *du président de lo République, soumise ou risque d'une dissolution de canvenonce (...), je craindrai que celo n'introduise dans la Ve République, gardant ses défauts, certains des défauts de la IVe avec une instabilité porlementoire.* » Cette crainte est partagée par l'ensemble des socialistes.

Michel Noblecourt

Le dérapage de François Hollande

Lors du point de presse qui a suivi la réunion du bureau national du PS, mercredi 23 avril, François Hollande a affirmé : « *Alain Juppé incarne presque physiquement l'impôt.* » Le porte-parole du PS venait de mettre en cause le programme de baisse d'impôts du premier ministre. « *Parler d'une baisse de l'impôt est presque antinomique avec la nature profonde* [de M. Juppé] », a assuré M. Hollande, après avoir rappelé les hausses de la CSG en 1993, des taxes sur l'essence en 1994, de la TVA en 1995 et l'instauration du remboursement de la dette sociale en 1996. Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a immédiatement accusé le PS de « *copier les méthodes abjectes et haineuses du Front national* ». Jeudi matin, sur France-Info, M. Hollande s'est corrigé en déclarant : « *Alain Juppé incarne naturellement l'impôt.* »

« C'est sûr, ce ne sera pas bon pour les ouvriers »

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (Seine-Maritime)
de notre envoyée spéciale

VU PAR

Ils sont ici depuis six heures du matin, courbés sur les rails de cette voie du bout du monde qu'il faut réparer avant que la chaleur ne dilate l'acier. Il y a Christian et Joël, Bob et Serge, et d'autres, qui travaillent à gestes précis et concentrés. De loin en loin, passe une locomotive ou un wagon qui décharge lentement du ballast. Portant une ceinture d'un jaune phosphorescent, par mesure de sécurité, ils ont le visage noirci et la voix qui rocaille d'une colère mal contenue.

A Sotteville-lès-Rouen, bastion cheminot de la grande grève de 1995, vingt-quatre jours de fraternité dont la mémoire repasse en boucle des images qui ne parviennent pas à faner, l'annonce de la dissolution, la préparation précipitée des élections législatives passent pour « *un mauvais coup* », un de plus, qui ne pourra que faire du mal, encore, à la classe ouvrière. Pour la plupart, ils n'ont pas regardé l'allocution de Jacques Chirac à la télévision, « *sinan, an aurait cassé le poste* ». « *On sait bien qu'on sero eus, jusqu'au bout* », dit Joël. « *Chirac au Jospin, on sait bien que, de toute façon, il faudra continuer à se bogarrer* », dit Bob.

Sur des payes qui ne dépassent pas 7 000 francs par mois, les retenues pour jours de grève viennent juste de se terminer : un mois de salaire et neuf jours d'absence, c'est dur quand déjà on n'arrive pas à boucler ses fins de mois. Ils ont, disent-ils, maintenu les acquis sur la retraite, mais guère plus, et l'ont payé très cher. L'éclatement de la SNCF, la création du Réseau ferré national, la régionalisation, c'est cela qui les préoccupe, bien plus que ce qui se prépare dans les états-majors politiques, dont ils disent n'attendre rien de bon.

Chez Joël, ni la mère ni les frères, qui touchent tous le RMI, ne se déplaceront pour voter. Son fils de vingt ans, chômeur, vit avec sa compagne et leur bébé avec à peine plus de 2 000 francs par mois. Avec une grosse boule de colère dans la gorge, il dit, comme par bravade : « *Il vole, voilò tout. C'est sa seule monière de s'en sortir. Et il o roison.* » Les affaires, ces « *milliords détaurnés par des gens qui vivent dons des palois et ne se déplacent que dans des vaitures ovec chauffeur* », alors qu'eux ils triment pour des salaires qui ne suffisent plus à les faire vivre décemment, avec ces enfants dont ils ne savent ce qu'ils vont devenir, dans des cités pourries où les politiques – « *sauf Tapie* » – ne sont jamais venus les voir : voilà ce dont ils parlent.

« ILS SONT TOUS PAREILS »

La dissolution ? Ils la regardent de loin, comme une « *manip'* » de plus pour mieux les rouler. « *C'est sûr, ce ne sera pas ban paur les ouvriers* », dit en rigolant Jacky, conducteur de train, cheminot depuis vingt-trois ans, et qui n'a plus que cinq ans à attendre avant la retraite à cinquante ans. « *C'est un beou traquenard, une belle foutaise, leur dissolutian !* » Un moyen, selon lui, que se donne Jacques Chirac pour prendre tout le monde de court et éviter de perdre les élections en 1998, si le calendrier avait été respecté. Comme la plupart de ses camarades cégétistes, il votera communiste, par tradition autant que par conviction.

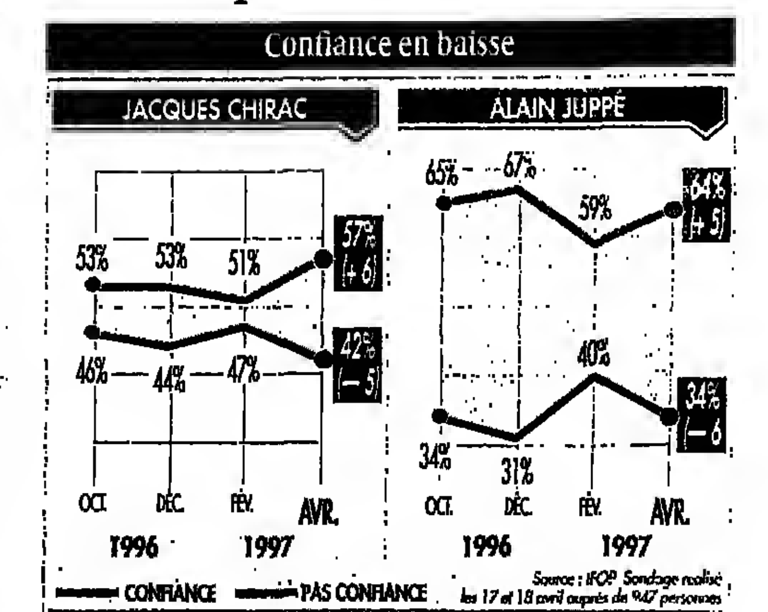
Dramane est membre du syndicat SUD-Rail, né après la grève de 1995. Issu d'une ethnie sénégalaise « voyageuse », il est entré à la SNCF en 1973, attiré par les billets gratuits offerts aux cheminots. Au début, il accrochait des wagons. Aujourd'hui, il travaille au centre de saisie informatique. Il ne comprend pas la démarche de Jacques Chirac : « *Comme s'il n'était pas copoble, avec lo mojarité absolue des deux Chambres et des grondes villes de France, de faire ce qu'il veut !* » Déçu de la gauche, il se demande bien pour qui il va pouvoir voter, dès lors qu'il distingue mal la différence (pour l'emplai, la politique économique) entre la droite et la gauche – « *ils sont tous pareils* ».

Juchés au-dessus des voies, dans leur poste d'alguillage, François et Jean-Ber. ironisent sur le discours de Jacques Chirac et d'Alain Juppé. A les entendre, disent-ils, « *c'est comme s'ils venaient d'arriver, alars que la droite est au pauvoir depuis quatre ans. 95 ? Mais il ne s'est rien passé en 95. Escamoté, le discours sur la fracture sociale qui foisait passer Chirac pour un gauchiste face à Bolladur.* » L'impression d'être pris pour des imbéciles : ça les énerve. Mais quoi faire, maintenant ? Il n'y a pas eu de traduction politique du mouvement social et « *les socialas sont complètement à côté de la plaque. On l'a vu à Vitrolles, au avec la lai Debré. A gouche, an a l'impression d'un discours qui tourne sur lui-même.* » La confiance s'est envolée, « *et les capains flottent* ». Le jour du vote, beaucoup resteront chez eux.

Agathe Logeart

LE SONDAGE DU JOUR

La cote du président de la République et celle du premier ministre rechutent



Le sondage réalisé par l'IFOP pour l'Express (daté 24 avril) o été réalisé juste avant l'annonce par le président de la République de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il ne permet donc pas de mesurer l'impact de son initiative. Il rappelle, toutefois, l'un des paramètres de la campagne électorale : elle va être conduite, pour lo majorité, par deux hommes qui, en dépit de fugitives omèliorations, souffrent d'un lourd déficit de confiance dans l'opinion publique depuis l'automne 1995 et, plus encore, depuis l'automne 1996.

« Alors, comme ça, monsieur le ministre, vous êtes dissolu ? »

RÉCIT

JACQUES CHIRAC aurait-il, raisonnablement, décidé de dissoudre l'Assemblée nationale s'il avait mesuré combien il bousculerait l'agenda de la France des notables ? Tous ces calendriers savamment agencés et qui volent en éclats, ces cérémonies préparées de longue date soudain remises en cause, ces inaugurations, ces colloques, ces remises de médailles, ces plans de table, ces paisibles mondanites, toutes ces civilités républicaines programmées et saisies brusquement par la fièvre électorale, quel gâchis, quelle misère ! Face à pareille avanie, chacun réagit comme il peut. Edmond Hervé, le maire socialiste de Rennes, a donné immédiatement l'exemple du stoïcisme. Lundi 21 avril, il avait prévu de réunir la presse, à 19 heures, pour présenter la politique immobilière de la ville. Indifférent à la concurrence, à la même heure ou presque, de l'intervention du chef de l'Etat à la télévision, Monsieur le maire a maintenu ce rendez-vous.

Le stoïcisme, Jean Arthuis l'a poussé, mercredi, jusqu'au masochisme. Devant le premier conseil des ministres de l'après-dissolution, le ministre de l'économie et des finances a appliqué à la lettre les consignes de Jacques Chirac au gouvernement de « *continuer à gauverner* ». Longuement, minutieusement, il a présenté à ses collègues une communication sur « *lo réforme du système budgétaire et comptable de l'Etat* ». On ne se refait pas ! comme s'il avait l'avenir devant lui, Jean Arthuis a annoncé la préparation, pour novembre 1997, d'un livre blanc sur cette bouleversante réforme. Mais il n'a tout de même pas été jusqu'à maintenir la conférence de presse qu'il avait prévue, dans la foulée, pour présenter son grand œuvre aux journalistes.

Les militants antinucléaires du réseau Sortir du nucléaire ont fait preuve de plus de talent pour recycler une initiative annoncée depuis quelques semaines. Mercredi matin, ils sont, comme prévu, allés s'enchaîner, devant l'Assemblée nationale, à des gros barils remplis de terre radioactive prélevée, prévenaient-ils, dans un ancien bac de décantation d'une mine de la Cogema. Ils entendaient interpeller les députés sur le choix français du tout-nucléaire et réclamer à la représentation nationale un vrai débat, enfin, sur le sujet. Faute de députés, ils ont lancé leur message aux candidats et donné l'occasion aux garde républicains du Palais-Bourbon de faire la démonstration de leur talent dans le maniement de la pince monseigneur.

Impavide, Lionel Jospin entend le rester durant cette campagne décisive. Depuis longtemps, il avait accepté le principe d'un rendez-vous en tête-à-tête, mercredi à 18 heures, avec Alain Krivine, à la demande de ce dernier, las d'être considéré comme un paria par les socialistes. Campagne ou pas, la rencontre a été maintenue, en tête-à-tête et en toute discrétion, au domicile du patron du PS. A défaut de refaire l'Histoire, nul doute qu'elle aura permis de faire le point sur la bataille électorale qui s'engage et dont un autre ancien de Mai 1968, Daniel Cohn-Bendit, prédit dans *Le Parisien* que, si la gauche perd, « *le quatrième tour aura lieu dons la rue* ».

NE FROISSER PERSONNE

Tout le monde n'est pas aussi placide. Ecornant sans tarder la recommandation présidentielle, Hervé de Charette a annulé la visite qu'il devait effectuer en début de semaine prochaine à Washington. L'évolution de l'Alliance atlantique et de la situation au Zaïre ou au Proche-Orient pèsent tout de même moins lourd que l'avenir du Maine-et-Loire, où le chef de la diplomatie française briguera le renouvellement de son mandat de député. D'autres, babiles, savent tirer leur épingle du jeu, comme la communauté arménienne de Grenoble et du Dauphiné. La conférence donnée, mercredi soir, à la maison de la culture, par l'historien et écrivain Yves Temon, à l'occasion des cérémonies commémorant le génocide de 1915, a connu une affluence remarquable. Le maire socialiste de la ville, Michel Destot, et le président RPR du conseil général de l'Isère, Michel Hannoun, avaient donné, il y a trois semaines, leur accord pour assister à cette soirée, comme les huit autres députés de la majorité. Malgré un emploi du temps chargé, aucun n'a fait défection. Pour ne froisser personne les organisateurs ont placé les neuf parlementaires par ordre alphabétique à la tribune et chacun d'eux fut prié d'intervenir pendant un temps égal, de cinq minutes. Comme dans une campagne électorale !

A Saint-Germain des Prés, où comme chacun devrait pourtant savoir « *il n'y o plus d'après...* », l'on était, mercredi soir, en bonne compagnie. Vingt-quatre heures après l'« appel du Flore » de Juliette Gréco, une autre association de défense de ce quartier organisait sa « *réunion inaugurale* » dans les salons d'une galerie d'art. Tout aussi apolitique que la première, cette seconde association est présidée par Jean-Dominique Giuliani, directeur de cabinet du président du Sénat. Charles Aznavour, Sonia Rykiel, Laurent Terzieff, César, Carlos étaient là. Catherine Deneuve s'était excusée. René Monory est venu, impromptu, en voisin. Philippe Douste Blazy, – ministre de la culture « *pour encore un peu plus que quelques instants, quond même* », souriait-il –, n'a pas manqué cette occasion de soutenir son « *cher Jean-Dominique* », mais chacun a eu la délicatesse de ne pas évoquer le député de la circonscription et maire de la capitale, Jean Tiberi.

Jean-Pierre Chevènement s'est, au contraire placé dans une situation bien inconforatable. Depuis quelques mois, il préparait un *Bêtisier de Moostricht*. Un petit bréviaire où il épingle, avec gourmandise, les déclarations de ses têtes de turc, Jacques Delors, Michel Rocard, Elisabeth Guigou ou Laurent Fabius. Le livre est sorti mercredi 23 avril, jour où, en signant un « *pacte électoral de non-agression* » avec le PS, le Mouvement des citoyens enterrait précipitamment la bache de guerre avec les socialistes.

Edouard Balladur ne commettrait pas pareil impair. Il devait publier, le 6 mai, un essai historique intitulé *Le Caractère de la France*. La sortie du livre est reportée à septembre. Olivier Orban, patron de Plon, l'éditeur de l'ancien premier ministre, a expliqué suavement que « *le souci des gens n'est pas de lire actuellement un essai historique* ». Eric Raoult, ministre délégué à l'intégration, n'a pas ce genre de préoccupations mondaines. Mais plutôt des soucis pédagogiques. Une électrice de Seine-Saint-Denis, avant-hier, l'interpelle gentiment : « *Alars comme ça, vous êtes dissolu !* ». « *Dissous, dissous...* » répondit, mi-figue mi-raisin, le ministre candidat.

Récit du service France avec nos correspondants

Des experts sociaux jugent très positive la loi Robien sur le temps de travail

Un dispositif moins coûteux que d'autres aides à l'emploi

Pierre Méhaignerie, président (UDF-FD) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a rendu public, mercredi 23 avril, un rapport commandé à deux organismes d'études compétents en matière sociale. Ils concluent à l'efficacité de la loi Robien sur la réduction du temps de travail.

LE BILAN de la loi Robien sur l'aménagement et la réduction du temps de travail est très positif, et il n'est pas nécessaire de modifier le contenu d'un dispositif moins coûteux que ses détracteurs ne le disent : telles sont les conclusions du rapport que les cabinets Bernard Brunhes consultants et Bipe conseil ont remis à la commission des finances de l'Assemblée nationale quelques jours avant la dissolution. Président de la commission, Pierre Méhaignerie (UDF-FD), qui a rendu ce document public mercredi 23 avril, estime que ce dispositif *« sera maintenu après les élections »*, car il a fait la preuve de son efficacité. Responsable du projet UDF dans le cadre de la campagne électorale, il répondait ainsi aux adversaires de la loi, tels que le CNPF et Alain Madelin, qui y voient une approche malthusienne de l'économie.

Votée le 11 juin 1996 sur proposition de Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, la loi prévoit qu'une entreprise réduisant le temps de travail de 10 % et augmentant ses effectifs d'autant, bénéficie en contrepartie d'importants allégements de charges sociales pendant sept ans (40 % la première année, 30 % les suivantes). Offensive (création d'emplois) ou défensive (sauvegarde), son utilisation concerne actuellement près de cinquante mille salariés (trois cent cinquante accords). 800 millions de francs ont été inscrits dans la loi de finances 1997, et le dispositif pourrait finalement absorber *« autour d'1 milliard de francs »*, a précisé M. Méhaignerie.

Le dispositif peut générer *« plus d'emplois, plus de croissance, plus d'investissements pour un coût limité en terme de finances publiques, d'inflation et de solde extérieur »*, estime le rapport, sur la base de six études d'entreprises de tailles et de secteurs différents (métallurgie, BTP, tourisme, électroménager, finance, armement).

Une formule suffisamment souple pour que chaque entreprise fasse du « sur mesure »

Son coût ? Il est moins élevé que celui d'autres mesures en faveur de l'emploi, puisqu'il oscille entre 52 000 et 65 000 francs par an (contre 100 000 francs pour un préretraité ou un chômeur en début de droits). Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire, selon eux, de modifier le taux d'exonération de charges prévu par la loi. Bipe conseil conclut que les trois quarts des emplois créés ou sauvegardés le seront durablement, au-delà des deux ans de maintien des effectifs imposés par la loi. Ainsi, de 730 000 à 950 000 emplois pourraient être sauvés ou créés en moyenne sur sept ans grâce à la loi, conclut-il.

L'étude de Bernard Brunhes consultants a surtout mis en évidence les effets qualitatifs d'une formule *« suffisamment souple »* pour que chaque entreprise fasse du *« sur mesure »*. La majorité d'entre elles l'utilisent *« dans une perspective dynamique de modernisation et dépassent la logique contestable de simple partage du travail »*. Les accord signés favorisent le dialogue social, et la compensation salariale est très importante (97 % de la rémunération pour les salariés). Au total, il s'agit très souvent d'accords *« gagnant-gagnant »*, souligne le cabinet : l'entreprise en sort généralement *« en meilleure position de compétitivité »* et sa réorganisation laisse entrevoir des gains de productivité significatifs.

Toutefois, des problèmes demeurent. Comment se passera la sortie du dispositif au bout de sept ans, alors que l'entreprise devra faire face à une majoration de 6 % de son coût salarial ? Le rapport suggère donc des amendements permettant *« une sortie progressive »* du dispositif. La question de la compensation salariale pour les cadres n'est pas réglée non plus. Enfin, certaines entreprises utilisent mal la loi. C'est le cas de GIAT-Industries, où la réduction de la durée du travail ne s'est accompagnée, selon le rapport, d'aucune *« réflexion sur l'organisation du travail »*, alors qu'elle va absorber à elle seule, en 1997, 12 % des 800 millions de francs inscrits dans la loi de finances...

Jean-Michel Bezat

M. Chirac décharge l'armée de ses dépenses en Bosnie et en Albanie

POUR la première fois, une partie des dépenses occasionnées par les interventions militaires de la France à l'extérieur de ses frontières sera prise en charge par le budget général de l'Etat, et non plus par le ministère de la défense. Ce sera le cas pour la présence de forces armées françaises au sein de la mission alliée SFOR en Bosnie en 1997, dont le coût est estimé à 1,2 milliard de francs. Le ministre de la défense, Charles Millon, l'a annoncé aux membres de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale du Sénat.

C'est à la suite d'une décision du chef de l'Etat que la mission SFOR a été classée dans la catégorie des *« opérations exceptionnelles »*. Ce qui implique qu'elle ne sera pas imputée au budget annuel des armées. Depuis plusieurs mois, le ministre de la défense – contre l'avis de son collègue des finances et contre le voeu du ministre délégué au budget – réclame une distinction entre les *« opérations exceptionnelles »* et les autres interventions à vocation plus classique. Son espoir est que seules les secondes demeurent à la charge des armées. Jacques Chirac lui a donné raison pour la Bosnie.

En 1997, outre les dépenses entraînées par la participation de 3 760 soldats français à la SFOR, la mission en Albanie pourrait aussi être classée dans la catégorie des *« opérations exceptionnelles »*. Son coût est évalué à 85 millions de francs pour trois mois.

TOUR DE PASSE-PASSE

Pour les autres missions extérieures de la France en 1997, les dépenses de fonctionnement – qui seront réduites après la décision de diminuer le montant des soldes des militaires engagés dans ce genre d'opérations – devraient être partagées, à égalité, entre deux sources de financement : d'une part, le budget du ministère de la défense proprement dit et, de l'autre, un fonds de concours qui sera alimenté par le produit des ventes des actifs immobiliers des armées dans le cadre de leur réorganisation.

En 1996, le coût global des opérations extérieures a atteint 5 147 millions de francs, en augmentation de 23 % par rapport à 1995. Les dépenses enregistrées en 1996 pour la seule Bosnie (il s'est alors agi de la mission IFOR sous contrôle de l'OTAN) ont été de 2,6 milliards de francs. C'est cette très notable hausse des coûts, l'an dernier, qui a incité M. Millon à obtenir du président de la République un autre mode de financement, selon un classement par types de mission. Par ce tour de passe-passe budgétaire, qui profite aux armées, M. Chirac s'en tient à sa promesse de respecter intégralement le montant des crédits prévus par la loi de programmation militaire 1997-2002 et adoptés par le Parlement.

A ce jour, la France déploie environ 15 000 soldats sur des théâtres extérieurs. Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Douin, constate, dans *La Lettre de la défense* adressée aux différents échelons du commandement, que *« la multiplication* [de ces opérations militaires] *est un fait nouveau. C'est ainsi que la France est intervenue une dizaine de fois entre 1970 et 1980, une vingtaine de fois durant la décennie suivante, et, déjà, plus de trente-cinq fois depuis 1990 »*.

Jacques Isnard

DÉPÊCHES

■ **MÉDECINS : la CSMF, Confédération de syndicats médicaux français, hostile au plan Juppé, n'appellera pas à un « vote-sanction ».** Interrogé par *Le Quotidien du médecin*, mercredi 23 avril, son président, Claude Maffioli, indique : *« Je considère que nous n'avons pas à prendre position politiquement. »* Selon M. Maffioli, *« la CSMF n'appellera jamais à un éventuel vote sanction contre la majorité »*, tout en précisant qu'elle se réservera le droit de contacter l'ensemble des dirigeants politiques pour leur demander de se prononcer sur *« les reversements »* ou *« les filières de soins »*.

■ **CANDIDATURE UNIQUE : Charles Fiterman, ancien ministre des transports,** aujourd'hui dirigeant de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), pourrait être le candidat unique de la gauche dans une des circonscriptions du Var. L'ensemble des formations devaient examiner cette candidature, jeudi 24 avril, au siège du Parti radical-socialiste.

■ **NANTERRE : Anicet Le Pors, qui souhaitait recevoir l'investiture du PCF dans la quatrième circonscription** des Hauts-de-Seine, où se présentera le maire de Nanterre, Jacqueline Fraysse, a fustigé, le 22 avril, *« la permanence »*, chez les communistes, *« de comportements conformistes qui font obstacle à tout véritable changement »*. L'ancien ministre de la fonction publique, qui a quitté le PCF en février 1994, fait allusion aux propositions de M. Hue de création autour du PCF d'une *« force communiste »* composée de non-adhérents ou d'anciens militants.

■ **TILLINAC : au cours de l'émission « La Marche du siècle » consacrée aux technocrates, mercredi** 23 avril, l'écrivain Denis Tillinac, qui participa à la campagne de Jacques Chirac, a affirmé que *« deux ans après* [l'élection présidentielle], *la caste dirigeante continue à gérer ses privilèges, le peuple français se sent de plus en plus délaissé, méprisé, ça ne pourra plus durer très longtemps »*. *« C'est une mise en garde »*, a-t-il déclaré.

■ **LYON : le Conseil d'Etat a jugé, mercredi 23 avril, qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur la requête du** Front national, qui contestait la décision du gouvernement de ne pas organiser d'élection législative partielle dans le Rhône, avant le 7 avril, à la suite de la démission de Michel Noir le 7 février (*Le Monde* daté 6-7 avril).

IMMIGRATION Le Conseil constitutionnel a censuré, mercredi 23 avril, deux dispositions de la loi Debré sur l'immigration et assorti le reste du texte de quatre réserves d'interprétation et de quatre précisions. ● LA CARTE DE RÉSIDENT de dix ans demeurera renouvelée *« de plein droit »*. La soumission de ce renouvellement à l'absence de *« menace à l'ordre public »* a en effet été jugée inconstitutionnelle. Les policiers ne pourront pas non plus consulter le fichier des demandeurs d'asile. ● LES NEUF « SAGES » ont en revanche donné leur aval aux dispositions sur le certificat d'hébergement et sur la rétention administrative. ● LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, Jean-Louis Debré, a salué *« un succès pour le gouvernement et pour le premier ministre »*. Le PS a estimé que la décision du Conseil *« confirmait que le texte de M. Debré est contraire aux principes de la République »*.

Le Conseil constitutionnel censure deux dispositions de la loi Debré

Les mesures d'accès des policiers au fichier d'empreintes des demandeurs d'asile et de non-renouvellement de la carte de dix ans en cas de « menace pour l'ordre public » sont rejetées par les neuf « sages ». Le ministre de l'intérieur estime néanmoins qu'il s'agit d'un « succès » pour le gouvernement

DEUX INCONSTITUTIONNALITÉS, quatre réserves d'interprétation et quatre précisions : Jean-Louis Debré et la majorité franchissent sans trop de difficultés l'obstacle du Conseil constitutionnel. Dans sa décision, prise mardi 22 avril et rendue publique mercredi, après qu'il ait été saisi par les députés socialistes ainsi que par les sénateurs socialistes et communistes, celui-ci a validé l'essentiel de la loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration. Le durcissement de la législation, voulu par le ministre de l'intérieur, est d'autant plus préservé que les deux dispositions censurées avaient été ajoutées par les parlementaires, même si ce fut avec le plein soutien du gouvernement, et que les réserves et précisions apportées par les gardiens de la Constitution correspondent, en général, à une application normale de la législation.

Le Conseil constitutionnel s'est efforcé de concilier deux principes aux conséquences souvent opposées qu'il a ainsi présentés : *« Si le législateur peut, s'agissant de l'entrée et du séjour des étrangers, prendre des dispositions spécifiques destinées notamment à assurer la sauvegarde de l'ordre public, qui constitue un objectif de valeur constitutionnelle, il lui appartient de concilier cet objectif avec le respect des libertés et droits fondamentaux reconnus à tous ceux qui résident sur le territoire de la République. »* Mais le Conseil a été sensible aux arguments développés par le gouvernement sur les difficultés pratiques de la lutte contre l'immigration clandestine et donc sur la nécessité de faciliter la tâche de l'administration, fût-ce par quelques entorses à certains principes de droit.

● **Fichier des demandeurs d'asile.** Le Conseil n'a pas contesté la création d'un fichier des empreintes digitales des étrangers demandant un titre de séjour ou étant en situation irrégulière en France. Pour lui, il n'y a pas d'*« atteinte excessive à la liberté individuelle »*. Mais il était aussi prévu que les forces de police ou de gendarmerie pourraient avoir accès au fichier des empreintes des demandeurs du statut de réfugié géré par l'Ofpra (Office de protection des réfugiés et apatrides). Or, le préambule de la Constitution de 1946 reconnaît le *« droit d'asile »*. Le Conseil a considéré que cela imposait *« la confidentialité des éléments d'information »* détenus sur ceux qui le sollicitent. Il a donc censuré cette disposition.

● **Renouvellement de la carte de résident.** Le texte voté par le Parlement prévoyait que le renouvellement de plein droit de la carte de résident de dix ans serait dorénavant soumis à l'appréciation par l'administration que son titulaire ne constitue pas *« une menace pour l'ordre public »*. Le Conseil a estimé que le fait d'avoir vécu dix ans en France était *« de nature à avoir fait naître entre l'étranger et le pays d'accueil des liens multiples »* et qu'une *« simple menace pour l'ordre public ne saurait suffire à fonder un refus de renouvellement de ce titre de séjour sans atteintes excessives au droit de l'intéressé au respect de sa vie familiale et privée »*. Rappelant, de plus, qu'une *« menace grave »* permettait à l'administration de prononcer l'expulsion, il a annulé cette disposition.



● **Fouille des véhicules.** La *« visite sommaire »*, par la police, dans une bande de vingt kilomètres après une frontière, des véhicules non particuliers pour s'assurer qu'ils ne transportent pas des immigrés clandestins a été acceptée par le Conseil sous la réserve que le conducteur puisse en aviser *« toute personne de son choix »*.

● **Polygamie.** Le Conseil a, à nouveau, rappelé que les étrangers vivant en polygamie pourraient en être pénalisés à la condition que ce soit en France.

● **Entretien des enfants.** La carte de séjour temporaire ne serait attribuée aux parents étrangers d'enfants français que s'ils subviennent *« effectivement »* à leurs *« besoins »*. Cela n'est conforme à la Constitution que si cela veut dire que le parent *« a pris les mesures nécessaires, compte tenu de ses ressources, pour assurer l'entretien »* de son enfant.

● **Rétention.** La loi votée prévoit qu'après une première mesure de rétention, d'une durée maximale de sept jours, d'un étranger que l'administration veut expulser sans y parvenir, elle pourra le remettre en rétention après sept jours de liberté. Le Conseil n'a accepté cette disposition que sous la réserve que cela ne permette *« qu'une seule réitération d'un maintien en rétention »* et que l'étranger se soit *« refusé à déférer à la mesure d'éloignement prise à son encontre »*.

● **Certificat d'hébergement.** Le Conseil a précisé que le préfet ne pourrait le refuser au motif d'un *« détournement de procédure »* que dans les cas de *« fraude à la loi »*. Il a aussi indiqué que s'il était créé des fichiers de ces certificats, cela ne pourrait être fait que sous le contrôle de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).

● **Passeport.** L'administration est dorénavant autorisée à confisquer le passeport d'un étranger en situation irrégulière. Le Conseil a précisé que ce document devrait lui être remis *« sans délai au lieu où il quittera le territoire français »* et que le récépissé qui lui est donné en échange devrait lui permettre d'exercer les *« libertés et droits qui ne sont pas subordonnés à la régularité de son séjour »*, comme le mariage.

● **Employeurs de main-d'œuvre clandestine.** Le Conseil a accepté qu'ils puissent être privés de leur titre de séjour par simple décision de l'administration, alors même que la justice ne les aurait pas condamnés à une telle peine. Mais il a précisé que cette *« sanction »* devait être prise sous le contrôle du juge administratif.

Les gardiens de la Constitution ont accepté d'autres dispositions soulevant des problèmes juridiques. Ainsi, *« l'intérêt public »* permet qu'un étranger en situation irrégulière marié avec un Français n'obtienne une carte de séjour qu'après un an de *« communauté de vie »*. De même, un tel titre de séjour peut ne pas être donné aux parents d'enfants français de plus de seize ans car ceux-ci *« sont dotés d'une plus grande autonomie, en se trouvant notamment dégagés de l'obligation scolaire »*. Bien qu'en 1980, le Conseil ait considéré que l'intervention d'un magistrat au cours de la rétention devait se faire *« dans le plus court délai possible »*, il a admis que celui-ci soit porté de vingt-quatre à quarante-huit heures alors même que, depuis 1981, il n'était que de vingt-quatre heures.

Enfin, le Conseil a accepté qu'après qu'un juge de première instance ait ordonné la fin de rétention, le procureur maintienne celle-ci le temps qu'un membre de la cour d'appel se prononce sur le sursis à exécuter. Pourtant, il reconnaît que la Constitution impose *« en principe »* que lorsqu'un *« magistrat du siège a [...] décidé par une décision juridictionnelle qu'une personne doit être mise en liberté, il ne peut être fait obstacle à cette décision »*. Mais il a estimé que toutes les précautions posées, en l'espèce, notamment que la cour d'appel doit être saisie *« sans délai »*, permettent dans ce cas une entorse au principe.

Th. B.

Une année de conflit pour durcir les lois Pasqua

« UN SUCCÈS pour le gouvernement et pour le premier ministre. » Le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, a livré en une phrase, mercredi 23 avril, la conclusion qu'il entendait tirer de la décision du Conseil constitutionnel. A la même heure, ses services soulignaient, dans un communiqué, que *« l'ensemble des dispositions présentées par le gouvernement* [avaient] *été validées par le Conseil »* et que les deux mesures censurées ne visaient que *« des dispositions introduites par amendement parlementaire »*. Victoire totale, en somme.

Le bilan véritable de l'année écoulée, depuis le premier avant-projet rédigé par le ministère de l'intérieur jusqu'à cet épilogue constitutionnel, est plus nuancé. La décision du Conseil constitutionnel, les conséquences du texte finalement adopté, et jusqu'aux retombées politiques de cette opération devraient au contraire inviter le ministre de l'intérieur à davantage de prudence.

L'interprétation symbolique de la décision des « sages », d'abord. M. Debré veut voir dans l'absence de censure du Conseil la preuve du « succès ». Il semble considérer que le rejet partiel de deux articles sur dix-neuf et les quatre réserves d'interprétation constituent un résultat très favorable. Du gouvernement, pourtant, on est en droit d'attendre qu'il respecte scrupuleusement la Constitution. Or les deux articles partiellement censurés traduisent un sévère rappel à l'ordre. *« Nous n'y sommes pour rien, la faute en incombe aux parlementaires »*, indique en substance le ministère pour se défendre. Il est vrai que les deux dispositions censurées avaient été introduites dans le projet gouvernemental l'une par les députés, l'autre par les sénateurs. Mais Jean-Louis Debré avait livré un avis favorable à ces deux amendements. Mieux, pour ce qui est du non-renouvellement de la carte de résident de dix ans en cas de *« menace à l'ordre public »*, disposition visant à déstabiliser l'ensemble des immigrés en situation régulière, les députés n'avaient fait que reprendre une mesure contenue dans l'avant-projet rédigé en février 1996 par les services du ministre.

ÉDIFICE FRAGILE ET INOPÉRANT

La réalité du texte autorise-t-elle M. Debré à triompher ? A-t-il gommé la marque de son prédécesseur, Charles Pasqua, en 1993, ou ne vient-il pas simplement de poser quelques pierres sur un édifice aussi fragile qu'inopérant ? L'examen des mesures nouvelles adoptées est à cet égard édifiant. La retenue du passeport des irréguliers ? Les clandestins ont, depuis longtemps, pris l'habitude de vivre sans titre. Le relevé des empreintes digitales des demandeurs de titre de séjour ? Comme l'avaient souligné certains « ultras » de la majorité, l'essentiel des irréguliers ne font jamais de demande de carte de séjour. Tout juste parviendra-t-on à plonger certains un peu plus profondément encore dans la clandestinité. Le retrait du titre de séjour de tout employeur d'irrégulier ? La justice pouvait déjà prendre pareille mesure. La nouveauté vient du fait que celui qui emploie une femme de ménage sans titre se verra appliqué par l'administration le tarif jusque-là réservé, par les juges, au seul négrier.

Sans doute la visite des camions à proximité de la frontière permettra-t-elle de démanteler quelques filières d'immigration clandestine. Peut-être la traque des sans-papiers dans les locaux professionnels entraînera-t-elle quelques arrestations nouvelles. Il est aussi probable que la possibilité de remettre en rétention un irrégulier, sans prendre de nouvel arrêté de reconduite, aboutira, dans des situations très particulières, à quelques reconduites supplémentaires, tout comme l'obligation faite aux étrangers de signaler leur départ permettra de lancer plus rapidement des enquêtes. Mais au prix de quels renoncements ?

L'allongement de vingt-quatre à quarante-huit heures de la période de rétention administrative non contrôlée par le juge laisse clairement entendre que la légalité doit s'incliner devant l'efficacité. La possibilité de ne pas exécuter la remise en liberté d'un étranger par un juge, en attendant que la juridiction d'appel se prononce, ouvre un précédent qui, sauf à accepter pour les étrangers une justice d'exception, risque de menacer les libertés de tous. Quant à la déclaration de départ des étrangers, dans le cadre du certificat d'hébergement, quelles informations la police sera-t-elle amenée à exiger, à conserver, à exploiter ?

Reste les véritables motivations politiques qui ont inspiré ce texte. Force est de constater que Jean-Louis Debré n'a pas complètement échoué en la matière. Sa cote de popularité a connu une forte progression. Le gouvernement pourrait même voir dans l'adoption de la loi, associée à la manière forte employée pour évacuer les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris, une des causes de son léger rétablissement dans les sondages. Mieux encore pour lui : le Parti socialiste s'est révélé incapable d'adopter une position claire sur ce sujet.

Pourtant, Jacques Chirac comme Alain Juppé ne doivent pas oublier que leur politique a provoqué, en février, le premier mouvement de masse en faveur des immigrés depuis bien longtemps. L'appel *« à la désobéissance civique »* des cinéastes et l'inédite mobilisation qui s'en est suivie ont laissé des traces. Faut-il y voir, avec M. Debré, *« un succès pour le gouvernement »* ?

Nathaniel Herzberg

COMMENTAIRE

BONNE CONSCIENCE

L'honneur est sauf, doivent se dire les neuf membres du Conseil constitutionnel. En examinant la trop fameuse loi Debré, ils ont rappelé les grands principes de l'Etat de droit auquel cette noble institution est fidèle depuis toujours. Et pourtant, rarement une de ses décisions aura à ce point, derrière son habillage juridique, paru désincarnée, éloignée des réalités.

Les gardiens de la Constitution ont accepté, sans difficulté, l'accroissement des pouvoirs de l'administration en général, et des policiers en particulier, dans le contrôle des étrangers vivant, ou souhaitant vivre, en France. Au nom de la protection des libertés, ils ont souligné avec vigueur que ce renforcement ne pouvait se faire que sous la surveillance étroite de la justice administrative. Ils ont ainsi oublié l'essentiel. Cette population est par définition fragile, craintive devant tout représentant de l'ordre, égarée dans le maquis juridique, sans moyens financiers. Les associations qui se chargent de l'assister sont, à leur corps défendant, dépassées par l'ampleur de la tâche. L'expérience ne l'a que trop montré : alors que tant de maires ont violé la loi – et les fameuses « réserves » du Conseil constitutionnel – dans l'attribution des certificats d'hébergement, le contentieux juridique a été pratiquement inexistant.

En se déchargeant sur la justice de son rôle premier de protecteur des libertés individuelles, le Conseil constitutionnel a tout bonnement démontré que d'habiles juristes pouvaient utiliser le droit pour se donner bonne conscience.

Thierry Bréhier

Principales dispositions de la nouvelle législation

Le texte adopté par le Parlement et corrigé, mercredi 23 avril, par le Conseil constitutionnel, renforce le dispositif de lutte contre l'immigration clandestine, tout en prévoyant la régularisation de certaines catégories de sans-papiers.

● **Certificat d'hébergement :** pour la première fois, la loi prévoit de contrôler la sortie des étrangers séjournant en France dans le cadre d'une visite familiale. Lorsqu'ils quitteront le pays, ceux-ci devront remettre leur certificat d'hébergement aux autorités de police. Ce document, indispensable pour obtenir un visa de visiteur, échappe par ailleurs au contrôle des maires, qui jusque-là disposaient d'un droit de regard. Dorénavant, le préfet, seul, aura le pouvoir d'en refuser la délivrance s'il constate l'impossibilité d'héberger l'étranger *« dans des conditions normales »* ou si les demandes antérieures de l'hébergeant font apparaître une *« fraude à la loi »*.

● **Contrôles de police :** afin de lutter contre les filières d'immigration clandestine, la loi autorise les policiers à effectuer une *« visite sommaire »* des véhicules – exception faite des voitures particulières – circulant dans une bande de 20 kilomètres autour des frontières de Schengen. Jusque-là, ce pouvoir était réservé aux douaniers. De même, pour traquer les étrangers sans titre, les policiers pourront, sur instruction du parquet, réaliser des contrôles dans les entreprises. Jusqu'ici, la présence d'un inspecteur du travail était indispensable.

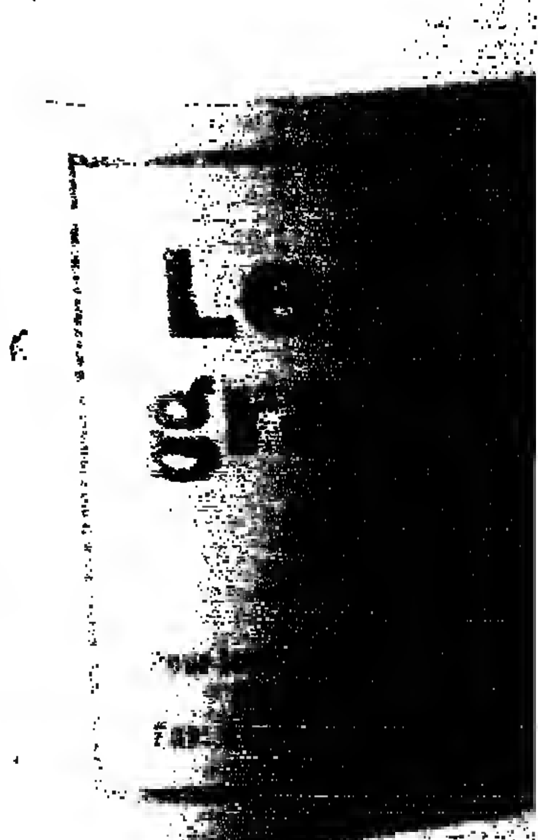
● ***Passeport :*** *la loi permet* de retenir le passeport d'un étranger en situation irrégulière, même s'il se trouve en liberté. Les policiers lui remettront un récépissé qui, précise le Conseil constitutionnel, doit lui permettre d'exercer les *« libertés et droits qui ne sont pas subordonnés à la régularité de son séjour »*, notamment le mariage.

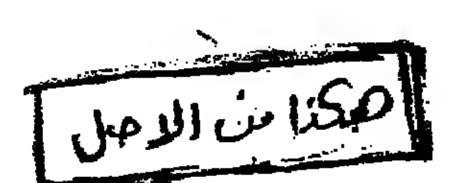
● **Empreintes :** la loi autorise le relevé et la mémorisation des empreintes digitales de tous les étrangers non européens sollicitant la délivrance d'un titre de séjour. De même, les étrangers en situation irrégulière, ou faisant l'objet d'une mesure d'éloignement, verront également leurs empreintes stockées.

● **Retrait du titre de séjour :** la carte de séjour provisoire d'un an comme la carte de résident de dix ans pourront être retirées par l'autorité administrative à toute personne employant un étranger sans titre de séjour. Cette mesure ne pouvait précédemment être prise que par un magistrat.

● **Rétention :** la durée de la période de rétention administrative n'est pas changée. L'administration dispose toujours de dix jours pour éloigner un étranger en situation irrégulière. Toutefois, le premier contrôle du juge interviendra dorénavant à l'issue de quarante-huit heures de rétention, et non plus de vingt-quatre. Si le magistrat ordonne la remise en liberté de l'étranger, l'appel interjeté par le parquet pourra – grande nouveauté – avoir un effet suspensif. Il appartiendra au premier président de la cour d'appel d'apprécier si, en attendant l'examen au fond de cet appel, l'étranger doit ou non être remis en liberté. Enfin, le texte adopté permet de replacer en rétention un étranger, sept jours après sa libération, lorsqu'une première tentative d'éloignement a échoué.

● **Régularisatinns :** certains étrangers – protégés contre l'éloignement mais non régularisables – se verront dorénavant délivrer une carte provisoire d'un an. Il s'agit des parents d'enfants français, des conjoints de Français mariés depuis au moins un an et entrés régulièrement en France, des jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans, des personnes installées en France depuis au moins quinze années. Enfin, la loi rend inexpulsable l'étranger *« atteint d'une pathologie nécessitant un traitement médical dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, sous réserve qu'il ne puisse bénéficier effectivement d'un traitement approprié dans le pays de renvoi »*.





هكذا من الأصل

Le Sénat épargne à Michel Charasse une audition devant le juge

La demande de levée d'immunité pour être entendu comme témoin a été rejetée

Le bureau du Sénat a rejeté à l'unanimité, mercredi 23 avril, la demande de levée d'immunité parlementaire du sénateur du Puy-de-Dôme. Enquêtant sur des bureaux d'études proches du PCF, le juge Laurence Vichnievsky souhaitait l'entendre comme simple témoin, ce que refusait obstinément l'ancien ministre du budget. Trois syndicats de magistrats protestent vivement contre cette décision des sénateurs.

MICHEL CHARASSE ne sera pas obligé de se rendre dans le cabinet du juge d'instruction Laurence Vichnievsky. Réuni, mercredi 23 avril, le bureau du Sénat, constitué à la proportionnelle des groupes politiques, a rejeté à l'unanimité la demande de levée d'immunité parlementaire visant le sénateur socialiste du Puy-de-Dôme. Chargé du dossier des bureaux d'études proches du Parti communiste, Mme Vichnievsky souhaitait entendre en tant que simples témoins trois anciens ministres du budget – Henri Emmanuelli, Nicolas Sarkozy et Michel Charasse – afin de leur demander des explications sur la mansuétude de l'administration fiscale à l'égard de la Compagnie générale des eaux (CGE).

M. Emmanuelli et M. Sarkozy ont accepté de se rendre au palais de justice de Paris au mois de décembre 1996, mais, depuis quatre mois, M. Charasse refuse obstinément de déférer à cette convocation. *« Si Mme Vichnievsky souhaite venir à une réunion publique, elle pourra me poser, en tant que citoyenne, toutes les questions qu'elle voudra »*, a-t-il déclaré la semaine dernière dans une ultime provocation. Dans sa fureur, le sénateur est même allé jusqu'à demander une législation sur mesure pour son cas personnel : la semaine dernière, au beau milieu du débat sur la cour d'assises, il a proposé – puis retiré – un amendement précisant... qu'un ministre ne peut être entendu comme témoin, sur des faits relatifs à ses fonctions, que devant la Cour de justice de la République.

Dans une lettre adressée le 10 décembre 1996 à Mme Vichnievsky, l'avocat du sénateur, Gilles-Jean Portejoie, justifie ce refus de témoigner en invoquant le principe de la séparation des pouvoirs. *« Les membres du gouvernement ne sont responsables de leurs actes non pénalement qualifiés que devant le Parlement, dans les conditions prévues par la Constitution*, écrit-il. *Ils ne sauraient donc en répondre devant une quelque autre autorité que ce soit. »*

Actuellement, aucun texte de loi n'empêche pourtant l'audition, comme simple témoin, d'un ancien ministre. Le code de procédure pénale prévoit des dispositions particulières pour les membres du gouvernement mais elles ne concernent que les ministres en exercice, qui ne peuvent être entendus qu'après l'autorisation du conseil. La Constitution précise pour sa part que les crimes et délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions sont confiés à la Cour de justice de la République mais elle ne prévoit aucune règle particulière pour les auditions en tant que simple témoin. Lorsqu'un juge leur demande de venir témoigner, les anciens ministres sont donc tenus, comme leurs concitoyens, de se rendre au palais de justice.

Face aux refus répétés de Michel Charasse, Laurence Vichnievsky avait finalement délivré, le 2 janvier, un ordre de citation à témoin. Dénonçant les *« graves irrégularités procédurales commises par le magistrat instructeur »*, l'avocat du sénateur avait alors saisi le procureur de Paris, qui lui avait répondu le 7 janvier qu'à ses yeux aucune nullité n'avait été commise. Deux jours plus tard, dans une lettre adressée à la présidente de la chambre d'accusation de Paris, Me Portejoie estimait à nouveau que cette citation constituait *« une atteinte à la liberté individuelle d'un membre du Parlement »*. La présidente lui répondait le même jour que la citation n'était pas contraire au principe de l'immunité parlementaire puisqu'elle *« ne constituait pas une mesure privative ou restrictive de liberté du parlementaire »*.

« AU-DESSUS DES LOIS »

M. Charasse refusant toujours de venir témoigner, le juge Vichnievsky a finalement opté pour une comparution par contrainte. Cette mesure constituant, cette fois, une mesure restrictive de liberté, le magistrat a été obligée de demander la levée de l'immunité parlementaire de Michel Charasse. Depuis la réforme constitutionnelle du 4 août 1995, le Sénat a accepté de telles demandes à trois reprises – pour les sénateurs des Bouches-du-Rhône Jean-Pierre Lafond (UDF-PR), du Gard Claude Pradille (PS), et d'Ille-et-Vilaine Marcel Daunay (UDF) – mais il se prononçait pour la première fois sur une comparution comme simple témoin.

Au terme d'une courte décision, qui ne comporte pas de motivation et qui n'est pas susceptible de recours, le bureau du Sénat a choisi de donner raison à Michel Charasse. Il *« accrédite ainsi l'idée que les sénateurs sont au-dessus des lois »*, a déclaré le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Jean-Claude Bouvier. *« Cette décision peut apparaître comme la volonté de certains hommes politiques de protéger l'un d'entre eux, et risque donc d'alimenter un climat d'antiparlementarisme latent »*, a regretté pour sa part le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcey. *« Il est très étonnant de s'opposer à l'avance et par principe à une audition comme simple témoin*, a conclu le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech. *Cette affaire montre à quel point le fossé s'est creusé entre les élus et la justice. »*

Anne Chemin

Six lycéens accusés de viol dans un lycée des Yvelines

Les faits auraient été commis au cours de bizutages

SIX ÉLÈVES du lycée polyvalent de Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines) ont été mis en examen par un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Versailles, mercredi 23 avril, pour viols en réunion. L'un d'entre eux, le seul majeur, a été écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy.

Situé dans un environnement privilégié au centre du département des Yvelines, l'établissement de Villiers-Saint-Frédéric, petite commune de moins de 2 000 habitants, comprend deux parties distinctes : le lycée d'enseignement général, qui accueille les élèves des villages proches, et un lycée professionnel où est scolarisée *« une population difficile »*, transportée chaque matin par une douzaine de cars en provenance des quartiers sensibles du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie, de Chanteloup-les-Vignes ou de la Cité des Merisiers, à Trappes.

Une partie de ces élèves fréquentent l'internat, qui accueille en moyenne entre soixante-dix et cent pensionnaires, âgés de quatorze à vingt-deux ans. *« Nous avons beaucoup de mouvement, beaucoup d'entrées et de sorties au cours de l'année »*, a expliqué au *Monde*, jeudi matin, le proviseur.

C'est un élève âgé de seize ans, nouvellement arrivé, qui a rompu la loi du silence peu avant les vacances de Pâques. Il a dénoncé auprès de la gendarmerie locale les agissements de ses camarades. Les enquêteurs ont mené des investigations qui les ont conduit à interpeller, lundi 21 avril au matin, jour de la rentrée, les six auteurs présumés au moment où ils allaient regagner leur salle de cours. Le plus âgé, habitant dans le département voisin de l'Eure-et-Loir, est tout juste majeur, et le benjamin allait fêter prochainement ses seize ans.

PEUR DE REPRÉSAILLES

Placés en garde à vue, ils auraient reconnu s'être livré, à des agressions sexuelles et auraient même violé certains de leurs camarades à l'aide d'objets hétéroclites lors de bizutages poussés qu'ils faisaient subir régulièrement *« aux plus faibles »* et aux nouveaux venus dans les dortoirs.

Ces révélations ont, semble-t-il, surpris le personnel du lycée : *« Nous sommes très attentifs aux problèmes d'internat*, explique le proviseur, *mais jusque-là rien n'avait transpiré. »* L'enquête, qui se poursuit, devrait permettre de connaître dans les prochaines semaines l'ampleur de ces agressions. Les gendarmes comptent désormais recueillir de nouveaux témoignages de certains élèves qui, jusque-là, par honte ou par peur de représailles, avaient subi sans oser se plaindre.

Jean-Claude Pierrette

Première révocation pour révisionnisme dans l'enseignement secondaire

POUR la première fois, un enseignant du secondaire a été révoqué de ses fonctions par le ministre de l'éducation nationale pour révisionnisme. Vincent Reynouard, professeur de mathématiques depuis deux ans au lycée professionnel de la Côte-Fleurie à Honfleur (Calvados), a été sanctionné, vendredi 18 avril, à l'issue d'une procédure disciplinaire engagée en décembre 1996 par le rectorat de Caen.

La révocation de cet enseignant âgé de vingt-sept ans a été prononcée pour quatre motifs relevant du manquement aux principes de neutralité et de réserve : utilisation du système informatique de l'établissement pour travailler sur des documents inspirés des thèses révisionnistes ; exercices *« morbides et ambigus »* donnés aux élèves ; prêt aux élèves d'ouvrages à caractère révisionniste ; volonté de médiatiser sa suspension – prononcée le 19 décembre 1996 – en incitant les élèves à manifester.

Dans le fichier de l'ordinateur du lycée ont été retrouvés des textes remettant en cause le massacre d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), le 10 juin 1944. En classe, l'enseignant a distribué un exercice sur les statistiques de mortalité à Dachau tirées d'un article publié dans la *Revue d'histoire révisionniste*.

En Normandie, le militantisme de M. Reynouard est de notoriété publique. Ce père de deux enfants a toujours opté pour la provocation à visage découvert. Il fut condamné à deux reprises, en 1992 et 1996, à des peines de prison avec sursis pour avoir distribué des tracts niant la réalité du génocide juif ; ses démêlés avec la justice ne l'ont pas empêché d'être titularisé en septembre 1995 à l'issue du concours de professeur de lycée professionnel. *« Lors de sa première condamnation, il était très jeune et il avait été décidé de lui donner une chance en le laissant intégrer l'enseignement »*, expliquait en décembre 1996 Fabrice Pellizzari, directeur du cabinet du recteur de l'académie de Caen.

« Oui, je suis un révisionniste », affirme aujourd'hui l'enseignant, qui s'étonne de la réaction tardive de l'administration alors que l'exercice sur Dachau remonte à novembre 1995 et que ses opinions sont, selon lui, *« connues depuis longtemps par le lycée »*. Lors d'une audience avec le recteur Philippe Lucas, le 18 décembre 1996, M. Reynouard a reconnu les faits. *« C'est pour des questions de logiciels que j'ai transféré mes recherches sur Oradour sur l'ordinateur du lycée, mais il s'agit d'activités extraprofessionnelles. Quant à l'exercice sur Dachau, je l'ai fait pour éveiller l'esprit critique de mes élèves. J'ai toujours pratiqué une pédagogie susceptible de surprendre, mais je n'ai jamais voulu faire passer mes idées en classe. D'ailleurs, des élèves ont manifesté en ma faveur après ma suspension »*, ose-t-il expliquer.

Les affaires de révisionnisme – impliquant notamment MM. Roques, Faurisson, Notin – avaient secoué jusqu'à présent les universités mais jamais les établissements secondaires. La révocation, plus haute sanction dans l'échelle des procédures disciplinaires, est exceptionnelle et est prononcée après un rapport de l'inspection générale. M. Reynouard, qui avait déjà déposé un recours contre sa suspension devant le tribunal administratif de Caen, entend renouveler son action en justice pour contester son exclusion définitive de l'éducation nationale.

Sandrine Blanchard

DÉPÊCHES

■ **POLICE : après la disparition, dans les locaux de la brigade financière de scellés concernant le dossier Elf**, en cours d'instruction, plusieurs syndicats policiers ont souligné qu'*« il ne serait pas admissible que, dans cette affaire, un bouc émissoire soit désigné à la vindicte de l'administration ou de la justice »*. Les syndicats (SNOP, Synergie et CGT) ont demandé *« que des sanctions exemplaires soient prises à l'encontre du ou des commanditaires du vol »*. Ils ont apporté un *« soutien sans réserve »* à l'officier dans le bureau duquel les scellés ont disparu. Les officiers ne se reconnaissent enfin *« nullement »* dans une lettre anonyme faisant état d'une querelle interne au sein du service (*Le Monde* du 23 avril).

■ **JUSTICE : Martin Bouygues, PDG du groupe Bouygues**, a été entendu, mercredi 23 avril à Versailles (Yvelines), par le juge Jean-Marie Charpier en charge des dossiers de fausses factures en Ile-de-France. M. Bouygues avait été mis en examen le 27 février, ainsi que trois autres dirigeants du groupe, pour *« abus de biens sociaux »*. Il a été interrogé pendant deux heures sur des fausses factures - d'un montant d'environ 20 millions de francs -, établies par une société créée par l'un de ses anciens conseillers au profit de quatre filiales de son groupe.

■ **VIOLENCE : une trentaine de jeunes ont brisé à coups de pierres, mardi 22 avril, les vitres de l'hôtel de ville de Tremblay-en France (Seine-Saint-Denis).** Des devantures de magasins du centre-ville ont également été endommagées. Les incidents avaient commencé, samedi 19 avril, près d'un immeuble du centre, où des policiers avaient reçu des pierres jetées par un groupe de jeunes alors qu'ils étaient intervenus dans une bagarre entre deux familles.

TRAFIC Le schéma directeur d'aménagement urbain de l'agglomération lilloise prévoit la construction, en deux étapes, d'ici à 2005 et 2015, d'un contournement autoroutier du sud de la métropole. ● CETTE AUTOROUTE permettrait de relier directement l'autoroute A 1, qui vient de Paris, à l'A 27, qui va à Bruxelles, et à l'A 25, qui mène à Dunkerque. Le cœur de l'agglomération serait ainsi évité par le trafic de transit. ● LE PROJET soulève néanmoins de graves inquiétudes sur les conséquences que le passage de la nouvelle autoroute pourrait provoquer sur les ressources en eau potable de la ville. Le tracé traverse en effet les champs captants qui fournissent plus du tiers de l'alimentation de l'agglomération. ● LES ÉLUS des communes concernées se mobilisent, forts de l'appui du ministère de l'environnement et des avertissements de l'agence de l'eau Artois-Picardie.

Le contournement autoroutier de Lille menace les ressources en eau

La communauté urbaine prévoit d'éviter le sud de l'agglomération par une nouvelle voie de circulation. Les élus de plusieurs communes, le ministre de l'environnement, l'agence de l'eau Artois-Picardie et les écologistes s'y opposent farouchement

LILLE
correspondance

« Vous avez souhaité connaître ma position sur le projet de contournement sud de Lille. Je m'étonne que mon accord total à ce projet ait pu être évoqué par ses promoteurs. En effet, je vous informe que je suis, pour ma part, hostile à un tracé qui est susceptible d'avoir de telles conséquences sur la ressource en eau de l'agglomération lillaise. » Dans deux lettres adressées, l'une à Marie-Christine Blandin, la présidente écologiste du conseil régional, l'autre à l'association Nord Nature, le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, vient de lever toutes les ambiguïtés quant à sa position sur un sujet qui n'a pas fini de diviser les élus de la métropole lilloise.

Le projet incriminé, c'est le tracé 3 *bis*. Inscrit au schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) de l'arrondissement, dont l'avant-projet a été adopté le 19 décembre par le syndicat mixte – conseil rassemblant majoritairement des élus de la communauté urbaine de Lille (CUDL) et présidé par Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille et également président de la CUDL –, il prévoit de relier l'A 25 (vers Dunkerque) et l'A 27 (vers Bruxelles) en deux étapes. La réalisation de la partie est du contournement (entre l'A 1 et l'A 27) est programmée à l'horizon 2005, la partie ouest (entre l'A 1 et l'A 25) pour 2015.

ZONE « SANCTUARISÉE »

Aujourd'hui, douze petites communes du secteur concerné se sont regroupées au sein d'un Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) *« contre les grands élus métropolitains qui s'obstinent à vouloir faire passer une autoroute dans des petites villes et des villages déjà saturés en infrastructures »*. Mais surtout, et c'est ce qui catalyse les oppositions, ce tracé, dans sa partie ouest, traverse en leur milieu les champs captants d'Annœullin, d'Emmerin, d'Houplin et de Wavrin, lesquels constituent une réserve en eau essentielle pour la métropole lilloise. *« C'est une ressource importante puisqu'ils fournissent plus du tiers des ressources en eau potable de l'arrondissement ; et cette réserve est amenée à devenir plus importante encore dans les années à venir du fait de la fermeture, pour cause de pollution, de certains forages en eau du nord de l'agglomération. C'est surtout une ressource fragile et irremplaçable, d'autant plus que dans l'arrondissement de Lille il est impossible d'implanter d'autres captages. En cas de pollution, les conséquences sur les prix de l'eau seraient désastreuses »*, insiste Robert Biermant, le vice-président de Nord Nature.

La grande des opposants n'est pas nouvelle puisque ceux-ci s'étaient déjà mobilisés, il y a environ quatre ans, lors d'une première révision du SDAU. L'agence de l'eau Artois-Picardie avait, elle aussi, déjà tiré les signaux d'alarme en dénonçant les *« dangers d'un tracé traversant la zone de grande vulnérabilité de la nappe phréatique »*. *« Dès 1993, nous avions alerté les élus de l'arrondissement sur les dangers de ce tracé 3* bis, explique-t-on à l'agence. *Mais la plupart d'entre eux ont confirmé leur choix. Nous avons donc négocié avec le ministère de l'équipement un cahier des charges sur les conditions impératives qui devront accompagner la réalisation de l'autoroute. Même si nous continuons à penser qu'une solution de précaution aurait été préférable. »*

Cette position est clairement réaffirmée par Corinne Lepage, qui précise dans son courrier : *« La circonstance que mes services aient établi un cahier des charges qui contient des prescriptions de nature à préserver la ressource en eau ne saurait être interprétée comme la reconnaissance de la part du ministère de l'environnement du bien-fondé du choix qui a été fait par les services de l'équipement. »* Une précision de taille si l'on en juge par les rumeurs qui avaient couru dans la métropole.

Pour tenter de préserver les champs captants, les promoteurs

Le projet contesté

BELGIQUE
Armentières
vers Dunkerque
LILLE
Villeneuve-d'A.
vers Tournai
CONTOURNEMENT SUD

du projet entendent prendre *« toutes les garanties nécessaires : de très importants dispositifs techniques seront mis en place »*. Et la zone des champs captants sera *« sanctuarisée »* – il s'agit de créer une réserve foncière de 2 à 3 kilomètres autour des champs, sur laquelle il sera *interdit de construire et d'urbaniser* –, assure Marc-Philippe Daubresse, maire (UDF) de Lambersart et secrétaire du syndicat mixte chargé par Pierre Mauroy de la révision du SDAU. Des arguments qui n'arrivent pas à convaincre les opposants, pour lesquels le risque zéro en matière de pollution n'existe pas, et qui continuent de militer pour des solutions alternatives au tracé 3 *bis*.

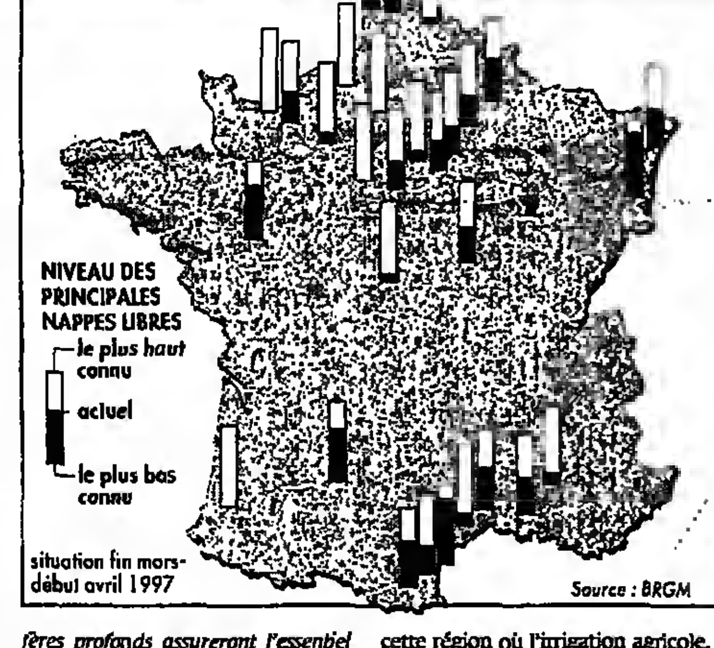
Pour l'heure, le SIVU a déposé un recours devant le tribunal administratif pour *« irrégularités dans les modalités de vote du 19 décembre »*. Mais la bataille se passe aussi sur le terrain : des réunions publiques sont organisées dans plusieurs communes pour informer la population. Les Verts prévoient des actions symboliques. *« Rien ne garantit qu'au mois de juin le SDAU sera voté sans le tracé 3* bis. *En revanche, ce qui est sûr, c'est que le camp des opposants au tracé grandit »*, conclut René Penet, le porte-parole des Verts du Nord-Pas-de-Calais.

Nadia Lemaire

La baisse des nappes phréatiques dans le Nord et l'Ouest se confirme

LE SIGNAL d'alarme a déjà été tiré : la sécheresse est bien là (*Le Monde* du 18 avril). Mais les mesures effectuées sur les nappes phréatiques, présentées mercredi 23 avril par le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM), permettent d'affiner le constat. Si les réserves aquifères du sud de la France ont pu largement se recharger cet hiver, elle sont en situation moyenne en Alsace et en déficit dans le reste de la France. Le BRGM en conclut que dans la mesure où les cours d'eau sont tributaires, à l'étiage, de la vidange de ces nappes, *« il est à craindre que les rivières connaissent des basses eaux assez sévères au cours de l'été si le déficit pluviométrique persiste »*.

Cette situation contrastée entre le Nord et le Sud s'explique par la disparité des précipitations plus anciennes. De septembre 1995 à septembre 1996, la pluie a été de 25 % plus abondante dans le sud du pays qu'en année normale, tandis que, dans le nord, le déficit était de 40 %. Il faut cependant distinguer la sécheresse « agricole », qui touche le premier mètre du sol en raison d'une quasi absence de précipitations depuis la mi-janvier, y compris dans le Sud, de l'évolution en profondeur des réserves d'eau. C'est à ce subtil jeu de vases communicants que le BRGM s'est attaché.



NIVEAUX RECORDS

Il lui est déjà possible de prévoir le comportement des nappes, qui ne se rechargeront pas avant l'automne prochain – l'eau de pluie s'évapore ou est utilisée par les plantes à partir des beaux jours –, dans les bassins où la situation est la plus préoccupante. En Aquitaine, si la nappe du quaternaire est à son plus bas niveau connu, *« les aquifères profonds assureront l'essentiel des besoins en alimentation et eau potable »*. En revanche, en Artois-Picardie, on est déjà proche des très basses eaux de 1976 et 1990. En Bretagne, les nappes ont commencé à se vidanger dès le mois de mars, alors qu'elles continuent habituellement à monter jusqu'en avril ou mai. Dans le bassin Loire-Bretagne, la région Centre – où le niveau de l'eau sous la Beauce se trouvait début avril à un mètre seulement au-dessus du niveau le plus bas observé en 1992 – est la plus touchée. Le BRGM estime que d'ici l'été, *« des niveaux records pourront être atteints ou dépassés »*.

Des tiraillements sont donc à prévoir entre les différents utilisateurs de l'eau, notamment dans cette région où l'irrigation agricole, encore mal maîtrisée, est en pleine expansion. Les mesures du BRGM ne signifient cependant pas que les réserves en eau soient asséchées : sur les 2 000 milliards de mètres cubes d'eau présents dans les quelque 200 aquifères répertoriés sur le territoire, 7 milliards sont annuellement puisés pour les besoins humains, domestiques, agricoles et industriels. Mais ces utilisations peuvent ponctuellement dépasser le débit naturel, mettant alors en péril le renouvellement de cette précieuse ressource. *« Techniquement, il est possible de continuer à pomper en dessous de ces niveaux*, assure Yves le Bars, président du BRGM. *Mais c'est au politique de décider si de telles mesures sont socialement acceptables. »* Nul doute que la question sera abordée, le 29 avril, lors du comité sécheresse convoqué par le ministre de l'environnement, Corinne Lepage.

Hervé Morin

■ **Le ministre de l'agriculture**, Philippe Vasseur, a mis en place, mercredi 23 avril, une première série de mesures pour aider les agriculteurs victimes du gel et de la sécheresse. 15 % de la production française de fruits a été détruite par les récentes gelées qui ont aussi sévèrement endommagé certaines vignes. A cause de la sécheresse, les agriculteurs prévoient des récoltes moins abondantes pour les grandes cultures.

« Que cent fleurs s'épanouissent » sur les friches parisiennes

DIX-NEUF terrains vagues, d'une superficie totale de 24 075 m², appartenant pour la plupart à la Ville de Paris, défigurent le 11ᵉ arrondissement, l'un des plus denses de la capitale. Ces terrains, mal ou vilainement clôturés, sont devenus, au fil des ans et dans l'attente d'opérations immobilières, des dépotoirs d'objets usagés hétéroclites et des friches d'herbes sauvages, au grand dam des riverains qui n'en peuvent mais.

Pourquoi ces espaces abandonnés ne feraient-ils pas *« l'objet d'une occupation légale, provisoire, pour une utilisation collective et éducative par les écoles, en les transformant en lieux de découverte et de jardinage pour les enfants ? »*, s'est demandé Cécile Silhouette, conseillère de Paris et du 11ᵉ arrondissement, elle-même institutrice et écologiste convaincue. De ce constat est né le projet « Que cent fleurs s'épanouissent ! ». Objectif : redonner vie à ces surfaces abandonnées, en faire des lieux d'échanges et d'entraide avec les habitants du voisinage et les associations de quartier, entre les anciens et les plus jeunes. Des lieux de vie, certes provisoires, mais qui, *« au-delà de l'aspect purement éducatif et d'observation pour les jeunes »*, pourraient avoir un rôle non négligeable de restructuration du tissu social, malmené par *« la brutale agression immobilière »* dont le 11ᵉ a été le théâtre depuis deux décennies.

Cécile Silhouette et les associations qui soutiennent son projet sont bien conscientes que ce dernier, malgré le capital de sympathie qu'il a engrangé auprès de la population, devra en premier lieu venir à bout des réticences de la Mairie de Paris. Mettre des terrains, même provisoirement, à la disposition d'un tiers est une chose ; les récupérer après revalorisation potagère ou florale en est une autre. *« Mais il y a une multiplicité de possibilités*, assure l'élue écologiste ; *il pourrait s'agir d'un contrat temporaire passé avec la Ville, en liaison avec la mairie d'arrondissement. La division parcs, jardins et espaces verts de la Mairie de Paris pourrait jouer un rôle d'encadrement. Le système serait relativement institutionnel, renouvelable. »*

CRÉATION DE DEUX JARDINS

La Mairie de Paris ne semble pas déborder d'enthousiasme à ce sujet. Elle s'est bornée à transmettre la demande aux services concernés *« pour une étude attentive »*. Coïncidence ? Dans le cadre de la 3ᵉ journée nationale du nettoyage de printemps, le 24 mars, Jean Tiberi a annoncé la réhabilitation de deux terrains vagues, l'un dans le 17ᵉ (185, avenue de Clichy), l'autre dans le 13ᵉ (à l'angle des rues Nationale et Regnault). Ces deux friches, après avoir été nettoyées et ensemencées en prairies fleuries, deviendront *« à titre temporaire, des espaces agréables »* et accessibles au public. Par ailleurs, précisément dans le 11ᵉ arrondissement, le maire de Paris a décidé la création de deux jardins : 1 000 m² dans le secteur Basfroi - Charles-Dallery, avec ouverture sur la rue de la Roquette, et 1 400 m² dans la cité Prost, grâce à une réduction du programme des logements, qui passeraient de 250 environ à 150.

Ali Habib

« Microcosmos » contre macro-zoo en Aveyron

RODEZ
de notre correspondant

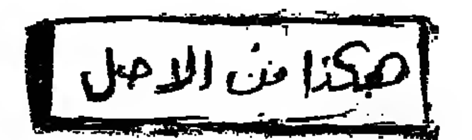
Les petites bêtes de *Microcosmos* ont séduit les cinéphiles : le peuple de l'herbe a remporté cinq Césars et fait le tour du monde. Ce succès, on le doit à un pré en pente douce sous le causse Comtal. Voici près de vingt ans, à quelques encablures de Rodez et à l'ourlet de cette prairie, Claude Nuridsany et Marie Pérénou, deux photographes entomologistes, se sont installés à Salles-la-Source, petite commune du nord de l'Aveyron. Ce sont ces quelques mètres carrés de Rouergue qu'ils ont choisis pour décor de leur film. Aussi lorsqu'un vicomte, propriétaire du château voisin du Colombier et des 150 hectares alentour, projette de créer là un parc animalier, avec lions, ours et singes, le couple Nuridsany-Pérénou laisse à leur étreinte les escargots amoureux pour rejoindre les militants de Causse en liberté.

A la liberté d'entreprendre avancée par le vicomte Paul de La Panouse, ils opposent la liberté de respirer un causse fleuri d'orchis, d'apprécier le vol du milan ou la course du lièvre. *« Je ne suis pas certain que ce pays ait besoin d'un gadget touristique*, explique Claude Nuridsany. *De plus, on a le sentiment que le projet est greffé sur une réalité dont le vicomte de La Panouse ignore tout. »* Tout sauf la rentabilité d'une affaire qu'il imagine aussi porteuse que les trois autres parcs qu'il possède à Thoiry (Yvelines), Peaugre (Ardèche) et Sigean (Aude), et qu'il affirme vouloir mettre au service du développement économique du pays.

Sur ce causse inscrit en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff), le parc animalier est censé recréer une savane sous les chênes verts et les genévriers pour accueillir quelque 50 000 visiteurs, dont il faudra bien parquer les voitures. *« Le cadre de vie va être modifié de manière artificielle*, explique Claude Nuridsany ; *présenter des animaux exotiques ici est totalement surréaliste. En outre, cela amènera un tourisme de masse, à l'opposé du simple bon sens. »* De son côté, Marie Pérénou confie faire de bien mauvais rêves. *« J'y entends les gens dire : c'est dommage que l'on ait laissé faire une chose pareille, c'était un lieu magique autrefois. »*

Cette magie, les commissaires chargés de l'enquête d'utilité publique n'y ont guère été sensibles. Ils ont émis un avis favorable à la création du parc, bien qu'assorti d'importantes réserves – sur les travaux routiers et d'assainissement, ainsi que sur de *« grossières lacunes »*, comme l'absence d'étude d'impact – qui, si elles ne sont pas levées ou corrigées, rendront l'avis défavorable. En attendant, le petit peuple de *Microcosmos* continue de tisser son bonheur au fond du pré. La coccinelle ignore encore la patte royale du fauve et les pitreries du chimpanzé. Jusqu'à ce que le préfet de l'Aveyron rende son verdict, d'ici l'été.

Ellan Da Silva



Lachlan Murdoch, « Monsieur fils »

Déjà directeur général de la branche australienne de News Corporation, l'aîné des fils de Rupert Murdoch, âgé de vingt-cinq ans, vient d'être désigné dauphin du plus vaste empire de communication du monde, fondé et présidé par son père

> « Si la famille reste aux commandes, tant mieux ; si c'est quelqu'un d'autre, il faudra l'accepter. La compagnie doit être gérée au mieux de ses intérêts et cet impératif l'emporte sur nos convenances personnelles »

LACHLAN Murdoch avoue de bon cœur l'« *admiration* » et l'« *affection* » qu'il éprouve pour son papa, le célèbre Rupert Murdoch : « *Je ne connais personne au monde qui possède les qualités de mon père.* » Devant sa table de travail, le portrait du magnat américano-australien, dont il a hérité la silhouette svelte, les fameux sourcils, la mâchoire à broyer des canettes de bière et le regard perçant. Lachlan, vingt-cinq ans, est, depuis le 15 avril, le dauphin désigné de News Corporation, le plus vaste empire de communication au monde, et aussi le plus controversé. « *Il s'agit d'une compagnie familiale dont le premier commandement est la loyauté à mon père. Malgré la complexité croissante de notre société, il y a peu de chapelles ou de querelles d'hommes.* »

Apparemment, nul n'est plus proche de « Citizen Murdoch » que l'aîné de ses fils, directeur général de News Ltd, la branche australienne du conglomérat. Ils se téléphonent plusieurs fois par jour. *L'Australian*, le seul quotidien d'obédience nationale de ce pays immense, le *Daily Telegraph*, riche en scandales et en hémoglobine, une chaîne de journaux régionaux à Brisbane, Adelaïde, Perth, etc., la station de télévision Seven Network, une chaîne à péage (Foxtel), un studio de cinéma, une participation de 50 % dans une compagnie aérienne intérieure, plusieurs maisons d'édition et imprimeries, des intérêts à Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée... Lachlan est le *deus ex machina* de l'Australasie. Depuis ce bureau banal, situé au quatrième étage d'une vieille bâtisse de Surry Hill, un quartier bohème du centre de Sydney, le maréchal de l'empire s'est également attaqué avec succès au marché chinois par le truchement de Star TV, station basée à Hongkong, et l'accord de partenariat conclu dans le multimédia avec le *Quotidien du peuple*.

A première vue, ce nouveau pouvoir ne trouble ni ne grise le jeune entrepreneur qui nous reçoit en bras de chemise, nonchalamment assis dans un fauteuil vieillot. Avec deux de ses doigts tachés d'encre, il ressemble à un potache affable et volubile. Mais sa cravate de soie rouge fait ressortir la pâleur de son visage. Travailler dur. La vertu de l'effort brille au firmament de la théologie familiale. D'après son biographe, William Shawcross, Rupert déteste tout ce qui fait perdre du temps dans la vie : lire, écouter de la musique, les sentiments, les amis. De même, l'existence de Lachlan laisse peu de place au repos et aux distractions : un peu de voile le dimanche et la lecture de ses journaux. La liste est close. Il est vrai que ses heures sont comptées, car, à son âge, son papivore de père, qui avait hérité d'un tout petit journal de province et de quelques actions, était déjà millionnaire. En 1996, le chiffre d'affaires de News Corporation, dont les Murdoch détiennent 30 % du capital *via* un holding, Cruden, s'est élevé à 60 milliards de francs. Un mastodonte.

L'intronisation du dauphin a eu lieu le 28 février 1997 au stade AZN de Brisbane, lors de la première rencontre de la Superleague de rugby, regroupant les meilleurs clubs d'Australie, de Grande-Bretagne et de Nouvelle-Zélande. Chargé par Rupert d'organiser cette compétition, Lachlan a rempli sa mission. Chuchotements ravis dans la loge des invités de marque après la facile victoire des Broncos, l'équipe locale, sur les Auckland Warriors : « *Après une année d'obstination, n'est-ce pas justice ?* » L'Australian Rugby League, organisatrice de la compétition officielle, était sous contrat avec Kerry Packer, l'autre géant des médias nationaux, ennemi juré de Rupert depuis des lustres, qui contrôle la moitié des magazines et la plus grosse station de télévision privée du pays. La presse anti-Murdoch se déchaîne. Soudain, tous les projecteurs sont braqués sur le duel à mort qui oppose les deux héritiers, Lachlan et James Packer, vingt-huit ans, fils aîné de Kerry, qui vient, lui aussi, de reprendre l'affaire familiale. James doit faire ses preuves. Et en coulisse se démène un troisième larron, Cameron O'Reilly, trente et un ans, désigné récemment à la tête d'un groupe de journaux et de radios locaux appartenant à son père, l'ancien international de rugby irlandais Tony O'Reilly.

La joute passionne les analystes de la City et de Wall Street, qui, d'ordinaire, se désintéressent de ce qui se passe aux antipodes. James Packer s'avère un adversaire plus coriace que prévu. Bourru, jurant sans cesse, cet autodidacte, fanatique de voitures de course, qui ne cesse de s'afficher aux bras de starlettes, ressemble physiquement à un tondeur de moutons de l'arrière-pays. Face à cet « *Aussie* » (Australien) plus vrai que nature, Lachlan a contre lui son éducation américaine, son anglais châtié et sa réputation de frayer avec les « bon chic, bon genre ». Malgré l'inimitié que se portent leurs parents, les deux rejetons, au cours d'un dîner en tête à tête, scellent un armistice permettant d'alimenter en images leurs réseaux respectifs. Au souvenir des attaques souvent excessives et aux calomnies parfois cruelles qui ont déferlé à cette occasion sur son père, Murdoch Jr éprouve toujours une certaine amertume : « *On s'y habitue, mais c'est dangereux, car ces critiques personnelles portent un préjudice à notre image.* »

Le parcours de Lachlan est étroitement lié à l'édification de ce groupe familial couvrant quatre continents – seule l'Afrique n'est pas « arrosée ». Le deuxième enfant du baron de la presse naît en 1971 à Wimbledon, dans la banlieue londonienne, alors que son père vient de mettre la main coup sur coup sur *News of the World* et sur le *Sun*. Quand Lachlan a deux ans, Rupert déménage à New York, où il vient de s'offrir *Village Voice* et lorgne sur le *New York Post*. Après Trinity School, l'école privée la plus chic de Manhattan, Lachlan est envoyé, histoire de l'endurcir, à la Phillips Academy d'Andover, dans le Massachusetts, établissement symbolisant toute la mythologie des patriciens WASP (protestants blancs anglo-saxons). Ce solitaire n'y restera qu'un an : l'esprit de corps et de caste de la jeunesse dorée de la côte Est des Etats-Unis horripile à ce point le jeune Australien que, pour justifier son départ précipité, il se contente d'un sec « *Je n'aimais pas* ».

Andrew Neil, ancien patron du *Sunday Times*, l'hebdomadaire dominical britannique racheté en 1981, avance une autre explication : « *Lachlan a été éduqué par ses parents de manière stricte et frugale. Jamais je ne l'ai vu se comporter en fils de richards capricieux.* » Après avoir terminé ses humanités à Aspen, station de ski du Colorado où la famille possède un chalet, il s'inscrit en philo à l'université de Princeton. « *A l'époque, j'étais fou d'alpinisme. Je devais être en forme et suivre un régime particulier. Je ne pouvais pas boire d'alcool.* » Les rares moments de détente sont occupés par de longs stages dans un journal ou une imprimerie du groupe. Son diplôme en poche, en août 1994, le jeune loup est propulsé à la tête de la chaîne de journaux du groupe dans le Queensland. Deux ans plus tard, il file à Sydney pour devenir le numéro deux de la société, aux côtés du président Ken Cowley, l'un des rares hommes de confiance de son père, qui lui laissera la place l'été prochain.

« *Mon petit Lachlan est un idéaliste prévenant, très discipliné. C'est le grand espoir de la famille* », assure sa grand-mère octogénaire, lady Elizabeth. On comprend ce ton inimitable de parent ébloui. Son petit-fils est, en effet, le portrait tout craché du fils adulé. Lachlan, qui est fiancé à une Américaine, tient soigneusement sa vie privée à l'écart de la presse. Installés à Manhattan, Rupert et Anna fuient eux aussi les mondanités et les galas de charité. Le chef de famille a la réputation de veiller partout à ce que rien ne lui échappe et presse sur les hommes comme sur des boutons. Son fils est, dit-on, plus diplomate, plus courtois aussi, et évite de donner des consignes à ses rédacteurs en chef.

MAIS sa philosophie est identique : dans l'intérêt de tout le monde, un journal doit faire des bénéfices. Lachlan avoue avoir le cœur à droite. Ses références : l'économie de marché, l'hostilité aux syndicats, le refus de tout protectionnisme dans l'audiovisuel, une méfiance envers les intellectuels et une compréhension à l'égard des régimes autoritaires. A propos de la situation politique en Chine, il affirme : « *Il faut être patient. Les dirigeants sont confrontés à un défi énorme. Ils ont choisi de progresser de manière prudente, ce qui est une bonne chose.* » En revanche, seul désaccord peut-être avec Rupert, presbytérien que la rumeur dit tenté par la conversion au catholicisme, « *Monsieur fils* » passe pour libéral en matière de mœurs ou d'immigration. Une question de génération, sans doute.

C'est étrange comme un objet d'art peut servir de révélateur. La grande statue en acajou, style Giacometti, représentant un garçon qui danse avec une fille, plantée à l'entrée de l'étage de la direction générale, ne déroge pas à la règle. Les « murdochologues » y voient le symbole de la lutte de succession qui se prépare entre Lachlan et sa sœur Elizabeth, âgée de vingt-huit ans. Le troisième enfant, James, vingt-trois ans, qui vit à New York, où il dirige un studio de disques appartenant au groupe, passe pour peu ambitieux. « *Ils sont en concurrence, mais je suis trop faible pour dire "Ce sera toi et pas toi". En fait, ils sont très proches. Ils réussiront bien à s'entendre* », a ironisé en décembre Rupert Murdoch à propos de sa progéniture. Depuis, le bruit court : constamment entre deux avions, trois conseils d'administration aux quatre coins du monde, le président fondateur, fatigué, ne resterait pas à la présidence de News Corporation *ad vitam æternam*. Mais il ne partira pas encore. Un des hommes les plus puissants au monde ne peut pas partir à la retraite à soixante-sept ans.

Mais, dans les familles comme dans les journaux, le pouvoir est à celui qui l'aime le plus, qui le désire passionnément. Directrice des programmes de BSkyB, la chaîne câblée britannique dont News corp. est l'actionnaire majoritaire, Elizabeth est grande, belle, blonde et bouscule sans ménagement ses producteurs. Cette femme autoritaire a épousé un métis, Elkin Pianim, fils d'un célèbre dissident ghanéen (au demeurant richissime homme d'affaires) et d'une Néerlandaise. Elle n'a pas hésité à choquer la haute société new-yorkaise, peu habituée aux mariages interethniques. Le couple a acheté deux stations de radio californiennes pour les revendre deux ans plus tard avec un bénéfice de 12 millions de dollars. De quoi impressionner papa ! Lachlan sait que ce dernier n'est pas prêt à adopter la célèbre devise des Rothschild en matière de relève : « *Ni les femmes ni les gendres.* » Pour l'instant, son strapontin au conseil de direction, l'organe de décision de News Corp., légitime sa prééminence. Mais sa sœur exigera sa part du gâteau le moment venu au point d'avoir confié, lors de la nomination de son frère à ce cénacle qui se réunit une fois par mois à New York : « *Je dois désormais me dépêcher.* »

« *Si la famille reste aux commandes, tant mieux ; si c'est quelqu'un d'autre, il faudra l'accepter. La compagnie doit être gérée au mieux de ses intérêts et cet impératif l'emporte sur nos convenances personnelles ou sur notre ego* » : Lachlan accepte qu'il y ait concurrence au sein de la famille, mais il sait aussi que la succession ne se jouera pas nécessairement au sein du clan. Rupert Murdoch, malgré tout ce qu'il « pèse », irrite et inquiète les investisseurs institutionnels et autres fonds de pensions, qui détiennent 70 % des titres. A l'intérieur du conglomérat, le pouvoir est concentré dans quelques mains.

EN outre, aujourd'hui, les organismes de placement se méfient des dynasties. L'échec en Grande-Bretagne d'autres self-made-men comme Hanson, Weinstock, Forte, qui avaient voulu céder les commandes de sociétés cotées en Bourse à leurs enfants, a de quoi faire réfléchir le boss. Fortement endettée, News Corporation, à écouter William Shawcross, reste également tributaire du bon vouloir de ses banquiers. Si Murdoch Sr devait subitement disparaître, son épouse Anna, ex-journaliste devenue romancière, considérée comme le plus proche conseiller de son mari, devrait assurer l'intérim aux côtés d'un gestionnaire expérimenté venu de l'extérieur.

« *J'espère pour eux que Rupert vivra encore dix ou quinze ans. Et qu'ils prient Dieu que Lachlan soit bon, car il n'y a qu'un seul Rupert Murdoch au monde* », lance un adversaire, qui accuse l'héritier de mollesse et de simplisme. Lachlan n'en a cure. Certain de ses capacités à servir la compagnie comme on sert un pays ou un idéal, il affirme : « *Quand je regarde une carte du monde et que je vois les opportunités, je trouve cela tellement excitant.* » Ses bras sont longs. A lui donc d'embrasser la planète.

Marc Roche

Illustration : Sophie Brante

L'Université et l'« horreur économique »

par Claude Reichler

L'ÉCONOMISME, qu'on attaque aujourd'hui avec raison, n'est pas *seulement une pratique* de gestion qui traite l'homme comme un paramètre égal à n'importe quel autre. C'est aussi un langage qui a envahi toute la sphère du discours social et menace la pensée d'une sorte de stupeur. Il *nous faudrait un Barthes* pour analyser cette nouvelle mythologie ! Le vocabulaire de l'économie apparaît comme le garant de la rationalité, comme s'il *disait naturellement* le réel, alors qu'il ne constitue souvent qu'une réserve de métaphores plus ou moins appropriées.

Si les métaphores apportent parfois une lumière neuve, elles peuvent aussi tromper. Elles sont particulièrement égarantes lorsqu'elles ne sont pas reçues comme des expressions figurées, et qu'on les utilise comme si elles ne *faisaient que dire* ce *qui est*. Dans les débats sur l'Université, les métaphores économiques foisonnent : on compare fréquemment les diplômes avec des produits, le nombre des diplômés avec un rendement annuel, les universités avec des entreprises ou des supermarchés, les concours pour la recherche avec des appels d'offres...

L'une de ces expressions, qui, d'une certaine façon, résume les autres, est celle du *« contrat de prestations »* que devrait conclure l'Etat-payeur avec son Université. Pour bien des secteurs d'enseignement et de recherche, et notamment pour la plupart des sciences humaines, il est extrêmement difficile, sinon impossible, de décrire le contenu d'un tel contrat, ou de détailler les clauses qui lieraient les *partenaires. Il est alors d'autant* plus nécessaire de demander ce qu'une telle expression fait passer en sous-main, sous son évidence apparente.

Derrière la simplicité du schéma – je paie, tu m'apprends ce que tu sais – sont engagées au moins trois choses. D'abord, la question du temps : le *modèle économique* limite la relation au présent, à l'actualité de la transaction. Celle-ci est conçue comme un donnant-donnant, tout entier réalisé dans l'échange. L'enseignement n'est plus la transmission, par la génération *précédente* à celle *qui vient*, d'un savoir et d'une expérience. Seul compte le moment où quelque chose est censé passer de la main à la main, ou plutôt d'un cerveau à un autre.

Ensuite, la relation entre les *acteurs* est déterminée négativement : le contrat économique met face à face deux partenaires *qui* conviennent du prix d'un bien. Avant l'échange, ils ne se connaissaient pas ; après, ils n'auront plus rien à voir ensemble ; ils sont anonymes et interchangeables.

Enfin, ils n'ont pas de point de vue surplombant, ne répondent pas d'un projet collectif qui leur désigne à tous deux leur place : aucune perspective ne les dépasse ni *ne les oriente. Tout se passe bien* comme si l'on attendait que les lois de l'échange suffisent à tout régler. Voilà le marché installé à l'intérieur de l'Université devenu sa seule mesure.

Il est étrange de penser qu'à peine cent ans après qu'ont été fondées les universités modernes dans la plupart des pays européens on semble avoir oublié l'élan qui leur a donné naissance. On cherche à résoudre les problèmes posés par l'augmentation des effectifs d'étudiants et la diminution des moyens financiers, en mettant au-dessus de *toute autre considération des critères dits de rentabilité.* Il reste à prouver que les résultats apporteront quelque chose à la société dans son ensemble, et surtout à celle de demain. En revanche, il est certain que les universités risquent *d'y perdre beaucoup, et d'abord* leur sens, c'est-à-dire leur raison d'être. Le présent à lui seul ne donne pas le sens d'une institution, mais la continuité, qui permet de construire une vision d'avenir en prenant appui sur des objectifs partagés, et assumés depuis longtemps.

On cherche à résoudre les problèmes posés par l'augmentation des effectifs d'étudiants et la diminution des moyens financiers en mettant au-dessus de toute autre considération des critères dits de rentabilité

D'une époque à l'autre, l'institution universitaire conserve, approfondit ou modifie un héritage qu'elle a charge de transmettre. Ce mouvement, qui dépasse les hommes et les particularités, est essentiel : il institue l'Université en communauté de travail et de pensée à chaque moment de son histoire et au long du temps. Enseigner, former des jeunes gens qui à *leur tour en formeront* d'autres, dans la société tout entière, n'a que des rapports très superficiels avec une transaction monnayée. Idéalement, l'enseignement est un don, le don de ce qu'on a soi-même reçu, et qu'on s'efforce de communiquer maintenant, mais pour demain, dans un sentiment de reconnaissance et de perpétuation – ce qui ne contrarie en rien la capacité d'innover.

Plus encore, le sens du travail universitaire réside non dans ce qui l'assignerait à l'échange de cette marchandise que serait prétendument le savoir, mais dans l'objectif qu'il s'est donné d'aller vers l'universel, c'est-à-dire dans la connaissance recherchée pour elle-même. Les savoirs se diversifient et se périment, mais la recherche de la connaissance légitime ces changements. Le reconnaître signifie deux choses. D'abord que les différences d'objets, de méthodes et de théories sont secondes par rapport à l'unité du but poursuivi. Ensuite que ce but est par nature désintéressé : ceux qui le servent, et l'institution qui les unit, doivent rester libres de toute pression de l'immédiat.

Ces principes constituent le socle *sur lequel repose* le *projet universitaire* lui-même. Ce sont eux qui ont conduit les sociétés du XIX[e] siècle à fonder des universités, en rassemblant les facultés dispersées dans des établissements dotés d'une large indépendance. S'ils sont remis en cause aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'ils auraient perdu leur légitimité, mais parce qu'on a cessé de les comprendre. Parce que, *obnubilées par le court terme, l'utilité* technique immédiate, nos sociétés paraissent incapables de concevoir et réticentes à maintenir, des institutions qui avaient incarné naguère leur plus haute exigence.

Les universités entretiennent un lien étroit avec le lieu où elles ont été créées. Plus précisément, dans la plupart des pays européens, avec les villes qui les ont portées et soutenues *sous des formes diverses,* parfois depuis de longs siècles. A l'époque moderne, les villes ont transféré une partie de cette effervescence de la pensée qui les caractérisait vers la création des universités. L'ère planétaire dans laquelle nous sommes entrés, les communications multipliées et instantanées, ne nous dispensent pas de maintenir des traditions particulières de la pensée et de sa transmission, une identification entre un espace humain et un projet intellectuel. Certes, la science et les idées ne connaissent pas de frontière ; mais les hommes ne vivent que dans un lieu. Quelque chose d'essentiel disparaîtrait si l'on cessait de conjoindre ces deux dimensions. *Ou plutôt*, dès que l'on cesse de tenir en même temps la perspective transrégionale, transnationale, voire mondiale, et l'enracinement territorial concret, ce sont les universités comme telles qui sont menacées, puisque aucun lien d'appartenance *sociale forte ne vient* plus les appuyer et les arrimer.

On peut craindre que l'Université ne soit plus capable d'assumer les valeurs qui définissaient sa mission dans une vision unifiante. Qu'elle ait éclaté en divers projets, certains *d'ailleurs* parfaitement adaptés aux demandes techniques et utilitaires qu'on privilégie aujourd'hui. Pour plusieurs secteurs de l'Université, il n'y aurait sans doute rien de choquant à être assimilés à des prestataires de service, à l'égal d'une agence de voyages, d'un bureau d'études, d'un organisme de cours de langues. Pour d'autres, cette assimilation serait dévastatrice. Ces *secteurs-là ne sont* en rien passéistes ni décalés de la réalité sociale ; au contraire, ils continuent de représenter une bonne part des notions qui sont au cœur de ce qu'une société doit attendre de son Université.

Mais, pour permettre un débat de fond sur ces questions, il me paraît nécessaire de débarrasser la discussion de ce vocabulaire ré*gnant qui puise dans le langage* économique ses attendus et ses conclusions. Car avec les mots, c'est une forme abusive de la rationalité qui s'est mise en place, et qui est en passe de pervertir profondément la réflexion sur les finalités des institutions universitaires, voire de la pensée libre à laquelle elles sont vouées.

Claude Reichler *est professeur de littérature française et d'histoire de la culture à l'université de Lausanne.*

AU COURRIER DU « MONDE »

DISSOLUTION

M. Chirac a dissous l'Assemblée nationale. Il en a le droit parce qu'il en a le pouvoir. Mais quel cinglant démenti à ceux qui avaient, en 1995, cru à ses diatribes contre la *« monarchie républicaine mitterrandienne »* ! *Car la dissolution* est, par excellence, l'arme suprême dont dispose le président pour mettre fin à une crise politique ; elle ne se prête pas à de sombres calculs électoraux, fussent-ils mâtinés de justifications budgétaires dans la perspective de l'euro. M. Chirac se comporte *en fait* comme un monarque encore plus absolu que M. Mitterrand en son temps, ce dernier n'ayant eu recours à la dissolution qu'à la suite de chaque élection présidentielle.

Boris Kisselevsky, Paris

SAVANTS CONTRE DOCTEURS

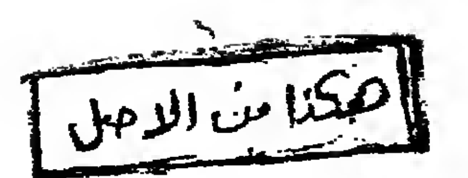
J'ai lu avec le plus grand intérêt le remarquable article de Régis Debray publié dans *Le Monde* du 18 mars. Dans l'*élan que* m'a donné cet article, (...) je me demande s'il n'est pas simplement abusif de parler de « sciences » souples, molles ou, pour tout dire, humaines, alors que les disciplines ainsi désignées ne sont astreintes à aucune des rigueurs scientifiques. Si cette objection devait être reçue comme pertinente, elle ne diminuerait en rien l'intérêt des ci-devant sciences humaines, ni le mérite de *ceux qui les pratiquent.* Leurs travaux, leurs recherches, leurs découvertes (...) pourraient se comparer aux avancées de la médecine, qui se contente ou s'enorgueillit d'être un art.

Claude Vincent, Paris

JUGER LES ENSEIGNANTS

Les étudiants vont enfin pouvoir juger leurs enseignants. Tout comme les étudiants américains. Ce qui est sûr, et c'est ironique, c'est que nous autres Américains ne savons pas suivre les Français dans leur sagesse, et les Français sont presque toujours incapables d'éviter une bêtise américaine. Et celle-là, c'est une de nos pires !

James E. Blackburn, Coastal Carolina University.



Urgence !

par Jean-Pierre Maréchal et Marcel-Louis Viallard

TELLE qu'elle est définle, la maîtrise des dépenses de santé n'envisage que le versant production de soins. L'hôpital pourrait ne devenir que tecbnologique. Est-ce éthiquement et socialement acceptable ? Cette dicbotomie est d'autant plus perceptible que les structures hospitalières et leur organisation ne sont plns adaptées ni aux missions sociales ni même à la productinn de soins. Le mélange des deux est source de confusion, d'inefficacité et de non-rentabilité. Maîtriser les dépenses de soins impnse, par conséquent, de clarifier le système bospitalier. La réalisation des soins, leur prise en cbarge et leur nécessaire qualité ne peuvent s'appuyer que sur une conception nouvelle de l'organisation interne des structures, d'une manière identique à celle qui se fait jour dans l'entreprise.

Des filières de soins se dessinent, des complémentarités entre acteurs s'établissent pour rendre plus efficaces les prestations au patient. Dans ce cadre, l'optimisation des moyens humains et financiers ne peut pas rimer avec le simple concept de maitrise comptable. La balkanisation des hôpitaux, maintes fois dénoncée, n'a jamals permis de mobiliser les forces vives de l'institution. A cbaque tentative de réforme, les tendances conservatrices (élus locaux, universitaires, médecins, administratifs, syndicalistes et politiques...) ont figé les hôpltaux en privilégiant les avantages acquls, prérogatives, pouvoirs, au détriment de valeurs portées par la médecine et la solidarité. Les médecins et leurs représentants doivent y revenir, les politiques anssi.

Quelle politique de santé prédomine : maîtrise comptable (aveugle) ou maîtrise médicalisée ? En 1997, année charnière, de nombreux établissements hospitaliers sont asphyxiés

Tout acteur, en et hors l'hôpital, doit en prendre conscience. Il s'agit là d'un véritable enjeu de survie pour un système qui fait partie du ciment social.

La crise hospitalière n'a aucun caractère passager. Elle est le témoin de l'incompréhension et de l'ignorance des évolutions technologiques, scientifiques et sociales. Dans ce contexte, les ordonnances de 1996 apparaissent véritablement comme une prise de conscience de l'importance du chantier à ouvrir. Les principes édlctés permettent, pour la première fois. de rapprocher le financement, la planification et l'évaluation des résnltats, au sein des agences régionales. Cette première étape franchie, la restructuratlon du système est possible, non pas dans le sens d'un rationnement, mais bien dans celui d'une reconfiguration des moyens en fonction des objectifs, de la nature et dn volume d'activlté de cbaqne établissement. Il devra s'agir véritablement d'nne rationalisation de l'offre de soins.

Dans cette logique, il est regrettable que l'Assistance publique-Hôpltaux de Paris ait échappé à cette remise en cause générale et qu'elle apparaisse, an regard de son importance, comme un Etat dans l'Etat. A Paris comme en province, il y a sûrement trop de services hospitaliers doublons alors que des carences se font jour même dans les établissements les plus importants. L'instrument projet d'établissement, institué par la lni bnspitalière de 1991, a été sous-employé, voire dénaturé. En 1997, le concept propnsé de réalisation de contrats d'objectifs et de moyens, s'il ne s'appuie pas clairement sur une réorganisation des structures et de leurs activités, vivra le même échec.

Etonnamment, le texte de l'ordonnance concernant les établissements de santé n'aborde aucun des axes de leur réorganisation interne. Il s'agit là, pourtant, du second volet d'une maîtrise médicalisée bien comprise. L'exemple des services bospitaliers tels qu'ils existent, à l'heure actuelle, le démontre. Ils sont l'béritage des établissements dévolus à l'hébergement et à la notion de territoire par spécialité. Il faut les repenser en centres de responsabilités (plus globaux) pour qu'apparaissent les filières de soins, les domaines de compétence, l'barmonisation du fonctionnement autour des besoins des patients. Sur ce point, les établissements privés sont largement en avance.

Le cloisonnement des hôpitaux n'est plus acceptable. Les équipes se doivent d'être, par essence, pluricatégorielles et pluridisciplinaires, à l'exemple des centres anticancéreux, pour développer des synergies tant médicales qu'économiques. Le milieu hospitalier, universitaire ou non, serait-il conceptuellement et intellectuellement moins performant que le reste de la société qui a compris l'intérêt de cette mutation ? En serait-il de même pour les politiques ?

Pour conserver un système fiable, deux niveaux de réflexion sont nécessaires : l'un avec les professionnels concernant la compétence, la formation initiale et continne, voire la réévaluation ou la recertification, l'autre portant sur l'organisation nécesssitant une reconception afin de sortir d'une vision taylorienne où l'individualisme est hypertrophié au détriment de l'intérêt collectif.

La réforme hospitalière de 1984, bien que porteuse d'idées novatrices, a finalement été abrogée. Celle de 1991 n'a pas trouvé les moyens ni les soutiens nécessaires à sa mise en place. Les ordonnances de 1996, faute de courage politique et professionnel, sont exposées aux mêmes risqnes et condamneraient l'hôpital à une mort annoncée.

Durant les derniers mois écoulés, le début de la concrétisation de la réforme hospitalière fait craindre le pire. L'ensemble des textes réglementaires d'application publiés au *Journal officiel* semble donner la priorité aux instruments de maîtrise financière. Le dialogue avec les professionnels de santé, toutes catégories confondues, est ignoré, source d'incompréhension, de rumeurs et de défiance. La perception sur le terrain est le plus souvent opaque.

Une question s'impose : quelle politique de santé prédomine : maîtrise comptable (aveugle) ou maîtrise médicalisée ? En 1997, année charnière, de nombrenx établissements hospitallers sont aspbyxiés. Seules, des mesures d'accompagnement prenant en compte les conditions locales permettront de ne pas saborder les principes d'une réforme audacieuse et nécessaire. Il serait temps que s'expriment et se rapprochent tous ceux (acteurs professionnels, économistes, usagers...) qui ont perçu ce que devrait être l'hôpital de demain.

Jean-Pierre Maréchal* et *Marcel-Louis Viallard *sont vice-président et président du SNPHAR (Syndicat notional des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs).*

Fragile réforme hospitalière

par Pierre-Franck Le Mauff

INSCRITE elle-même dans le dispositif plus large des ordonnances du 24 avril 1996 qui couvrent tout le champ de la santé, la mise en place de la réforme hospitalière a un an. Disons « *mise en place* » plutôt que mise en œuvre, puisque nous assistons à un déploiement instrumental plus qu'à une application véritable d'un ensemble, pour une fois global, de santé publique.

Cette réforme constitue une sorte d'effort désespéré pour sauver le système de protection sociale « à la française », pratiquement unique au monde par la sulfureuse conjonction qu'il a su réaliser depuis cinquante ans d'une pratique libérale débridée s'exerçant dans le cadre d'un financement socialisé, donc pratiquement connu et nécessairement limité.

Lorsque la nappe phréatique était asséchée, l'eau coulait encore en abondance à l'autre bout du tuyau ; il suffisait de rabrouer les responsables du système, de leur dire que les cultures potagères n'ont pas de prix, et le débit reprenait par le charme de quelque mystérieuse alchimie. Mais le jardinier moralisateur manquait lui-même de morale et à tout le moins de discernement car le propre du miracle, même à évolution lente, c'est d'être exceptionnel.

La nappe phréatique de la santé est épuisée – et depuis des années. Nos comparaisons hospitalières nous portent à dire que le système est en situation de coma dépassé et que toutes ces belles réformes viennent décidément trop tard. Malgré ses déficits à répétition, la Sécurité sociale nous rassure en produisant à la fin de chaque année une situation de trésorerie, certes préoccupante, mais qui ne reflète pas l'état cumulé de la comptabilité patrimoniale et du bilan. Le principe est « *qu'on est en comptes* » et que cela ne peut donc s'arrêter. Alors, le Trésor compense un peu pour que la partie puisse continuer. Cette avancée à reculons vers le gouffre angoisse les professionnels les mieux informés mais, en général, ce n'est pas leur voix qu'on entend.

Pierre Laroque, qui fut l'un des fondateurs de la Sécurité sociale en 1945 et qui vient de mourir dans un silence assourdissant, affirmait dès le milieu des années 60 que la généralisation du système à l'ensemble de la population affecterait plus son financement qu'elle ne le renforcerait et qu'il faudrait bien reconsidérer l'ensemble du dispositif pour en garantir la pérennité. Ces réformes ont bien eu lieu mais aucune d'elles ne visait vraiment à maîtriser les dépenses de santé, tout juste s'attachaient-elles mollement à rationaliser le système : planification hospitalière, amélioration de la gestion interne des établissements. Aucune vision globale du dispositif.

En 1984, les pouvoirs publics firent pourtant disparaître l'un des éléments les plus pervers du système : le prix de journée des hôpitaux, ce « tout compris » qui constituait pour le gestionnaire le régulateur le plus accompli de l'équilibre financier interne de son établissement en même temps qu'un instrument trop commode de production de crédits : un allongement de la durée de présence du malade à l'hôpital et voici que surgissaient des recettes supplémentaires ! Ah le bon système ! De fait, les dépenses de l'hôpital public ont été contennes depuis cette époque, ne progressant pas plus vite en tout cas que celles des cliniques privées. Mais ce freinage « sans ABS » a déjà provoqué certains dérapages dans la qualité du parc hospitalier, de moins en moins entretenu, dans l'investissement biomédical et, bien entendu, dans le maintien des effectifs. Ce n'est pas de freinage dont notre système de protection sociale a besoin mais de maîtrise dans le maintien, voire l'optimisation, de la qualité de la prestation.

Est-ce possible ? C'est en tout cas l'enjeu de la réforme de 1996 qui constitue, il faut le dire, et pour la première fois dans notre pays, un projet politique global, partant de l'identification du besoin de santé jusqu'à sa satisfaction à un coût maîtrisé et socialement acceptable.

C'est la première fois que la représentation nationale est ainsi appelée à débattre à échéance régulière des questions de santé et à jouer un rôle majeur dans le financement du système. Cette intervention était souhaitée par tous ceux qui estiment que les problèmes de santé, par leur importance et par l'enjeu qu'ils représentent, ne peuvent être laissés à la seule appréciation et à la décision discrétionnaire de l'exécutif.

C'est, bien entendu, au gouvernement qu'il appartient de déterminer le montant des envelnppes régionales en s'efforçant désormais d'assurer une répartition équitable tenant compte de l'activité réelle de chaque région et non d'une progression purement historique des dotations budgétaires.

Cette démarche, de type politique et macroéconomique, est simple et transparente. Le citoyen peut la suivre du début à la fin et s'interposer à tout moment au niveau des conférences de santé publique ou de ses représentants. C'est bien à lui de fixer le montant maximum des dépenses qu'il entend affecter à sa santé, à lui et non à tel ou tel groupe de pression.

Aussi bien, la maîtrise peut-elle être obtenue par des voies démocratiques et non technocratiques. On peut appeler cette maîtrise « comptable » si l'on veut, en tout cas maîtrise citoyenne, et cela devrait suffire. Mais ne faudrait-il pas céder à une aberration de l'esprit pour aller au-delà de nos pratiques actuelles, déjà excessives, qui nous volent consacrer près de 10 % de notre produit intérieur brut aux dépenses de santé ?

Il est donc tout à fait normal et conforme à l'intérêt général que la coercition prenne le relais de la pure incitation lorsque certaines limites ne sont pas respectées. La notion de maîtrise médicalisée n'a de sens que si elle s'inscrit dans cette logique.

Bien sûr, on agitera le spectre du rationnement et de la perte de qualité de la prestation de soins, susceptible de placer le malade en situation d'insécurité ; c'est de bonne guerre et l'on peut ainsi inquiéter la population sans coup férir. Là se rencontrent tous les conservatismes, parfois repeints aux couleurs les plus progressistes. Mais nous entrons alors dans le domaine de la tromperie. Au demeurant, la préoccupation du maintien, voire de l'amélioration, de la qualité n'est pas absente de la réforme. Les hôpitaux devront évaluer en interne leur activité ; ils auront à la soumettre à des procédures externes d'accréditation conduites par une Agence nationale d'évaluation en santé (ANAES), ce qui leur renverra, bonne ou mauvaise, l'image de leur fonctionnement.

J'apprécie de vivre encore dans un pays où l'on me conduira aux urgences avant de s'assurer que ma carte de crédit est chargée, où je suis sûr de pouvoir subir les plus lourdes interventions sans bourse délier. Quel dommage, tout cela va sans doute disparaître, car nos efforts sont tardifs

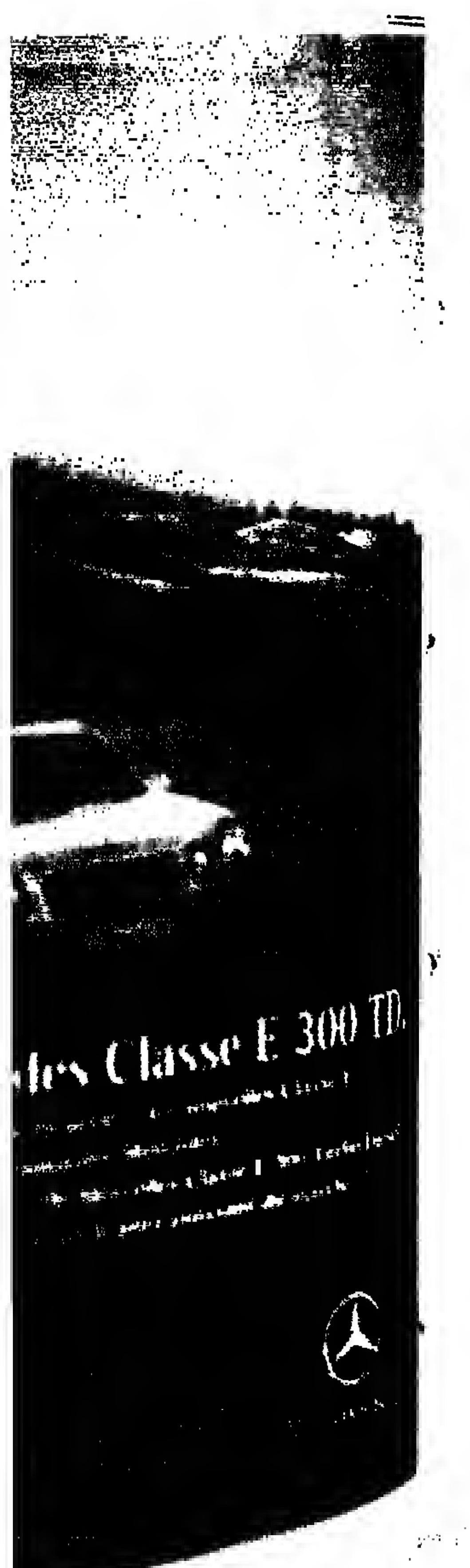
C'est donc un dispositif global, n'excluant ni la citoyenneté, ni la santé publique, ni la recherche de la qualité, qui va être mis en œuvre. Laissons-lui sa chance et ne le condamnons pas par anticipation. Bien sûr, des dérives restent possibles et l'avenir nous dira si les préoccupations qualitatives ne sont pas qu'un simple habillage d'une réalité purement restrictive. Peut-être la concertation ne sera-t-elle qu'un leurre et la main tendue aux médecins hospitaliers que celle du capitaine Crochet ? Peut-être le malade hospitalisé, malgré toutes les promesses d'émancipation, gardera-t-il son traditionnel état de dépendance ? Peut-être le centre hospitalier universitaire perdra-t-il son statut particulier et sa spécificité qui ont, qu'on le veuille ou non, tiré vers le haut toute la médecine française depuis quarante ans et que presque tous les pays du monde ont fini par adopter ?

Peut-être, peut-être... Tout peut arriver si le pire n'est pas sûr. Mais alors, que fallait-il faire ? Se laisser glisser (encore un petit instant, Monsieur le bourreau), attendre, mais quoi ? La faillite définitive, assortie de banqueroute, la fin de la Sécurité sociale et l'arrivée des assureurs privés, l'introduction d'une médecine non pas à 2 mais à 36 vitesses ?

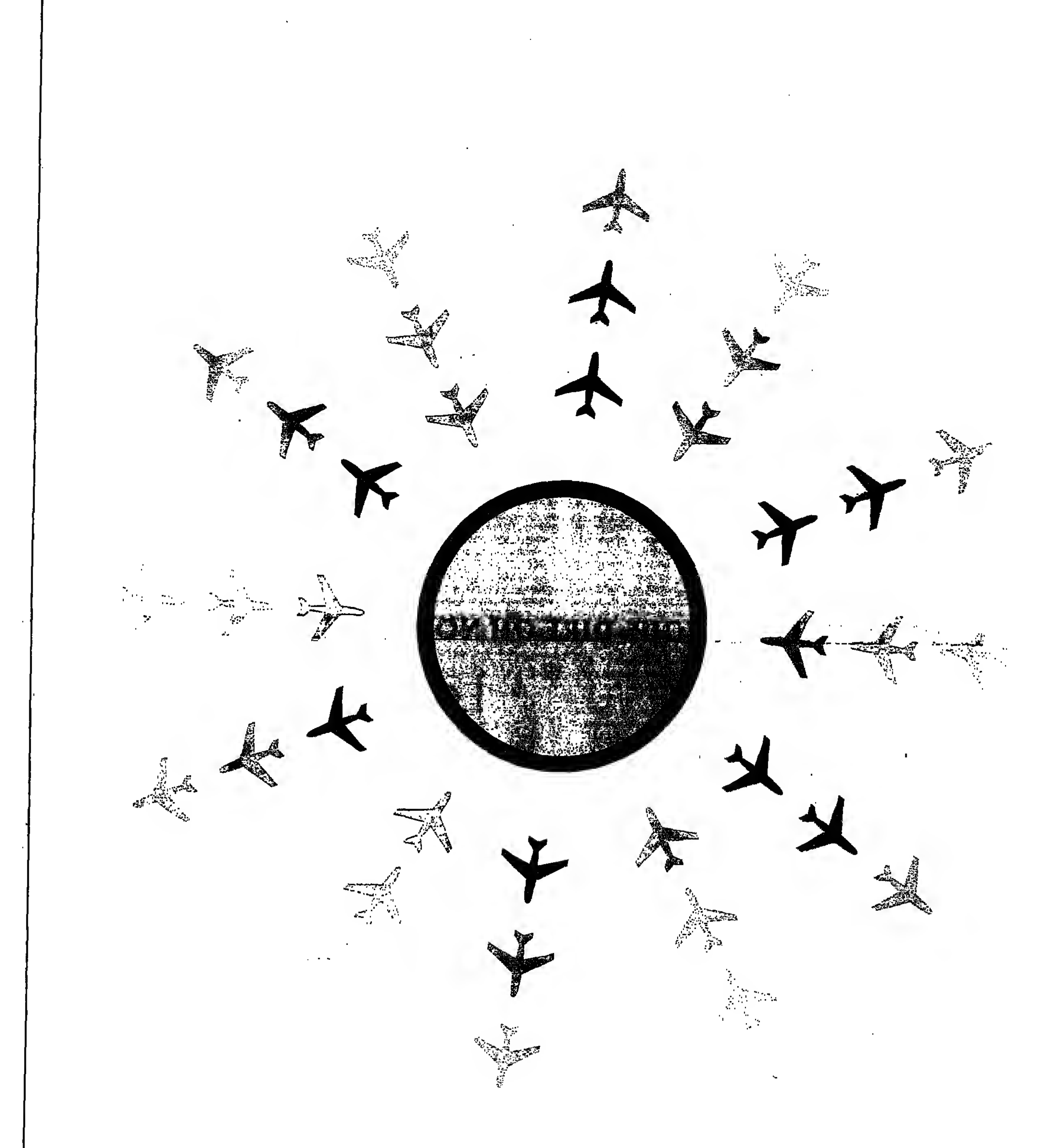
On nous vante la solution américaine mais en connait-on le prix en termes d'exclusion ? Sait-on que sur 250 millions d'Américains, 70 millions sont correctement protégés par un système collectif, 100 millions ont recours aux assureurs privés, 40 ne bénéficient que du *medicare*, garantie minimum, et 40 autres millions n'ont aucune protection. Malgré tous ses efforts, Hillary Clinton n'a pu renverser ce processus du renard libre dans le poulailler libre.

J'apprécie de vivre encore dans un pays où l'on me conduira aux urgences avant de s'assurer que ma carte de crédit est chargée, où je suis sûr de pouvoir subir les plus lourdes interventions sans bourse délier (certaines d'entre elles pouvant excéder 3 ou 4 millions de francs !). Quel dommage, tout cela va sans doute disparaître, car nos efforts sont tardifs. Il serait bien imprudent de souhaiter aux ordonnances d'avril 1996 un joyeux anniversaire !

Pierre-Franck Le Mauff *est président de la conférence des directeurs généraux de CHU.*

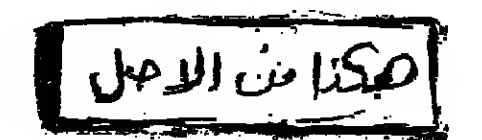


(Publicité)



Les ne
intelle
de Ha

La naufragée



LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE
« Histoire de la lecture dans le monde occidental » de Guglielmo Cavallo et Roger Chartier
page II

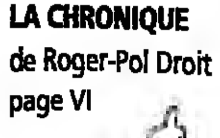
COLETTE
page III



Le Monde des LIVRES

VENDREDI 25 AVRIL 1997

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI





JEUNESSE
page XI



Les new black intellectuals de Harvard

Dans les campus américains une nouvelle génération d'intellectuels noirs engagés apparaît. Elle remplace les « intellectuels de New York »

Rien de plus éloigné de nos universités françaises, généralement bien implantées dans la cité, que Harvard et son campus, dont les briques rouges baignent dans la lumière dorée si particulière à la Nouvelle-Angleterre. Pour le promeneur qui flâne sur les pelouses que les étudiants arpentent d'un pas pressé, voici, au premier regard, un « lieu de mémoire » américain, exclusivement consacré, depuis 1636, au savoir et à une excellence mondialement enviée. Sous les clochetons, sous les remparts néogothiques bardés de citations latines, sous les fenêtres du philosophe John Rawls, à l'ombre d'une bibliothèque, la Widener Library, riche de douze millions d'ouvrages (trois millions de plus que notre BNF !), les bruits du monde semblent avoir moins d'écho. Moins en tout cas que celui que les élèves font entendre dans leur journal, le *Harvard Crimson*, redouté des enseignants. Depuis quelques mois pourtant, un département de Harvard a brisé la croûte qui isole le monde universitaire américain du reste du pays. Articles et reportages se succèdent sur le W.E.B. Du Bois Institute for Afro-American Research ainsi que sur le Department of Afro-American Studies (département d'études africaines), créé en 1969 ici, comme un peu partout aux Etats-Unis, sous la pression de la contestation étudiante, mais demeuré longtemps le parent pauvre de l'université. Signe des temps : les études afro-américaines de Harvard, dirigées depuis 1991 par le très médiatique Henry (Skip) Louis Gates, s'apprêtent à déménager au centre historique du campus, dans un bâtiment (le New Barker Center) où elles occuperont, physiquement, un espace comparable aux autres. A commencer par le vénérable département d'anglais.

Ce sont deux arrivées spectaculaires qui ont attiré sur Harvard l'attention des médias américains : celle, en 1994, du philosophe Cornel West (1), intellectuel prophétique dont le discours universitaire a conservé l'accent du prédicateur, auteur d'un best-seller, *Race Matters* (« la race compte », Vintage Books) ; et celle, en 1996, d'un sociologue très écouté du président Clinton, William Julius Wilson (2), un des spécialistes de la pauvreté urbaine *(voir notre entretien page VIII)*. Même si la médiatisation se fait parfois au détriment de l'enseignement, au dire de certains étudiants, pour une fois, un département consacré à l'étude de minorités américaines fait parler de lui autrement qu'à propos d'un scandale de *political correctness*.



SETH RESNICK/NEW YORK TIMES PHOTO

Cornel West, à gauche, William Julius Wilson, au centre, et Henry Louis Gates

Ce type d'affaires, Harvard en a évidemment connu, comme bien d'autres universités depuis la fin de la décennie précédente. En 1987, deux professeurs peu suspects d'hostilité aux principes démocratiques, Stephan Thernstrom et Bernard Bailyn, y furent accusés, via le *Harvard Crimson*, de « *manquer de sensibilité raciale* », et à mi-voix de pur et simple racisme. Tous deux dispensaient un cours sur l'histoire des relations raciales aux Etats-Unis. L'un avait osé lire en cours des extraits du journal d'un planteur sudiste sans accorder un temps semblable aux hypothétiques souvenirs d'un esclave, l'autre avait utilisé le terme d'« Indiens » au lieu de celui d'« Américains de souche » (*Native Americans*)...

Mais à l'institut W.E.B. Du Bois – Du Bois étant le nom du premier étudiant afro-américain, élève du philosophe William James, à avoir obtenu un doctorat à Harvard, sociologue et théoricien des problèmes raciaux –, la modération du discours tranche sur le radicalisme verbal avec lequel on identifie trop souvent la scène publique noire. « *Ce que je veux,* dit Henry Louis Gates, *c'est amener des gens brillants à réfléchir ensemble sur les thèmes de la race et de la classe. A réfléchir sur ce paradoxe qui veut qu'aujourd'hui nous ayons simultanément la plus importante bourgeoisie noire* (middle-class) *et le sous-prolétariat le plus important* (under-class). *Le travail que je veux effectuer ici est un travail d'encyclopédiste, un travail de consolidation du savoir, d'établissement de références, ce qui explique nos projets d'anthologies* (voir la « version originale » p. II), *la recollection d'archives de l'image du Noir dans l'art occidental (26 000 photographies couvrant une période de cinq millénaires), celui* d'Encyclopedia Africana, *avec Anthony Appiah, ou encore la création d'une banque de données sur le commerce d'esclaves. Dans le domaine de la littérature par exemple, nous redécouvrons des auteurs qui n'avaient pas eu accès aux maisons d'édition traditionnelles.*

Nicolas Weill

(1) Voir, dirigé par John Rajchman et Cornel West, *La Pensée américaine contemporaine*, avec une présentation de Jean-François Lyotard, PUF, 1991.
(2) Un livre de William Julius Wilson a été traduit en français en 1994 : *Les Oubliés de l'Amérique*, éd. Desclée de Brouwer.

Lire la suite page VIII

La naufragée du corps céleste

Trois livres pour découvrir l'univers lumineux et onirique d'Anna Maria Ortese

LA DOULEUR DU CHARDONNERET
(Il cardillo addolorato)
d'Anna Maria Ortese.
Traduit de l'italien
par Louis Bonalumi,
Gallimard, 408 p., 160 F.

LE CHAPEAU A PLUMES
(Il cappello piumato)
d'Anna Maria Ortese.
Traduit de l'italien
par Claude Schmitt,
Joëlle Losfeld, 210 p., 98 F.

LÀ OÙ LE TEMPS EST UN AUTRE
(Dove il tempo è altro)
d'Anna Maria Ortese.
Traduit de l'italien
par Claude Schmitt,
Actes Sud, 60 p., 40 F.

A quelqu'un de lettré qui n'aurait pourtant jamais entendu parler d'Anna Maria Ortese, que pourrait-on dire ? D'abord que, depuis 1988, date où l'on commença à la traduire en français avec *L'Iguane* (1), il est passé à côté d'une œuvre essentielle. Mais que rien n'est perdu. Et qu'il a plutôt de la chance ce mois-ci : trois livres admirables, différents et complémentaires paraissent, qui vont le faire pénétrer dans un univers intérieur unique, lumineux et illuminé, intelligent et douloureux. Il va découvrir un être humain, il va découvrir Naples et le XVIIIe siècle, il va approcher une forme de poésie pure.

On va lui dire aussi qu'Anna Maria Ortese est une dame de bientôt quatre-vingt-trois ans (elle les fêtera le 13 juin prochain), qu'elle s'est fait connaître en 1953 par un livre de reportage (2) qui était une révélation sur la misère, mais aussi une introduction à l'onirisme. Qu'elle a beaucoup voyagé à l'intérieur de l'Italie et qu'elle a retiré de ses pérégrinations une grande amertume résignée. Qu'elle a vécu de journalisme et puis a abandonné ce journalisme qui la rendait trop triste. Et qu'elle a toujours été habitée par une force magnétique, qu'on appelle la volonté d'écrire. Ecrire quoi ? Des poèmes (3) auxquels elle ne croit guère, mais qui l'ont assez accompagnée pour qu'elle se résolve à les sortir de l'ombre. Des articles d'une extrême violence, comme elle l'a encore prouvé récemment, en prenant la défense d'un condamné à mort, Scotty Moore (4). Des romans grouillants de rêves. Des récits autobiographiques et passionnés, d'où se dégage une seule certitude : on est sur terre pour aimer et être aimé, mais la solitude guette les esprits les plus vigilants, sans que jamais disparaisse tout à fait un optimisme foncier.

D'un voyage à Moscou, évoqué dans son récit *Le Chapeau à plumes*, écrit en 1960, mais publié seulement vingt ans plus tard, elle retient : « *Il m'apparut que les hommes étaient fondamentalement bons, et vrais, et que le ciel était triste. Il m'apparut que nulle part, comme ici, il était possible de s'entendre immédiatement avec les autres hommes et les femmes. Il m'apparut que dans leur manière d'être, voire simplement de respirer, il y avait quelque chose d'immense.* »

Anna Maria Ortese vit depuis de nombreuses années dans la ville balnéaire de Rapallo, en Ligurie. Elle y a souffert de troubles nerveux auxquels elle fait çà et là allusion : « *Il me semblait chaque nuit – pendant une bonne demi-heure – entendre des petits enfants – une classe entière – tournoyer dans les escoliers et cependant tout était tranquille.* » De ce frôlement de la folie, elle a fait grand cas, c'est-à-dire qu'elle en a enrichi son œuvre qui oscille élégamment entre une limpidité narrative qui ne va tout de même pas jusqu'au naturalisme, même quand elle use du « je », et un emballement de l'imaginaire qui paraît n'avoir aucune limite. Ce que l'on appelle « réalité » ne lui paraît pas doté d'une grande charge de crédibilité. « *Le dégoût que la réalité – comme scorie périssable, non comme essence du réel – suscitait en moi était toujours plus grand, et toujours plus intense et désespéré le désir de trouver une issue dans les mots, mais pour cela – pour l'acte d'écrire – il fallait un minimum de sécurité économique – que je n'avais pas.* »

René de Ceccatty

(1) Gallimard, 1988.
(2) Gallimard, 1993.
(3) *Il mio paese è la notte*, Empiria, 1996.
(4) Voir *Le Monde* du 24 janvier.

Lire la suite page V

le feuilleton

de Pierre Lepape

Les lecteurs contre l'écriture



HISTOIRE DE LA LECTURE DANS LE MONDE OCCIDENTAL
(Storia della lettura)
Sous la direction de Guglielmo Cavallo et Roger Chartier.
Traduit de l'italien et de l'anglais par Jean-Pierre Bardos et de l'allemand par Marie-Claude Auger,
Seuil, coll. « L'Univers historique », 528p., 185 F.

En retraçant les évolutions et révolutions qui ont marqué l'usage du livre, Guglielmo Cavallo et Roger Chartier offrent un éclairage indispensable pour comprendre ce qui se joue entre les textes, leurs lecteurs et la société. Histoire de résistance, d'appropriation, de contrôle

Lire est un plaisir. On se souvient de ce bel essai de Roland Barthes qui s'intitulait précisément : *Le Plaisir du texte.* L'écriture, affirmait-il, est la science des jouissances du langage. Là où il y a du plaisir, il n'y a guère d'explication, pas de jugement de valeur, de hiérarchie, de critique : il y a rencontre et jouissance *ou* il n'y a rien. Le lecteur de plaisir fait davantage qu'ignorer la critique, il la déteste comme un obstacle qui viendrait s'interposer entre l'objet de son éventuelle jouissance et lui ; il la hait, comme l'amoureux hait tout ce qui enferme l'objet aimé dans un système de codes, de normes, d'explications, de valeurs morales, de comparaisons et de prédictions. C'est pourquoi, bien avant Molière, son Trissotin et son Vadius, ceux qui ont la morgue de dire comment la littérature doit être faite pour être bonne, les théoriciens, les gardiens du temple, les spécialistes, sont présentés comme des personnages ridicules et odieux, des parasites dont la fonction sociale est de tuer le plaisir en le décortiquant, en le soupesant, en le relativisant, eo le rationalisant.

En bonne logique, si la lecture est un plaisir, ces sortes d'agences matrimoniales ou de clubs de rencontre que sont les critiques devraient avoir depuis longtemps disparu au profit de la drague généralisée. Or, s'il se murmure qu'ils ne servent à rien, si l'on suggère qu'ils sont les derniers représentants d'une police du goût littéraire héritée des temps aristocratiques, il faut néanmoins constater qu'il subsiste, à l'inverse du désordre amoureux, un ordre de la lecture chargé de canaliser, de contrôler et d'utiliser socialement le plaisir. L'école, les bibliothèques, l'édition, la presse aussi, sont les gardiens de cet ordre dont on perçoit aujourd'hui les craquements annonciateurs d'une révolution. Quand nous nous proclamons les défenseurs du livre et de la lecture, avec la meilleure conscience humaniste du monde, sommes-nous seulement les défenseurs et les conservateurs d'un usage de l'écriture hérité d'un autre temps et d'un système de contraintes devenues inacceptables et caduques hors de notre petite sphère d'Occidentaux adultes, lettrés, privilégiés, désuets ?

Faire l'histoire de la lecture en Occident, c'est d'abord rappeler que notre manière de lire est historique – et donc qu'elle changera. En ce sens, l'ouvrage dirigé par Guglielmo Cavallo et Roger Chartier et auquel oot contribué quinze chercheurs européens et américains, intéresse nos débats préseots sur la crise de la lecture et sur le rôle du livre dans la civilisatioo que nous inventons – et qui nous invente. Quand les auteurs étudient les évolutions et les révolutions qui ont affecté les usages du livre de l'Antiquité grecque à nos jours, ils font aussi le récit d'une lutte de longue durée entreprise par les lecteurs pour s'approprier les textes et des résistances à cette appropriation.

Résistance des écrivains d'abord. On écrit pour conserver et pour transmettre une signification, enracinée dans un langage. L'écriture est unique, elle se veut immuable. La lecture fait voler en éclats ce désir d'unicité et d'éternité. Elle est multiple, elle est vagabonde ; elle choisit, elle interprète, elle braconne, elle impose ses significations mouvantes selon les époques, les lieux, les intérêts sociaux, les compétences de lecture, les manières de lire, mais aussi selon les formes matérielles du livre : *« Quoi que ce soit qu'ils fassent, les auteurs* n'*écrivent pas les livres. Les livres, d'ailleurs,* ne *sont pas écrits. Ils sont produits par des scribes et d'autres artisans, par des ouvriers et d'autres travailleurs, et par les presses à imprimer et par d'autres machines. »* Aucun texte n'existe en lui-même ; mais on comprend l'acharnement des écrivains à vouloir faire croire le contraire. Le lecteur est celui par qui l'oeuvre vit et o'est plus lettre morte, mais cette vie est inséparable de la trahison.

On le voit bien au Moyen Age, où la lecture o'était guère un plaisir, avec le passage, progressif et irrégulier, de la lecture orale à la lecture silencieuse. De n'être plus publiquement partagé par la communauté, mais ramené au seul contrôle individuel du lecteur, de passer de la bouche ou de l'oreille aux yeux, le texte sacré ou religieux perd en puissance incantatoire ce qu'il gagne en profondeur et en intimité. Lire en silence, c'est faire entrer le discours écrit en son for intérieur, mais c'est également prendre des libertés avec lui, l'interrompre pour le critiquer, rêvasser dessus, sauter des passages, le comparer avec d'autres, en extraire des morceaux, bref : le manipuler à sa guise, ou presque. Le presque est important : tout se passe comme si chaque « progrès » accompli par les lecteurs pour mieux s'approprier les écrits était accompagné par un « progrès » parallèle des pouvoirs de contrôle et de cootrainte. L'écriture est libre ; il est bien difficile d'empêcher qui que ce soit de tracer sur un papier ou de graver sur un mur ce qui lui passe par la tête, sublime ou stupide, édifiant ou pornographique, bien pensant ou révolutionnaire. La lecture est plus simple à surveiller, en force ou en douceur.

La surveillance en force est celle de la censure, politique, religieuse ou morale. Elle est rudimentaire et d'une efficacité à court terme et à courte vue. Nos historiens de la lecture, à raison, ne s'y attachent guère. Ils préfèrent porter leurs lumières vers les coins les plus ombreux, là où la contrainte s'exerce si tranquillement qu'elle en paraît longtemps naturelle à ceux qui la subissent. Il était naturel de ne pas savoir lire – et c'est encore le cas d'un milliard d'hommes aujourd'hui ; il était oaturel que les livres soient enfermés dans les bibliothèques des monastères ou dans celles de quelques puissants personnages ; naturel que les livres soient des instruments de travail réservés à l'élite savante et aux fonctionnaires du culte et de l'Etat. Il est naturel aujourd'hui que les bibliothèques, dans la masse des ouvrages proposés sur le marché – environ vingt mille titres nouveaux par an en France – en sélectionnent un petit nombre selon des critères et des canons culturels qui leur sont propres et qui façonnent la demande des lecteurs.

Parfois, pourtant, des révolutions se produisent. La lecture muette en fut une, lente, d'extension inégale selon les lieux et les communautés de lecteurs, mais décisive dans le rapport intime aux livres de l'homme occidental. Une autre, dont parle ici Reinhard Wittmann, a lieu dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Avant l'industrialisation du livre donc – comme la première eut lieu, pour l'essentiel, avant l'invention de l'imprimerie. C'est ce qu'on a appelé « la folie de la lecture », dans laquelle les esprits conservateurs les plus avisés ont vu l'annonce de la « folie politique » de 1789 : « *A Paris, tout le monde lit*, note un observateur. *Tous les gens – et surtout les femmes – ont un livre dans leur poche. On lit en voiture, sur la promenade, au théâtre pendant l'entracte, au café, au boin. Dans les boutiques, les femmes, les enfants, les compagnons, les apprentis lisent. Le dimanche, les gens lisent, assis sur le devant de leur porte ; les laquais lisent sur la banquette arrière, les cochers sur leurs sièges, les soldats en montant la garde.* » La maladie gagne très vite l'Allemagne et l'Angleterre ; la contagion se propage dans le Sud et en Europe centrale.

Cette révolution, montre Wittmann, o'est pas seulement extensive. Certes, au grand déplaisir des esprits sérieux, la lecture change de nature. A l'appropriation par répétition d'un petit nombre de textes repris et commentés pendant toute une vie se substitue la consommation effrénée de nouveautés où le livre d'aujourd'hui chasse celui d'hier, où la curiosité se mêle de tout, où l'on cherche l'information, l'inédit, le surprenant, l'émouvant. Rousseau, qui profitait pourtant de cette frénésie, o'en décolérait pas : « *Le Français lit beaucoup, mais seulement des livres nouveaux ; ou plus exactement, il les feuillette, non pas pour les lire, mais pour dire qu'il les o lus. Le Genevois* ne *lit que de bons livres ; il les lit et pense en même temps ; il* ne *les juge pas mais il les comprend.* » Lecteurs frivoles ? Lectures superficielles ? S'ils l'avaient été, ni *Pamela*, ni *Les Souffrances du jeune Werther*, ni *La Nouvelle Héloïse* n'auraient exercé les ravages que l'on sait.

Rousseau aurait bien jeté au feu les mauvais livres pour ne garder que les bons. Nous aussi, et nous avons tort. Cette *Histoire de la lecture*, si riche d'enseignements multiples et de vues cavalières, indispensable à qui veut comprendre ce qui se joue entre les textes, leurs lecteurs et la société, comporte aussi une leçon amère pour les lecteurs traditionnels que nous sommes ; la lecture telle que nous l'aimons des livres tels que nous les aimons est une pratique passée, déjà dépassée. Le lecteur de demain, nous dit-on, se moquera comme d'une guigne de nos normes, de notre respect du livre, de notre sacralisation des textes. Devant son écran, il sera anarchiquement libre de zapper les textes, de les triturer, de les consommer, de les perdre. Ils seront enfin à lui, pour son seul plaisir immédiat et sauvage. Cette liberté annoncée devrait nous réjouir ; avouons qu'elle nous fait peur. Est-ce seulement la disparition de l'autorité que nous regrettons ?

version originale

Les voix de la culture afro-américaine

THE NORTON ANTHOLOGY OF AFRICAN AMERICAN LITERATURE
Sous la direction de Henry Louis Gates et Nellie Y. McKay.
New York et Londres, W. W. Norton,
2665 p., 49,95 $. CD, 15$
(ou 44,95 $, CD inclus, en édition de poche).

À l'écoute d'une tradition écrite aussi bien qu'orale et musicale, Henry Louis Gates et Nellie Y. McKay livrent une anthologie destinée à faire « parler » le livre

Ce livre est une fête, la célébration d'une culture écrite et orale, une culture qui, éparse, disparate, fait sens. Depuis plus de dix ans, ses deux auteurs, le prolifique Henry Louis « Skip » Gates Jr., de l'université Harvard, et la non moins brillante Nellie Y. McKay, de l'université de Wisconsin à Madison, y travaillaient avec neuf autres personnes et d'autres collaborateurs dispersés géographiquement de par les Etats-Unis – voire de par le monde (1). Certes, il s'agit d'une anthologie et elle n'échappe pas au syndrome organisationnel quasi maniaque caractéristique d'une telle entreprise, mais ce o'est pas non plus le Lagarde et Michard de la littérature noire américaine, loin s'en faut ! Cet énorme volume, qui recueille précieusement aussi bien des transcriptions de blues, des écrits cootemporains que des textes du XVIIIe siècle rescapés par on ne sait quel miracle des oubliettes, participe d'une volonté profonde de comprendre et d'intégrer traditioo orale et tradition écrite afin de faire « parler » le livre.

Dans la préface, Gates et McKay évoquent l'origine de la littérature africaine-américaine avec cette métaphore récurrente du « livre qui parle » et citent un passage de la première autobiographie africaine- américaine connue, celle de James Albert Ukawsaw Gronniosaw (*An African Prince*, 1770) dans lequel l'auteur évoque un souvenir douloureux qui éclaire la symbolique du « livre parlant » dans la culture des esclaves : « *Chaque sabbath, mon maître faisait une lecture publique des prières paur l'équipage du bateau ; et puis je le vis lire. Je* ne *fus jamais aussi surpris de ma vie que lorsque je vis le livre parler au maître, car je croyais que tel était le cas, tandis que je l'observais regarder le livre, et remuer les lèvres. Je voulais que le livre fasse* de *même avec moi. Dès que le maître eut fini sa lecture, je le suivis pour voir où il rangeait le livre ; j'étais aux anges, et une fois à l'abri des regards, je m'en saisis, l'ouvris et mis l'areille taut contre le livre, dans l'espoir qu'il me dirait quelque chose : mais je fus peiné et bien déçu en découvrant qu'il ne voulait pas me parler. Il me vint immédiatement à l'esprit cette pensée que tout être et toute chose me dédaignaient parce que j'étais* noir. » Paradoxalement, commentent les auteurs, ce refus du texte (blanc) écrit dans la tradition européenne à parler à l'esclave de souche africaine apparait sous la plume du « Prince africain » qui, décrivant ce phénomène, y répond, s'insurge et fait donc « parler son livre ». Bien sûr, le glissement d'une seule consonne en anglais donne une autre dimension à la réplique du livre ooir au livre blanc : l'auteur *talks back* (rétorque) et *talks black* (parle noir). Autremeot dit, il répood « eo noir » au livre blanc.

La questioo devient : comment faire parler soo livre, dans une culture orale transplantée dans un lieu et une société répressive où la loi interdit aux esclaves de communiquer par la musique (les percussions) ou l'écrit (il est interdit d'apprendre à lire et à écrire) ? Pis encore : dans une société où l'on croit que les Africains ne sont pas des êtres humains ? Car l'enjeu de l'alphabétisme, puis de la littérature, tourne autour de cette question : si un homme ou une femme savent lire, peut-être devraient-ils alors figurer à un échelon d'humanité un peu plus avancé que celui auquel on les a relégués. Cette questioo préoccupa tellement les colonies nord-américaines que les notables de Boston se réunirent un matin de 1773 pour examiner Phillis Wheatley, jeune poétesse esclave, afin de déterminer, par le biais d'un interrogatoire serré, si oui ou non elle était bien l'auteur du petit recueil de poésies posé sur la table devant eux. Comment une jeune esclave (donc noo humaine) pouvait-elle avoir écrit cela ? La preuve fut faite : par ce curieux détour, son livre avait permis qu'on donne à son auteur la parole humaine. Un peu plus tard, Phillis fut émancipée. Le don littéraire devient alors estampille d'humanité, billet de passage pour la liberté. Dans ce contexte, le verbe « écrire », empreint soudain d'une urgence nouvelle, prend une tout autre significadon.

Au siècle suivant, le livre de l'esclave est toujours mis à l'épreuve, comme en témoignent des dizaines de préfaces, postfaces, épilogues écrits par des « amis » ou « protectrices » qui attestent de l'authenticité de l'auteur et de la véracité des propos tenus par l'esclave auteur de soo autobiographie, comme le démontre le paratexte d'*Incidents in the Life of a Slave Girl*, de Linda Brent, alias Harriet Jacobs.

Le décret originel interdisant de lire et d'écrire stigmatise longtemps l'écrivain. Ainsi, Harriet Wilson, dont le roman figure dans son intégrité dans l'antbologie, explique dans sa préface que le geste d'écrire détient une fonction de survie, et, en outre, acquiert un sens plus grave pour sa communauté, qui risque de nuire au développement de cette tradition littéraire. Harriet Wilson ajoute : « *Je lance un appel sincère à mes frères de couleur pour qu'ils achètent mon livre, dans l'espoir qu'ils ne trouveront pas répréhensible cette tentative de la part de leur sœur à devenir érudite, mais réuniront autour de moi un graupe de sympathisants et de défenseurs.* »

Il y a encore une vingtaine d'années, certains professeurs continuaient à refuser des sujets de thèses littéraires sur des auteurs africains-américains par « *manque de qualités littéraires* » (2). Aujourd'hui, tout a changé, nous dit-on : les critiques du *New York Times* lisent les livres africains-américains, les établissements universitaires américains enseignent Weldon Johnson, Langston Hughes, Zora Neale Hurston, Richard Wright, Ralph Ellison, James Baldwin, Gloria Naylor et bien d'autres. A l'extérieur des campus, la « légitimité » de l'écriture africaine-américaine n'est plus à démootrer : Rita Dove fut poète lauréate à deux reprises ; Toni Morrison reçut le prix Nobel (1993). Quant au rap, il a largement contribué au mouvement de poésie orale actuel.

Alors, se demandent Gates et McKay, qu'est-ce qui constitue la marque de cette expression littéraire qui contient en elle de l'oral et du musical ? L'ouvrage comporte d'abord une partie consacrée à la littérature vernaculaire, orale (avec des textes de chants, de sermons, de chansons de rap, de contes folkloriques) ; puis de gros chapitres aux titres plus classiques : « Littérature de l'esclavage et de la liberté : 1746-1865 » ; « Littérature de la reconstruction à la renaissance du Nouveau Nègre : 1865-1919 » ; « La renaissance de Harlem : 1919-1940 » ; « Réalisme, naturalisme, modernisme : 1940-1960 » ; « Le mouvement des arts noirs : 1960-1970 » ; « La littérature depuis 1970 ».

Une anthologie, malgré toutes ces innovations, demeure une anthologie. On peut déplorer l'absence de certains auteurs (Gayl Jones, Kristin Hunter, Melvin Dixon, par exemple) ou s'étonner d'y voir paraître Terry McMillan à côté de Toni Morrison. Le recueil réserve aussi d'excellentes surprises. Ainsi, la présence de Victor Séjour (1817-1874). Louisianais émigré à Paris où il publia dans *La Revue des calanies* la première nouvelle africaine-américaine connue, intitulée « Le mulâtre ». Ecrite en français, cette histoire, dont la traduction anglaise intégrale figure dans ce livre, évoque avec une violente intensité la cruelle condidon des esclaves en Haïti.

L'anthologie, fidèle à son principe du livre qui parle, en figure uoe forme techoologique nouvelle : elle est accompagnée d'un disque compact avec divers enregistrements de textes faisant partie du corps écrit de l'anthologie. Envisagé comme compagnon sonore du livre, il constitue cependant un disque à part entière indépendamment des textes auquel il se réfère (à l'exception de *Rosie*, enregistré par Alan Lomax dans un pénitencier en 1947), et présente d'ailleurs souvent des versions différentes de celles qui sont transcrites, illustrant ainsi la fluidité de la tradition orale. Bien sûr, le problème de sélection se pose à nouveau. Des bonheurs (Zora Neale Hurston chantant *You May Go But This Will Bring You Back*, Bessie Smith interprétant *Back Water Blues*) et aussi des déceptions selon les goûts (pourquoi ne pas avoir élu la reine du *scat*, la grande Ella, pour interpréter *It Don't Mean a Thing (if it Ain't Got That Swing*?). Peut-on parler de blues sans Robert Johnson, Muddy Water ou B. B. King ?). Mais l'enjeu du disque est fascinant : d'une part, ses morceaux se répondent (le discours de Martin Luther King *I Have a Dream*, par exemple, répond à *How Long Blues* » ; d'autre part, le disque dialogue avec le livre (*What Did I Do to Be so Black* and *Blue ?* peut s'entendre à nouveau en lisant le roman d'Ellison, *Invisible Man*). Toute l'anthologie – disque et livre mêlés – est bâtie selon une structure d'appels et réponses, d'échos intertextuels aussi bien que folkloriques et musicaux.

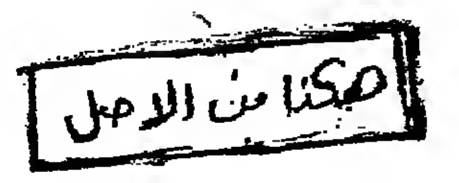
Cette anthologie compte parmi ses excellents principes de ne pas appliquer de règles de sélection trop étanches. Si elle ne condent pas de réponse tranchée, définitive sur la nature plurielle du « livre qui parle », ni sur ses marques spécifiques « africaines-américaines », elle a le mérite et la grâce de mettre à l'écoute, de poser les bonnes questions, et de susciter des débuts de réponses passionnantes.

Florence Martin

★ Professeur de littérature comparée des pays anglophones et francophones à Goucher College à Baltimore (Maryland). Auteur de *Bessie Smith* (éd. Parenthèses, 1994).

(1) Saluons ici les seuls universitaires étrangers cités : Geneviève et Michel Fabre, de Paris-VII et Paris-III.

(2) Histoire de ne pas oublier la poutre dans l'œil français : le même phénomène se déroulait encore à la « vieille » Sorbonne Paris-IV à une date aussi récente que 1982...



هكذا من الاصل

Colette et les sortilèges

Une biographie trop minutieuse et un florilège d'images et de citations, deux livres pour mieux aimer l'écrivain

COLETTE
de Claude Francis
et Fernande Gontier.
Ed. Perrin, 440 p., 139 F.

COLETTE, COMME UNE FLORE, COMME UN ZOO
de Régine Detambel.
Stock, 326 p., 130 F.

Les documents sur la vie de Colette abondent, qu'ils soient autobiographiques ou émanent de contemporains, parfois contradictoires, et l'on se méfie de la légende que l'écrivain a elle-même entretenue, la modifiant au gré des circonstances. Sidonie-Gabrielle Colette (1873-1954) a quatorze ans quand elle rencontre Willy et vingt ans lorsqu'elle l'épouse. Avec sa complicité avide (et longtemps encore après leur séparation), Colette mit sa vie en scène avec un art consommé de l'utilisation du scandale. Submergées par une compilation pléthorique, Claude Francis et Fernande Gontier se perdent parfois dans l'accumulation des détails, au détriment du projet biographique.

Le lecteur n'est pourtant jamais rassasié de cette existence unique qui se nourrit de la brute et courageuse évidence de vivre. Gabrielle Colette, successivement mariée à Henry Gauthier-Villars (Willy), à Henri de Jouvenel, à Maurice Goudeket, a vécu la première moitié de sa vie dans un exhibitionnisme tapageur, la seconde dans la lumière d'une médiatisation astucieusement tamisée. Colette a injecté les événements de sa vie dans ses livres et en a affiché la part spectaculaire, tout en se payant le luxe d'être sincère, à la fois victime lucide des nombreux avatars d'une vie tumultueuse et vigilante gardienne d'une authentique sagesse.

Les péripéties du roman vécu s'ancrent dans le goût du vrai pouvoir (la séduction qu'exerce sur les deux sexes le goût physique du bonheur), les aléas de l'argent, la maîtrise du désir et la panacée du travail. Gabrielle est intelligente, savamment dévergondée, curieuse et cultivée, élevée par une mère appétissante et affamée, fouriériste convaincue, un père naïvement érudit, entourée de frères beaux et doués à l'extrême, dans une maison où il était recommandé de lire tous les livres dans le désordre et la jubilation. La famille faisait de la musique, chantait, et Sido donnait des leçons d'hygiène physique et mentale – un athéisme joyeux dans l'exaltation des excès raisonnables, ceux qui enrichissent sans détruire.

Colette n'est donc en rien la petite paysanne candide, débauchée par Willy. Plus que consentante, elle aspire aux libertés que son mariage mondain favorise. Un mari plus âgé l'initie à ce Paris fin de siècle qui n'en finit pas de s'enthousiasmer pour la culture, la découverte de tous les plaisirs et ceux particuliers qui sauvegardent le couple de la lassitude et de la jalousie. Impérative avec les mâles, tendre et définitivement accordée aux femmes, comme en témoigne sa liaison avec Mathilde de Morny dite Missie, Colette s'est sauvée des servitudes de son sexe parce que, femme, elle aime les femmes et se plaît avec les hommes – comme un homme et parfois comme un homosexuel.

Claude Francis et Fernande Gontier nous font vivre jour après jour l'amour-concurrence avec Willy (lui, sans cesse repentant, elle, féroce et jamais humiliée), son mariage avec Henri de Jouvenel et, à cinquante ans, sa passion pour le fils de celui-ci : Bertrand (dix-sept ans). A l'âge où ses compatriotes capitulent, elle renaît : Goudeket est le dernier compagnon parfait, un « *amour pivotal* » sur lequel se greffent les amours saphiques et les amitiés à toute épreuve, notamment celle qui l'unit à Germaine Patat qui éleva sa fille et à Marguerite Moréno, jumelle psychique, qui lui tenait ces propos : « *Certaines femmes représentent pour certains hommes un danger d'homosexualité, tant d'hommes ont dans l'esprit quelque chose de femelle – je dis dans l'esprit – car, sur le chapitre des mœurs, ils sont inattaquables.* »

Les biographes nous décrivent par le menu son activité : music-hall, théâtre, cinéma, entreprises commerciales, journalisme intensif dans tous les domaines, conférences et bien sûr littérature. Mine de détails et de précisions, le *Colette* de Claude Francis et Fernande Gontier est beaucoup moins précis quant à la genèse de l'œuvre et à l'originalité profonde d'une écriture qui a survécu à la littérature de seconde main dont elle s'inspire.

Une pléthore de romans outranciers et subversifs sont oubliés alors que nous lisons aujourd'hui – sans nous en étonner – les quatre nouvelles de *Bella Vista* où Colette aborde sans équivoque le travestissement masculin, l'homosexualité, l'avortement et l'inceste paternel. Ce qu'occulte aussi cette biographie pourtant si libre c'est le climat politique et social autour de Colette, elle-même grand reporter, la montée du laïcisme et la passion d'une certaine caste pour tout ce qui secouait les contraintes religieuses et morales. Et pourquoi cette femme, « naturellement » libérée, montrait-elle tant de réticences à s'avouer féministe ? Et comment, après la deuxième guerre mondiale, a-t-elle rectifié son image en publiant *Mes apprentissages*, fausse autobiographie au cours de laquelle elle réinvente son passé avec Willy ?


COLL. ANNE DE JOUVENEL/MUSÉE COLETTE SAINT-SAUVEUR-EN PUYSAYE

Une existence qui se nourit de la brute et courageuse évidence de vivre

Colette écrivain nous est fort heureusement donnée dans un livre magnifique de Régine Detambel : *Colette, comme une flore, comme un zoo*. Dictionnaire en deux parties, l'essai de Régine Detambel est le livre d'un écrivain fasciné par un autre écrivain. Colette a inventé une langue. Ses images empruntent au vocabulaire de la nature leurs comparaisons fulgurantes. Elle métamorphose l'homme en fleur, en fruit, en animal, mais inversement elle anime la plante et humanise la bête. La rose devient visage, l'animal souffre en homme. Cette abondance de références et ces retournements de mots créent des métaphores qui ne sont pas seulement savoureuses, étonnantes ou esthétiques mais atteignent, par le biais d'une économie de langage luxueuse, l'indicible de l'être, l'obscur fondamental de son désir, et captent dans la suavité d'un raccourci visionnaire l'instant heureux du corps qui s'abandonne au plaisir ou au bien-être. Régine Detambel se régale. De là notre jouissance et ce bonheur secret de comprendre le mécanisme invisible d'une écriture qui caresse le corps pour mieux ébranler l'intelligence.

Régine Detambel a relu Colette page après page, le cœur palpitant de découvertes qui ne faisaient que confirmer les joies des anciennes lectures, au temps où son propre désir d'écrire n'avait pas encore imposé son arrogante duplicité. Elle-même humblement attentive à son travail d'écrivain, elle rejoint Colette dans le jardin des sortilèges et regarde avec des yeux neufs la faune et la flore qui ont pris possession de l'écriture de Colette. Régine Detambel décrypte les mystères d'une alchimie de la phrase qui impose l'ascèse du regard alors que les sens s'exaltent. A travers les révélations enthousiastes, au-delà d'une manipulation grave d'éléments futiles qui repoussent toute explication ou méditation, Colette – nourrie d'expériences mondaines, conjugales, professionnelles mais surtout amicales – approche au plus près de l'énigme de l'écriture. Régine Detambel modestement nous accompagne tout au long d'une liturgie. La nature encerclée rend les armes. Les humains se délient en souples revirements. Dans l'odeur immédiate du temps et le foisonnement fébrile des couleurs, ils se camouflent dans le compagnonnage des bêtes. Une femme s'étire sous le soleil, elle croit rajeunir un corps absent et émiette sur la mer les résidus d'or de la mémoire du désir.

Hugo Marsan

Les sottises de la coloniale

Parti en Cochinchine pour découvrir le peuple annamite, Léon Werth fait connaissance avec la brutalité et la stupidité du colonialisme. Impressions

COCHINCHINE
de Léon Werth.
Ed. Viviane Hamy,
254 p. 119 F.

Une petite courtisane annamite à qui Léon Werth demande ce qu'elle pense de l'Europe répond : « *Je ne sais pas... Je n'ai jamais été chez le commissaire.* » Et on peut aisément imaginer l'idée qu'elle se serait faite de l'Europe par la simple fréquentation d'un fonctionnaire colonial. Quand il se rend en Cochinchine, en 1925 – il a alors quarante-sept ans –, Léon Werth n'a pas le projet explicite d'écrire un pamphlet contre la présence française dans cette partie du monde. *Cochinchine* ne procède d'aucun esprit de système, mais d'une curiosité sincère, ce qui en fait à la fois un magnifique récit de voyage et un bel exercice de liberté. Bien sûr, Léon Werth n'est pas vraiment surpris par le comportement de la grande majorité des colons, dont il dénonce la stupidité et la brutalité à l'égard des Annamites. Mais, même sur ce point, il se garde de généraliser.

Ce qu'il cherche en revanche, en fréquentant systématiquement les gens et en adoptant leur mode de vie, c'est à comprendre le peuple annamite et la vieille culture chinoise dont il est l'héritier, humblement et sans idées préconçues. Il ne prétend pas, en quelques semaines, découvrir l'essence d'une civilisation pour en donner une sorte de compte-rendu péremptoire au lecteur pressé. Au contraire, il avoue bien souvent son incompréhension, sa perplexité. Il ne s'agit pas d'organiser une confrontation Orient-Occident, mais de se mettre à l'écoute de l'autre avec modestie et bienveillance. La culture européenne n'est pas en cause. Le problème, c'est qu'elle est représentée en Cochinchine par des gens qui n'en sont que la caricature.

La colonie « gonfle » le colonial aussi bien au physique qu'au moral, constate Léon Werth, en faisant par exemple ce portrait d'un couple croisé à Saïgon : « *Tous deux ils sont faits de bourrelets de graisse enroulés et déroulés. Ils portent sur ventre et seins des visages mous comme de la vase. Et leurs petits yeux, leurs petits yeux perdus dans la masse, regardent avec insolence. Insolence ? Non... c'est moi Européen à peine débarqué qui lis de l'insolence, où il n'y a que parfait contentement de soi-même, certitude d'appartenir à la race supérieure qui est prédestinée, qui porte en elle la civilisation et qui doit en préserver le prestige. Les hommes de toutes les races sont vaniteux. Mais quand leur vanité reste individuelle, elle ne prête qu'à sourire. Quand elle prend forme collective, elle trouve en face d'elle d'autres vanités collectives. Elle doit lutter. Elle peut ainsi atteindre à la férocité et même à la démence.* »

DÉNONCIATION

Du reste l'un des traits caractéristique des Annamites, au dire des Européens, est l'absence de révolte, une propension systématique à la soumission, une sorte de politesse souriante qui leur fait supporter les pires avanies, même s'ils n'en pensent pas moins. Un tel cliché a fait les beaux jours de toute une littérature coloniale, mais l'analyse qu'en donne Léon Werth est plus subtile et plus féroce que la simple dénonciation du racisme : « *Le plus souvent l'Européen, par une naïve hypocrisie, trouve dans le caractère annamite une justification à sa brutalité. Il y a là quelque sottise et quelque ignominie (...). Ainsi si l'Européen frappe l'Annamite, ce n'est point tant par bassesse, lâcheté ou brutalité. C'est en vertu de la constitution propre de l'Annamite. Avouerai-je que ces considérations ethniques ne provoquent en moi aucun étonnement. Avant d'avoir traversé l'océan Indien, j'avais déjà entendu parler ainsi d'un autre peuple. C'était le peuple tout simplement. Et l'on disait : "Ces gens-là n'ont pas les mêmes besoins, les mêmes délicatesses que nous." Déjà je savais...* »

Dans sa présentation à cette réédition de *Cochinchine*, Jean Lacouture s'étonne que Léon Werth ait été « *inexplicablement exclu de nos mémoires* ». Avant que Viviane Hamy n'ait entrepris de le rééditer, l'histoire littéraire n'avait retenu de Léon Werth qu'une seule phrase, et encore n'était-elle pas de lui. C'était la dédicace du *Petit Prince* : « *A Léon Werth quand il était petit garçon.* » Qu'il ait pu être l'ami de Saint-Exupéry, de Victor Serge, de Georges Duhamel, de Marguerite Audoux, d'Octave Mirbeau, de Valery Larbaud... prouve assez son ouverture d'esprit. Mais c'est bien ce qui lui a valu d'être toujours à contre-courant. En 1919, l'antimilitarisme de son *Clavel soldat* lui valut de solides inimitiés.

Au moment où il s'embarque pour l'Indochine à l'invitation de Paul Monin, cet avocat de Saïgon qui entraîna André Malraux dans l'action politique, le gouverneur prévient un commerçant saïgonais : « *Télégraphiez à Monin. Dans son propre intérêt qu'il ne vienne pas ici avec Léon Werth. Vous savez qui est Léon Werth. C'est un communiste notoire* », ajoutant qu'il ne pouvait venir en Cochinchine, « *sinon pour faire la révolution et libérer le jeune Annam* ». Ce qui n'empêcha pas Léon Werth, qui ne fut jamais membre du Parti communiste, de se voir refuser dix ans plus tard son visa pour l'URSS, sous le prétexte qu'avec lui, « *on ne sait jamais ce qu'il dira en sortant* ».

Gérard Meudal

A cette époque, en remontant le Boul'Mich'...

LE LIT DES MERVEILLES
de Robert Sabatier.
Albin Michel, 332 p., 125 F.

Il faut beaucoup d'art et de délicatesse pour faire revivre des figures réelles dans un univers romanesque. Robert Sabatier, qu'on ne peut soupçonner d'amateurisme, ne manque ni de l'un ni de l'autre. Gaston Bachelard et Darius Milhaud, François Perroux, Miguel Angel Asturias ou Robert Ganzo traversent ainsi son roman, visages familiers attachés à une époque – les années 50 – et à un lieu – le Quartier latin. A cette époque, il y avait des librairies sur le boulevard Saint-Michel, et, à l'angle de la rue Soufflot, le café Le Mahieu n'avait pas encore été remplacé par une officine de restauration rapide. On vivait là sans déplaisir.

Nourri des souvenirs de l'auteur, *Le Lit des merveilles* emprunte son schéma au roman de formation. Le livre vaut plus pour la restitution sensible de ce temps révolu que pour la narration qui en est le prétexte. Sabatier a nommé son héros Julien Noir – double hommage à Stendhal. Il est jeune, pauvre, timide et aime les livres par-dessus tout ; il trouve dans le métier de libraire une situation conforme à son désir. Comme chez beaucoup de jeunes gens, de cette époque et de toutes les époques (même si la chose semble devenir plus rare), Julien vit par procuration. Non pas une existence réduite, mais infiniment, virtuellement amplifiée. Celle sans doute qu'évoque Baudelaire, cité par le jeune homme : « *Dans les plis sinueux des vieilles capitales/Où tout, même l'horreur, tourne aux enchantements...* » Auprès d'Eleanor, qui n'est plus une jeune fille, Julien accomplit, comme il se doit, sa tendre éducation amoureuse... Sous la plume de Sabatier, même les conventions ont leur charme.

Patrick Kéchichian

Survivre aux spectres de l'horreur

Comment ne pas s'identifier à la Shoah, quand on en a réchappé ? Claude Gutman médite sur les « passages » qui mènent à une morale de la mémoire

LES PASSAGES
de Claude Gutman.
Seuil, 265 p., 98 F.

Ce roman de Claude Gutman démootre l'existence d'une morale de la mémoire. Rattachée souvent, par la force des choses, aux événements et aux drames de l'Histoire, cette morale s'avère être proprement intouchable. Ainsi, pour chacun de nous, les grandes tragédies du monde demeurent des opacités qui tourmentent nos dispositions naturelles à la tolérance. On a beau nous fournir des explicatioos objectives, on ne comprend toujours pas comment il a pu se passer certaines atrocités ! De ce fait, les survivants de ces guerres, de ces massacres, de ces injustices, accèdent d'emblée à la compassion et an chagrin. Si la compassion n'a jamais détruit la souffrance, elle donne à celui qui l'éprouve le sentiment d'un partage, et à celui qui la reçoit le sentiment d'être considéré à sa juste valeur : valeur héroïque du courage que l'on accorde aux rescapés du pire. Dans *Les Passages*, Claude Gutman remet en question, et non en cause, cette morale de *« l'oprès-drame »*. Et c'est sans doute le point fort d'un tel ouvrage que de décrire *de l'intérieur*, avec un sens critique (mais jamais ironique), le comportement de certains de ces *« survivonts »* qui s'accrocbent d'instinct et désespérément à leur passé, à leurs épreuves, afin d'y trouver le fondement même de leur identité. *« De l'intérieur »* sous-tend que Claude Gutman n'est sans doute pas étranger à la problématique qu'il pose. Nulle manifestation autobiographique, cependant, mais un roman où la mémoire médite sur la paradoxale alliance de l'Innocence et de la mauvaise foi.

En 1946, Joseph, le héros, est encore un tout jeune homme quand il revient à Paris. Juif, il s'est sauvé à temps, quatre ans plus tôt, avant les premières rafles, parce qu'il se méfiait de la police française. Informé par son ami Elie, qu'il ne reverra jamais, Joseph a essayé pendant des heures de convaincre ses parents, Ida et Schlomo, de s'enfuir avec lui et de se cacher. Mais ils n'ont rien voulu savoir : Ida et Schlomo se sentaient en parfaite sécurité avec leur étoile jaune. Josepb les a donc laissés, le coeur serré, à leurs machines à coudre. Seul, il est parti sur les routes, il a vécu l'exode ; et ce qu'il est devenu, ce qu'il a fait, au cours de ces années, nous l'apprendrons peu à peu, en le suivant sur les chemins sinueux de ses souvenirs et du roman. En attendant, quand il débarque à Paris, au début de l'été, il rejoint aussitôt sa *« famille juive »* : M. Rosenblatt, le boucher du quartier, sa femme, qui lui apprennent la disparition de ses parents. Ils lui racontent aussi leur séjour à Drancy, et des tas de choses que Josepb n'a pas toujours envie d'entendre. Dès lors, Joseph va devoir lutter contre les pièges que lui tendent ces gens honnêtes. D'abord, la récupération de son drame par la charité. Ensuite, le sentiment de culpabilité qu'ils aimeraient le voir porter parce que Joseph a échappé à son destin et qu'il revient apparemment *« sons mémoire »*. Entre Mme Rosenblatt, que sa présence dérange, son époux, qui cherche à jouer un substitut du père, et les diverses associations juives où on le trimbale comme un égaré, afin de l'assimiler aux malheurs de tout un peuple, Joseph se sent un incompris. Lui, refuse de s'identifier, tout en reconnaissant ses racines, à la Shoah qu'il a, non par miracle mais coosciemment, évité. C'est dans l'avenir, et surtout pas dans le passé, qu'il reconstruira peut-être sa vie.

Mais quel est l'avenir de Josepb aujourd'hui ? Le bon M. Rosenblatt est prêt à lui offrir les moyens d'être *« quelqu'un, quond on est fils de tailleurs, de fourreurs, et qu'il faut montrer qu'on est plus français que les Françoïs »*. Pour Joseph, avant de devenir quelqu'un, il ne faut pas craindre d'être personne. Sa colère, sa hargne, sa violence, provieunent de ce constat : ces rescapés du drame, après ce qu'ils ont traversé, désirent que justice leur soit rendue, en leur permettant de rentrer simplement et définitivement dans l'ordre. Josepb, lui, ne salt plus rien. Le bien, le mal, l'ordre, le chaos, sont devenus des notions illusoires. En vérité, durant ces quatre années, Joseph ne s'est nullement planqué. Sous une fausse identité, il a caché d'innombrables enfants juifs, dont les parents, comme les siens, avaient été arrêtés, dans les campagnes françaises de la zone libre. A présent, il se demande si *« ces enfants sauvés ne passeront pas leur vie entière à regretter de ne pas avoir été pris, eux oussi, comme leurs parents »*. Dans un monde capable de faire subir le pire aux innocents, est-on sûr de prévoir le sens exact et la conséquence d'une *« bonne oction »* ?

Les *« passoges »* sont, dans ce roman, les couloirs obscurs où, dans l'évolution d'un bomme, s'écroulent parfois ses certitudes. Ces terrains vagues, ces no man's land qu'il nous faut traverser, avant de retrouver nos raisons d'être vivants. Construits à la manière des sédiments qui élaborent les tissus organiques de la mémoire, ce roman complexe, mais non difficile, est écrit dans une langue qui nous parle sans dissimulation. Avec un art subtil et incisif, Claude Gutman nous invite dans un jeu grave de questions, de variations dont le thème prédomioant n'est pas le vain combat de l'existence bumaine, mais la guerre qu'il faut mener sans cesse quand on cboisit de vivre, ou de survivre, contre les ombres et les spectres de l'Histoire.

Nicolas Bréhal

Femme d'esprit et de volupté

Habitué des salons du Siècle des Lumières, François Bott s'est laissé prendre au charme de Julie de Lespinasse. Duo raffiné et érudit

LA DEMOISELLE DES LUMIÈRES
de François Bott.
Gallimard, coll. « L'un et l'autre »,
126 p., 85 F.

Le premier intermédiaire auquel François Bott a recours pour rencontrer Julie de Lespinasse, c'est Sainte-Beuve, et j'en suis touché, ayant moi-même fait connaissance avec les épistolières du XVIIIe siècle par le truchement de ce critique qui, Proust a bien raison, est abominable quand il traite de son siècle, assassinant Balzac, Baudelaire, Flaubert, mais toujours lucide et perspicace quand il s'intéresse aux écrivains de l'Ancien Régime. Il est d'ailleurs étrange que des lourdauds tels que Sainte-Beuve et les Goncourt aient été également séduits par une époque qui se jouait des grands sentiments et ne servait qu'un maître, le bon goût.

En revanche, François Bott, par son oeuvre et par son caractère, est l'homme de la situation. Il appartient au XVIIIe, et le XVIIIe lui appartient. Aucune nostalgie dans son livre car, sans effort, il devient le contemporain des différents couples qu'il évoque. Le couple Lespinasse/du Deffand dont l'histoire est des plus ambiguës : la dame pêche la jeune fille en province, lui montre Paris, la montre à Paris, en fait son assistante pour recevoir dans son Salon les plus beaux esprits du temps, et la jeune fille, bien qu'elle ne soit pas vraiment jolie, charme ses interlocuteurs parce qu'elle se laisse aisément charmer par eux. L'histoire se terminera par une rupture, Julie quittera le salon de sa bienfaitrice et en montera un bien à elle où d'Alembert et les autres la rejoindront. Mais, si le XVIIIe se plaît à penser, il se plaît aussi à faire l'amour, et, de Watteau à Fragonard, les peintres exalteront la chair



COLLECTION ROGER VIOLLET

Julie de Lespinasse par Deveria (1818)

féminine vêtue ou dévêtue. Il est dans les usages de l'époque qu'une aristocrate reçoive des amis alors qu'elle prend son bain ou qu'une camériste l'habille. Mlle de Lespinasse ne sera pas seulement sensible aux grâces de la langue française, à l'empire de la conversation qui est tenu pour un art suprême, elle n'oubliera jamais qu'elle a un corps. D'où les deux derniers couples qu'elle formera, l'un avec le marquis de Mora, l'autre avec le colonel Guibert, à qui elle se donna dans une loge de l'Opéra pendant que Mora soignait sa tuberculose à Madrid. Julie aussi était phtisique. Quant à Mme du Deffand, elle était aveugle et connaissait avec un Anglais une ultime passion. Un parfum de préromantisme se glissait parmi ces apôtres de la raison.

En moins de cent trente pages, François Bott, avec le talent puissant et discret qu'on lui connaît, réussit à nous éloigner en douceur d'une époque qui, paraît-il, est morose et à nous faire passer des vacances dans un monde où le moindre à-peu-près confine à la perfection.

Jacques Laurent

★ **Signalons la parution des *Lettres* de Julie de Lespinasse (La petite Vermillon, 364 p., 55 F).**

Initié à l'épouvante

Avec ce récit sur les camps de la mort, le livre de Daniel Zimmermann gagne le pari du roman

L'ANUS DU MONDE
de Daniel Zimmermann.
Le Cherche-Midi éditeur,
192 p., 95 F.

Les mots les plus atroces sont insuffisants à traduire le sentiment de vertige qui s'empare de nous à la première lecture de *L'Anus du monde*, alors que l'infamie emplit le récit et déborde, noyant toute autre perception. Comment prendre quelque distance avec ce texte coup de poing qui dit avec précision et acharnement la déchéance humaine programmée dans les camps de concentration ? Il faut une deuxième lecture pour se dégager partiellement de l'abomination et regarder en face, par le truchement douloureux d'un tout jeune homme, François Katz, les rouages de l'extermination des juifs par les nazis.

Quelle que soit l'abondance de sa documentation, Daniel Zimmermann a écrit une fiction sur une histoire qui refuse ce mot, l'imaginaire s'avérant obscène dès qu'on aborde la Shoah. Et pourtant c'est un beau roman qu'il propose avec, en contrepoint à la description sans appel d'un quotidien inconcevable, l'histoire intime d'un homme, témoin, acteur et victime d'une vision apocalyptique de l'humanité, mais étrangement « vivant » dans cet espace de mort. Cette respiration que le lecteur écoute au creux désolé des ténèbres accentue par contraste l'épouvante collective, mais libère en partie le lecteur d'une totale asphyxie.

François, étudiant promis au plus heureux destin, enfant choyé d'une famille athée, est pris dans l'engrenage de la déportation, proie candide du régime de Vichy et des nazis. Le jeune homme veut survivre et c'est ce combat, cette ténacité qui sauve le récit de l'intolérable. Personnage de roman, François devient un héros bouleversant grâce à qui nous pouvons exhumer notre angoisse. Décrit dans son individualité mouvante mais symbole de la résistance, il devient l'emblème de l'ultime recours contre les puissances maléfiques. Un enfant trahi par l'Histoire qui réussit à inverser le sens d'un macabre scénario. Dès la première heure au camp de Drancy où il est amené lors d'une rafle, François utilise ses fragiles atouts : la jeunesse, l'intelligence pratique, le vocabulaire, l'argent, une famille consternée mais active et un flair qui l'aide à exploiter la vénalité des bourreaux et parfois la sympathie enfouie au coeur obscur de certains d'entre eux.

Roman initiatique, *L'Anus du monde* (telle est l'expression par laquelle les SS désignaient les camps d'extermination), raconte le périple rédempteur de François qui ne connaissait rien de l'amour et de la pitié sinon ce que les livres en racontent. De Drancy à Treblinka, en passant par Auschwitz, François se soumet, exécutant d'abominables ordres, les plus terrifiants étant ceux qui se font aux dépens de ses frères en douleur quand il est obligé d'obtempérer et parfois de trahir pour se préserver. Sans cesse ballotté entre la noire tentation du renoncement et le sursaut qui lui permet de se faufiler dans des activités moins accablantes, le jeune homme s'interroge, compatit, comprend, se tait et prend conscience de la plus grave des tortures qui consiste à priver un autre être humain de toute dignité. Daniel Zimmermann fait référence à juste titre à l'*Enfer* de Dante : *« Vous qui entrez, laissez toute espérance. »*

Daniel Zimmermann ne se leurre pas quant au baume que l'écriture romanesque pose sur une réalité indicible, mais il sait aussi que la fiction humanise le constat et intériorise la tragédie. Lire un tel roman est une épreuve. *L'Anus du monde* soulève de terrifiantes questions, pour beaucoup actuelles. Que doit-on opposer à la fureur destructrice des fous et des lâches : la raison, la ruse, la fuite ou la violence ?

H. M.

Coups de bec

Dernières nouvelles d'Apruz, conteur et critique social ironique et incisif

LE COQ
de Daniel Apruz.
Préface de Jean-Claude Lebrun,
Ed. Méréal, 123 p., 98 F.

Daniel Apruz, disparu le 18 octobre 1996, n'a jamais rendu ses armes d'écrivain devant le cancer et a écrit jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Il nous a laissé neuf nouvelles au fil desquelles on retrouve les exceptionnelles qualités de conteur et d'ironiste de ce romancier (1) dont l'écriture était si fluide, si légère, qu'elle paraissait souvent en état d'apesanteur.

Qu'il évoque dans « Le Coq », qui donne son titre au recueil, un couple qui élève des poules sur un toit de Paris pour écbapper à la grisaille des rues, ou, dans « Ventres à crédit », un trafic de location d'utérus, Daniel Apruz subvertit la réalité. Il la soumet au fantastique social qui était sa manière à lui de se mettre, comme le note Jean-Claude Lebrun dans sa chaleureuse préface, *« en posture de critique rodicole »*.

Daniel Apruz aimait les petites gens, les êtres en marge, les anonymes dont l'existence n'est qu'un fait divers sans importance. Il appréciait peu, en revancbe, ceux qui trouvent leurs aises dans n'importe quelle société, fût-elle en voie de déshumanisation. D'une femme de pouvoir, il dit simplement qu'elle a *« lo voix pleine d'occents circonflexes »* et que *« tout en elle paraît définitif »*.

Dans une nouvelle intitulée « Le Changement », Daniel Apruz met en scène un cadre supérieur content de lui, de ses privilèges et de sa panoplie : téléphone portable, PC dernier cri, épouse adaptée à sa caisse complémentaire de retraite, chien de race, deux chats siamois, poissons japonais. Le bonheur parfait dans un monde tout aussi parfait. Las : faute d'avoir lu le bulletin communal, il n'a pas su que la ville où il réside allait être privatisée, débitée à tire-larigot. Un matin, sortant de soo domicile, il doit acquitter un péage pour emprunter le trottoir, puis un autre pour récupérer son véhicule.

Bouts de rue, feux tricolores, passages pour piétons, caniveaux, bouches d'égout, carrefours, services de la mairie, tout a été vendu. Un quincaillier a réalisé la meilleure affaire en achetant l'état civil. Tous les citoyens de la cité sont devenus des tiroirs-caisses, exceptés notre cadre, quelques idéalistes et une poignée de pauvres incurables. C'est à peine si l'on entend dans cette ville idéale la voix des laissés-pour-compte. Quelle importance, après tout, une femme qui n'a pas les moyens de faire inscrire son nouveau-né sur le registre des naissances ou un petit vieux qui se retient de mourir parce que sa famille ne peut pas lui offrir un certificat de décès ! Le cadre, abandonné par les siens, finira sur le pavé, libéré aussi de son emploi.

Ainsi vont les nouvelles d'Apruz. On y rencontre aussi un clocbard à la liberté indécente pour l'administration ; un bomme si insignifiant aux yeux des autres que même la mort oubliera un temps de lui réclamer son dû, quitte à fausser ses comptes ; un chômeur à la voix *« devenue triste comme une eau sale »*, une petite vieille dont le cadavre, anonyme et indélicat à la fois, perturbe la tranquillité des babitants d'un immeuble au point que tous la repoussent du pied comme un ballot de linge sale. Lire Apruz remonte le moral. C'est le meilleur antidote contre le renoncement.

Pierre Drachline

(1) Douze romans, dont *La Baleine* (Buchet-Chastel, 1968) ; *La Bélamour* (Buchet-Chastel, 1970) ; *Les Pendules de Malac* (Calmann-Lévy, 1980) ; *Légendes de la rue basse* (Manya, 1992) ; *L'An deux mil* (Méréal, 1996).

livraisons

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● **CORRESPONDANCE 1921-1968**, d'Alexandre Vialatte et Jean Paulhan

Tourmenté par le désir de littérature, Vialatte, qui avait l'esprit délié et la plume véloce, portraitura plusieurs fois son ami Jean Paulhan. En 1963, lorsque ce dernier est reçu à l'Académie française, il écrit : *« Depuis que les hommes fréquentent la vérité, ils sont fatigués de lo voir nue ; c'est toujours le même uniforme. Paulhon excelle à lo montrer déguisée en Folle de Chaillot. La rendant oinsi scondaleuse, il oppelle l'attention sur elle. On se demande comment elle est faite. On lo déshabille. On la retrouve. Et le bon sens triomphe une fois de plus. »* Cette correspondance, établie et annotée par Denis Wetterwald, est cependant plus éclairante sur l'auteur de *Battling* que sur celui des *Fleurs de Tarbes* (Julliard, 282 p., 119 F). **P. K.**

● **RAYMOND ROUSSEL**, de François Caradec

Depuis 1972, date de publication d'une première version de la présente biographie, de nombreuses découvertes – dont la substance fut déposée à la Bibliothèque nationale en 1989 – sont venues préciser les contours de cette personnalité étrange et un peu inquiétante, dans laquelle le plus extrême raffinement textuel s'alimente à une sorte de sauvagerie ou de frénésie littéraire. En marge de la publication prochaine, chez le même éditeur, de nouveaux inédits (Fayard, 456 p., 160 F). **P. K.**

● **LE WAGON À VACHES**, de Georges Hyvernaud

Dans *La Peou et les Os* (1949), Georges Hyvernaud, décrivait, avec une ironie trop aiguë pour l'époque, la condition de prisonnier de guerre : insuccès, malgré le soutien de Martin du Gard, Sartre, Cendrars et la préface de Raymond Guérin. En 1953, il publia *Le Wagon ò vaches*, *« journol d'un prisonnier de l'oprès-guerre »*. Tirant la leçon de ce qui fut un second échec, Hyvernaud décidait de ne plus avoir affaire aux éditeurs... Après sa mort en 1983, Ramsay fit paraître quatre tomes d'*Œuvres complètes*, actuellement commercialisés par Le Dilettante, qui vient de réimprimer *Le Wogon à vaches* et avait publié un volume de *Feuilles volontes*, en 1995. Par ailleurs, la belle revue *Plein chont* voue sa dernière livraison à Georges Hyvernaud : ses critiques acérées de Maurois, Gide, Aragon, ses « silhouettes » de gens pas si ordinaires, les témoignages de ses élèves, quelques critiques parues et lettres reçues, ainsi que des études de Christian Pouillon, Roland Desné et Jean-José Marchand, viennent solidement compléter les pages consacrées à l'écrivain par la revue *Europe* (novembre-décembre 1996) (Le Dilettante, 9-11, rue du Champ-de-l'Alouette, 75013 Paris, 208 p., 99 F. *Plein chont*, Bassac, 16120 Châteauneuf-sur-Charente, nº 61-62, 90 F). **Cl. P.**

● **LA POUSSIÈRE D'ADAM**, de Jean Orizet

Une tourterelle mourant dans un temple au bord du Nil, le Trastevere et Apollinaire, André Breton et Octavio Paz fascinés par la tour Saint-Jacques, l'arbre éternel d'Hiroshima, Kafka, Verlaine, Bonnefoy, un quartier de Marseille, Borges, Rilke, des violons à Crémone, Pessoa, Rimbaud... ce ne sont que quelques étapes d'un voyage aux baltes brèves auquel Jean Orizet nous invite. D'un poète à un peintre, d'un paysage à un coin de rue, autant de moments de vie saisis pour témoigner de la pérennité de la beauté. Ces évocations doot la concision est à la fois un parti pris et une qualité illustrent la parole du peintre tchèque Janula : *« Nous durerons bien plus que notre mort »* (Le Cherche Midi éditeur, 175 p., 96 F). **P.R.L**

Fragments posthumes

Tiraillements, obsessions et humour grinçant. Un trop bref aperçu de l'œuvre de Jane Bowles



SEÑORITA CORDOBA
de Jane Bowles.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude-Nathalie Thomas, éd. Christian Bourgnis, 160 p., 95 F.

A la fin du recueil, quelques annotations de la main de la traductrice, Claude-Nathalie Thomas, font part de ses interrogations sur la façon de traduire, mais aussi sur la nécessité même de publier ces textes – qui l'ont été séparément aux Etats-Unis à partir de 1970, donc bien après la mort de leur auteur, Jane Bowles. Paul Bowles, son ex-mari, rencontré à Tanger, dit que cette publication est légitime mais que Jane elle-même aurait trouvé injuste de donner une représentation de son œuvre à partir de fragments épars. Que l'on n'hésite pas, donc, à enrichir cette lecture de tout ce que l'on pourra trouver d'autre, c'est-à-dire fort peu, mais au moins *Plaisirs paisibles* et *Deux dames sérieuses* (1). Jane Auer, devenue Jane Bowles à la suite d'un mariage conçu pour *« faire enrager »* leurs deux familles, à Paul et à elle, mérite bien ces incursions dans un univers dont les courts textes rassemblés ici donnent plus qu'un aperçu. Que ceux qui se sentent investis d'une mission protectrice se rassurent, ces neuf nouvelles ne déparent en rien la mémoire de leur auteur, elles laissent juste « un goût de trop peu ».

On y retrouve toutes les obsessions de Jane Bowles, la prise en compte des maladies nerveuses, de la dépression, des crises, des sautes d'humeur, des inquiétudes, des angoisses, des envies de solitude, des réactions imprévisibles et impossibles à maîtriser, et derrière, toujours, l'ombre de la folie et de la souffrance. On y trouve ce besoin de relations avec les autres, quitte à aller trop loin, à se blesser, à heurter. La honte, la colère, qui s'oublient en un rien de temps pour laisser la place à l'ennui, un ennui tel que certaines femmes semblent devenir totalement imperméables quand d'autres semblent perpétuellement sur le point de se briser. Alors les personnages s'interrogent sur cette faculté que croient avoir certains de pouvoir changer pour se conformer à ce que l'on attend d'eux. Mais on y trouve souvent aussi de l'humour, de la cocasserie, de la drôlerie. Et quelques traits grinçants sur la mesquinerie, la méfiance à l'égard des étrangers ou des pauvres, forcément bizarres et un peu méprisables – *« les Irlandais, les juifs au les gens du cirque »* –, et bien évidemment la bêtise.

Deux exemples : dans « Señorita Cordoba », une jeune femme pauvre met tout en œuvre pour séduire un homme marié et riche afin d'obtenir de lui un chèque suffisant pour aller ouvrir à Paris une boutique de mode. Pas folle et sans états d'âme, elle est bien décidée à ne pas céder avant d'avoir en poche le précieux papier. Une comédie digne de Feydeau, où tout le monde est à la fois stupide, roublard et ridicule. Un pauvre poulet y perdra la vie.

En quatre pages, « La Table en fer » est presque tout le contraire. Un couple parle, se parle, attablé à une terrasse au soleil, dans une ville que l'on devine proche du Sahara. Lui sait tout mieux qu'elle, elle cherche à protéger ce qui existe encore entre eux, qui ne peut survivre qu'à travers leurs dissensions. De la querelle comme mode de survie. Et on pense forcément à ce mariage qui les a unis, Paul et elle, sans qu'ils puissent vivre ensemble ni non plus se décider à se quitter une bonne fois pour toutes.

Martine Silber

(1) Ces deux titres sont disponibles, le premier chez Christian Bourgois, le second chez Gallimard, ou en format de poche, en « 10/18 ».

Roth, obscène et grandiose

Trente ans après « Portnoy », le sulfureux romancier américain récidive. Avec son héros Mickey Sabbath, insolent et libidineux, il nous entraîne dans une descente aux enfers allègre et décapante

LE THÉÂTRE DE SABBATH
(Sabbath's Theater)
de Philip Roth.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Lazare Bitoun, Gallimard, coll. « Du monde entier », 470 p., 155 F.

Obscène. En ces temps où règnent les « culs serrés » – petits mecs, femmes puritaines, police de la pensée à tous les étages – qui ont imposé leur dédain du désir, il fallait oser cette obscénité-là, ce *Théâtre de Sabbath*, 470 pages de farce désastreuse et de tragédie allègre, de sexe, de cris, de mort aussi, l'univers d'une sorte de Gargantua qui aurait croisé les personnages d'Otto Dix (c'est un tableau de Dix qui était opportunément reproduit sur la jaquette de l'édition américaine). Philip Roth n'est pas du genre à reculer devant l'obstacle. Quant à choquer, il a l'habitude. Voilà trente ans qu'il s'est brouillé définitivement avec une partie de la communauté juive américaine – lui, le petit juif de Newark qui n'a cessé d'interroger sa judéité – à cause d'Alex Portnoy, son branleur sublime, qui fit de lui un best-seller mondial. Il n'a certes pas tenté d'arranger les choses en appelant son héros insolent et libidineux « Sabbath » – Morris Sabbath, dit Mickey. Mais il y a bien longtemps qu'il ne se soucie plus d'arranger quoi que ce soit. Il a pourtant reçu pour ce roman le National Book Award 1995, ce qui tendrait à prouver que, tout de même, l'Amérique littéraire n'est pas aussi dominée que la France par une sorte de clergé intellectuel coincé entre conformisme et poujadisme.

Alex Portnoy, c'était le héros de la trentaine provocante –, Mickey Sabbath, c'est celui de la soixantaine implacable – soixante-quatre ans, cerné par la mort, la folie, le délire suicidaire. Mais avec l'un comme avec l'autre, il faut s'embarquer sans préjugés pour un voyage qui n'est pas de tout repos ; pour savoir ce qu'un écrivain magnifique fait de sa « vie d'homme » (1). Et, grâce à la remarquable traduction de Lazare Bitoun (le meilleur traducteur de Roth depuis des années, dont on espère qu'il reprendra les titres qui ont été gâchés, comme *Les Faits*), on ne perdra rien du rythme de Roth, de l'invention du langage, des jeux de style qui sont l'une des merveilles de ce texte.

Comment raconter la vie de Mickey ? Impossible, il faut la vivre dans le récit de Roth ou renoncer d'emblée, si l'on ne croit pas que *« le cours de la vie tend vers l'incohérence »*, si l'on n'aime pas les méandres d'une longue histoire, les propos pornographiques, les délires verbaux, les terreurs soudaines, la faune new-yorkaise, les cimetières juifs, les hôpitaux psychiatriques. Simon, il faut le suivre, Mickey, devenir lui : l'enfant blessé dont le frère Morty est mort à la guerre, détruisant la joie de vivre du père et de la mère ; le marionnettiste qui a eu le malheur de voir ses doigts déformés par l'arthrose ; l'ex-mari de la belle actrice grecque Nikki, disparue un jour de novembre 1964 ; le mari de Roseanna – frénétiquement alcoolique, puis adepte des Alcooliques anonymes –, avec laquelle il a fui New York pour un coin perdu de Nouvelle-Angleterre, parce que, dans la ville, il cherchait partout la trace de Nikki ; l'amant caché de Drenka, la belle Yougoslave, pendant treize ans, jusqu'au jour où le cancer a eu raison de son sacré tempérament. Drenka aimait jouir, et surtout faire jouir – *« c'est ça que je préfère – les voir perdre taut contrôle »*. Si Mickey était son favori, son amour, elle avait de nombreux amants. Si tristes de sa mort qu'ils viendront se branler sur sa tombe.

N'est-ce pas choquant, en 1994 ? N'est-ce pas *« démodé »*, *« pathétique »*, comme le dit à Mickey son ami Norman, qui voudrait le faire soigner ? *« Faut-il que cette époque soit bizarre pour penser que le sexe puisse canstituer une farme de rébellion. (...) Le dernier sursaut de la vieille palémique usée du mâle. Alars que s'achève le plus sanglant de tous les siècles, tu passes tes jaurs et tes nuits dehors à essayer de fomenter un scandale érotique. T'es plus qu'une putain de relique, Mickey ! »* A moins que le vraiment démodé, au fond, ce soit cette exclusion de l'université imposée à Mickey parce qu'il avait enregistré une cassette obscène – dont Roth propose *« une transcriptian nan expurgée »* – avec une étudiante. *« ... Mais même Sabbath n'arrivait pas à camprendre comment il pouvait perdre son emploi dans une faculté des arts et lettres pour avoir appris à une jeune fille de vingt ans à parler cru vingt-cinq ans après Pauline Réage, quatre-vingts ans après James Joyce (...), sans parler des quatre cents ans après Rabelais.*

Au bout du compte, pourquoi ce livre fou, ce sabbat de sorcières et de sorciers avec Mickey Sabbath ? Pour comprendre comment « en finir » – *« Mishima. Rothko. Hemingway. Berryman. Kaestler. Pavese. Kosinsky. Arshile Garky. Primo Levi. Hart Crane. Walter Benjamin. Une bande assez unique en san genre. Pas déshanorant du taut d'ajauter san nam à cette liste. Faulkner qui s'est pratiquement bousillé à l'alcool. Taut comme (...) Ava Gardner. Chère Ava. Pas grand-chose qui pouvait l'étonner chez les hommes, Ava. L'élégance et la crasse, un mélange parfait, rien à dire. Morte à soixante-deux ans, deux ans de moins que moi »* ? Sans doute. Mais, plus sûrement, une fois encore, pour *« abolir la mart – une idée merveilleuse, même s'il n'était pas le premier, dans une rame de métro au ailleurs, à l'avoir, à s'y accrocher désespérément, au point de renancer à la raison »*. Oui, pendant presque 500 pages, Philip Roth a arrêté la mort, la fatigue, la déprime, la lourdeur d'un printemps qui ne vient pas. La descente aux enfers de Mickey Sabbath est effrayante, mais cathartique. On finit sa lecture épuisé, avec une certaine colère contre ce type « dégoûtant », cet écrivain fanatique de ses propres obsessions, de sa rage, de son angoisse de vivre. Mais avec une admiration absolue pour cette incessante passion d'écrire, lucidement, sa folie, de crier, de déranger, encore et toujours. Jusqu'au bout du chemin. Et au-delà.

Josyane Savigneau

(1) Un roman de Philip Roth a pour titre *Ma vie d'hamme* (*My Life as a Man*), « Folio », Gallimard.

★ Le précédent livre de Philip Roth, *Opération Shylock, Une confession*, un magnifique jeu, camme il les aime, sur le thème du double, sort en édition de poche (traduit par Lazare Bitoun, « Folio », Gallimard, nº 2937)

NANCY CRAMPTON

Philip Roth
Né en 1933 dans le New Jersey, il est depuis quarante ans l'un des écrivains les plus controversés des Etats-Unis. Récompensé par le National Book Award dès son premier livre, *Goodbye Columbus*, il est devenu mondialement célèbre avec *Portnay et son complexe* (1967), roman qui le consacrait comme provocateur et pornographe. Depuis, son œuvre n'a cessé d'être objet de débats, ayant des défenseurs aussi fanatiques que ses détracteurs. *Le Théâtre de Sabbath* est son vingt et unième livre.

La naufragée du corps céleste

Suite de la page I

La réalité est une nécessité embarrassante, et la romancière s'en débarrasse dans ses livres avec une frénésie qui déconcerta. Elle eut parfois très peu de lecteurs. Et soudain une foule la plébiscita, précisément, pour les aventures symboliques du chardonneret sous le signe duquel est placée l'histoire de trois jeunes amis, un marchand belge, un aristocrate et un sculpteur, à l'époque où le roman va s'épanouir en Europe, à la fin du XVIIIe siècle.

Anna Maria Ortese est exaltée quand elle compare la sensibilité enfantine et celle de l'artiste. On sait que c'est à cette fusion qu'elle tend : retrouver le regard de l'enfance, dans sa luminosité et son éblouissement. *« Chaque chose qu'il touche – le drapeau, un cheval, l'océan – brûle et le foudroie de stupeur. Il comprend ce que l'adulte ne comprend plus : le mande est un corps céleste, et tautes les choses, dans le monde et hars du monde, sont de matière céleste, et leur nature, et leur sens – à part une fulgurante douceur – sont insondables. »*

Les romanciers qui osent affronter de plein fouet ce phénomène de l'illumination poétique sont rares. Ce sont surtout des femmes : Jean Rhys, Ichiyô Higuchi, Silvina Ocampo, Elsa Morante... Mais Anna Maria Ortese, si elle reconnaît qu'elle a *« réussi quelquefois à accoster la rive lumineuse »*, ajoute qu'elle se considère *« comme une éternelle naufragée »*. Une enfance en Libye, la mort de son frère, la pauvreté, des études abandonnées, la lecture de Katherine Mansfield, un apprentissage autodidacte de la musique puis de la littérature ont armé la jeune femme d'authenticité pour la vie.

Dans *Le Chapeau à plumes*, elle raconte merveilleusement son amour pour un jeune journaliste, blond aux yeux clairs, brillant, communiste, aimant. Puis moins blond, moins brillant, moins communiste et moins aimant. L'amour persistant et la conscience non pas de cesser d'aimer, car on ne cesse pas d'aimer, mais de cesser de croire que l'on est aimé sont décrits avec un équilibre de passion poétique et de parfaite lucidité. Aussi curieux que cela paraisse, Anna Maria Ortese est une rationaliste hallucinée : l'écriture, dit-elle, *« danne taujaurs un sentiment d'extase en même temps que de responsabilité »*. Cette définition exigeante est souvent vérifiée dans ses livres parsemés de remarques fulgurantes.

L'amour encore ? *« Il s'agissait, plutôt, d'une manière d'être proches l'un de l'autre, et de soutirer à l'autre san secret, et de s'abandanner à ce secret avec des cris. Mais j'avais beau faire (paur lui, je ne sais), ce secret, à peine décauvert, se refermait, comme la mer quand vaus y plangez la main, à peine vous la retirez, elle est de nauveau intacte, resplendissante, close. »*

Le voyage symbolique de *La Douleur du chardanneret* appartient à une veine de *« réalisme magique »* (5) de l'œuvre d'Anna Maria Ortese, où les animaux, iguane, puma et oiseaux jouent le rôle de guides aveugles dans le labyrinthe de la vie. Comme l'oiseau mécanique du *Casanova* de Fellini, situé en gros à la même époque, le chardonneret, tantôt réel, tantôt rêvé, est une clé onirique pour comprendre une Naples inépuisable, fantasmagorique : véritable cartographie de l'imaginaire d'un écrivain qui est comme saisi de stupeur et d'effroi devant un ballet de fantômes venus du passé ou de l'avenir, du ciel ou de l'enfer, de la nuit ou du soleil, d'un ailleurs auquel elle donne un nom en l'occurrence mérité, l'*âme*.

René de Ceccatty

(5) Cette expression caractérise un mouvement littéraire italien de l'avant-guerre, dont l'un des représentants fut Massimo Bontempelli, précisément le « découvreur » d'Anna Maria Ortese en 1937.

La littérature vue d'avion

Dans ce grand roman classique, James Salter met en scène la démolition lente d'un bonheur conjugal. Une histoire de temps qui passe

UN BONHEUR PARFAIT
(Light Years)
de James Salter.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Lisa Rosenbaum et Anne Rabinovitch,
Ed. de L'Olivier, 384 p., 139 F.

C'est en secret, sous le pseudonyme de James Salter, que le major James Horowitz, pilote de guerre dans l'US Air Force et vétéran de la guerre de Corée, commence à écrire. En 1957, il démissionne de l'armée, s'apprête à diriger une escadrille d'acrobatie et publie, la même année, son premier roman, *The Hunters*. Celui qui paraît aujourd'hui sous le titre ironique *Un bonheur parfait* fut publié aux Etats-Unis presque vingt ans après, en 1975. Le paradoxe veut que cet écrivain, admiré chez ses contemporains américains et atypique en Amérique, soit aussi amoureux de la France et flaubertien par son style qu'il fut longtemps ignoré en France. On l'a découvert ici il y a deux ans seulement, avec *American Express* et surtout avec *Un sport et un passe-temps* (1), étonnante dérive, à partir d'un verset du Coran en guise d'épigraphe (*« N'oubliez pas que la vie en ce monde n'est qu'un sport et un passe-temps »*), sur une liaison charnelle décrite et imaginée indirectement par celui qui aurait bien voulu la vivre.

Bien loin du voyeurisme subtil et pervers d'*Un sport et un passe-temps*, *Un bonheur parfait* est un grand roman classique, somptueusement triste, à la fois ample et ordinaire, d'une beauté qui pourrait se mesurer à l'exactitude infinie du style. Si l'on retrouve, dans le désordre chronologique des traductions, l'écrivain des deux précédents livres, c'est dans la perception de l'échec, ce passage du bonheur à la déréliction qu'a si bien saisi avant lui Fitzgerald, la vision tragique et radicale de la vie qui passe et qui ne repasse pas. D'entrée de jeu, le « bonheur parfait » a cette perfection inquiétante des *Scènes de la vie conjugale* d'Ingmar Bergman, ou encore, plus largement, de la vie viennoise du début du siècle que décrit Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier* : quelque chose comme l'étape ultime, avant l'explosion, d'un monde heureux trop volontairement attaché à sa propre perfection pour ne pas pressentir en lui-même les failles qu'il dissimule. L'amour conjugal qui unit Nedra et Viri, dans *Un bonheur parfait*, est de cet ordre. L'effritement est d'autant plus probable que les fissures restent délibérément invisibles, comme pour mieux opérer en profondeur.

ECRIVAIN-AVIATEUR

Tout cela, James Salter le voit « d'en haut ». Les paysages comme le destin de ses personnages, il les balaie du regard, leur donnant l'air de ces champs quadrillés en parcelles qui défilent sous les yeux du pilote. Dans la littérature, on a déjà vu quelle saveur exacte pouvaient donner au style les écrivains-médecins, de Rabelais à Céline. James Salter, lui, donne tout son sens esthétique à une espèce jusqu'ici inégalement représentée : celle des écrivains-aviateurs. Ce sont près de vingt ans de la vie de Nedra et Viri qui sont survolés sans désinvolture, avec la méticulosité maniaque de celui qui, avant d'atterrir, ne doit manquer aucun repère. Si la lente démolition décrite dans ce roman est à la fois tragique et familière, elle le doit en partie à ce que Salter décrit les choses sur le qui-vive, à ras de terre, *« à partir de l'intérieur »* mais avec l'omniscience narrative du sage qui est toujours allé plus vite et plus loin, ayant déjà parcouru la distance nécessaire pour les surplomber, les évoquer rétrospectivement tout en anticipant leur fin.

Au commencement, il y a déjà une vague odeur de mort : l'Hudson noir, immobile, comme chargé d'un passé trop lourd, *« coule dans les deux sens »* parce que *« la marée remante de l'océan »*, et le fleuve donne au roman, dès la première page, le pressentiment triste d'une histoire sur son retour. Pour Salter, d'ailleurs, qui a un sens inouï du croquis, de la synthèse, l'art de donner l'essentiel immédiatement avant de repérer toutes les nuances, paysages et personnages semblent avoir en eux-mêmes une esthétique littéraire et déchiffrable, offerts à l'état de phrases. Des phrases qui seraient, là encore, vues d'avion, tout comme les grands hommes qui se trouvent pris, par hasard, dans le champ de vision : Saul Bellow est aperçu lors d'une soirée, Gaudi apparaît comme le modèle lointain du héros architecte, et on croise, dans ce livre plein de passants exceptionnels, un tailleur à l'accent d'Europe centrale qui porte le nom de Conrad. *« Conrad ? Tu plaisantes. C'est un escroc. »* Non, il s'agit d'un autre Conrad, mais le vrai, Joseph. rôde peut-être de manière plus implicite et plus profonde. Nedra et Viri, dans leur reconnaissance progressive du temps qui passe et du bonheur qui se dégrade, se posent la question qui tenaille Lord Jim : choisir, c'est renoncer à agir autrement. *« Les actes détruisent leurs alternatives, c'est cela, le paradoxe. »*

Le bonheur parfait explose, comme chez Bergman, à la fois insidieusement et tout d'un coup : *« J'en ai assez des couples heureux. Je ne crois pas à leur bonheur. (...) Notre couple est pomponné comme un cadavre, mais il est déjà pourri. »* On croit prendre à rebours l'implacable logique conradienne en s'inventant *« une autre manière de vivre »*. Viri a des rêves illicites, voit une femme interdite, ça y est. *« Il rentrait d'un voyage passionnant, il arrivait de la mer. (...) Il était plein de secrets, de tromperies qui avaient fait de lui quelqu'un de complet. »* Pour Nedra, ce sera différent à Londres, en lisant le *Times* au petit déjeuner, en France, ailleurs. Ou non.

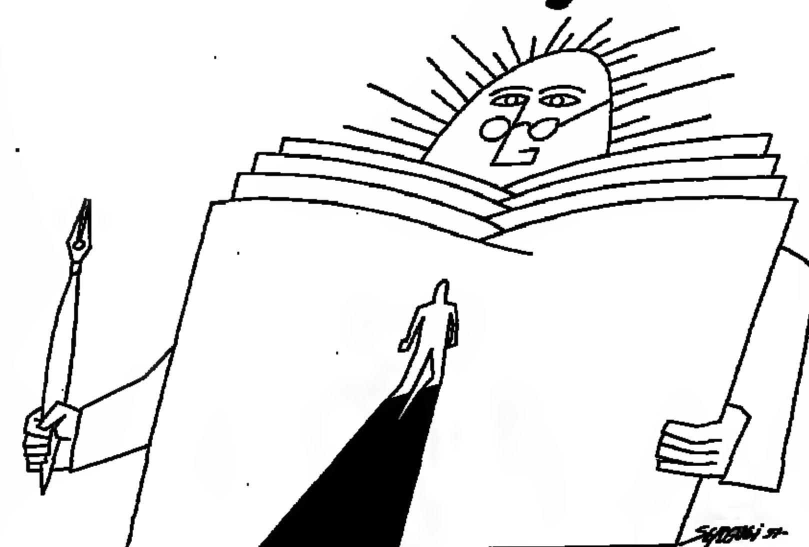
C'est un roman très silencieux, où la sous-conversation l'emporte sur l'intrigue, où les quelques dialogues tombent juste et où, tout au bout, la belle Nedra atteint *« cet âge où l'on vous admire sans vous aimer »*. *« Où cela part-il, se demandait-elle, où cela était-il parti ? Elle était frappée par les distances de la vie, par tout ce qui se perdait en route. »* La grandeur de ce roman tient dans l'instant fugitif qui sépare le désir de la nostalgie, dans l'éblouissement d'un destin ordinaire. Vue d'avion, c'est une histoire d'usure, de temps qui passe, de vies embarquées, de tout ce qui passe.

Marion Van Renterghem

(1) L'Olivier, respectivement 1995 et 1996. L'un et l'autre viennent de paraître chez le même éditeur dans la collection de poche « Petite Bibliothèque américaine ».

La chronique de Roger-Pol Droit

La dernière leçon d'Henri Bergson



Qu'apprend la vie des philosophes ? Rien sur leur pensée, ou presque. Mais beaucoup sur le style singulier de leur action. Pour Bergson : faire entrer en guerre les Etats-Unis en 1917, créer l'ancêtre de l'Unesco

BERGSON
de Philippe Soulez
et Frédéric Worms.
Flammarion, coll. « Grandes biographies », 388 p., 140 F.

Peut-être est-ce une légende, cette dernière phrase du maître. Le fait est rapporté par les journaux de l'époque, confirmé par quelques témoins, mais il semble trop beau pour être vrai. Henri Bergson, qui fut l'un des philosophes les plus illustres et les plus honorés de ce siècle, qui fut comblé de tout ce qu'un universitaire peut rêver comme titres et honneurs – Collège de France et prix Nobel, Académie française et décorations à flots – a bien embarrassé Vichy : il était juif et patriote. On lui aurait même proposé d'échanger sa Légion d'honneur contre cette dénomination extraordinaire : « Aryen d'honneur »... Le philosophe aurait décliné cette offre, tout comme, semble-t-il, toute forme de privilège ou de passe-droit. Au point de manquer de charbon dans sa très bourgeoise demeure parisienne, ce mois de janvier 1941, et d'attraper, à quatre-vingt-deux ans, une congestion pulmonaire. Vint le coma. Ensuite, voici ce que rapporte la presse : *« Ceux qui entouraient son agonie avaient le sentiment que sa fin était proche, quand tout à coup l'illustre philosophe se mit à parler. Il fit un cours de philosophie, pendant une heure. Il prononçait très distinctement les mots. Ses phrases étaient claires. Sa lucidité bouleversait ceux qui l'écoutaient. Et puis : "Messieurs, dit-il, il est cinq heures. Le cours est terminé." Et il expira. »* Qu'a-t-il dit, dans cette leçon terminale ? Personne, apparemment, ne l'a noté ni retenu. Le philosophe Léon Brunschvicg a publié des souvenirs convergents, à quelques détails près : *« La dernière nuit, il se croyait au Collège de France ; il faisait son cours. Il dit : "Il est cinq heures, il faut que je m'arrête", et il mourut. »*

Bergson à l'agonie, s'il a réellement prononcé ce cours fantôme, s'est-il cru au Collège de France ? Ou bien au lycée de Clermont-Ferrand ? Où encore à celui d'Angers, où il prit son premier poste ? Fit-il entendre, comme à l'accoutumée, des phrases fluides et incisives, retrouvant un moment final d'apaisement, une promenade ultime et sereine ? Il avait décrit, avec cette souplesse ronde qui signale son style entre tous, les derniers pas de Félix Ravaisson : *« C'est entre ces hautes pensées et ces gracieuses images, comme le long d'une allée bordée d'arbres superbes et de fleurs odoriférantes, qu'il chemina jusqu'au dernier moment, insoucieux de la nuit qui venait, uniquement préoccupé de bien regarder en face, au ras de l'horizon, le soleil qui laissait mieux voir sa forme dans l'adoucissement de sa lumière. »* En fut-il ainsi pour lui, cette nuit-là ? Ou bien, sous l'habituelle clarté des phrases, son esprit fut-il étreint par l'horreur qui balayait l'Europe, par l'humiliation qu'il venait de subir en allant, soutenu par des infirmiers, se déclarer comme juif à la police française, par le désespoir qu'engendre la barbarie triomphante ? On ne le saura évidemment jamais : la biographie a ses limites.

A ce sujet, parce qu'il détestait l'idée qu'on fouille dans son existence, Bergson a laissé des instructions fort précises. Le philosophe n'a pas seulement fait détruire ses notes de cours, ses papiers personnels, la plus grande part de sa correspondance, il a interdit par testament toute publication posthume. Son œuvre seule, tel qu'il l'avait lui-même relue et approuvée, devait parler pour lui. En outre, pour mieux dissuader ses biographes, il a dicté cette note sans ambiguïté, où les mots soulignés l'ont été sur sa demande : *« Insister toujours sur le fait que j'ai toujours demandé qu'on ne s'occupe pas de ma vie, qu'on ne s'occupe que de mes travaux. J'ai invariablement soutenu que la vie d'un philosophe ne jette aucune lumière sur sa doctrine et ne regarde pas le public. J'ai horreur de cette publicité, en ce qui me concerne, et je regretterais à jamais d'avoir publié des travaux si cette publication devait m'attirer cette publicité. »* Que refuse-t-il donc avec tant d'acharnement ? Qu'on insiste sur l'échec à Paris d'un compositeur et pianiste juif polonais, son père, qui devra s'installer à Londres avec sa mère, anglaise, laissant seul en pension à Paris le petit Henri – dix ans en 1869, onze ans sous la Commune –, contraint de réussir là où son père avait échoué ? Qu'on réduise le jaillissement mobile et vivant des idées à ce misérable amas de petits faits rigides et d'un autre ordre ? Que l'on tente de rabattre mécaniquement le mouvement des livres sur les faits et gestes de l'auteur ?

Sur ce point, il eut raison de penser que l'on ne saurait directement conclure de la vie à la doctrine. La biographie qui paraît à présent n'explique pas sa pensée. Elle ne livre d'ailleurs aucune clé qui changerait profondément la lecture de l'œuvre. On doit même reconnaître qu'elle n'est pas excellente. Plus d'une fois, la documentation laisse à désirer, le travail reste en surface, la précision fait défaut. Il est vrai que l'enquête paradoxale sur cet homme qui refusait que l'on écrivît le récit de son existence s'est heurtée, pour compliquer encore la situation, au décès du biographe lui-même : Philippe Soulez, auteur d'une thèse sur *Bergson politique* (PUF, 1989), est mort accidentellement alors qu'il avait rédigé seulement la moitié du livre.

Le travail fut poursuivi par Frédéric Worms, jeune spécialiste de Bergson, qui a rédigé la seconde partie de l'ouvrage. Si l'ensemble laisse souvent le lecteur sur sa faim – notamment en ce qui concerne les relations ambivalentes de Bergson avec le judaïsme, son silence durant l'affaire Dreyfus, ou encore la réalité de son attitude envers les pouvoirs au cours des derniers mois de sa vie –, il donne à voir un autre Bergson, aujourd'hui bien oublié : le politique. Rien d'un amateur ! C'est en effet au plus haut niveau, on l'ignore encore très souvent, que Bergson a joué un rôle important sur la scène internationale. En 1917, Aristide Briand lui confie pour mission de nouer un contact personnel avec le président Wilson, afin de le convaincre de faire entrer les Etats-Unis en guerre contre l'Allemagne aux côtés des Alliés. Pourquoi Bergson ? Parce qu'il est célèbre ? Parce qu'il est patriote ? Parce qu'il parle un anglais presque parfait ? Certes, mais cela ne suffit pas.

C'est en tant que philosophe qu'il doit gagner la confiance de Wilson, en confortant le président dans l'image idéale que celui-ci a de lui-même, en le convainquant de la détermination française et surtout de l'adhésion des Alliés à la conception, défendue par Wilson, d'une « paix sans vainqueurs ». Le succès de la mission fut total, et c'est en partie grâce à l'auteur des *Données immédiates de la conscience* que l'Histoire, qui cheminait jusqu'alors d'Europe en Amérique, se mit à tourner dans l'autre sens. Seconde mission de Bergson : Brest-Litovsk, où se conclut le retrait de la Russie révolutionnaire du conflit mondial.

Son rôle est cette fois plus modeste. Le philosophe est de nouveau au premier plan de l'action politique avec la création, de 1922 à 1925, à la demande de la Société des nations, du Centre international de coopération intellectuelle.

Bergson cherche des crédits, invente des programmes, convainc les hommes d'Etat, rassemble des scientifiques (Einstein, Marie Curie, entre autres !), anime les réunions, inventorie les besoins. *« Il est tombé un bolide dans ma vie*, dira-t-il plus tard, *qui était organisé de telle sorte qu'il n'y avait pas place pour une épingle. »* Le moins qu'on puisse dire est que le pilote s'en est bien sorti : on doit au succès de cette toute première institution culturelle internationale la création, en 1946, dans un autre contexte, de l'UNESCO. Si, aujourd'hui encore, le siège de l'organisation culturelle du système de l'ONU se trouve à Paris, et si la présence de l'esprit philosophique ne s'y est jamais totalement effacée, c'est à l'impulsion initiale donnée par Bergson qu'il convient de remonter pour le comprendre.

Il se pourrait bien, en fin de compte, que les penseurs aient deux manières, qui ne s'excluent pas nécessairement, d'intervenir en politique. L'une, bien connue, consiste à discourir, par la voix ou par le livre, en prenant les choses politiques pour objet de réflexion. Le choix du régime préférable, ou l'analyse de la nature du pouvoir, ou encore le démontage des conflits en cours forment alors la matière même du travail. L'autre façon est plus singulière. Elle n'implique pas d'énoncer une théorie, procède par actes, s'invente ponctuellement, ne refuse pas par principe d'exercer, plus ou moins directement, une responsabilité dans la prise de décision. Ce fut le cas souvent dans l'Antiquité. Bien des cités grecques confièrent à leurs philosophes conduites d'ambassades, négociations de traités, pourparlers en tout genre. La dernière leçon de Bergson est peut-être d'avoir su quitter les marquises pour réinventer ces chemins-là. Après quoi, comme il se doit, il sortit à cinq heures.

Le destin de l'Occident

Le testament spirituel d'un philosophe allemand récemment disparu, Reiner Schürmann

DES HÉGÉMONIES BRISÉES
de Reiner Schürmann.
T.E.R. (Bramepan,
32120 Mauvezin),
800 p., 309 F.

Ceci n'est pas un livre. C'est un aérolithe. Huit cents pages denses, nocturnes, directement écrites dans un français parfait par un philosophe allemand qui enseignait en anglais aux Etats-Unis. Une œuvre inclassable, d'une grande élévation de pensée – et dont les dernières lignes ont été dictées par l'auteur, quelques jours avant sa mort prématurée, sur un lit d'hôpital.

Le nom de ce penseur cosmopolite, né à Amsterdam en 1941, n'est pas encore très connu chez nous. Bien qu'il ait fait ses études à Paris et publié trois livres en France (1), Reiner Schürmann avait choisi, après avoir soutenu sa thèse de doctorat à la Sorbonne, de s'installer à New York. Hannah Arendt, qui l'estimait, l'avait aidé à obtenir un poste à la New School for Social Research. Professeur charismatique, adoré par ses étudiants, il nous a quittés il y a deux ans. Disons-le d'emblée : ce qu'on avait pu lire de lui jusqu'ici était digne d'intérêt, mais ne saurait se comparer avec le texte prodigieux de ce testament spirituel, *Des hégémonies brisées*, qui nous est aujourd'hui révélé. Un texte qui obligera, désormais, à compter Reiner Schürmann parmi les philosophes majeurs de la fin du XX[e] siècle.

L'ambition de l'ouvrage est immense. Soit, au départ, un double constat d'échec. L'Occident a été le théâtre de la Shoah. Il est aussi devenu, depuis cinquante ans, le principal responsable d'une irréversible dégradation de notre environnement planétaire. Difficile de ne pas lire, dans ces deux catastrophes, les signes d'une faillite de la philosophie européenne (ou, comme disaient dès 1947 Horkheimer et Adorno, du *« rationalisme des Lumières »*). D'où, pour les philosophes contemporains, cette ardente obligation : revenir sur le passé de leur propre discipline afin de comprendre, avec précision, comment celle-ci a pu dévier du chemin qu'elle s'était assigné.

Il ne s'agit donc rien moins que de penser, dans son histoire et sa « géographie », le devenir de la philosophie occidentale, de son « aube » athénienne jusqu'à son « crépuscule » contemporain. Pour ce faire, Reiner Schürmann part – première originalité – de l'axiome selon lequel toute pensée est rigoureusement conditionnée par la langue dans laquelle elle s'exprime. Ce qui l'amène à définir trois époques bien distinctes : celles de la pensée grecque, de la pensée latine (de l'Empire romain jusqu'à la fin du Moyen Age) et des philosophies en langues modernes vernaculaires (principalement germanophones).

Deuxième originalité : pour chacune de ces époques, Schürmann cherche à identifier le concept principal – ou plus exactement le *« fantasme »* – qui l'a dominée. Il découvre ainsi trois *« hégémonies »* successives : celle de l'Un pour les Grecs, de l'idée de nature pour la philosophie latine et de la conscience de soi pour les modernes.

Troisième originalité, enfin : convaincu que ces trois hégémonies recelaient en elles-mêmes les prémisses de leur *« destitution »* finale, Schürmann s'emploie à déchiffrer celles-ci dans des textes choisis pour leur valeur emblématique. Parménide et Plotin ; Cicéron, Augustin et Maître Eckhart ; Luther, Kant et Heidegger se trouvent donc ici longuement convoqués, afin d'illustrer l'incapacité de la pensée logique à surmonter la tragédie du monde, son impuissance à prendre en charge l'irréductible *« singularité »* de l'aventure humaine.

De ce vaste parcours dans les mots de la philosophie, qui donne parfois le sentiment d'un vertigineux survol, le lecteur lui aussi ne peut que sortir *« brisé »*. D'un côté, l'éloquence torrentielle de Schürmann, la force de certaines de ses analyses ont de quoi emporter la conviction. De l'autre, son adhésion parfois insuffisamment critique à la vision heideggérienne du destin de l'Occident pose un problème. Que vaut, par exemple, l'affirmation selon laquelle les *« conditions du mal »* seraient d'ordre *« phénoménologique »*, et non éthique ? Et faut-il suivre Schürmann lorsqu'il affirme que la « morale », en tant que telle, ne fait pas partie de la philosophie ?

Certaines pages de ce livre, écrit à la vitesse d'une course contre la mort, peuvent donc susciter des réserves. L'entreprise, dans son ensemble, n'en constitue pas moins une tentative originale pour poser, à travers une lecture des « classiques » dépourvue de complaisance, une grande question – peut-être la question même de la philosophie : celle de ses propres *« principes »*. Qu'il n'y ait pas de réponse définitive ne surprendra personne. L'importance de l'ouvrage réside sans doute ailleurs : dans la radicalité de son projet ou, si l'on veut, dans le « courage de la pensée » qui anime, d'un bout à l'autre, la démarche de l'auteur.

Et puisque le courage n'est pas, hélas, la chose du monde la mieux partagée, louons pour terminer celui de l'éditeur, T.E.R.. Qu'un manuscrit de cette importance (et de cette longueur !) ait pu voir le jour grâce à une petite entreprise installée dans un village du Gers, et fonctionnant comme une association sans but lucratif : voilà qui, au bout du compte, donne quelques raisons de croire que la philosophie, malgré ses crises et ses (auto)critiques, n'est pas tout à fait morte.

Christian Delacampagne

(1) *Maître Eckhart ou La Joie errante* (Denoël, 1972) ; *Les Origines* (Fayard, 1976) ; *Le Principe d'anarchie*. (Seuil, 1982).

Plaidoyer pour un monde nouveau

Il n'y a rien à craindre de la mondialisation de l'économie, selon Erik Izraelewicz, qui y voit l'avènement d'une nouvelle ère de croissance

CE MONDE QUI NOUS ATTEND
Les peurs françaises
de l'économie
d'Erik Izraelewicz.
Grasset, 266 p., 125 F.

Quand ils sont dans l'embarras, les Français s'inventent des ennemis. Aujourd'hui, ils n'en manquent pas : les Asiatiques qui leur volent des emplois, les marchés financiers qui imposent leur dictature, l'impérialisme américain, la monnaie allemande, la technocratie bruxelloise... Agitez le flacon et versez de grands verres de « pensée unique », cette potion amère avec laquelle chaque cénacle ou chaque groupe de pression en panne d'imagination s'efforce de remuer la bile du peuple. Erik Izraelewicz a choisi de réagir contre ce délire *« anti-économique »* en ayant recours aux faits observables, aux leçons de l'Histoire et au bon sens. Son livre sur *« ce monde qui nous attend »* a d'abord le mérite de rompre avec le style de la fureur incandescente où les cris tiennent lieu d'arguments. C'est tout à l'honneur du journal où j'écris ces lignes, d'avoir trouvé en son sein un journaliste capable de répondre avec pertinence au livre d'une collaboratrice de la même rédaction, Viviane Forrester, qui connaît un grand succès de librairie avec *L'Horreur économique* (Fayard), ouvrage rédigé avec talent mais qu'Erik Izraelewicz préfère qualifier *« d'erreur économique »*. Voilà au moins un débat qui n'aura pas été étouffé.

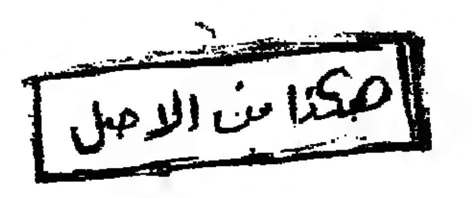
Erik Izraelewicz construit sa description du monde nouveau dans lequel nous entrons autour de la double révolution du marché et du multimédia. La généralisation du premier au moment précis où s'épanouissent les technologies du second (informatique, télécommunications, télévision) suscite une révolution de l'ampleur de celles provoquées à la fin du XVIII[e] par la machine à vapeur et à la fin du XIX[e] par le moteur électrique et le moteur à explosion. *« Le multimédia est d'abord la technologie du marché »*, écrit l'auteur pour lequel la concomitance entre ce phénomène et l'arrivée de nouveaux continents (Asie, Amérique latine, en attendant l'Afrique) dans le champ de l'économie d'échanges, crée les conditions d'une nouvelle phase de croissance à l'échelle mondiale. D'ores et déjà, une centaine de millions de consommateurs dans les pays d'Asie disposent d'un pouvoir d'achat proche de celui de nos classes moyennes européennes. Ils seraient sept cent cinquante millions vers 2010, soit le double de la population actuelle de l'Union européenne.

Le centre de gravité de l'économie mondiale va, ainsi, basculer de l'Atlantique vers le Pacifique. Ce qui ne signifie pas que la Chine se substituera aux Etats-Unis dans la position de leader. L'auteur voit plutôt venir un *« monde sans tête »*. Ce qui ne signifie pas un monde sans problèmes, loin de là. L'apparition de classes moyennes dans des pays du tiers-monde s'accompagne d'une certaine dislocation de ces mêmes classes dans les pays anciennement industrialisés. Les raisons de cette nouvelle paupérisation dans les pays riches sont à rechercher du côté des nouvelles technologies et de leurs effets sur l'emploi traditionnel. Erik Izraelewicz récuse successivement l'alibi de la dictature du marché, de l'impérialisme américain ou de l'arrogance allemande. Le chapitre sur les marchés est l'un des mieux venus de l'ouvrage, notamment quand l'auteur explique clairement en quoi la spéculation est un élément indispensable du fonctionnement des marchés et non pas le *« sida de nos économies »* dénoncé par Jacques Chirac au *« sommet »* de Halifax en 1995. Au passage, l'auteur se moque gentiment de Charles Pasqua et de Marc Blondel, lesquels réclament une relance de l'économie financée par l'emprunt, c'est-à-dire par une soumission supplémentaire de l'Etat aux marchés financiers.

Et la France dans tout cela ? Elle ne manque pas d'atouts dans le monde nouveau qui émerge. Elle reste l'un des greniers de l'univers, où il y a de plus en plus de bouches à nourrir. Elle maîtrise parfaitement les technologies de l'énergie, notamment en matière de nucléaire et de gaz, – y compris pour l'économiser. Or il faudra le faire si l'on ne veut pas que le doublement de la production mondiale dans les vingt ans qui viennent ne s'accompagne d'un doublement de la consommation d'énergie fossile, ce qui serait destructeur de l'environnement de tous, anciens et nouveaux riches.

Peut-être manque-t-il un chapitre au livre d'Erik Izraelewicz, un chapitre sur les raisons nouvelles et les modalités de l'Union européenne. Certes, il écrit : *« C'est par la voie de l'Europe que la France peut jouer un rôle. »* Mais il ne le démontre pas avec autant de rigueur que d'autres affirmations de son ouvrage. La construction européenne ne peut plus avancer toute seule, par la seule vertu de la mémoire de la dernière guerre ou de la menace communiste. Elle doit rebâtir son argumentaire et le faire davantage partager par les peuples. Elle n'ira pas loin avec un boulet de dix-huit millions de chômeurs à ses pieds. Pour cela, elle doit inventer de nouvelles formes d'organisation du travail et ne pas se contenter de gémir sur les bas salaires en Chine ou sur la sous-évaluation du dollar. Ce qui manque aux Européens – et singulièrement aux Français –, c'est cet esprit révolutionnaire tel que le définissait Charles Péguy pour lequel il consiste *« à vouloir que ça marche et à en faire plus que son compte »*.

Jean Boissonnat



Plus qu'une crise de foi

Henri Tincq recense les tensions et blocages de l'institution catholique ainsi que les défis qu'elle se doit de relever à la veille du prochain millénaire

DÉFIS AU PAPE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE
Le pontificat de Jean Paul II. Les dossiers du successeur
d'Henri Tincq.
Ed. J.-C. Lattès, 312 p., 125 F.

A la veille de l'an 2000, Henri Tincq dresse un « panorama » de l'Eglise catholique, des courants qui l'irriguent, des attentes et des blocages qui la traversent. Avec la liberté du journaliste, il infnrme, tente de faire comprendre ce qui est en cause derrière la technicité des débats et le jeu croisé des interprétations. La réussite d'un tel nuvrage tient d'abord à la somme des pièces qu'il appnrte. Elles n'emportent pas toute la conviction. Certaines insistances sur la démocratie, le faible poids du féminisme, le célibat des prêtres, les lourdeurs de la Curie ne manqueront pas d'agacer certains lecteurs et en réjouiront plusieurs. Mais comme la pensée n'évolue pas à la manière d'un western qui noircirait ou blanchirait à plaisir le personnage central, le lecteur est invité à opérer son propre discernement et à faire preuve, à son tour, d'un jugement éclairé.

D'ailleurs, ce pape, selon Henri Tincq, est inclassable : ni de droite ni de gauche, ni conservateur impénitent ni vraiment libéral, ni résolument antimodemiste ni opposé à la modernité quand celle-ci ne trahit pas le projet humaniste et universel qu'elle porte. Après la chute du mur de Berlin, dont il a été un des principaux artisans, il s'interroge publiquement sur l'exercice de sa propre autorité, fait fructifier l'esprit d'Assise et mobilise tous azimuts en vue du troisième millénaire. C'est pourquoi Henri Tincq se refuse à bâtir, comme d'autres l'ont fait, des scénarios pour la succession pontificale. Au passage, sont simplement évoquées quelques figures qui ont du poids dans les cercles influents de l'Eglise universelle. Mais le journaliste se refuse avec justesse à avancer sa liste de candidats potentiels. Le familier des évolutions ecclésiales recense quatre types de tensions liées à quatre figures organisationnelles primordiales. Le premier défi vient de la tension entre le fonctionnement institutionnel centralisé à Rome, le besoin d'une parole universelle et la montée en puissance des demandes de décentralisation, d'autonomie, au sein d'une culture démocratique et libérale qui dépasse l'espace des pays riches de la planète.

Le deuxième défi concerne le « personnel ». La tension tient ici aux ressnurces en clercs et laïcs, hnmmes et femmes, dans un contexte de crise des vocations, du refus du sacerdoce ou du diaconat pour les femmes. L'exigence maintenue du célibat pour toutes les fnrmes de cléricature est évidemment au centre des polémiques. Le troisième défi a sa source dans les nouveaux dialogues que l'Eglise catholique entend conduire avec les religions chrétiennes et non chrétiennes. Sous le masque de la tolérance, le pluralisme peut conduire à un relativisme généralisé des convictions. A l'autre extrémité du spectre, toute ouverture mal conduite risque de provoquer un renouveau d'intégrismes cherchant à restaurer les temps, supposés bénis, de « chrétienté ». Pendant que les hommes d'une foi ouverte et respectueuse d'autrui s'interrogent, des phénomènes sectaires prolifèrent sur tous les continents, spécialement au Brésil, en Amérique latine hispanophone et en Amérique centrale.

Un quatrième défi se révèle plus délicat encore à affronter. C'est celui de la sécularisation généralisée qui imprègne peu à peu les mentalités à l'est, à l'ouest, au nord et au sud de la planète. Sous cet angle, Bombay ressemble à New York et Johannesbourg à Stockholm. La religion catholique est particulièrement touchée par cette « déculturation », parce qu'elle est riche depuis toujours d'un matériel symbolique et nrganisationnel particulièrement prégnant. Comme disait Tocqueville au milieu du XIX[e] siècle, ce ne sont pas tellement les fidèles qui quittent la religion ; c'est plutôt la religion qui les quitte. Et Paul VI avait déjà noté avec acuité que le vrai drame de notre époque est le fossé qui s'est creusé entre la culture et la religion.

Henri Tincq rappelle que la géopolitique a déjà inscrit dans ses statistiques des lignes de force majeures : sur cent cathnliques aujourd'hui dans ce monde, quarante-trois se trouvent en Amérique latine, dix en Afrique et huit en Asie. En l'an 2000, deux catholiques sur trois ne viendront plus de pays occidentaux.

Les divers tiers-mondes tiennent donc une bonne partie des clés du futur de l'Eglise catholique. Sans abdiquer l'essentiel de la tradition vivante qui la porte, celle-ci doit épouser avec lenteur et sagesse le désir d'« inculturation » qui anime les peuples autrefois soumis au colonialisme blanc et à sa grille d'interprétation religieuse.

Dans la verrière cathnlique, chaque continent doit pouvoir donner son éclat particulier : l'Amérique du Nord est plutôt du côté de la démocratie et du pluralisme, l'Amérique du Sud doit pouvoir lier ferveur religieuse et exigence de justice collective ; l'Asie est le terrain par excellence de la rencontre difficile avec des religions non chrétiennes. En Afrique, présentement, l'« eau » du baptême doit engendrer des responsables qui oe versent plus le « sang » de la détestation tribale. Les zones de contact avec un islam dur doivent éviter les impasses où conduisent les intégrismes musulmans. Quant à l'Europe, elle doit apprendre à résoudre l'actuelle tension entre prolifération des croyances et régulation institutionnelle.

Henri Madelin *

* Rédacteur en chef d'*Etudes*

La douleur de Robert Badinter

Soumission ou complaisance ? L'ancien garde des sceaux cherche à comprendre la criminelle passivité du barreau de Paris sous Vichy

UN ANTISÉMITISME ORDINAIRE
Vichy et les avocats juifs (1940-1944)
de Robert Badinter.
Fayard, 258 p., 110 F

Est-ce un livre sur le malheur des hommes ou sur le chagrin d'un homme qui eotrepreod de mootrer comment une législation d'exception fut appliquée par « *les acteurs du temps* », ses pairs, des avocats ? Est-ce un livre pnur parler d'hier ou pour penser aujourd'hui et prévenir ce qui se profile d'avenir effrayant ? Pour comprendre « *l'interrogation majeure : camment en est-on arrivé là, à cette acceptation complaisante ou résignée d'une législation raciste dans la France hier encare républicaine et patrie des droits de l'homme ?* ». C'est tout cela à la fois, bieo sûr, ce texte bref et sec de Robert Badinter, ce récit froid et bouleversant d'un « *antisémitisme ordinaire* », celui du barreau sous Vichy.

Le barreau se préseote constamment comme le protecteur des libertés, le refuge des persécutés, enraciné dans la République. Il porte sa fonction, « défendre », comme un oriflamme. Pourtant, sous Vichy, quand il s'est agi de délégitimer les avocats juifs, de les empêcher d'exercer, de les radier, le barrean a été plus que docile, plus que passif, plus que soumis. Volontaire pour exclure. Qu'est-ce que « défendre », alors ? A partir de quel moment o'est-ce plus un engagement, pour devenir seulement une fonctioo sociale – sujette à des accommndements –, une posture ?

Ce que dit ici Robert Badinter a déjà été développé, ootamment dans un document auquel il renvoie souvent, né d'un colloque – « Le droit antisémite de Vichy », numéro de la revue *Le Genre humain* (Seuil, 1996) –, mais « *nul ne diro jomois avec assez de force l'émotian qui saulevait alars ces âmes juives chez lesquelles se mêlaient la reconnaissance envers la France qui avait fait de leur enfant un avocat et l'amour pour cet enfant dont ils tiraient gloire* ». Une fierté qui donne la mesure de la détresse, quand vint le temps de l'exclusino. La longue marche qui a conduit au rejet, puis à l'extermination, est retracée avec minutie, sans commentaire, par Rnbert Badinter. Faits, chiffres, témoignages mettent en lumière une « logique » : le lien entre la xénophobie crnissante des années d'avant-guerre et l'acceptation de « *faire des juifs des parias* ».

Ils aiment tous si fort leur pays et la lni, ces avocats, que leur première réaction est une sorte d'incrédulité : « *Le racisme est devenu la lai du nauvel Etat*, écrit l'un d'eux. *Quelle honte !... Toutes mes illusians s'écroulent !* » Néanmoins, « *an ne juge pas sa mère, même quand elle est injuste. On souffre et on attend* ». Les limites de l'impeosable reculent sans cesse. Avocat celèbre, Pierre Masse écrit à Pétain, qu'il a connu lors de la première guerre mondiale : « *J'ai lu le décret qui déclore que les israélites ne peuvent plus être officiers (...). Je vous serais obligé de me dire si je dois aller retirer leurs galans à mon frère (...), mon gendre (...), mon neveu* [tous sont morts au combat]. *Suis-je enfin assuré qu'on ne retirera pas lo médaille de Sainte-Hélène à mon arrière-grand-père ?* » Toutefois, Pierre Masse cooclut : « *Je tiens à me conformer aux lois de mon pays, même quand elles sont dictées par l'envahisseur.* »

Robert Badinter reproduit aussi la lettre sobre et terrible que lui a envoyée, en 1995, M[e] Yves Jouffa : « *Je fus arrêté par deux policiers français, à mon domicile, le 20 ooût 1941, et je fis l'"ouverture" du camp de Drancy. Le lendemoin 21 ooût, une cinquantaine d'avocats parisiens – quelques-uns très célèbres : Pierre Mosse, Goston Crémieux, Théadore Valensi – arrivent au camp. Ils furent l'objet d'une ovation de la part des internés, composés en grande majarité d'ouvriers et petits artisans du 11[e] arrondissement (...). Y a-t-il eu une réoction du Conseil de l'ordre ? Je l'ignare. Ce que je sais, c'est que, quelques mois plus tard, le bâtonnier Charpentier vint au camp pour signifier à ses confrères internés leur radiation de l'ardre. Il n'eut pas un mot pour regretter, expliquer, excuser. Lorsqu'il est parti, j'ai vu pleurer quelques-uns de ces avocats. Il y avait parmi eux des médaillés des deux guerres.* »

Si l'on s'était interrogé vraiment sur la xénophnbie admise de toute une société au lieu de brandir quelques boucs émissaires, de projeter comme écran de fumée des discours stéréotypés à l'abri desquels l'amnésie a prospéré, peut-être aujourd'hui ce « retour du refoulé » qui envahit la France, cette « *lepénisation des esprits* » qu'a dénoncée ailleurs Robert Badinter, auraient-ils été évités. Peut-être aurait-on compris ce qui se passe quand nn entre dans une logique de rejet – qu'on admet (hier) qu'il y aurait eu « un prnblème juif » et (aujourd'hui) qu'il y aurait « un problème de l'immigration » – et que des idées prennent le pas sur le respect des personnes.

Certes, les historiens – les nombreuses références de ce livre l'attestent – ont déjà fait la lumière sur le rôle peu glorieux du barreau sous Vichy. Mais il fallait qu'un grand avocat juif, arrivé au barreau après-guerre, aille au bout de sa propre douleur et défende ses aînés humiliés – il fut le disciple de l'un d'eux, Henry Torrès –, dont beaucoup sont morts pour une certaine idée de la France, le pays qu'ils avaient choisi et qui les a abandonnés. Robert Badinter, le garde des sceaux qui fit abolir la peine de mort dans ce pays, ne pouvait pas ne pas faire ce chemin-là, tout déchirant qu'il fût.

Jo. S.

L'usage politique des passions

De Confucius à Raymond Aron en passant par Tocqueville et de Gaulle, Pierre Ansart soumet à examen les principaux penseurs qui ont décrit les émotions interférant dans le jeu politique

LES CLINICIENS DES PASSIDNS POLITIQUES
de Pierre Ansart.
Seuil, 304 p., 135 F.

Les émotions, les passions n'ont jamais cessé d'accompagner la vie politique. On le sait, mais il y a snuvent eu réticence à leur reconnaître la place qu'elles y occupent. Elles mettent en mouvement des fnrces nbscures, elles brouillent le jeu des intérêts, perturbent les calculs et les stratégies, elles se libèrent durant les périodes critiques ou sont au service de régimes funestes les utilisant afin de mieux asservir. Elles o'ont pas bonne renommée sous le regard des politiques qui se veulent, se disent, raisonnables, compétentes, équitables. Elles semblent, faisant irruptioo dans l'espace politique, relever de la considération clinique plus que des préoccupations du bon pouvoir...

La permanence des passions politiques est déconcertante ou, plutôt, énigmatique. Elles résistent à tout, au mouvement historique qui leur donne d'autres formes en les maintenant, au progrès et aux avancées de la raison visant à les déforcer, aux mutations des régimes politiques les canalisant peu à peu par les contraintes du droit et de la règle. Dans les sociétés de la tradition, les grands dispositifs symboliques et rituels les contenaient en maîtrisant leurs débordements et en orientant leur manifestation. Aujourd'hui, elles sont repoussées dans l'arrière-scène des pouvoirs, qui s'efforcent de les rendre discrètes. Le passé récent – le souvenir des totalitarismes les utilisant à des fins néfastes – les a condamnées en les alliant aux faoatismes meurtriers. La place croissante accordée à l'expert, aux moyens techniques du gouvernement, à la gestion bureaucratique et à la surveillance de l'opinion publique les a réduites en apparence à une sorte d'existence résiduelle.

Pierre Ansart, sociologue des idéologies et de l'imaginaire social, vient de clore le savant parcours accompli avec dix auteurs ayant décrit ces passions en des périodes et des sociétés très différentes. Il justifie d'entrée ce « *grand parcours* » ouvert par la rencontre de Confucius et fermé par la relecture des textes politiques de Raymond Aron. Il fallait l'accomplir afin de montrer que la vie politique est toujours « *un lien de passions et de traitement des possians* », que celles-ci révèlent une singulière continuité malgré la diversité des formes politiques et le « *renouvellement permanent des amours et des haines* ». Il fallait révéler, et c'est là le thème insistant, que toute approche est celle du clinicien. Les passions politiques ne permettent guère la neutralité indifférente des observateurs et des analystes, les uns recherchent les moyens de les pondérer, de les domestiquer, les autres les traitent comme des instruments du pouvoir. Et tous ne peuvent se détacher de leur propre investissement passionnel.

Chacun des auteurs retenus, situé avec rigueur par rapport à son œuvre, à son époque, à son engagement dans la société et la vie politique, permet de manifester un aspect du régime des passions et de leur mise en œuvre à des fins politiques. Pierre Corneille sert l'amour du roi, et fait du pouvoir monarchique le « *lieu décisif de lo passion* », le lieu de la tragédie. Karl Marx incite à « *repenser les passions politiques par le révélateur des périodes révolutiomoires* ». Alexis de Tocqueville identifie les « *passians générales et dominantes* » et recherche en quels sentiments s'enracine la passion de la liberté politique. Si Freud sert à décrypter l'inconscient politique, Charles de Gaulle apparaît sitôt après afin de montrer comment les épreuves de la nation conduisent à fortifier la passion nationale, à devenir le théoricien de la nation et de la légitimité politique entraînées dans les tourmentes.

Les premières étapes du parcours effectuent le détour par les œuvres fondatrices, celles qui révèlent à la fois l'ancienneté du problème et la défiance à l'égard des passions politiques. Confucius recherche la conformité émotionnelle par le formalisme des rites. Platon considère ces passions en les rapportant au cycle des régimes politiques, il les lie à l'insatisfaction des désirs et à l'imperfection de la cité, il recherche les conditions « *permettant d'éviter les troubles destructeurs* » qu'elles engendrent. Saint Augustin, en opposant la Cité terrestre à la Cité céleste, affirme l'impossibilité où se trouve la première de parvenir à la conciliation des passions ; il admet qu'elle peut réaliser des finalités qui entrent dans le dessein divin, mais sa pacification vraie réside « *dans le cœur de chacun* ». Pierre Ansart s'attarde davantage en la compagnie de deux cliniciens qui se veulent détachés des préjugés.

Machiavel fait de Florence l'nbservatoire des passions politiques, et du Prince le bénéficiaire des leçons qu'il tire de l'expérience et de la référence à l'histoire de la Rome antique. Il constate que ces passions sont toujours eo jeu dans l'action politique tout en restant soumises aux cnoditioos historiques et aux coojonctures. Il en restitue la dynamique en étudiant l'exercice du pouvoir, « *les relations entre les acteurs passionnés* », les moments critiques – guerres et révoltes – qui exaspèreot les passions. Il s'attache à deux qnestions : le pouvoir joue des passions, mais quelles sont celles qu'il porte en lui-même ? Tous les systèmes politiques font place aux passions, mais quel est celui qui assure le mieux leurs équilibres ? La réponse est : la république.

C'est en Raymond Aron, « spectateur engagé », que Pierre Ansart reconnaît celui qui, inspirateur d'une « *politique raisonnée et raisonnable* », contribue le plus à une possible « *clinique des passions* ». Celui qui considère ces dernières non en elles-mêmes, mais en leurs effets acceptables ou néfastes, avec la distance critique qui libère des illusions. Deux « *situations exemplaires* » sont retenues : le totalitarisme nazi, le régime soviétique et la relation aux communistes. La première étudie la genèse d'un fanatisme, d'une pathologie politique. La seconde envisage surtout la fascination exercée par le communisme sur les intellectuels en période de guerre froide et d'idéologisation extrême. Pierre Ansart expose sans passion ce que fut le moment passionnel de confrontations intellectuelles presque oubliées.

Au terme de ses dix leçons, nn est convaincu par tant d'arguments réunis durant le parcours et perplexe à la fois. On continue à douter que les passions puissent être durablement soumises nu qu'il n'y ait aucun risque à vouloir trop les assagir, et que leur clinicien puisse être agréé comme efficace « conseiller du Prince ».

Georges Balandier

l i v r a i s o n s

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **LA LITTÉRATURE À LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ,** de Pierre Campion
Ce premier ouvrage d'un jeune chercheur plein de promesses se veut « *une protestation contre lo coupure historique entre les deux disciplines* », la philosophie et les études littéraires. Pourquoi la littérature – poésie, roman, drame – serait-elle moins apte à approcher la vérité, au sens philosophique de ce terme, que la philosophie elle-même ? Sur les exemples de Diderot, de Proust, de Flaubert, de Voltaire, de Laclos, de Molière, Lévi-Strauss, Rousseau, Renan et Sartre (dans cet ordre qui o'est pas historique), Pierre Campion offre des vues stimulantes où tel geste théâtral, tel alexandrin, telle image oarrative apparaît avec sa valeur d'axiome (Seuil, coll. « Poétique », 429 p., 195 F). **M. Ct.**

● **LE RIRE DE PROUST,** de Patrick Brunel
Sous l'élégante présentation reliée de la cnllection « Littérature de notre siècle », rare pour les nuvrages académiques, Patrick Brunel publie un essai sur Proust qui n'est pas seulement un essai de plus sur Proust. Depuis Jean-François Revel, en effet, qui l'avait entrevu sous son jour balzacien, oo semblait avoir oublié qu'il y aussi chez Proust un grand romancier comique, doot le roman engage « *un pacte de lecture enjouée* » avec le lecteur, ce qui intensifie encore sa vision tragique de l'existence et de la société. Sur « l'ironie romanesque », cet essai apporte du nouveau (Honoré Champioo, 272 p., 300 F). **M. Ct.**

CIVILISATION

● **LA CONFIANCE ET LA PUISSANCE. Vertus sociales et prospérité économique,** de Francis Fukuyama
Fukuyama persiste et signe. *La Fin de l'Histoire* (1992) traduit l'« *évolution... des sociétés humaines vers un objectif* final », en l'espèce le capitalisme démocratique. Une tendance qui ne met pas fin aux défis sociaux. Cette dialectique est le sujet de son nouveau livre. A l'instar d'Alain Peyrefitte, il lit le monde à travers la grille de la confiance et aboutit à un classement discutable mais original. « *Les sociétés de confiance-type* » sont le Japon et l'Allemagne ; les sociétés où la famille a une forte résonance (Chine, France, Italie, etc.) ont besoin de l'Etat pour prospérer, comme au reste les Etats-Unis du fait de l'affaiblissement des associations civiles. Fukuyama retrouve de bons auteurs pour affirmer que la grande question du XXI[e] siècle sera la concertation et l'accumulation du capital social (Plon, 414 p, 165 F). **P. D.**

● **MAGHREB, LA TRAVERSÉE DU SIÈCLE,** de Juliette Bessis
Des soulèvement ruraux de la fin du siècle dernier au séisme algérien actuel, en passant par l'immense « *révolution coloniale* » et ses innombrables séquelles, c'est à un lent et minutieux voyage à travers l'histoire politique du Maghreb que nous convie Juliette Bessis. Rompant avec les conventions, l'auteur de *La Méditerranée fasciste* questionne les thèses de l'historiographie coloniale ou celles, plus récentes, de Fernand Braudel, et s'inquiète de la « *recomposition ethnico-religieuse* » du Maghreb – si semblable à celle que connut l'Espagne à la fin du XV[e] siècle. Cet ambitieux *travelling* rassemble une somme de connaissances et d'informations souvent inédites (sur l'antisémitisme colonial notamment). Il pèche cependant par trop d'imprécisions s'agissant de la période actuelle et par des lourdeurs d'écriture qui risquent de diminuer l'intérêt du lecteur pour cet ouvrage malgré tout passionnant (L'Harmattan, 538 p., 210 F). **C. S.**

William Julius Wilson prône la lutte contre la division raciale du travail

Pour le sociologue et membre de l'Académie nationale des sciences, la spécificité africaine américaine de la pauvreté des ghettos doit conduire à dépasser le simple discours sur la discrimination

A soixante ans, le sociologue très écouté de l'administration démocrate, William Julius Wilson, vient de rejoindre à Harvard l'équipe animée par Henry Louis Gates, après vingt-quatre ans passés à l'université de Chicago. Dès 1978, celui-ci affirmait que les facteurs raciaux avaient cédé le pas en importance aux problèmes économiques ainsi qu'aux questions de classes (*The Declining Significance of Race*). Pour lui, c'est avant tout l'emploi qui portera remède à la misère qui s'accroît dans les ghettos. Il a publié, en 1996, chez l'éditeur américain Knapf, *When Work Disappears: The World of the New Urban Poor* (Quand le travail disparaît : l'univers de la nouvelle pauvreté urbaine).

« D'une certaine manière, votre arrivée à Harvard a constitué une sorte d'événement, après plusieurs décennies passées à l'université de Chicago. Pourquoi ?

– Ce qui a créé un choc, c'est que moi, l'ancien président de l'American Sociological Association, l'un des quinze sociologues qui font partie de l'Académie nationale des sciences, je rejoigne un département d'études africaines américaines. Mais, ayant atteint mes objectifs universitaires, je souhaite que désormais mes idées fassent l'objet d'un débat public. La question raciale a été toujours au centre de mes préoccupations et tous mes livres en parlent d'une manière ou d'une autre. Mais j'en parle en spécialiste des sciences sociales.

– Parmi les évolutions propres à la communauté africaine américaine que vous voulez étudier à Harvard, quelles sont celles que vous jugez les plus significatives ?

– Un des problèmes est l'écart qui se creuse entre les hommes et les femmes dans la population noire (*gender gap*). Savez-vous par exemple qu'aujourd'hui il y a deux cent cinquante mille femmes noires de plus que d'hommes dans l'enseignement supérieur ? Savez-vous qu'au lycée les hommes noirs désertent les études beaucoup plus vite que les femmes ? Ce *gender gap* a des implications profondes sur l'organisation sociale de la communauté africaine américaine, même si le phénomène n'a pas, jusque-là, retenu l'attention des politiques.

– Que pensez-vous de l'approche raciale des problèmes sociaux ? Qu'y a-t-il de spécifiquement africain américain dans la question de la pauvreté urbaine que vous étudiez ?

– L'explication est en partie d'ordre racial, mais il faut aller plus loin que le simple discours sur la discrimination et sur ses effets. Bien entendu en aucun cas nous ne pouvons expliquer la constitution de ghettos urbains en butte à la ségrégation sans recourir à l'effet historique du racisme aux Etats-Unis. Depuis que j'ai commencé, dans les années 70, l'étude sociologique des quartiers déshérités, la situation a empiré, en dépit de tous les programmes de lutte contre la discrimination (*affirmative action*) mis en œuvre dans les années 60. Et, parallèlement, les conditions socio-économiques de la bourgeoisie noire se sont améliorées depuis cette époque. Je doute par conséquent que toutes les questions qui tiennent à la diminution du revenu, au chômage, à la concentration de la pauvreté urbaine s'expliquent par le racisme dans notre société.

» Les hommes de gauche n'ont pas de bons arguments à opposer aux conservateurs comme Charles Murray (l'auteur d'un *Loosing ground*, très influent à l'époque de Reagan et depuis coauteur de *The Bell Curve* (la courbe en cloche) [voir *Le Monde* du 26 octobre 1994], qui soutenait que l'état de dislocation sociale dans les quartiers déshérités était la résultante des politiques d'aide sociale (*welfare*), qui auraient incité à la paresse. A gauche on rétorquait que la cause était le racisme. Les deux explications sont des explications à courte vue dans la mesure où ni l'une ni l'autre ne tiennent compte d'un facteur puissant depuis deux décennies : l'effondrement des emplois dans le secteur industriel, où la population noire était disproportionnellement représentée. Parce qu'elle était concentrée dans ce secteur, la population a été frappée de plein fouet par cette mutation économique. Cela dit, c'est bien le racisme qui avait concentré les populations noires à l'écart des révolutions technologique ou informatique.

– Estimez-vous que le moment est donc venu d'abandonner les programmes de discrimination positive en faveur des Africains américains ?

– Non, c'est prématuré. Les programmes de discrimination positive demeurent importants et nécessaires, tant que perdure aux Etats-Unis la division raciale du travail, qui voit les populations noires sur-représentées dans les secteurs d'emploi les plus vulnérables économiquement. Mais force est de constater qu'elle profite principalement à ceux qui ont un niveau d'instruction et des ressources qui leur permettent d'entrer dans la compétition. J'entends par « ressources » celles que l'arrière-plan familial a été en mesure de leur prodiguer. Ce sont eux, et non les Noirs qui peuplent les quartiers déshérités, qui en bénéficient

» N'oublions pas que c'est l'*affirmative action* qui a permis l'accroissement significatif de la présence des minorités dans les emplois à hauts revenus. La route est longue encore, y compris dans les universités, où les Noirs sont encore en trop petit nombre dans des disciplines comme les sciences naturelles, en mathématiques, etc. Cela dit, l'*affirmative action* reste limitée dans ses effets, et ce n'est pas en se concentrant exclusivement sur elle qu'on résoudra le problème de la pauvreté noire.

» On ne peut isoler les facteurs culturels des facteurs de structures. Les conservateurs négligent la question du chômage. Dès lors que les gens peuvent se dire qu'ils ont un avenir, qu'ils peuvent améliorer leur existence, leur comportement social sera le reflet de cette espérance.

– Comment expliquez-vous la crise du leadership noir et le besoin de leaders charismatiques. Estimez-vous que les « new black intellectuals » soient appelés à l'exercer ?

– Plus une population est déshéritée, moins le niveau d'éducation est élevé, plus elle a besoin de dirigeants charismatiques. Cela dit, il y a des dirigeants charismatiques qui émettent des messages négatifs, et tel est le cas de Louis Farrakhan. Ce dont nous avons plutôt besoin, c'est de nouveaux Martin Luther King, et ce ne sera pas l'un de nous. »

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Nicolas Weill.

Les new black intellectuals de Harvard

Suite de la page I

Depuis 1981, un projet retrouve cette littérature noire oubliée qui paraissait en feuilletons dans des périodiques spécialisés : nous avons pu ainsi exhumer cent cinquante romans inconnus. En somme, nous sommes au XVIIIe siècle, à l'heure où il nous faut réinventer une mémoire. »

Exhumer un passé, réfléchir sur l'identité, n'est-ce pas déjà l'avoir perdue, ou du moins avoir, avec elle, creusé une certaine distance ? « *Je me souviens*, confie Karen Dalton, de la Menil Foundation, qui dirige le projet "L'Image du Noir dans l'art occidental" (3), *que dans le Sud, à l'époque Johnson, on trouvait normal que le lycée noir ferme. L'intégration signifiait la disparition dans un monde blanc prétendument meilleur. Elle s'est accompagnée de la destruction d'une culture parallèle. C'est cette culture que nous retrouvons à travers l'image et l'art, parce que si l'intégration a échoué, c'est peut-être aussi parce qu'un seul côté en dictait les règles.* »

Cornel West fait observer que « *la démocratie américaine a constitué son identité civique sur le rejet du Noir. Des Noirs qui n'étaient pas seulement des non-citoyens mais des anti-citoyens.* » Lui-même se définit comme un « *philosophe noir* » parce que pour lui la question raciale, sous-tendue par celle de la suprématie blanche, structure notre pensée de la modernité. « *Les Noirs eux-mêmes portent sur eux-mêmes le regard de la suprématie blanche, qui les incite à regarder leur propre corps avec répulsion. Il faut combattre cet héritage. La race est une construction de la modernité européenne. Elle est fondamentale dans la constitution de la science, de la compréhension que nous nous formons des textes religieux et de l'objectivité. Ce n'est pas le seul facteur, mais il est essentiel. Et j'accuse, en tant que philosophe noir, mes collègues, que ce soit Habermas, Derrida ou Foucault, qui parlent tant de modernité, d'en dire si peu sur la suprématie blanche.* »



ELI REED/MAGNUM

Ce sentiment de coupure avec le passé est peut-être responsable de la floraison de mythes incertains d'origine, y compris chez les savants. Tel est le cas de l'afro-centrisme, qui prétend faire des cultures de l'Afrique noire l'origine de la civilisation occidentale – sur laquelle on porte par ailleurs un jugement sévère – à travers la civilisation de l'Egypte, elle-même tenue pour noire et africaine. Telle est la thèse célèbre lancée par Cheikh Anta Diop au milieu des années 70 et reprise par Martin Bernal dans son célèbre *Black Athena* (« Le Monde des livres » du 13 décembre 1996). L'afro-centrisme a des tenants dans l'université américaine, comme Molefi Asante, de Temple University. Mais à Harvard on préfère parler de continuité culturelle entre certaines cultures de l'Afrique de l'Ouest et le Nouveau Monde, tout en abordant cette continuité d'un point de vue comparatiste : « *N'oublions pas que les esclaves emportaient en Amérique et leurs dieux et leur musique* », souligne Henry Gates. Kwame Athony Appiah, philosophe et romancier d'origines anglaise et ghanéenne, estime, quant à lui, que « *l'étude de la culture noire est une forme d'ouverture à l'universel. La question de l'introduction des Africains en Amérique a des connexions avec l'histoire européenne, la Renaissance, avec Senghor, Césaire, James Baldwin. La vie intellectuelle noire s'est déroulée dans un univers atlantique.* » En somme, à l'afro-centrisme et à ses dérapages (illustrés par les débordements racistes et antisémites d'un Leonard Jeffries, du City College de New York – *Le Monde* du 11 août 1993) paraît se substituer une étude plus féconde des diasporas africaines...

Quoi qu'il en soit et en dépit de divergences, un certain consensus s'opère à Harvard pour considérer la race comme une construction sociale. « *A mon avis, il n'y a pas de concept de race intéressant du point de vue biologique*, souligne Anthony Appiah. *Ce n'est qu'une question sociologique et historique, et, parce qu'il s'agit d'une construction très ténue, le critère est mobile. Au Brésil par exemple, trois sœurs pourraient être considérées comme étant de races différentes en fonction de la couleur de leur peau. Aux Etats-Unis, elles seraient toutes "noires". Ce que nous cherchons à enseigner ici, c'est donc le caractère construit de ce type d'identité, la façon dont elle a été construite. Et nous tentons de voir si cette façon nous satisfait. Peut-être cette question, parce qu'elle est historique, est-elle appelée à disparaître. Mais aujourd'hui, il est encore d'actualité de penser qu'une certaine identification positive "en tant que Noir" est utile à la lutte contre le racisme aux Etats-Unis.* »

La question raciale est-elle une question de transition ? *Transition* est d'ailleurs le titre de la revue du département, fondée par l'intellectuel africain Rajat Neogy dans les années 60 en Ouganda et qui, après avoir été dirigée par Wole Soyinka, cherche sa voie entre magazine et publication scientifique. « *J'aimerais que la race joue un rôle moindre*, dit Cornel West. *Mais, parce que la suprématie blanche pèse tant sur l'inconscient des Européens et des Américains, je crois qu'il est prématuré de penser la race en termes de transition.* »

Les recrutements de ces dernières années ont pu faire parler de la « *dream team* » (l'équipe de rêve) de Harvard. Ils symbolisent, en tout cas, un phénomène qui n'a pas commencé là – et qui ne s'y limite sûrement pas –, mais dont l'ampleur s'impose peu à peu : l'émergence d'une génération nouvelle d'intellectuels afro-américains. Des intellectuels engagés. Cornel West fut ainsi présent à la marche du « Million d'hommes », le 16 octobre 1995 à Washington (*Million Man March*), tout en rejetant l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie de l'idéologie de son organisateur, Farrakhan, et « *autres nationalistes noirs* », à qui, expliqua-t-il au *New York Times*, il ne fallait pas « *abandonner le terrain* ». D'une façon moins controversée, plus « centriste », Henry Louis Gates intervient régulièrement dans la presse généraliste, qu'il s'agisse du *New Yorker* ou de l'hebdomadaire proche des démocrates *The New Republic*. Entrés à l'université dans les années 60, dans la foulée du mouvement des droits civiques et de l'*affirmative action* (discrimination positive en faveur de l'intégration), ces intellectuels tendent à s'affirmer aussi comme l'expression d'une communauté dont la direction politique a été longtemps dévolue aux hommes de religion et dont le leadership est aujourd'hui en crise. Une communauté noire, remarque Gates, où le nombre d'avocats est dix fois plus élevé que celui des athlètes professionnels, qui en monopolisent l'image.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant : la proportion d'étudiants noirs à Harvard reste de 7 à 8 %, et ceux-ci sont loin d'être tous intéressés par les études afro-américaines. Quant au nombre de professeurs, il est infiniment plus faible encore. Certaines universités, aux Etats-Unis, ont charrié, de fait, une longue tradition d'intolérance et de ségrégations en tous genres. Ce n'est pas un hasard si, jusqu'aux années 80, les « New York Intellectual » – les intellectuels new-yorkais, juifs en majorité, se regroupaient plutôt autour de revues qu'à l'université : la *Partisan Review* de Philip Rhav ou *Dissent*, d'Irving Howe. Si les *New York intellectuals* servent aujourd'hui de terme de comparaison aux nouveaux intellectuels afro-américains, c'est sans doute à cause de l'effet de groupe, et peut-être parce qu'eux aussi aimaient à pratiquer parallèlement critique sociale et critique littéraire.

En revanche, les références des *New York intellectuals* étaient plutôt européennes et cosmopolites, alors que celles des *new black intellectuals* sont plus américaines. Quoi qu'il en soit, alors que l'accès de certains intellectuels new-yorkais à l'université a d'une certaine manière sonné le glas de cette mouvance en tant que groupe spécifique, dans le cas des Afro-Américains, c'est le contraire qui semble se produire : l'entrée dans les lieux de tradition va de pair avec une affirmation renforcée de l'identité, dans un contexte il est vrai désormais plus sensible au multiculturalisme qu'à l'assimilation. Signe aussi que le problème noir constitue encore et toujours, comme le disait François Furet lors d'un de ses retours critiques des universités d'outre-Atlantique (4), une « *grande tragédie américaine, on serait tenté de dire la seule* ».

(3) Trois volumes de *L'Image du Noir dans l'art occidental* ont été publiés en français, chez Gallimard.

(4) *Le Débat* numéro 69, mars-avril 1992. On consultera également sur cette question le numéro de mars 1996 de la revue *Esprit*, « l'Amérique en noir et blanc », avec des articles d'Eric Fassin, de Sylvie Kauffmann, de John Mason ainsi qu'un entretien avec Cornel West.

N. W.



Hors du Sujet, point de salut

Devant les menaces de dissolution du lien social, Alain Touraine appelle à un engagement actif, éthique et culturel de chacun

POURRONS-NOUS VIVRE ENSEMBLE ?
Egaux et différents
d'Alain Touraine.
Fayard, 395 p., 140 F.

Le titre, en forme de question, du dernier livre d'Alain Touraine exprime une inquiétude, formule une interpellation et, bien entendu, annonce une réponse que l'on devine positive, mais sous conditions et sous réserve d'analyse. L'inquiétude naît d'un constat : entre la mondialisation de l'économie d'un côté et les replis identitaires de l'autre, le lien social est menacé de dilution ou de fragmentation. L'interpellation s'adresse au lecteur en tant qu'acteur potentiel d'un devenir partagé. Quant à la réponse, elle présuppose l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et la construction d'une société multiculturelle préservant égalité et différences dans une démocratie revue et étendue.

On reconnaît au passage les notions-clés de la perspective tourainienne : le poids des acteurs et des mouvements sociaux sur les transformations de la société et la production de l'historicité. Contre les analyses d'inspiration déterministe ou fonctionnaliste, et dans un débat récurrent au sein de la sociologie, Alain Touraine a toujours défendu l'idée d'un individu capable d'autonomie, d'un acteur qui n'est pas seulement un leurre mu par des rôles ou des intérêts, donc d'un sujet vaillant en dépit de ses morts proclamées. En dotant ici ce Sujet d'une majuscule et en le définissant comme le principe de construction de l'expérience individuelle et collective, il lui confère désormais une place centrale hors laquelle il ne saurait y avoir de salut.

Le mouvement ouvrier n'est plus le paradigme du mouvement social, la contestation des années 70 s'est étiolée, la citoyenneté républicaine fondée sur la séparation des sphères privée et publique ne parvient plus à cimenter une communauté de destin, les visées révolutionnaires se sont caricaturées en systèmes totalitaires et l'optimisme d'un réformisme s'efforçant de combiner modernisation économique et justice sociale se fissure. Dès lors, affirme Alain Touraine, après avoir brossé ce paysage désolé, « *la seule manière de rejeter à la fois le pouvoir absolu des marchés et la dictature des communautés est de se mettre au service du Sujet personnel et de sa liberté, en luttant sur deux fronts, celui des flux désocialisés de l'économie financière et celui de la fermeture des régimes néo-communautaristes* ».

LE RÔLE DE L'ÉCOLE

A l'horizon de cette lutte, une démocratie bien ou mieux tempérée, détachée d'un universalisme trop impérieux, prémunie contre des particularismes que leur clôture rend dangereux, opposant la solidarité au libéralisme effréné et la civilité à l'individualisme atomisé, soit une démocratie garante à la fois de l'égalité politique, de l'équité sociale et de la diversité culturelle. Et comme le vivre ensemble commence à l'école, c'est là notamment que les choses doivent changer. Il faut, nous dit-il, renoncer à un système exclusivement tourné vers le savoir et la raison, axé sur la culture et les valeurs de l'Etat nation éducateur et fondé sur une conception abstraite de l'égalité par le mérite. L'école ne doit pas abolir les différences en ôtant à l'enfant une part de lui-même, elle doit privilégier la diversité et la reconnaissance de l'Autre et corriger l'inégalité des situations et des chances. Ainsi formera-t-elle les Sujets de demain.

Mais, aujourd'hui, qui sont les acteurs, quelles sont les forces et où sont les mouvements sociaux susceptibles d'animer cette « *politique du Sujet* » présentée comme la seule riposte possible aux dangers qui nous menacent ? Selon Alain Touraine, l'aspiration est déjà là, « *mais elle est maintenue à un niveau infrapolitique par les effets de la mondialisation de l'économie et par les obstacles que lui opposent les organisations de type politique, partis ou syndicats* ». Le rôle des intellectuels est d'autant plus important : c'est à eux de faire « *remonter vers l'action organisée et vers la décision politique ce qui est encore diffus dans l'opinion publique* », afin de favoriser l'expression de ces nouveaux acteurs historiques que sont les femmes, les jeunes, les immigrés et les défenseurs de l'environnement.

Dans son souci de rester en phase avec la société, d'en analyser le fonctionnement et d'y deviner les ferments du changement, Alain Touraine annonce que « *le temps des passions politiques est terminé* ». Il promeut l'engagement éthique et le combat culturel en révoquant les vieux acteurs dépassés que seraient désormais le citoyen et le travailleur et en renvoyant les luttes sociales à des temps antérieurs. Au vu des quelques événements récents, on se dit que c'est aller un peu vite dans le constat de vétusté. Dans le refus de la loi Debré comme dans le soutien aux sans-papiers, la dimension citoyenne est très présente, et dans la marche européenne contre le chômage ou les actions de solidarité contre les licenciements de l'usine Renault en Belgique, la mobilisation dépasse à la fois logiques catégorielles et cadre national. Ce qui inciterait plutôt à penser que dans la dynamique souvent imprévisible des mouvements sociaux les combats se chevauchent en mêlant mémoire et projet, référents et inventivité.

Nicole Lapierre

L'alliance incertaine de la science et du politique

LE GROUPE DES DIX
de Brigitte Chamak.
Ed. du Rocher, 354 p., 165 F.

Rien de tel pour éclairer les sous-sols des constructions à la mode sur le *sens* de l'évolution sociale que de regarder les archives de ces clubs, cercles de réflexion, etc., qui ont vu le jour il y a une trentaine d'années. Mai 68 fut un détonateur. Il faut savoir gré à Brigitte Chamak de présenter l'histoire du « Groupe des dix », fondé par Robert Buron et Jacques Robin au début de 1969, et qui fonctionnera régulièrement jusqu'à la fin de 1973.

L'idée d'origine était de rapprocher les scientifiques et les politiques. Les « dix » des débuts, outre les deux créateurs, avaient pour noms Henri Laborit, Edgar Morin, Gérard Rosenthal, Jacques Raillet, Jean-François Boissel, Bernard Weber, Jacques Sauvan, A. Laurent. Petit à petit, le groupe s'étoffa et apparurent Joël de Rosnay, Henri Atlan, Jacques Attali, Michel Serres, René Passet, Michel Rocard.

Le plus intéressant du livre est de suivre le renversement des objectifs du groupe et de son noyau resté vivace après 1976. On chérit au début l'idée qu'on peut construire à partir de la science une politique plus rationnelle et plus humaine. Puis la « technoscience » révèle ses dangers : un vrai détournement du savoir au service du pouvoir. Changement de cap : « le développement *par* la recherche fait place à la recherche *pour* le développement ». C'est la base des réflexions poursuivies aujourd'hui dans la lettre bimestrielle *Transversales science-culture*, rejeton du « Groupe des dix » (1).

Pierre Drouin

(1) 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

Soixante-douze irréductibles

Mécanicien, journaliste, avocat... Ils eurent en commun de rejeter l'armistice de 40. Roger Stéphane puis Daniel Rondeau ont recueilli les témoignages de ces premiers aventuriers de la France libre

DES HOMMES LIBRES
Histoire de la France libre par ceux qui l'ont faite
de Daniel Rondeau et Roger Stéphane.
Grasset, 462 p., 139 F.

Alger 1943. Le Comité national français. Siègent face à face Giraud et de Gaulle. Le général Georges, ex-numéro deux de l'armée française de 1939-1940, joue les troisièmes consuls. Giraud propose de décorer de la Légion d'honneur, après le général américain Eisenhower, le général anglais Anderson. Diethelm, commissaire à la guerre, hésite : « *Il y a la formule, n'est-ce pas* : « Au nom du président de la République », *alors...* Georges, maladroit : *En effet, à Vichy, après l'armistice, j'ai remis la Légion d'honneur à des officiers généraux et j'ai commencé la formule* : An nom... , *en tirant mon épée...* De Gaulle l'interrompt : *Et puis vous avez remis votre épée au fourreau...* »

L'anecdote est significative de la personnalité écrasante et des boutades féroces de l'homme de Londres. Elle l'est aussi du ton d'un ouvrage où le témoignage verbal, loin de la raideur de beaucoup de Mémoires, ressuscite les atmosphères et ne gomme ni la rudesse des oppositions ni celle des échecs.

Roger Stéphane, disparu volontairement en décembre 1994, avait entrepris de recueillir, quand il en était encore temps, les souvenirs de soixante-douze des hommes qui, parmi les premiers, rallièrent la France libre. Heureuse initiative. Beaucoup d'entre eux sont morts depuis, et leur voix eût manqué à l'histoire d'une époque et d'une aventure que l'on commence seulement, grâce notamment au livre récent de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, à dégager des légendes, dorées ou non, qui lui sont accrochées depuis un demi-siècle.

Curieux conglomérat que les Français libres. « *Il me plaît infiniment*, écrit dans sa brillante introduction Daniel Rondeau, à qui Stéphane a légué leur entreprise commune, *que les premiers citoyens de la petite République en exil de Seamore Grove soient un mécanicien, un directeur de bijouterie, un aristocrate désargenté et chasseur de fauves, deux journalistes dont un agitateur anticlérical du Front populaire, une sténo-dactylo et un avocat gauchiste né dans une famille juive du Caire.* » L'inventaire va plus loin encore, depuis le grave juriste René Cassin jusqu'au pilotin belge Brasseur, devenu Kermadec par hasard et qui finira vice-amiral, bien qu'on ne se soit aperçu qu'en 1947 qu'il n'était pas encore naturalisé. Une légère déception : les récits des jours qui précédèrent et suivirent immédiatement le 18 juin 1940 apportent peu d'éléments nouveaux. Tout a été dit et redit sur le prodigieux culot d'un général de brigade sans troupes et promu à titre temporaire, qui se disait la France.

Stéphane, Rondeau et leurs interlocuteurs n'en restent heureusement pas là. Des lieutenants devenus ambassadeurs, des sous-officiers devenus chefs d'entreprise, des capitaines devenus ministres – ou même, comme Pierre Messmer, premier ministre –, oublient la réserve due à l'âge, aux honneurs. A la nécessité aussi de faire, la paix retrouvée, bon visage aux hommes de Vichy reconvertis dans la Résistance.

FUREUR ET EXALTATION

Ils ne cachent pas ce que fut la campagne de Syrie qui opposa, dans des circonstances souvent dramatiques et parfois rocambolesques, des officiers et des soldats français qui, peu de mois auparavant, partageaient les mêmes mess et les mêmes casernes. Des jours d'amertume, de fureur, d'insultes, de traîtrises tels qu'ils les ont vus et tels que, dans le camp d'en face, on les voyait aussi.

Les Français libres vivaient dans l'exaltation, dans l'angoisse d'une victoire qui ne paraissait pas aussi certaine qu'avec le recul du temps on a tendance à la présumer aujourd'hui. Jeunes pour la plupart, ils vivaient aussi dans l'humour – sauf peut-être l'amiral-carme Thierry d'Argenlieu qui stupéfia l'équipage de la frégate qui l'amenait en Normandie en éclatant de rire. Ils vivaient surtout avec la certitude rageuse de la justesse de leur cause. S'y ajoutait pour les militaires fidèles à Pétain, baptisés les « moustachis », un mépris de fer qui provoqua en Afrique du Nord de rudes frictions.

Point de révélations, certes, mais beaucoup de confirmations. Giraud apparaît moins à travers ce qu'en disent les gaullistes que par le portrait sévère que trace, de ce rêveur mal éveillé aux ennuyeuses réalités politiques, celui qui fut son chef de cabinet, le futur général Beaufre.

« *Des hommes libres* » ne se peignent pas toujours en vainqueurs. Leur premier échec, à Dakar, l'affaire de Mers el Kébir, furent de dures épreuves. Tel avoue qu'il a craint parfois de ne pas revoir la France et d'être obligé, la guerre perdue, d'aller vivre dans un Québec alors résolument pétainiste. Même franchise dans les récits de la sortie pagailleuse de Bir Hakeim assiégé, de l'assaut manqué de la falaise d'El Alamein où périt, à la tête de ses légionnaires, le colonel-prince géorgien Amilakvari qui avait lui-même annoncé et dénoncé cette « *connerie* ».

Ces témoignages sans fard humanisent la grande symphonie gaullienne des *Mémoires de guerre*. Ils rappellent le temps où esprits aventureux, patriotes farouches, farfelus devenus héros, désobéissants et fiers de l'être, reconstruisirent leur France, comme le dit un jour de Gaulle, « *avec des bouts d'allumettes* ».

Jean Planchais

ECONOMIE

● *par Philippe Simonnot*

Subversion de l'économie

L'HISTOIRE DE PIERRE OLIVI FRANCISCAIN PERSÉCUTÉ
de David Burr.
traduit de l'anglais (Etats-Unis) par François-Xavier Putallaz
Cerf, Editions Universitaires de Fribourg, 295 p., 165 F.

Pierre Olivi, franciscain du XIII[e] siècle, occupe une place de pionnier, encore méconnue, dans l'histoire de la pensée économique. On lui doit d'avoir distingué clairement les deux sens du terme « utilité ». D'une part, l'utilité au sens vulgaire du terme, en latin la *virtuositas*, avec ses connotations rationnelles, morales, utilitaristes. D'autre part, l'utilité au sens proprement économique, la *complacibilitas*. Grâce à cette distinction, on pouvait réserver le concept économique de l'utile à tout ce qui était susceptible de complaire aux désirs humains, même les plus subjectifs, les plus extravagants, les plus fous.

Si le vocabulaire avait pu conserver ce distinguo, bien des contresens auraient été évités par la suite. Mais il eût fallu continuer à enseigner l'économie en latin, qui disposait de deux mots là où nous n'en avons qu'un ! Ou inventer un nouveau terme. Il faudra attendre le début du XX[e] siècle pour qu'un économiste se risque à cette tâche. Vilfredo Pareto tenta en effet d'imposer le terme d'*ophélimité*, pour débarrasser la notion d'utilité de toutes ses scories morales et rationnelles, comme cela apparaît dans ce passage de son *Traité de sociologie générale* : *« L'économie pure (...) a choisi une norme unique, soit la satisfaction de l'individu, et a établi qu'il est unique juge de cette satisfaction. C'est ainsi qu'on a défini l'utilité économique ou ophélimité* (1). » Que Pareto échoua finalement dans cette tentative en dit long sur nos habitudes inavouées de moraliser, de rationaliser, d'objectiviser l'économie, bref de la soumettre aux canons de l'ordre utilitariste.

Il y avait donc quelque chose de profondément subversif dans le distinguo opéré par Olivi. Est-ce pour cette raison qu'il fut persécuté par les autorités ecclésiastiques de son temps ? Pour cette raison encore que le peuple lui voua un véritable culte, même après sa mort en 1298 ? Sa tombe, dans le chœur de l'église franciscaine, attirait des foules toujours plus nombreuses. Cette dévotion populaire aurait pu conduire à la canonisation. Mais, en 1304, un chapitre général de l'ordre franciscain ordonne la destruction complète des écrits oliviens. Son ouvrage principal, *Super Apocalypsim*, est dénoncé en 1317 comme hérétique, portant atteinte à l'unité de l'Eglise et à l'autorité pontificale. Le culte ne faiblit pas. Aussi, en 1318, l'ordre franciscain décide d'en finir. Le corps est sorti de terre, on le fait disparaître si soigneusement qu'on ne sait toujours pas, aujourd'hui, où il a été caché. Sa tombe elle-même est détruite.

Pourquoi un tel culte ? Pourquoi un tel acharnement ? L'historien américain David Burr, qui raconte la vie de cet étrange personnage dans un livre passionnant mais ardu, avoue lui-même qu'il reste une part de mystère dans ce destin où s'acoquinent, si l'on ose dire, le diable et le bon dieu.

L'historien américain David Burr sort de l'oubli l'un des pionniers de la pensée économique : le moine franciscain Pierre Olivi

Une chose apparaît clairement, toutefois, c'est que le *Tractatus de usu paupere* que Pierre Olivi publie en 1279 à l'âge de trente et un ans ne pouvait pas passer inaperçu. Le Frère franciscain s'y révèle un partisan d'un respect intégral de la règle de son ordre, il prône la pauvreté absolue. C'est-à-dire le renoncement, non seulement à la propriété privée, mais encore à la propriété commune. Il s'agit d'écarter toute richesse présente, mais aussi l'espoir même d'une richesse à venir. Car, *« rien*, dit Olivi, *ne corrompt la vérité et la fidélité de l'amitié autant que l'amour des richesses »*. Les possessions apportent avec elles fraude et tromperie. Malheur aux riches, entourés d'adulateurs qu'ils ne peuvent pas distinguer de leurs vrais amis. Constamment exposés à la flatterie, ils sont plus enclins que les pauvres à fermer les yeux sur leurs propres défauts, que personne n'ose dénoncer.

Le goût du luxe a en fait la même racine que l'hérésie : une préoccupation excessive pour les choses de ce monde. Olivi soutient que la presque totalité des erreurs intellectuelles qui peuvent survenir chez les philosophes et les théologiens trouvent leur origine dans la surestimation des choses sensibles. *« La conception aristotélicienne des théologiens des richesses et du bonheur humain*, remarque-t-il, *est, à ce qu'il me semble, le stimulant et la racine de l'erreur de l'Antéchrist. »* Il s'insurge avec force non pas tant contre l'aristotélisme, qui se répand à son époque comme une traînée de poudre, que contre le culte idolâtre qu'on lui rend, notamment à travers Thomas d'Aquin, son grand rival.

Y aurait-il une relation entre l'invention du concept de la *complacibilitas* et cette adoration franciscaine de la pauvreté. Adoration bien dangereuse pour les richesses accumulées par églises et monastères, y compris chez les disciples du *Frère des pauvres*, ce François d'Assise que Pierre Olivi identifie presque au Christ dans une perspective apocalyptique ? Malheureusement, David Burr ne peut répondre à cette question puisqu'il fait complètement l'impasse sur les conceptions économiques de son héros. On le regrettera d'autant plus que l'« économie olivienne » aura des disciples qui la conduiront jusqu'aux temps modernes. Par exemple, un saint Bernardin de Sienne et un saint Antonin de Florence adapteront la doctrine d'Olivi, mais sans mention de paternité. Et Schumpeter lui-même s'y trompera, dans son *Histoire de l'analyse économique*... L'hérésie, c'est bien commode pour le plagiat !

« On pourrait en un sens taxer Olivi de conservateur, écrit Burr en conclusion de son précieux ouvrage ; *(...) par sa doctrine de la pauvreté, il essaie de protéger d'anciennes valeurs devant la menace de nouvelles réalités institutionnelles. »* Etait-ce du conservatisme que de comprendre à quel point la nouvelle économie qui se formait en cette fin du XIII[e] siècle menaçait de subvertir progressivement tout ordre et toute morale ? Ou la preuve d'une prodigieuse intelligence ?

(1) Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, traduit par Pierre Boven, tome XII des *Œuvres complètes*, Genève, Librairie Droz, 1968, p. 1350.

PASSAGE EN REVUE

● « Panoramiques »

L'islam serait-il à même aujourd'hui de remettre en cause la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat votée en 1905 ? De s'imposer en s'opposant ? Pour débattre de ce sujet délicat et susceptible de prêter à des interprétations douteuses, la revue *Panoramiques* a invité spécialistes, chercheurs ou écrivains. François Burgat, Jacques Hassoun, Edgar Weber dans leurs articles, Maxime Rodinson, Malek Chebel au cours d'entretiens : ils abordent et affrontent tous directement la question, quitte à être « dérangeants ». Certains se montrent révoltés, incisifs voire intransigeants, d'autres plus conciliants et modérés. *Panoramiques* tente de rendre « soluble » le problème (dans le sens : apporter des éléments de réponse) en examinant les fondements théoriques de l'Islam, en évaluant les problèmes concrets de certaines pratiques musulmanes, en étudiant les différences entre Islam et islamisme, en imaginant un islam français. (Arlea-Corlet, distribution Le Seuil, 222 p., 90 F.)

INTERNATIONAL

● *par Daniel Vernet*

Une puissance en gestation

OÙ VA L'ALLEMAGNE ?
de Jacques-Pierre Gougeon.
Flammarion, 350 p., 120 F.

Depuis la réunification, la question est lancinante. On ne compte plus les ouvrages, en allemand bien sûr mais même en français, qui s'interrogent sur le devenir de l'Allemagne. A vrai dire, la question *« Que signifie être allemand ? »* est aussi vieille que les recherches sur l'émergence du fait allemand. L'historien Johannes Fried a consacré plus de huit cents pages aux origines de l'Allemagne avant 1204 ; il ouvre et il clôt son ouvrage par ce point d'interrogation. Jacques-Pierre Gougeon le rappelle comme entrée en matière pour ensuite porter toute son attention à l'Allemagne d'aujourd'hui, celle née après la seconde guerre mondiale. Elle aurait pu trouver un être enfin apaisé, n'eût été cette division qu'à l'Ouest on préférait oublier.

Une Allemagne nouvelle ? L'idéal des Allemands (au moins ceux de l'Ouest) aurait été qu'il n'en fût rien ; que l'Allemagne unifiée soit simplement une RFA un peu plus grande, sans changement ni des rapports sociaux, ni de la prospérité économique, ni de ce rôle mineur mais confortable dans les affaires internationales. Or tout a changé. L'Allemagne est « *une grande puissance en gestation qui traverse une crise d'identité* », écrit justement Jacques-Pierre Gougeon. L'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989, l'effondrement du régime communiste de RDA et la réunification officielle du 3 octobre 1990 ne sont pas les seules causes de cet examen de conscience. Il aurait eu lieu tôt ou tard. De même que la synthèse entre les forces du marché et l'ordre social, caractéristique de la *Soziale Marktwirtschaft* de l'après-guerre n'aurait pas résisté aux coups de boutoir de la mondialisation. Cependant, comme le note l'auteur, l'unification a fonctionné *« comme un amplificateur des faiblesses structurelles »* apparues dès la fin des années 80. Et de citer le coût élevé du travail, la délocalisation de la production, la faible présence dans les hautes technologies...

Les carences qui avaient pu être masquées ont éclaté au grand jour et se sont aggravées. *« L'ordolibéralisme »*, ce mélange de laisser-faire économique et d'organisation sociale, associant l'Etat, les syndicats ouvriers et les associations patronales avait fait de la République fédérale une immense classe moyenne, où les écarts de revenus et les différences de mode de vie étaient moins évidents qu'ailleurs en Europe. Il s'appuyait sur une situation économique qui permettait une redistribution des richesses, sans toucher aux acquis. Ce temps est fini. Les contradictions s'aiguisent. Loin d'être le laboratoire d'une nouvelle politique, l'Est tend à devenir une caricature des défauts de l'Ouest. L'économie est-allemande a été privatisée du jour au lendemain, sans trop d'égards pour les salariés, mais elle est subventionnée à un degré jamais atteint en RFA. Le chancelier Kohl parie sur « moins d'Etat », mais l'Etat-providence n'a jamais si bien mérité son nom qu'en ex-RDA, où la population vit de l'assistance publique. Le ministre des finances cherche désespérément à réduire le déficit public, mais les transferts d'Ouest en Est se sont élevés à plus de 500 milliards de francs par an depuis 1991 !

Les Allemands s'inquiètent de la pérennité du système ; ils s'interrogent aussi sur leur place dans le monde. L'Europe comme *« nouvelle idéologie allemande »*, selon l'expression de l'historien Hans-Peter Schwarz a perdu de son attrait. Le mot quasi-tabou d'*« intérêts nationaux »* a refait son apparition dans la discussion politique et pas seulement dans la bouche des intellectuels qui rêvent de ressusciter le mouvement « *deutsch-national* ». *« Le fait de participer à la vie internationale et de vouloir y exercer une influence suppose d'avoir une conscience claire des intérêts nationaux »*, écrivent les responsables de la Société allemande de politique étrangère, peu suspects de tentations nationalistes. Appliquer à la France, la maxime serait un lieu commun ; adresser à l'Allemagne, elle fait encore figure de scandale.

La « République de Berlin » ne sera pas seulement la répétition de la « République de Bonn » en plus grande dimension. Elle peut être tentée, écrit Jacques-Pierre Gougeon, de remplacer l'entente avec la France par *« un nouvel "axe", correspondant mieux à* [sa] *dimension »*, c'est-à-dire par une coopération privilégiée avec Washington. L'auteur, qui est non seulement agrégé d'allemand, mais délégué national du PS, rappelle que l'iniative franco-allemande de Nuremberg (le « concept stratégique commun » adopté par Jacques Chirac et Helmut Kohl en décembre 1996) ouvre des perspectives et recèle *« des potentialités non encore exploitées »*. Il est grand temps de s'en saisir, conclut-il. Voilà qui change agréablement des accents cocardiers entendus sur les bancs de la gauche lors du débat parlementaire sur la déclaration de Nuremberg.

POLITIQUE

● *par Gérard Courtois*

Une adolescente rageuse

DÉPUTÉE, JOURNAL DE BORD
de Frédérique Bredin.
Fayard, 270 p, 120 F.

Quand les hommes et les femmes politiques prennent la plume, à supposer qu'ils la tiennent eux-mêmes, ils échappent rarement à quelques figures imposées : le plaidoyer, le programme, les Mémoires. Sans parler de la plaquette électorale déguisée en livre et vendue comme une lessive, à l'instar de la prose récente d'Yves Rousset-Rouard, député UDF de Vaucluse (*Un désir de liberté*, Albin Michel).

Frédérique Bredin s'évade avec talent de ces stéréotypes.

Le pays de Caux, son pays d'adoption depuis qu'elle y a pris racine aux législatives de 1988 et aux municipales de 1989, est un pays de *« faiseux »*, pas de *« diseux »*, note-t-elle, avant d'ajouter : *« Les mots, par ici, ont la réputation de trahir. Moins on en dit, mieux on se porte. »* M[me] la Députée prend donc le risque de mal se porter. Car les mots, elle n'en manque pas, et de forts justes, pour raconter la noblesse et les servitudes du *« métier »* politique.

La campagne électorale qui devait lui permettre de trouver son siège de députée de Fécamp lors d'une législative partielle en décembre 1995 sert de prétexte à ce qu'elle intitule, faussement modeste, *« un journal de bord »*. Mais au-delà du récit de ces quelques semaines fiévreuses, avec leur lot rituel de poignées de main, de réunions publiques, de sourires et de grimaces, de porte-à-porte aléatoire, de rumeurs et de calomnies, de discours optimistes et de muette anxiété, c'est un témoignage direct et pudique, poignant et incisif que livre Frédérique Bredin. A l'écart de ces chemins de campagne et des paysages à la Maupassant, en dehors des ambiances glauques, comme ce hall de la gare d'Yvetot un samedi soir sans joie, avant l'histoire ou les histoires comme celles des Terre-Neuviens qui ont fait de Fécamp durant plus d'un siècle le premier port morutier français et dont la ville n'a pas fini de porter le deuil, la politique au ras du terrain, ce sont d'abord ces *« paquets de souffrance »* jetés comme autant de bouteilles à la mer dans les permanences des élus au détour d'une rencontre. *« Moins la société tient sa promesse collective, plus on exige de l'élu qu'il verse, cash, des acomptes individuels »*, note la députée de la Seine-Maritime. Ici, c'est une adolescente régulièrement violée par son beau-père qui s'est enfuie sans crier gare et veut se réfugier chez sa sœur sans même connaître son adresse, là, c'est une dépression, un employé municipal dont le contrat emploi-solidarité arrive à son terme et qui disjoncte devant la perspective de retourner à l'ANPE. Ailleurs, c'est une jeune fille enceinte qui ne peut plus se faire avorter, veut cacher sa grossesse à sa famille et réclame une place en centre maternel pour accoucher sous X. A chaque fois, l'élu tente de bricoler des solutions. *« Mais, thérapeute malgré lui, celui-ci se sent démuni face à l'un des aspects les plus déroutants de sa fonction, face à cette plongée au fond des secrets de ceux qui poussent sa porte et déballent leur vie. »*

Et pourtant Frédérique Bredin assume sa mission d'élue – local et national, c'est tout un à ses yeux. Elle le fait sans illusions. *« La politique mérite sans doute une part du discrédit qui s'attache à ses façons de faire et, plus encore, de ne pas faire »*, reconnaît-elle. *« Ignorants et sourds »*, les partis politiques sont perçus, notamment par les jeunes, comme des *« astéroïdes morts »*. Si l'on y ajoute *« les irresponsabilités technocratiques, les petites et les grandes lâchetés, les militants qui, à quelques exceptions près, ont trop déserté le terrain »*, il n'y a pas lieu de s'étonner, encore moins de gémir, des succès de la démagogie lepéniste.

Qu'opposer à ce sentiment d'impuissance et de démission, sinon un bloc de convictions jetées sans ménagement à la tête du lecteur, de l'électeur et de ses pairs ? Tout d'abord, tranche l'ancien ministre de la jeunesse de François Mitterrand, il est possible de *« remonter la pente »* du militantisme. *« Le contact ne tient certes pas lieu de programme. Mais le plus beau des programmes reste inefficace sans le contact humain. De paliers en bals de quartiers, la moindre des choses est de passer du temps, tout simplement avec les gens. Il est inutile de prétendre faire de la politique si on tient à s'économiser. »* En second lieu, ajoute-t-elle, *« il arrive, loin des discours enflés et des poses avantageuses, que l'engagement politique soit d'une étoffe plus sérieuse que ce composé instable d'arrivisme et de clientélisme »* auquel ses camarades socialistes n'ont pas échappé plus que les autres. *« Sur le terrain »*, et à condition de tenir parole, *« l'espérance fraternelle survit à l'usure des grands mots qui, dans l'histoire, l'ont furtivement exprimée et si souvent trahie »*.

Encore faut-il, pour y parvenir, *« un fonds de révolte que rien n'apaise »* contre la fatalité et l'injustice. Et Frédérique Bredin ajoute, comme un autoportrait : *« J'aime ceux dont la raison n'épuise pas les raisons, ceux qui gardent les yeux plus gros que le ventre, les insatiables, les irréductibles, ceux qui, en eux, n'ont pas définitivement tordu le cou à l'adolescent rageur. »*

SOCIETE

● *par Philippe Bernard*

Immigration : leçon d'histoire

HISTOIRE DE L'IMMIGRATION EN FRANCE
de Ralph Schor.
Armand Colin et Masson, Collection « U »
347 p. 170 F.

UN SIÈCLE D'IMMIGRATION EN FRANCE
de David Assouline et Mehdi Lallaoui.
Syros-« Au nom de la *mémoire* ».
Deux volumes parus (1851-1918 et 1919-1945), le troisième en préparation.
Chaque volume 144 p. 180 F.

La France est un pays d'immigration depuis un siècle et demi. Profondément inscrite dans l'histoire, cette réalité reste étrangement méconnue de l'opinion pourtant prompte à applaudir les chantres de l'« immigration zéro » et du bouclage des frontières. Faute de mémoire, bien des débats d'aujourd'hui s'enlisent dans les fausses évidences et les vieilles recettes condamnées par l'expérience du passé. Pour combattre l'amnésie et éviter le retour de vieilles lunes dévastatrices, rien ne vaut une leçon d'histoire. Celle à laquelle nous convie Ralph Schor n'a rien du catéchisme à usage des adeptes du « politiquement correct ». Elle n'en est pas moins édifiante.

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nice, l'auteur nous conte sans passion excessive mais non sans émotion l'histoire d'une *« société bigarrée »*, la nôtre. Son grand mérite est de s'en tenir aux faits avec une précision rare et une étonnante densité d'information. Une érudition tant littéraire qu'économique et sociale permet de mettre en résonance l'histoire des étrangers en France, avec les chocs qui provoquent ces migrations et les réactions, de sympathie ou de xénophobie qu'elles suscitent. Sans jamais perdre de vue, derrière les statistiques, les hommes et les femmes qui, un jour, ont choisi le port de Marseille, la gare de Lyon ou l'aéroport d'Orly pour poser définitivement leurs valises.

L'absession de la maîtrise des flux n'est pas nouvelle : Ralph Schor rappelle que la France n'a cessé d'osciller entre le laisser-faire patronal (pendant les périodes de prospérité comme les années 20 et 60) et la répression étatique (années 30 et 90), les multiples projets de contrôle public des flux (y compris sur une base ethnique à la Libération), ayant fait long feu. Quant au très actuel débat sur les « quotas » d'entrée, qui sait qu'il a été tranché de façon drastique par une loi de 1932 fixant un pourcentage maximal de travailleurs étrangers pour chaque secteur ? Cette mesure, combattue par le patronat, fut maintenue et même élargie par le Front populaire, prompt à oublier ses promesses de libéralisation du statut des étrangers dans un contexte de xénophobie d'une violence inimaginable. *« Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide (...) »*, lisait-on alors dans la presse d'extrême droite.

La *« tourbe »* en question était polonaise, italienne, allemande et espagnole. D'ailleurs, le rappel des violences inouïes perpétrées voici un siècle contre les immigrés italiens et des préjugés développés un peu plus tard contre les Polonais tempère la conviction, aujourd'hui répandue, d'une intégration facile des étrangers de confession chrétienne, opposée à la prétendue inassimilabilité des musulmans. L'extrême piété des « ritals » a nourri la hargne des ouvriers déchristianisés du Midi français, surtout furieux de la concurrence des immigrés acceptant des salaires de misère.

« Morts aux Italiens ! Aujourd'hui, nous allons en faire de la saucisse », menaçait en italien un drapeau rouge ouvrant la manifestation des ouvriers saliniers d'Aigues-Mortes qui, en 1893, dégénéra en pogrom anti-italien. C'est l'un des récits les plus saisissants contenus dans les albums-documents de David Assouline et Mehdi Lallaoui, historiens de l'immigration. Parfaits compléments du récit de Ralph Schor, ces ouvrages font alterner photographies et témoignages tirés de la presse, d'études sociologiques, de lettres et de rapports de police. L'émotion sourd à chaque page de ces très exotiques albums de famille des Français. Des enfants italiens vendus par leurs parents à des maîtres verriers aux mineurs polonais de Liévin ou Bruay, des ouvriers casquetiers juifs aux Arméniens « rois de la godasse » à Paris, des tirailleurs sénégalais aux résistants arméniens, des Maghrébins envoyés dans les tranchées de la Somme aux réfugiés espagnols, des communards belges aux FTP roumains, c'est une France riche de tous ses *« métèques »* qui apparaît, oscillant entre ses coups de cœur et, régulièrement, ses accès de haine.

Ces livres participent à l'indispensable vulgarisation de cette histoire, riche mais pas toujours reluisante. Parmi les zones d'ombre : l'enchaînement des législations xénophobes de la fin des années 30, annonciatrices des lois de Vichy, ou les 4 000 victimes algériennes de la rivalité entre courants nationalistes (FLN contre MNA) en France même, entre 1954 et 1962... En découvrant la force évocatrice de tels documents, l'on se prend à rêver d'un musée français de l'immigration qui, tel le superbe mémorial d'Ellis Island à New-York pour les Américains, rappelerait à nos concitoyens qu'ils sont tous, peu ou prou, venus d'ailleurs.

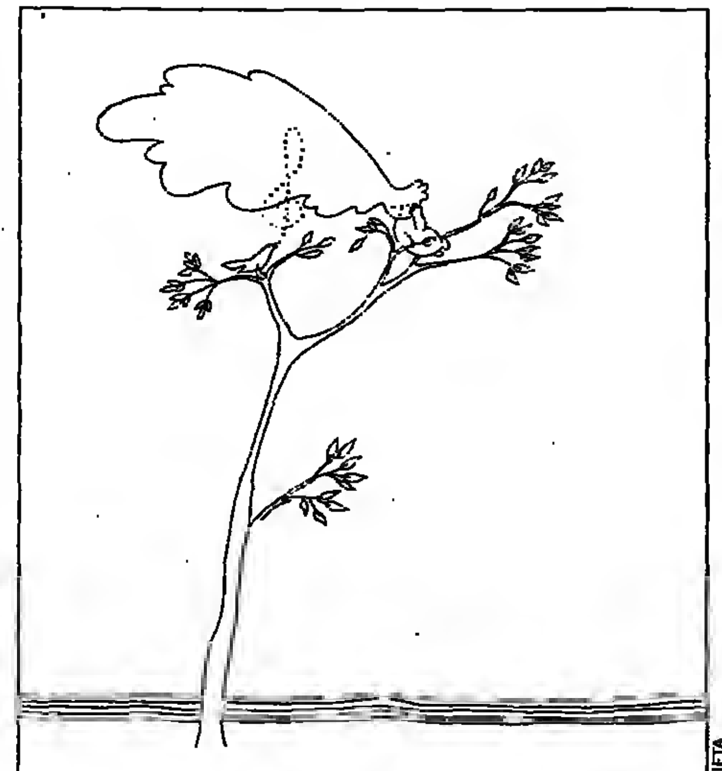
Le credo d'enfance d'Elzbieta

A côté de son œuvre de peintre, cette illustratrice qui a consacré une trentaine d'albums aux enfants remonte le cours de sa jeunesse jusqu'à la source de son art

L'ENFANCE DE L'ART
d'Elzbieta.
Ed. du Rouergue, 256 p., 180 F.

Lorsqu'il reçut le prix Nobel de littérature eo 1978, Isaac Bashevis Sioger, daos soo « discours de Stockholm », évoqua *« les cinq cents raisans »* pour lesquelles il avait commencé à écrire pour les enfants. Parmi celles-ci : *« Les enfants lisent les livres. (...) Ils ne lisent pas pour se trouver une identité.* [Ni] *pour se libérer d'un sentiment de culpabilité, (...) ni pour se débarrasser d'une quelconque aliénation. Ils croient encore en Dieu, la famille, les anges, les démons, les sorcières, les lutins, ils croient à la lagique, la clarté, la ponctuation et autres trucs démodés. Quand un livre est ennuyeux, ils bâillent ouvertement. (...) Ils n'attendent pas de leur écrivain préféré qu'il rachète les péchés de l'humanité. Tout jeunes qu'ils soient, ils savent que ce n'est pas en son pouvoir. Seuls les adultes nourrissent des illusians aussi enfantines. »*

Quoi de commun entre Singer et Elzbieta ? Quelques correspondances ? L'auteur de *Flon-Flon et Musette* est née en Pologne et a connu l'exil ; il y a fort à parier qu'elle croit aux sorcières, aux démons, aux lutins. Elle croit aussi eo l'enfant, *« intrépide explorateur »*, champion de *« l'acquisition et de la capacité d'émerveillement »* que l'on n'a pas le droit de tromper ni d'ennuyer et qui mérite le meilleur. C'est pourquoi, à côté de soo œuvre de peintre (présenté pendant douze ans à la galerie Nane Stern, à Paris), elle a choisi de lui consacrer une part importante de son travail (une trentaine d'albums publiés chez Duculot puis chez Pastel/ L'Ecole des loisirs). Un choix qu'elle éclaire ici dans une sorte de « Ce que je crois » qui va droit à l'essentiel, à rebours des *« illusions enfantines des adultes »*, de leurs amnésies, de leurs idées reçues...



ELZBIETA

« Le dessin est une entreprise de magie. Prenez une feuille de papier. Tirez un trait horizontal d'un bord à l'autre et vous avez séparé la terre des eaux »

Et d'abord, une question : *« Qu'est-ce donc qui dépérit en nous avec le passage du temps »* (au profit le plus souvent du *« nivellement »*, de la *« raideur »*) ? Pourquoi ce renoncement à l'« état d'enfance » est-il si facilement consenti quand *« tout ce qui est créatif chez l'adulte, trouve* [en lui] *sa source »* ? (On pense à la phrase de Picasso : *« On met longtemps à devenir jeune »*)

Pour élucider ce mystère, Elzbieta remonte les chemins de sa propre jeunesse : Mulhouse, les années de guerre auprès d'une lumineose « fée-marraine », les seuls livres disponibles alors, le manuel de cuisine et le missel, la rareté de tout et les richesses de l'imaginaire, le bonheur des contes inlassablement redits, le souvenir d'une Pologne effacée, l'absence du père, la fuite de la mère, la pension en Angleterre, la France, le nombre incalculable de systèmes de pensée, de codes, de langues traversés – auxquels l'artiste attribue entre autres sa *« prédilection pour la perception visuelle »* – et toute l'imagerie quotidienne – cartes postales, réclames, images pieuses... – qui nourrira très tôt ce regard aux aguets.

Partant de ces représentations réelles ou mentales, et du souvenir brouillé de *« ce qui s'élaborait jadis à l'intérieur de soi »*, Elzbieta s'interroge sur *« ce jeu compliqué et délectable qui consiste à construire un livre pour les enfants »*. Impossible de résumer ici cette réflexion précise et exigeante qui explore maintes directions : lecture de l'image et capacité d'abstractioo chez les petits, interactioo texte/dessin, émergence du sens, rapports entre langue, mémoire et imaginaire, permanence de la fiction, statut de l'illustration par rapport à l'Art, rôle de l'album comme *« conservatoire de l'imagerie narrative »*, etc.

Ce qui frappe dans cette démarche, c'est sa finesse, soo authenticité. On l'a souvent dit : certains livres pour enfants touchent autant les adultes que le jeune public auquel ils sont destinés. *L'Enfance de l'art* se situe à l'inverse. C'est une artiste eo empathie avec l'enfance qui s'adresse aux adultes. Et c'est là le plus émouvant dans ces lignes : la capacité à retrouver cette petite fille ao nœud sage qui se tient toute droite *« au milieu du monde »*, à revenir là d'où l'on est parti, sans rien renier, mais sans perdre une once de distance critique. L'enfance de l'Art ou l'art de l'Enfance ? Un livre qui permet de comprendre comment sont nés, sous les pinceaux d'Elzbieta, tant de grands textes pour les petits, et qui, en même temps, chuchote quelque chose à chacun de nous, *« comme s'il nous permettait d'entrevoir des éclats de nos savoirs cachés »*.

Florence Noiville

★ Elzbieta sera présente à la librairie Soleils d'enfance, jeudi 5 juin, pour un échange autour de son livre (6, rue Cassette, 75006 Paris, tél. : 01-42-22-30-80).

Le génie de l'alpage

Croissance ou transhumance, la vache, emblème des éditions du Rouergue, gagne de nouveaux espaces

Grand vent de printemps pour les éditions du Rouergue ! Quelques jours avant les festivités de la transhumance, le 25 mai sur l'Aubrac, le tout jeune « département jeunesse » de la maison aveyronnaise sera fêté à Bordeaux, où le Centre régional des lettres d'Aquitaine lui offre une « carte blanche » remarquée : au programme, trois journées de rencontres et d'échanges, rendez-vous multiples et publics, encadrés par deux journées professionnelles (12, 13 et 14 mai). Un numéro spécial de la mensuelle *Lettre d'Atlantiques* lancera l'événement, dont le temps fort sera l'inauguration de l'exposition « Transhumance », coproduite par la Maison de l'image et du sou de Villeurbanne (à la Bibliothèque de Bordeaux jusqu'au 5 juillet). Ce voyage inédit est l'occasion de découvrir les jeunes artistes dont Olivier Douzou a su s'entourer.

Qu'il s'agisse de détourner le quotidien (sachets de thé ou chaussettes pour Lynda Corazza) ou d'affirmer son identité en choisissant ses vêtements (signé Lamia Ziadé et Olivier Douzou, *Souliax* complète *Les Petits Héritages* de Frédérique Bertrand), les albums du Rouergue partent du présent de l'enfant, et en parlent avec une poésie et une justesse qui tranchent sur l'exotisme et les métaphores convenues qui dominent les fictions jeunesse. Qui n'a pas pesté contre le pull récupéré du grand-frère, tempêté pour imposer « son » choix contre celui des parents, inventé mille histoires en humanisant les objets familiers, rêvé d'échapper au piège de la routine par des astuces qui rendent légères les obligations les plus ternes (lire le désopilant *Attention à la marche* de Lynda Corazza et Anne-Claire Lévêque) ?

Ce réel contraignant revisité, mis en jeu et finalement réapproprié à force de malice ou transfiguré par la poésie – celle de Prévert et Doisneau que célèbre Douzou pour son 20e album, ou celle qui naît du langage avec la si belle *Ligne d'horizon* de Pascale Petit et Christophe Hamery – nourrit bien sûr *Le Petit Monde 1996* de Jochen Gerner. C'est la 2e édition d'un « journal de l'année » version futée. Relayant le jeune Ulysse de Frédérique Bertrand, M. Blatt est un insecte-reporter, qui furète partout. Un tour du monde en 366 jours qui épingle les *« surprises cosmopolites »* et collectionne les catastrophes ; rien o'échappe à ce regard pointu et sélectif qui privilégie l'échiquier international et le monde des arts sur le nombrilisme hexagonal. Auteur d'un excellent *Dico-Dingo* (Nathan), Gerner est l'un des rares créateurs à rejoindre l'« écurie » du Rouergue, moins soucieuse de débaucher les jeunes talents que de les imposer. Exception qui révèle l'autre mission que se fixe aujourd'hui l'éditeur : mettre en avant tous ceux qui innovent réellement, sans exclusive de ton, ni d'horizon.

Ainsi *Mister Lunch emprunte un canoë* inaugure-t-il la toute nouvelle collection « From ze world to le Rouergue ». Pour imposer son identité, l'album, signé J. Otto Seibold et Vivian Walsh et traduit par Jean-René Dastugue, n'a plus le format carré de la « ligne Douzou ». L'histoire irrésistible de ce chien *« courseur d'oiseaux »* et vedette des médias, qui fuit un fan encombrant en souquant comme un pro jusqu'à Venise – terre d'élection des pigeons et des voyageurs – est magistralement servie par le dessin de Seibold, entièrement réalisé par logiciel (Adobe Illustrator), ce que le tirage papier parvient à rendre comme un charme imprévu. Ce premier titre atteste une curiosité pour l'invention qui est la vraie signature du Rouergue, une adresse qu'on s'en voudrait de réserver aux enfants, tant l'audace et le talent s'y conjuguent avec une intelligence qui s'adresse à tous.

Philippe-Jean Catinchi

Un, deux, trois... Blake

Comment offrir aux tout-petits une étonnante ménagerie pour leur apprendre à compter

DIX GRENOUILLES
de Quentin Blake.
Gallimard Jeunesse, 28 p., 79 F.
A partir de 2 ans.

TEN FROGS
(version bilingue français/anglais)
Pavilion Books (26 Upper Ground, London, SE1 9PD), £ 7.99.

C'est un petit bonhomme un peu rond, un peo chauve, un sourcil eo broussailles qui lui donne l'air d'un faune, un œil qui clignote quand il évoque Dickens – ou plus exactement George Cruikshank, le génial illustrateur d'*Oliver Twist*, dont il partage l'imagination et le goût du *nonsense*. L'appétit de croquer aussi. Il y a chez ce *« doux dingue »* de l'album britannique, souvent imité, jamais égalé, un coup d'œil – celui du rapace piquant sur sa proie –, une voracité, une rapidité du trait qui expliquent sans doute sa prodigieuse production : plus de deux cents albums depuis 1960.

Nul doute, Quentin Blake, qui fut directeur du département « illustration » au Royal College of Art de Londres, est depuis longtemps passé dans l'Histoire. Histoire du livre de jeunesse – son nom est indissociable de celui de Roald Dahl, de *Matilda*, du *Bon Gros Géant* ou de *l'Enorme crocodile* qui finit dans l'espace, grillé comme une saucisse. Histoire du rire et de l'excentricité : qui pourrait oublier son *Martin tout fou* ou son *Armeline Fourchedrue* dangereusement juchée sur son improbable bicyclette ? Histoire du mouvement, de la vie, peu de pages offrant au lecteur autant de détails, surprises, clins d'œil, facéties...

Et malgré son air de ne pas y toucher, Blake guette son effet. *« Communiquer efficacement, ce n'est pas seulement délivrer des informations, c'est trouver le moyen de les mettre en scène, de les "dramatiser" pour les rendre intéressantes. »* Le grand Dahl, d'ailleurs, ne s'y trompait pas : *« Quand j'allais le voir à Great Missenden et qu'il était en train de dîner sur une haute chaise au bout d'une table, comme une table de juge, il baissait les yeux sur mes dessins, et, en grand professionnel, ne cherchait qu'une chose : l'effet qu'ils produiraient. »*

A première vue, l'album qui sort ces jours-ci est moins plein de ces petits chocs visuels (caricatures, grimaces, mimiques) susceptibles d'impressionner durablement une cervelle enfantine. Il n'en est pas moins intéressant à double titre : d'une part, Blake rajeunit considérablement le lectorat auquel il s'adresse d'habitude, d'autre part il expérimente une technique nouvelle, substituant la plume précise au pinceau plus épais, la ligne terminée ao trait discontinu où le manque sollicite d'autant mieux l'imaginaire (*« un dessin d'adulte pour un tout petit enfant »*). Voilà donc de quoi apprendre à compter jusqu'à 10 au milieu d'une pittoresque ménagerie : corbeau moqueur, chèvres insolentes, chiens en folie, canards ricanant, rats ribouldinguant, grenouilles grenouillant, souris dansant – à l'insu des chats bien sûr... Après 10, les plus en avance s'autoriseront une « pointe » à 20, voire 100, et Dieu sait que cent guêpes bourdonnant toutes ensemble sur une double page, c'est impressionnant!

Pour ce même album, l'éditeur anglais a opté pour une présentation bilingue (et pour la calligraphie de Quentin Blake qui remplace les caractères d'imprimerie). Ainsi le livre peut-il, dans cette forme, s'adresser aussi à un public un peu plus âgé (4-6 ans), faisant l'apprentissage de l'anglais ou du français. Tourner les pages est alors un régal pour l'œil de l'adulte qui accompagne. Et même peut-être une révision. Comment dit-on « moineau » en anglais?

Fl.N.

L'EDITION FRANÇAISE

● **Pour le prix unique.** Dans une déclaration commune, le Syndicat national de l'édition et l'Association des éditeurs et des libraires allemands se prononcent *« pour la nécessité d'une politique du prix unique du livre à l'intérieur de l'Union européenne »*. A l'heure actuelle, la majorité des Etats de l'Union européenne ont adopté un système de prix fixe, seul à même de protéger les librairies et la création éditoriale face à la concurrence des grandes surfaces. En revanche, soulignent les signataires de la déclaration, *« le commerce du livre entre Etats membres pourrait rester théoriquement, aux yeux de la Commission, soumis aux règles générales de la libre concurrence »*. Ils lancent un appel à la Communauté européenne, invoquant sa responsabilité culturelle telle qu'elle a été définie par le traité de Maastricht. L'Union des libraires de France a demandé à s'associer à cette démarche.

● **Polars chez Bourgois.** Les éditions Bourgois renouent avec le polar en lançant « Policiers Bourgois », une nouvelle collection qui succède à celles que Christian Bourgois avait créées chez Julliard (« PJ ») puis dans sa propre maison sous le nom de « Série B » (où se retrouvaient des romans *« même mauvais »* ayant donné lieu à une adaptation cinématographique, telle *La Dame de Shanghai*, de Sherwood King). Nés à l'instigation de Dominique Bourgois qui en a conçu les couvertures, noires et piquées d'un légume, les « Policiers Bourgois » mettent en scène des héroïnes amusantes dans des milieux citadins divers : les deux premiers, parmi les quatre à six titres prévus dans l'année, sont *Bloody Shame* et *Bloody Waters*, de Carolina Garcia-Aguilera, une Américaine d'origine cubaine dont l'héroïne-détective privée enquête dans les milieux cubains de Miami. En juin paraîtrant *Pavots brûlants* et *Mercure rouge*, de Reggie Nadelson, publiés en Angleterre chez Faber & Faber.

● **10 ans d'Aube.** Créées et dirigées par Marion Hennebert et Jean Viard, les éditions de l'Aube fêtent cette année leurs dix ans et un catalogue de près de 330 titres. Plutôt tournée, à son début, vers les écrivains soumis aux régimes totalitaires de l'Europe de l'Est comme Vaclav Havel, la maison d'édition s'est ouverte plus généralement aux *« récits portés par leur culture »*, de ceux du Vietnamien Duong Thu Huong à ceux de l'Algérien Abed Charef, en passant par les œuvres de l'Iranien Ali Erfan ou la réédition des récits de voyage aux pôles de Mario Marret et Paul-Emile Victor. Outre une collection de philosophie (avec, notamment, des textes de Jacques Derrida, de Philippe Lacoue-Labarthe et de Jean-Luc Nancy, d'Etienne Balibar), ou des recueils d'articles parus dans les pages « Rebonds » de *Libération*, L'Aube s'est aussi spécialisée dans les essais de société concernant, pour la France, l'aménagement du territoire ou les bousculements culturels et politiques. En témoignent les ouvrages consacrés à « l'affaire » de Châteauvallon comme *Toulon*, de Marek Halter, et *Châteauvallon, le théâtre insoumis*, de Gérard Paquet (à paraître en mai).

● **Prix littéraires.** Le prix Rachid-Mimouni a été décerné à Yamina Benguigui pour *Femmes d'Islam* (Albin Michel).

Vitalité bretonne

Coop Breizh, premier éditeur-diffuseur de Bretagne, fête ses quarante ans

Même pour un éditeur-diffuseur breton, aller s'installer dans la campagne reculée des Montagnes noires réclame une détermination teintée de militantisme. Depuis Spézet (2 000 habitants), dans le Finistère, Coop Breizh édite une trentaine d'ouvrages par an, distribue 3 000 livres et des centaines de disques. A l'occasion de ses quarante ans d'existence, l'entreprise a ouvert une librairie à Lorient, la troisième après Rennes et Paris-Montparnasse. Coop Breizh se porte bien.

A elle seule, elle représente environ 80 % de l'édition bretonne. Et ce n'est pas rien, le foisonnement de publications de l'Ouest. Au Salon du livre de Paris, où les régions françaises viennent en force, les Bretons étaient une trentaine ; leurs voisins des Pays de la Loire, une douzaine. Coop Breizh est aussi présente à Francfort, Bruxelles, Genève... A en croire son catalogue, elle distribue plus de cinq cents éditeurs, des très petits et d'autres moins. Certains publient exclusivement en breton. Dictionnaires bilingues, légendes, guides en français ou en anglais : quelques titres ont dépassé 50 000 exemplaires, alors que l'essentiel des ventes se fait dans les cinq départements de la Bretagne historique.

Pour mesurer cette vitalité-là, Yann Goasdoué – le directeur – préfère observer le nombre grandissant de maisons qui se professionnalisent, une fois passé le cap de la publication associative. C'est comme cela que Coop Breizh a démarré, par des ventes militantes dans des fêtes de la région et par correspondance en destination de la diaspora bretonne. En 1972, M. Gouasdoué propose aux petits éditeurs de regrouper leur diffusion. Portée par la vogue du folk, l'époque est faste aussi pour le secteur disques, avec des gens comme Gilles Servat et les Tri Yann. Depuis quelques années, la musique bretonne connaît un deuxième renouveau, mais cette fois les grosses maisons de production s'en mêlent.

Avec un nom comme le sien, le destin appelait Yann Goasdoué à défendre la culture bretonne. Joueur de biniou et de bombarde, fils de marin exilé à Marseille, il lui fallait revenir et s'inventer une activité professionnelle. L'histoire commence comme un conte celtique au manoir de Spezet, que lui fait découvrir Glenmor. Sa propriétaire, une vieille dame, voulait le voir transformer en centre culturel. En se développant (elle emploie vingt-deux salariés), l'entreprise s'est ensuite installée dans une banale zone artisanale rurale. Elle a élargi son horizon aussi.

Les gens de Coop Breizh continuent de jouer les mécènes d'associations culturelles régionales. Les ouvrages en breton représentent encore 10 % de leur chiffre d'affaires. Mais leur propre publication s'est diversifiée d'*Irlande libre*, un essai politico-historique de Gerry Adams, chef de file du Sinn Fein, à des recueils de poèmes. Yann Goasdoué reconnaît qu'il n'est pas simple de sortir du régionalisme, de *« faire émerger une littérature bretonne vivante, sans sabots de bois ni coiffes »*.

Martine Valo

Lausanne célèbre Alexandre Vinet

A l'occasion du bicentenaire de sa naissance, une exposition et diverses publications sur un penseur protestant trop oublié

La gloire posthume du Genevois Henri-Frédéric Amiel avait éclipsé celle du Vaudois Alexandre Vinet, dont le nom n'évoquait plus, même pour les Lausannois, qu'une station de bus et une école privée pour jeunes filles de la meilleure société. Mais voici qu'à l'occasion du bicentenaire de sa naissance on redécouvre Alexandre Vinet (1797-1847) et qu'une remarquable exposition ressuscite un penseur qu'on a parfois comparé à Pascal ou à Kierkegaard.

Professeur de théologie et de littérature à l'université de Lausanne, où il fut le collègue et l'ami de Sainte-Beuve, Alexandre Vinet avait pour modèle Pascal, dont les *Pensées* conciliaient l'exigence éthique et l'exigence esthétique. Il voyait en lui l'exemple même d'une *« individualité »* qu'il opposait à l'individualisme d'un Montaigne. *« L'individualité n'est pas l'individualisme*, écrivait-il. *Celui-ci rapporte tout à soi, ne voit en toutes choses que soi : l'individualité consiste seulement à vouloir être soi afin d'être quelque chose. »* Il ne concevait pas la littérature comme une activité autonome, se suffisant à elle-même, mais comme une voie vers la création de l'être spirituel en chacun.

Vinet pensait que la recherche exclusive de la forme ruine la forme elle-même. Dans les Carnets qu'il a tenus, observe Philippe Maret, qui a eu le privilège de les consulter, il adopte cependant volontiers des tournures paradoxales proches de l'anthroplogie pessimiste d'un La Rochefoucauld, dans le fond comme dans la forme : *« Il me semble parfois*, écrivait Vinet, *qu'il est plus facile d'aimer ses ennemis que ses amis. »* Ou encore : *« Nous supportons plus facilement d'être dépassés que d'être égalés. »*

Cédant à la tentation romantique, qu'il combat par ailleurs dans ses œuvres critiques, il se laisse même aller à composer des poèmes, goûtant ainsi *« ce parfum du péché »* qu'il appelait la poésie : *« La poésie est née du péché. Le vase brisé a laissé échapper le parfum qu'il recelait, et qui, autrement, ne s'en fût point exhalé. »*

Profondément religieux, il définissait le protestantisme comme un *« espace aménagé à la liberté de conscience et où peuvent s'abriter également la foi et l'incrédulité »*. Il développait volontiers l'idée que, là où l'incrédulité est impossible, la foi est impossible également. Le contraire de la foi, ce n'est pas le doute, mais la certitude, athée ou religieuse, peu importe : *« Ce n'est qu'à condition de n'être pas évidente qu'une religion est une religion »*. Sur ce point, on ne peut qu'être sensible à une certaine parenté avec un autre Lausannois, à l'existence plus aventureuse et cosmopolite : Benjamin Constant.

Mais c'est à Amiel qu'on comparera le plus volontiers Alexandre Vinet. D'abord parce qu'Amiel en fit son père spirituel avant de prendre ses distances et, finalement, de le critiquer sans ménagement : *« Il n'écrit pas pour les hommes, mais pour les pensionnats de demoiselles et de dames pieuses »* ; ou encore : *« La critique de Vinet, cette critique de nonne, angélique si l'on veut et vraiment évangélique, est un truisme touchant. Son ingénuité consiste à enfoncer des portes ouvertes et à découvrir laborieusement tout ce que tout le monde sait... »* Il est vrai qu'avec une singulière lucidité Amiel reconnaîtra que les défauts de Vinet le blessent d'autant plus que ce sont précisément les siens.

L'intérêt de l'exposition de Lausanne tient à son caractère ethnographique. En nous plongeant dans l'univers d'un théologien protestant de la première moitié du XIXe siècle, on mesure jusqu'au vertige tout ce qui nous sépare de lui. Mais aussi ce qui nous le rend présent et comme amical : une passion indéfectible pour la liberté. *« Quand tous les périls seraient dans la liberté, toute la tranquillité dans la servitude, je préférerais encore la liberté ; car la liberté, c'est la vie et la servitude, c'est la mort »*, écrivait Vinet.

Roland Jaccard

★ Exposition : « Alexandre Vinet. Portraits ». Du 10 avril au 15 juin. Musée Arlaud à Lausanne. Un ouvrage collectif, dirigé par Doris Jakubec, est paru à l'occasion du bicentenaire de sa naissance, sous le titre ; *Alexandre Vinet, l'éloquence, la morale, la passion*. (Centre de recherches sur les lettres romandes. Ed. Payot-Lausanne).
Signalons également *Jeter l'ancre dans l'éternité*, études sur Vinet rassemblées par Daniel Maggetti et Nadia Lamamra. Bibliothèque historique vaudoise. Grand-Chêne 8. 1002 Lausanne.

Legs incestueux

On ose à peine le dire, mais c'est un joli livre, un livre triste et cruel. Sans amertume, sans violence. Un livre courageux, digne et décent. Que, par ailleurs, il suscite toutes sortes de questions n'a rien de surprenant : *Le Rapt* (1) est une histoire vraie, et son auteur, Kathryn Harrison, y raconte comment, à vingt ans, elle a commencé à avoir des relations sexuelles avec son père, aventure incestueuse qui a duré jusqu'à la mort... de sa mère. On l'accuse bien évidemment de vouloir faire partie de la cohorte des auteurs de « Nouvelles Confessions » tant à la mode, puisque beaucoup d'écrivains aux Etats-Unis « révèlent » avoir fait de la prison, avoir été violés, avoir été alcooliques, avoir joué dans des films pornographiques, avoir avalé du Prozac à tire-larigot, dans le but généralement avoué de devenir ainsi « riche et célèbre » en montrant comment « on peut survivre à tout ». Alors, coucher avec son père quand on est adulte et consentante ne serait rien d'autre qu'une façon plus adroite d'obtenir la même chose. Sauf que Kathryn Harrison a plus à perdre qu'à gagner. Elle a acquis une certaine réputation pour ses livres précédents, elle est aujourd'hui mariée et mère de deux petits enfants, ce qu'on lui reproche aussi car le livre risque de heurter son mari aujourd'hui, ses enfants demain... Il ne faudrait pas que le scandale éclipse le livre et que toute la ville en parle pour de mauvaises raisons.

Il faut dire que les entretiens qu'elle accorde sont accompagnés de portraits *glamour* qui la font ressembler à une de ces jeunes femmes parfaitement apprêtées qui fréquentent les milieux littéraires new-yorkais, cela n'arrange rien, on se croirait dans un roman de Jay McInerney. Mais on oublie de dire aussi qu'elle reçoit beaucoup d'encouragements de lecteurs qui sont persuadés comme elle que certains secrets de famille peuvent causer encore plus de dégâts s'ils ne sont pas mis au grand jour. Comment trancher ? Elle ne s'est décidée à raconter cette expérience qui l'a forcément marquée de façon indélébile que parce qu'elle ne pouvait plus écrire. Quoi qu'il arrive, elle se sent maintenant renforcée. Parce qu'elle a pris conscience de la colère rentrée qui l'habitait et qui transparaît dans son écriture sèche, comme engourdie – comme parlent les témoins d'un drame en état de choc. Le livre est au présent, un choix pour relater des événements passés qui ne seront jamais *« dépassés »*.

Kathryn a été élevée par ses grands-parents, qui ont forcé son père à partir alors qu'elle n'était encore qu'un bébé ; sa mère est allée vivre ailleurs quand elle avait cinq ans, sans l'abandonner véritablement. Et tout est là, car c'est sa mère qui lui a manqué, une mère trop faible pour résister à l'emprise des autres – en particulier de sa propre mère, trop forte – une mère qu'elle a trahie à son tour d'une façon immense et sans pardon possible. Son père, elle ne l'a rencontré vraiment qu'à vingt ans, un choc, celui de la reconnaissance, de la similitude. Une attirance partagée. Mais, curieusement, il apparaît bien peu séduisant. Des yeux injectés de sang, une quasi-obésité. Et un discours d'impuissant qui se voudrait omnipotent. Ils traînent leur misère sexuelle d'aéroports en motels, *« des accouplements convulsifs et sans joie »*. A quoi s'ajoutent les transgressions inévitables et insupportables : un cunnilingus chez sa mère à lui, une scène sur le sol de l'église (il est pasteur). Elle traverse toute cette période *« comme une somnambule »*, réfugiée dans la léthargie et dans l'anorexie. La mort de sa mère rompra *« le maléfice »*. Aujourd'hui elle est réveillée, prête à jouer son rôle de mère et d'écrivain.

M. Si.

(1) A paraître le 7 mai aux éditions de L'Olivier. 186 p., 89 F.

A L'ETRANGER

Le marathon de Don Quichotte

Pour la première fois, le *Don Quichotte* a été lu publiquement et sans interruption pendant une journée entière par quelque deux cents personnes, le 23 avril, jour anniversaire de la mort de Cervantès, qui marque la Journée du livre en Espagne. Cette initiative, due à l'origine au Circulo de Bellas Artes de Madrid, organisme privé, a reçu un patronage public. Des étudiants, des passants, mais aussi des personnalités de la vie culturelle ou politique participaient à ce marathon, comme le cinéaste Manuel Gutiérrez Aragón, les écrivains Francisco Umbral et Ana María Matute ou le maire de Madrid José María Alvarez del Manzano. Autour de cette action spectaculaire étaient organisés également une exposition, des tables rondes, des concerts, des ateliers.

● **ÉTATS-UNIS : la belle et la bête**
Naomi Wolfe s'était fait connaître par un essai, *The Beauty Myth*, montrant à quel point les femmes étaient prêtes à souffrir pour être belles afin de répondre à ce que l'on attendait d'elles. Son nouveau livre, *Promiscuities*, a pour objectif de démontrer qu'en chaque femme sommeille une bête de sexe, ce qu'elle dissimule comme elle peut. Elle livre donc à la cause publique son autobiographie érotique et quelques indications sur la vie privée de ses proches. Selon la presse anglo-saxonne, cela n'a pas l'air très excitant.

● **ROYAUME-UNI : un écrivain dans un mauvais bain**
Will Self n'est pas le plus tranquille des écrivains anglais. Il a même très mauvaise réputation. Il en joue beaucoup : ses livres sont absolument terribles, plein de cris et de fureur, de drogues, de violence et d'un humour irrésistible, totalement délirant. Et c'est bien pour cela qu'il avait été engagé par *The Observer* où il écrivait depuis dix-neuf mois des articles totalement irrésistibles et loufoques sur la gastronomie, la télévision et toutes sortes de choses. C'est aussi pour cela que son journal l'avait envoyé suivre la campagne de John Major. Or le voilà accusé d'avoir pris de la drogue dans les toilettes de l'avion du premier ministre : et, du coup, proprement viré de la rédaction. Bad boy !

● **ESPAGNE : distribution des prix**
Trente-trois auteurs originaires de dix-sept pays, dont l'Uruguayen Mario Benedetti, le Péruvien Alfredo Bryce Echenique, le Brésilien Jorge Amado, l'Argentin Ernesto Sábato, l'Espagnol Antonio Buero Vallejo, l'Italien Umberto Eco, le Colombien Alvaro Mutis ou l'Américaine Susan Sontag, sont candidats au prix de littérature Príncipe de Asturias qui doit être attribué vendredi 25 avril et sera remis en septembre à Oviedo. Ce prix est doté d'environ 200 000 francs. En dehors de la littérature, ce prix est accordé dans sept autres disciplines. Depuis le début de l'année, l'écrivain et président tchèque Vaclav Havel et la chaîne de télévision américaine CNN se sont partagé le Prix de la communication, et le Prix des arts est allé à l'acteur italien Vittorio Gassman.

AGENDA

● **LES 25 ET 26 AVRIL. POLARS.** A Paris, se tiendra le Salon des éditeurs indépendants de polars, de 10 à 18 heures (rens. : BILIPO, Bibliothèque des littératures policières, 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, 75005, tél. : 01-42-34-93-00).

● **LES 25 ET 26 AVRIL. MÉMOIRE.** A Poitiers, l'association Ras l'front, réseau de lutte contre le fascisme, organise un colloque sur le thème « Les assassins de la mémoire. Négationnisme : réécriture de l'histoire, défi fasciste à la démocratie » (Ras l'front, BP 424, 86011 Poitiers).

● **LE 26 AVRIL. ROMAN.** A Paris, de 11 heures à 18 h 30 se tiendra à la bibliothèque Buffon la Journée du premier roman, en présence de dix-sept nouveaux auteurs (tél. : 01-44-78-80-50).

● **LE 26 AVRIL. POLITIQUE.** A Paris, 6e Journée du livre politique, en présence de nombreux auteurs et personnalités. Des ateliers, débats et visio-conférences sont organisés (UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75007 Paris).

● **DU 27 AVRIL AU 3 MAI. PARADIS.** A Jérusalem, le centre de rencontres pour la religion et la culture *(Mishkenot Sha'ananim)* organise un colloque sur le thème *« Visions of paradise in religion and culture »* (les visions du paradis dans la religion et la culture) en présence notamment d'Umberto Eco, de Maurice Olender et de nombreux spécialistes et professeurs (rens. : PO BOX 8215 Jérusalem, 91081, tél. 972-2-625-4321).

● **LE 28 AVRIL. BOURDIEU.** A Paris, la Maison des écrivains organise un débat autour de Pierre Bourdieu, à 19 heures (Hôtel d'Avejan, 53, rue de Verneuil, 75007, tél. : 01-49-54-68-80).

● **LE 30 AVRIL. GENET.** A Paris, l'Institut du monde arabe propose un débat sur le thème « Mémoire : Genet et les Palestiniens », en présence de Patrice Bougon, René de Ceccatty, Hadrien Laroche et Leïla Shahid, à 18 h 30 (rens. : 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005, tél. : 01-40-51-38-38).

هكذا من الأهل

Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours.

A NOTRE TOUR DE VOUS DIRE OÙ NOUS VOULONS ALLER.

Depuis le début du mois, le rapprochement d'Air Inter Europe et d'Air France est effectif. Avec un réseau qui dessert toutes les régions françaises et plus de 150 destinations internationales, grâce au HUB* de Charles-de-Gaulle, nous disposons de tous les atouts pour **faire dès aujourd'hui la plus belle des compagnies aériennes.**

*Plate-forme de correspondance.

AIR INTER + AIR FRANCE = GROUPE AIR FRANCE

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Italia fara da se

S'IL ne faut pas en exagérer la portée symbolique, la coïncidence est frappante : le jour où le croiseur *Vittorio-Veneto* s'échouait sur un banc de sable devant le port albanais de Vlora, les Italiens apprenaient que, en l'état actuel de leurs finances publiques, ils ne pourraient pas participer au premier groupe de la monnaie unique. Alors que l'Italie a courageusement pris la tête de la force internationale en Albanie, le commandant du *Vittorio-Veneto* avait ordonné une fausse manœuvre. Quant au président du conseil, Romano Prodi, il s'entendait dire par les censeurs de Bruxelles que la *« manovrino »* (le petit collectif budgétaire) en préparation était insuffisante pour qualifier son pays.

Il n'y a rien de fondamentalement nouveau dans les chiffres publiés par la Commission européenne, ni rien d'irréparable dans son jugement. Le cénacle bruxellois prodigue même ses encouragements à la coalition de centre-gauche au pouvoir à Rome. Il constate que le travail accompli depuis un an est remarquable et fournit des arguments au gouvernement afin d'entamer les réformes structurelles indispensables pour que les progrès acquis ne soient pas sans lendemain. Bref, il a mis les formes et l'opposition est mal venue de demander la démission de M. Prodi, en lui reprochant d'avoir ravalé les Italiens au rang *« d'Albanais de Maastricht »*.

Le gouvernement de l'Olivier et les ex-communistes du Parti démocratique de la gauche, qui jouent un rôle essentiel dans la coalition, pouvaient-ils espérer mieux ? Ils savent bien que la course d'obstacles lancée après les élections d'avril 1996 n'est pas terminée, qu'ils ont en quelque sorte fait le plus facile. Ils ont réduit le déficit budgétaire et l'inflation en réalisant quelques économies et en instituant une *« taxe européenne »*. La réforme de l'Etat-providence, dispendieux et brouillon, est encore devant eux. Ils doivent remettre de l'ordre dans le système des retraites, dans la sécurité sociale, dans la jungle des subventions.

Romano Prodi, connu pour son goût du compromis, et Massimo D'Alema, le secrétaire général du PDS, en sont conscients, et le verdict de la Commission les a convaincus que le temps des atermoiements est passé. Leur dilemme est clair : ils ont fait de l'Europe son objectif principal ; s'ils échouent, leur alliance n'a plus de raison d'être. Mais pour réussir il leur faut effectuer des coupes douloureuses dans les dépenses sociales, au risque de perdre le soutien de Rifondazione comunista à la Chambre des députés, où ils n'ont pas de majorité. La décision leur appartient. Leurs partenaires européens ne peuvent la prendre à leur place. Ils devraient cependant se garder de compliquer leur tâche. Personne ne peut souhaiter qu'un des six signataires du traité de Rome reste en dehors de l'Union économique et monétaire.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Pénurie de pneus

AVEC le retour des beaux jours, la circulation automobile s'accroît. Malgré les apparences, les chiffres attestent qu'elle est pourtant loin d'atteindre, en province tout au moins, la densité d'avant-guerre : 600 000 voitures de tourisme sur 1 800 000 ont été détruites depuis 1939 et n'ont pas encore été remplacées. Combien en est-il parmi les autres qui restent immobilisées ?

Pour ce qui est de l'essence, la question est maintenant à peu près résolue, mais le problème des pneus est le plus grave, à une époque où le mauvais état des routes augmente les risques de crevaison et d'éclatement de pneus dont on prolonge l'usage bien au-delà des règles de la prudence.

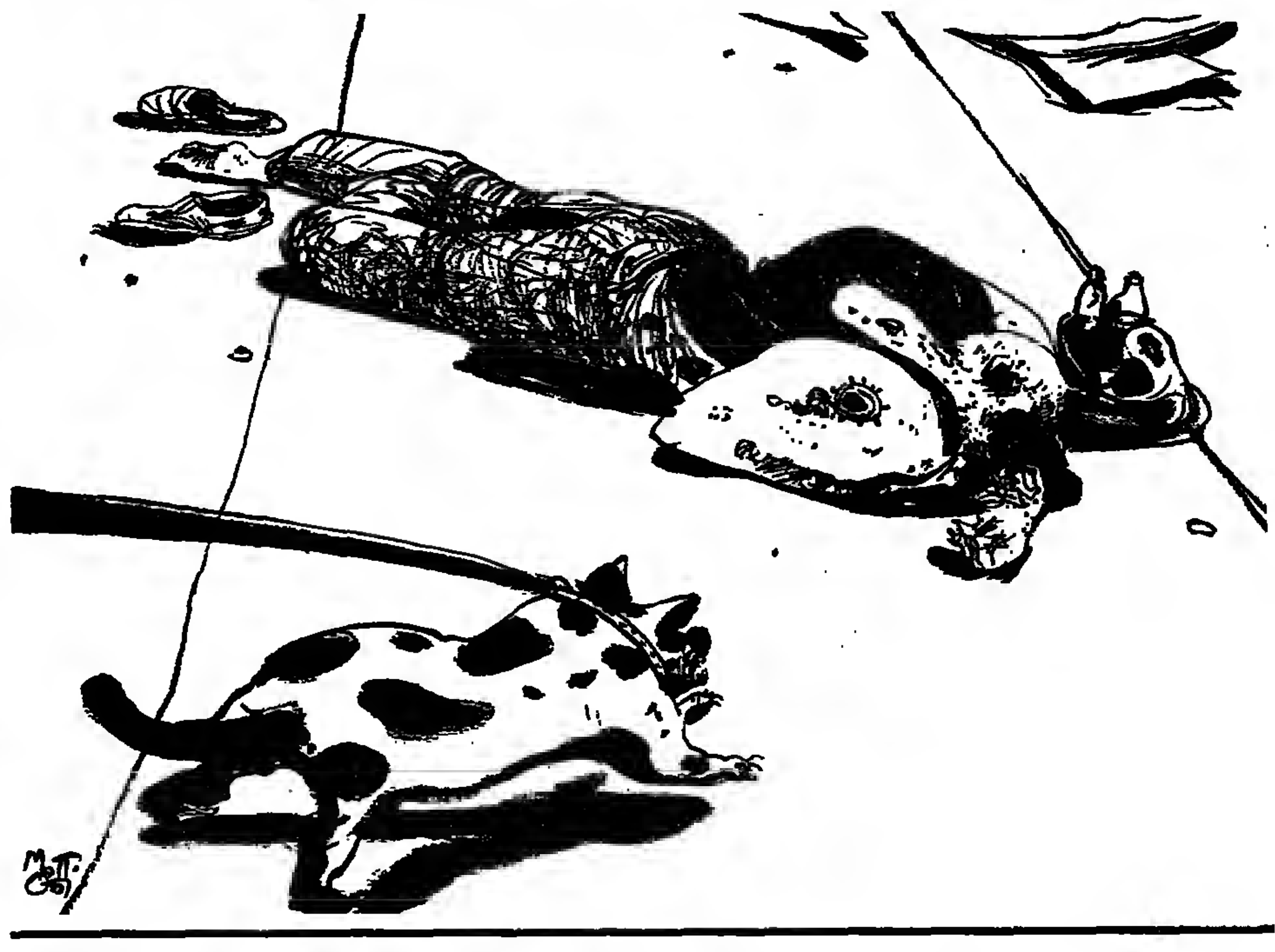
D'où vient cette pénurie de pneus ? S'il est vrai que nos usines traitent 25 % à 30 % de gomme de plus qu'avant la guerre, seule une petite partie de cette fabrication est affectée au rééquipement de nos voitures. Tous les mois, sur environ 160 000 enveloppes livrées par les fabricants, 40 % seulement sont destinés aux besoins civils et mis à la disposition des ingénieurs départementaux des ponts et chaussées ; 20 % servent à équiper les voitures neuves (dont 80 % partent pour l'étranger) ; 15 % sont exportés ; 10 % s'en vont aux colonies ; le reste est réparti entre l'armée, les administrations centrales, les territoires occupés et le contingent spécialisé (taxis, PTT, charbonnage, éclairage, pool des carburants, etc.).

Comment donc s'étonner, connaissant de plus les « fantaisies » de la répartition, que l'automobiliste moyen ne trouve pas de pneus ?

C. B.

(25 avril 1947.)

Scènes de vie féroce - 4 *par Lorenzo Mattotti*



La politique du « 3 % » ou le fétichisme des chiffres

ASSISTERAIT-ON, en Europe, à un retour du fétichisme, de celui des chiffres en particulier ? La tournure prise ces derniers jours par les débats politiques, à Paris comme dans les autres capitales européennes, autour du fameux « 3 % », le critère de Maastricht qui fixe la limite supérieure du déficit public autorisé pour entrer dans l'euro à 3 % du produit intérieur brut (PIB), amène en tout cas à s'interroger. Le débat s'y trouve presque réduit à une bataille de chiffres, contradictoires, mais aussi peu sérieux les uns que les autres, voire, pire encore, à des discussions sans fin autour de prévisions dont on connaît pourtant la faible fiabilité. Cette présence quasi-obsessionnelle des chiffres dans la politique risque de déconsidérer aussi bien les chiffres que la politique.

Les polémiques autour de ce mythique « 3 % », un seuil inventé par les Français – par François Mitterand plus précisément, ne manquent jamais de rappeler les Allemands les plus dogmatiques – ont trouvé un nouvel élan, mercredi 23 avril, avec la publication simultanée de leurs prévisions pour 1997 et 1998 par la Commission européenne d'un côté, par le Fonds monétaire international (FMI) de l'autre. Bruxelles et Washington divergent. La Commission affirme que la France et l'Allemagne finiront 1997 avec un déficit de 3 %, alors que l'Italie (3,2 %) ne pourra monter dans le premier train de l'euro. Les experts du FMI estiment, eux, qu'aucun de ces trois pays ne satisfera le critère en question : la France, l'Allemagne et l'Italie achèveront l'année sur une même note : un rapport du déficit sur la production de 3,3 %. En dehors des clous donc.

Ces prévisions nouvelles ont, naturellement, provoqué une vive réaction en Italie, où l'on a vu dans l'analyse bruxelloise, jugée *« incompréhensible »* par Romano Prodi, le président du conseil, une nouvelle preuve du complot franco-allemand et du *« racisme monétaire »* de l'influente Bundesbank, la banque centrale allemande. Elles relancent aussi le débat en Allemagne, où le ministre de l'économie, Theo Waigel, a l'habitude de dire que *« 3 %, c'est 3,0 % »*.

En France, l'utilisation de ces chiffres dans le débat politique a pris une dimension considérable, excessive sans doute. Les partisans de la dissolution de l'Assemblée avaient notamment exploité, ces derniers jours, l'une des prévisions du ministère de l'économie pour dramatiser la situation. Une note de la direction du Budget annonçait que le déficit allait atteindre 3,8 % si rien n'était fait. Elle était en réalité un plaidoyer, classique de la part de cette administration, en faveur d'un nouveau plan de rigueur. Aujourd'hui, Bruxelles estime, de son côté, que *« sauf surprise »*, la France n'aura besoin *« d'aucune mesure supplémentaire »* pour satisfaire l'objectif de 3 %. La Commission, chargée de mettre en gare le train de l'euro, et son commissaire, le Français Yves-Thibault de Silguy, sont dans leur rôle. Washington enfin appelle, pour passer du 3,3 % au 3 %, à quelque *« mesures additionnelles »*. Le FMI n'a ici, a priori, aucun intérêt partisan. Bercy (3,8 %), Washington (3,3 %), Bruxelles (3 %) : trois chiffres, trois analyses, trois recommandations différentes.

NOMBREUSES APPROXIMATIONS

Ces divergences ne doivent pas être surestimées. Elle portent sur une statistique qui est, elle-même, la somme de toute une série d'autres chiffres. Sur chacun d'eux, le risque d'erreur est grand. Pour évaluer ce critère global, il faut d'abord calculer le déficit (la différence entre les rentrées et les recettes de l'ensemble des administrations) puis le mettre en rapport avec le produit intérieur brut, c'est-à-dire l'ensemble de la valeur ajoutée de la nation. A chaque stade des opérations, les approximations se font plus nombreuses. Ces débats portent ensuite sur une prévision globale, elle-même fruit d'une multitude d'hypothèses. Si Bercy, Washington et Bruxelles divergent sur le solde final, c'est aussi qu'ils ne retiennent pas, pour une année à peine entamée, les mêmes hypothèses initiales sur le dollar, les taux d'intérêt, la croissance, l'évolution de la consommation, la masse salariale, etc.

Plus fondamentalement, l'obsession du 3 % renvoie à la nature même de ce ratio entre le déficit public et la production. Même si une gestion saine de l'économie oblige à limiter le recours à l'endettement public, aucune théorie n'a jamais accordé un réel intérêt à ce ratio ; aucune surtout n'a jamais fixé, arbitrairement, un seuil de 3 %. Comme les autres critères de Maastricht, celui-ci est le résultat d'un accord politique. La convergence ne se limite pas à une affaire de déficit. Elle renvoie, nécessairement, à des débats et à des choix politiques.

Erik Izraelewicz

Marianne au miroir d'Albion

Suite de la première page

De siècles d'histoire dont la gloire fait un peu trop oublier les ombres, Albion et Marianne conservent la volonté de demeurer des Etats-nations et de continuer de jouer un rôle mondial : aussi bien Alain Juppé que le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, l'ont récemment rappelé. Les deux pays restent seuls, avec les Etats-Unis, la Russie et la Chine, à détenir un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et à posséder légalement des armes nucléaires. La France est la quatrième puissance exportatrice, et l'Angleterre la talonne.

Ces positions ne sont évidemment assorties d'aucune promesse d'éternité. Le Conseil de sécurité sera tôt ou tard élargi. Israël, l'Inde et le Pakistan possèdent des armes nucléaires. L'Iran, l'Irak, peut-être la Corée du Nord et la Libye cherchent à s'en doter. L'émergence de l'Asie, et pour commencer de la Chine, le développement de l'Amérique latine, la volonté de puissance des Etats-Unis, nous soumettent en permanence à une concurrence de plus en plus rude. La Grande-Bretagne perd avec Hongkong la plus grosse, et de beaucoup, des dernières perles de sa couronne, et la France n'a pas fini de mesurer le prix des échecs répétés de sa politique africaine.

Des 1942, de Gaulle avait conclu du déclin trop prévisible de ses différentes nations à la nécessité d'unir l'Europe. Churchill aussi, mais sans qu'il fût question dans son esprit pour la Grande-Bretagne de s'y joindre. Aussi bien avait-il dit au général, quelques heures avant le débarquement : *« S'il nous faut choisir entre l'Europe et le grand large, sachez-le bien, nous choisirons le grand large. »* MacMillan voyait dans l'Angleterre *« l'Athènes »*, autrement dit l'inspiratrice et le modèle culturel de la *« nouvelle Rome »* américaine. Mme Thatcher, qui avait beaucoup d'influence sur MM. Reagan et Bush, en était restée là pour l'essentiel, mais ce n'est manifestement pas à Downing Street que Bill Clinton va chercher conseil. Tant et si bien que les Britanniques se trouvent, exactement comme les Français, au pied du mur européen. Mais nous ne le voyons pas de la même manière. L'UE, pour Londres, doit être d'abord une zone de libre-échange. Pour Paris, un moyen d'introduire un contrepoids, économique et politique, à l'abusive influence américaine.

Seuls, sans doute, des hommes qui se réclament du gaullisme peuvent prendre aujourd'hui avec autant de netteté le parti de cet euro envers lequel leur dieu, s'il était encore là, ne ménagerait probablement pas ses sarcasmes. La campagne électorale leur facilite les choses, dans la mesure où elle oblige à se taire, Philippe Séguin et Charles Pasqua en tête, les « compagnons » hostiles à la monnaie unique, tandis que son alliance avec le PCF, sans laquelle il n'a aucune chance, hypothèque l'attitude du PS à cet égard. De l'autre côté de la Manche, les deux grands partis sont notoirement divisés. John Major doit envier l'autorité d'Alain Juppé sur ses troupes puisque plus de deux cents députés conservateurs ont publié une violente attaque contre l'euro, en rupture avec la ligne attentiste officielle. A cette nuance près qu'il se dit prêt à parler, à la différence des tories, d'Europe sociale, Tony Blair manifeste, sur les problèmes de l'Union monétaire, une prudence égale à celle de l'homme qu'il se propose de déloger. Mais lui, au moins, ne laisse s'exprimer chez les siens aucune voix discordante.

PLUS D'OPPOSITION DOCTRINALE

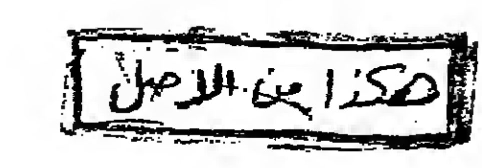
L'Europe n'est pas le seul sujet sur lequel les différences entre les tories et le Labour paraissent singulièrement modestes : *« Le temps des grandes batailles idéologiques est révolu »*, dit lui-même, en dépit de l'indiscutable aggravation des inégalités sociales, le leader travailliste. Non seulement il n'a aucune intention de remettre en cause les privatisations, mais il n'exclut pas d'en décider de nouvelles. *Newsweek*, du coup, peut écrire que le réel vainqueur des prochaines élections sera en tout état de cause la Dame de fer.

La véritable différence entre la Grande-Bretagne et la France ? L'une est maintenant tout à fait entrée dans l'univers de la « pensée unique », et il n'y a pas plus d'opposition doctrinale entre ses deux grands partis qu'entre les républicains et les démocrates américains. Si Tony Blair, le charme et l'habileté faits homme, fait penser à quelqu'un, c'est d'ailleurs à Bill Clinton, moins l'aura de scandale qui entoure ce dernier. Avec le désir de changement naturel après dix-huit années consécutives de pouvoir conservateur, c'est d'abord son charisme qui lui donne ses meilleures chances de l'emporter sur un premier ministre aux allures d'enfant trop sage.

Lionel Jospin a beaucoup de qualités humaines, dont certaines pas tellement répandues dans le monde politique comme le courage, l'honnêteté, la finesse d'esprit. Mais, à la différence de son alter ego britannique, il a peu de charisme. Il compte visiblement sur le triste bilan de l'équipe sortante en matière de chômage ou de réduction de la *« fracture sociale »*, comme sur les valeurs républicaines qu'il est déterminé à défendre face, notamment, à l'omniprésence du veau d'or. En un sens, donc, on peut parler d'un nouvel épisode du vieil affrontement entre la droite et la gauche, d'autant plus qu'Alain Juppé, lui aussi, a choisi de se battre d'abord sur ce terrain-là, en s'en prenant à l'héritage mitterrandien.

Le scepticisme et la méfiance à l'égard de la classe politique sont cependant trop répandus pour que les prochains élus ne sachent pas qu'ils ne l'auront été, bien souvent, que faute de mieux. On peut en dire autant de la Grande-Bretagne, comme de la plupart des pays, à commencer par les Etats-Unis, où les citoyens ont le privilège de choisir leurs maîtres.

André Fontaine



MATIÈRES PREMIÈRES Une semaine après la nomination de Remy Chardon à la présidence de l'Erap, holding d'Etat, actionnaire à 55 % d'Eramet, celle-ci a annoncé, mercredi 23 avril, lors du conseil d'administration de la société, sa volonté d'avoir la majorité des administrateurs. ● CETTE DÉCISION préfigure une reprisa en main d'Eramet, en conflit ouvert avec le gouvernement sur le dossier du nickel en Nouvelle-Calédonie. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, Yves Rambaud, PDG du groupe, se dit favorable à la construction d'une usine da retraitement de nickel dans le nord de l'île, demandée par les indépendantistes. ● POUR FACILITER ce projet, il se dit prêt à procéder à un échange de gisements miniers, à la condition que cet échange soit *« équitable et subordonné à la réalisation de cette usine »*. ● ERAMET a enregistré en 1996 un résultat net de 305 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards.

Le PDG d'Eramet réclame une solution industrielle pour le nickel néo-calédonien

Dans un entretien au « Monde », Yves Rambaud propose aux différents partenaires de discuter de l'avenir minier de l'île. Mais l'Erap, actionnaire public majoritaire, a l'intention de reprendre en main la direction du groupe

« Les administrateurs de l'ERAP – l'actionnaire majoritaire et public d'Eramet – ont demandé, mercredi 23 avril, à être représentés majoritairement an conseil d'administration, à partir de la prochaine assemblée générale. Que pensez-vous de cette décision ?

– Selon la loi, l'actionnaire majoritaire peut imposer la nomination de tous les administrateurs. En pratique, il peut et va, vraisemblablement, recomposer la totalité du conseil. Je ne sais pas si cette modification souhaitée se traduira par un changement de cap. L'actionnaire majoritaire veut-il faire une autre politique ? Si oui, laquelle ? Les actionnaires minoritaires ont le droit de le savoir. Sinon pourquoi changer ?

» Nos résultats plaident pour nous. Depuis 1994, date à laquelle Eramet a été introduit en Bourse, l'autofinancement et le résultat net se sont accrus de 150 % et le dividende a été doublé. A côté dn nickel et des aciers rapides, nous avons développé depuis 1996 un troisième métier : l'exploitation de manganèse avec le rachat de Comilog. Malgré ce rachat, notre trésorerie nette a augmenté en trois ans de 250 millions à 1,3 milliard de francs.

– Ce ne sont pas vos résultats économiques qui sont en cause, semble-t-il, mais plutôt votre intransigeance sur le dossier calédonien...

– Ma position a été beaucoup trop personnalisée. L'équipe d'Eramet est très soudée. Nous discutons entre nous toutes les décisions à Paris, à Nouméa. Il n'y a jamais eu la moindre divergence entre les administrateurs d'Eramet. Toutes les décisions sur la Nouvelle-Calédonie ont été prises à l'unanimité. Mercredi, le conseil, qui comprenait pour la première fois le nouveau président de l'ERAP, Remy Chardon, a confirmé à l'unanimité son accord pour étudier un échange minier entre notre filiale, la Société Le Nickel (SLN), et la Société minière dn Sud Pacifique (SMSP), contrôlée par la province Nord et des intérêts privés.

– Êtes-vous prêt, comme le souhaite le gouvernement, à reprendre les négociations ?

– Avec l'accord du conseil, je viens d'écrire aux présidents de la SMSP et de Falconbridge, le groupe minier canadien qui doit participer à la construction d'une usine dans le nord du territoire, pour leur proposer une rencontre dès les premiers jours de mai, ce que nous n'avons jamais pu faire jusqu'à présent. Nous devons avoir des discussions entre industriels, afin de trouver des solutions concrètes.

» Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie exporte, sous forme de minerai brut, 70 000 tonnes de nickel contenu par an vers l'Australie, le Japon, les Etats-Unis, alors que nous, et nous sommes les seuls, nous transformons 50 000 tonnes de nickel sur place. Nous sommes loin du monopole dont on parle parfois. Au lieu d'exporter la totalité du minerai brut, une partie peut être utilisée pour approvisionner une usine de retraitement dans le Nord. Mais il faut savoir clairement quels sont ses besoins, et combien de minerai la SMSP est prête à fournir. Nous sommes prêts à apporter la différence s'il le faut. Et si cela ne suffit pas, à procéder à l'échange de massifs miniers.

– Quelles sont vos demandes pour cet échange ?

– Nos conditions sont toujours les mêmes. Nous souhaitons d'abord que l'échange entre le massif de Koniambo, propriété de la SLN, et celui de Poum, qui appartient à la SMSP, soit équitable. Nos massifs miniers ne sont pas équivalents. De plus, la SMSP a commencé à exploiter Poum. Nous demandons donc une expertise internationale pour évaluer les actifs, et le paiement d'une soulte pour compenser la différence. Nous demandons aussi que l'échange soit subordonné à la construction d'une usine dans le Nord.

– L'Etat semble prêt à vous donner toutes les garanties sur cette question...

– Qui aura la compétence minière *dans* cinq ans en Nouvelle-Calédonie ? La question ressort des domaines commercial et industriel. Si la SMSP veut tellement cette usine dans le Nord, pourquoi refuse-t-elle que l'échange de gisements soit subordonné à sa construction ? Nous sommes prêts à étudier toutes les solutions juridiques possibles. Mais il n'est pas question que notre gisement serve à augmenter les exportations de minerai vers le Japon ou les Etats-Unis.

Si Eramet est prête à subir un préjudice pour aider le territoire, elle se refuse, en revanche, à le supporter pour le bénéfice d'intérêts particuliers.

– Redoutez-vous la procédure de déchéance engagée par le gouvernement sur votre mine de Koniambo ?

– Nous regrettons cette procédure. Mais nous ne la redoutons pas. Elle ne peut pas s'appliquer à la SLN, qui exploite depuis plus d'un siècle son patrimoine minier en Nouvelle-Calédonie. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons dépensé plus de 2 milliards de francs pour moderniser nos installations. Nous avons créé plus de cinq cents emplois directs et indirects, pratiquement tous dans la province du Nord.

» Cela dit, si on nous enlève une partie significative de nos gisements miniers, notre activité et les emplois dans l'entreprise baisseront. C'est un constat totalement incontournable.

– Les actionnaires minoritaires d'Eramet, notamment les fonds américains Fidelity et Templeton, ont mal réagi à toutes les querelles néo-calédoniennes. Que comptez-vous faire pour les rassurer ?

– Je comprends le mécontentement des actionnaires, puisque les cours actuels sont inférieurs au prix d'introduction d'Eramet en dépit des progrès de l'entreprise. Les raisons de cette dépréciation ne sont pas à l'intérieur de l'entreprise, mais à l'extérieur. Les actionnaires subissent les conséquences d'une action politique. Contre cela, je ne peux rien.

– Craignez-vous d'être limogé lors de votre prochaine assemblée générale, le 29 mai ?

– Ce n'est pas moi qui suis en cause mais Eramet. Ce qui me tient à cœur, c'est de préserver ce qui a été fait ces dernières années avec des équipes remarquables et le soutien de l'ensemble du personnel. Tout industriel à ma place aurait fait ou devra faire la même politique, au service de l'entreprise, de son personnel et de tous ses actionnaires. »

Propos recueillis par
Martine Orange

Renforcement dans le manganèse

Malgré une chute importante de la demande sur tous ses marchés, Eramet a affiché en 1996 un chiffre d'affaires quasiment stable à 3,9 milliards de francs. Son résultat net est en baisse de 29 % à 305 millions de francs. En 1996, le groupe a réalisé, pour la première fois, 40 % de ses ventes en Asie. A la suite du blocage des exportations de nickel en Nouvelle-Calédonie, décidé le 10 avril par les indépendantistes, l'entreprise commence à souffrir et envisage de réduire sa production.

Eramet, qui avait pris 46 % dn capital de Comilog en 1996, société gabonaise de manganèse, a décidé de racheter la participation de 15 % détenue par le sud-africain Gencor. Le rachat est financé par des obligations convertibles, pour un montant de 226 millions de francs, correspondant à 4 % dn capital d'Eramet. Comilog est en voie de redressement. Son endettement est tombé en un an de plus de 1,3 milliard à moins de 800 millions de francs.

Les concentrations s'accélèrent dans l'industrie du plastique

« LA LOGIQUE de l'internationalisation, tout autant que les importantes fluctuations économiques et les investissements technologiques très lourds, poussent à la spécialisation et à la concentration des producteurs sur le marché européen des plastiques », expliquait, mercredi 23 avril, Pierre Avenas, président du Syndicat des producteurs des matières plastiques (SPMP), en commentant une succession d'accords dans cette industrie qui produit en amont les matières premières (polystyrène, polyéthylène, polypropylène, PVC...) vendues ensuite aux transformateurs.

Depuis cinq ans, sur la cinquantaine de producteurs opérant en Europe, pas moins d'une vingtaine se sont associés pour produire telle ou telle matière plastique. Si les français Elf Atochem et Rhône-Poulenc, l'italien Montedison ou l'anglo-néerlandais Shell pratiquent cette politique d'alliance depuis plusieurs années, les Allemands viennent de s'y engager et contribuent à accélérer le mouvement. A l'automne 1996, les deux géants mondiaux, BASF et Hoechst, ont décidé de fusionner leurs activités de polypropylènes. Simultanément, Hoechst et le britannique BP Chemical ont engagé des négociations dans les polyéthylènes, tout comme BASF et Shell Chemical.

« En tenant compte de ces évolutions, trois joint-ventures vont désormais contrôler la moitié du marché du polyéthylène, et deux autres vont se partager la moitié de celui du polypropylène », estime M. Avenas. Dans le premier cas il s'agit de Borealis, ensemble né de la fusion scandinave Neste-Statoil, de Polimeri Europa, association entre l'italien Unichem et l'américain Union Carbide, et de Marlene, association Shell-BASF. Dans le second cas, il s'agit de Montell, né de l'association Shell-Montedison et de la société commune créée par Hoechst et BASF.

En termes de volumes, l'Europe reste le premier producteur de matière plastique, avec près de 45 millions de tonnes sur les 128 millions produits dans le monde en 1996. Les Etats-Unis talonnent désormais le Vieux Continent, et l'Asie progresse régulièrement depuis plusieurs années, sa production atteignant un peu moins de 35 millions de tonnes.

Avec 5,3 millions de tonnes, la France est le deuxième producteur européen et le cinquième mondial. Pour la deuxième année consécutive, la balance commerciale a enregistré en 1996 un record historique avec un excédent de 6 milliards de francs, les exportations se faisant majoritairement en Europe. Mais toutes les firmes ont pâti de la chute des prix à la fin de l'année 1995. Le redressement amorcé depuis n'a pas permis de reconstituer les marges.

Dominique Gallois

Armand Frydman veut redonner à Jacadi la première place dans la mode enfantine

Le patron de la marque Gérard Pasquier a été choisi comme repreneur de l'enseigne

Après six mois de redressement judiciaire, Jacadi a été confié, mercredi 23 avril, par le tribunal de commerce de Nanterre, à l'homme d'affaires Armand Frydman, connu dans le monde du prêt-à-porter, des grands magasins et de la vente par correspondance. La marque préférée des parents des années 80 va devoir prouver sa capacité à rebondir face aux nouvelles enseignes à succès, comme Du Pareil au Même, et à la grande distribution, qui dominent le marché.

PARMI quatre repreneurs pour relancer l'entreprise de vètemeots pour enfants Jacadi, le tribunal de commerce de Nanterre a choisi, mercredi 23 avril, Armand Frydman, un homme d'affaires de soixante-quinze ans.

L'enseigne, en redressement judiciaire depuis octobre 1996, va donc rejoindre le groupe Frydman (environ 3 milliards de francs de chiffre d'affaires), composé d'activités aussi diverses que Gérard Pasquier (prêt-à-porter féminin), Europe Epargne (vente par correspondance), le Café Legal, Singer France (distribution de machines à coudre), et de trois grands magasins Nouvelles Galeries en province. M. Frydman, qui aurait prévu d'investir près de 90 millions de francs dans Jacadi, reprend la totalité du capital de la société, permettant aux banquiers – le CIC, le Crédit agricole, Paribas, la Société générale – qui avaient provoqué le dépôt de bilan, de sortir de l'affaire. Mais les irrégularités relevés dans les comptes de 1995, qui avaient conduit les commissaires aux comptes à refuser de certifier l'exercice et provoqué l'éviction du fondateur Patrick Hamelle, pourraient rebondir en justice dans les prochains mois, affirme un proche du dossier.

Pour Jacadi, il était temps que le tribunal tranche. Confié au cabinet d'administrateurs judiciaires Sauvan-Goulletquer et, dans un premier temps, au juge Jean-Michel Régis, Jacadi a été plongé au cœur des démêlés judiciaires de ces derniers, qui ont ébranlé le tribunal de Nanterre il y a peu. Six mois de redressement judiciaire ont commencé à décimer les rangs des franchisés, dont le nombre, par le jeu des dépôts de bilan et des transferts d'enseigne – certains ont rejoint le réseau concurrent Zannier – a été ramené à trois cent soixante-huit (dont cent quatre-vingt-dix en France).

L'entreprise elle-même a plutôt bien traversé l'épreuve. Grâce au gel de près de 300 millions de francs de créances, mais aussi aux mesures prises par son directeur géoéral Christian Raillard – que M. Frydman a reconduit dans ses fonctions –, le groupe Jacadi a pu réaliser un résultat net positif de 8,2 millions de francs (4 % du chiffre d'affaires), sur les six mois de son redressement judiciaire. Il affichait 91 millions de francs de pertes eo 1995 et 240 millions d'impayés.

CONCURRENCE FÉROCE

Relancer l'enseigne ne sera pas chose aisée, dans un secteur livré à une concurrence féroce, qui pesait, en 1995, 25,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 18,5 % du total de l'habillement en France. La tendance à long terme est à la croissance. Mais les parents ne sont plus prêts à payer n'importe quel prix pour habiller leurs enfants, comme dans les années 80. En 1995, ils ont dépensé 4 607 francs par tête pour la layette (de zéro à deux ans), et, pour les deux-quatorze ans, 2 154 francs pour les filles et 1 925 francs pour les garçons. Or, « *entre le dessin, la fabrication, la distribution, le marketing, les coûts sont les mêmes que pour les vêtements pour adultes* », observe Bernard Demeure, consultant chez Mercer Management. La chute de Jacadi est due en grande partie à cette évolution.

Innovatrice dans les années 80, la marque s'est figée dans une image de haut-de-gamme, un style BCBG et des prix élevés. Mais, « *comme toujours dans le textile, le marché a été saturé de marques qui sont toutes venues chasser sur les mêmes créneaux* », explique M. Demeure. Depuis le début des années 90, la nouvelle *success story* du secteur s'appelle Du Pareil au Même (DPAM), qui propose des vêtements plus créatifs à des prix divisés par deux par rapport à Jacadi, grâce à une offre en permanence renouvelée et de plus petites séries. Au lieu de se concentrer sur sa marque phare, Jacadi a créé une enseigne concurrente de DPAM, Dipaki. Ses débuts ont été prometteurs, mais elle a peut-être contribué à accélérer la chute de Jacadi elle-même.

En outre, le marché est désormais dominé par la grande distribution et la vente par correspondance, qui monopolisent près de 42 % de ventes. Pour faire vivre une marque et un réseau exclusif, il faut être réactif. Avec son réseau en franchise quasi-pléthorique, Jacadi s'est lié les mains : « *Tant que tout marche bien, ils en redemandent, mais lorsque le marché devient difficile, les franchisés deviennent une force de résistance à l'évolution* », résume un consultant spécialisé.

Enfin, si des marques disparaissent, les nouveaux entrants se bousculent au portillon. De grandes marques de prêt-à-porter pour adulte rêvent d'exploiter leur notoriété chez les tout-petits. Kenzo a confié au fabricant Albert une licence de développement d'une ligne pour enfants. L'américain GAP Kids commence à essaimer en France ses magasins dans le sillage de l'enseigne amirale GAP.

Signe du destin pour Jacadi : pendant que le tribunal décidait de son sort, ses deux principaux concurrents dévoilaient des résultats en forte bausse pour 1996. Zannier, candidat éconduit à la reprise de Jacadi, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,98 milliard de francs (+ 5,4 %) et un résultat net de 72 millions (+ 71 %). Du Pareil au Même a accru son chiffre d'affaires de 21 %, à 601 millions, et son profit net de 18 % (36 millions). Les « Jacadi » o'ont plus qu'à se retrousser les manches.

Pascal Galinier

L'avocat général plaide pour un compromis dans le dossier Renault-Vilvorde

LA DIRECTION de Renault a-t-elle manqué à ses obligations en ne consultant pas son comité de groupe européen (CGE) avant d'annoncer, le 27 février, la fermeture de son usine en Belgique ?

Saisi en référé par le CGE, le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a répondu le 4 avril par l'affirmative (*Le Monde* daté 6-7 avril) et a « *interdit à Renault* » de fermer Vilvorde « *jusqu'à ce qu'elle ait rempli son obligation d'information et de consultation* » envers son CGE. La direction a fait appel. L'audience s'est déroulée devant la cour d'appel de Versailles, mercredi 23 avril.

Avocats de la direction, Mes Bélier et Tarasewicz ont bâti leur plaidoirie autour de trois arguments essentiels : l'accord signé chez Renault le 5 mai 1995 n'est pas soumis aux dispositions de la directive européenne transposée en droit français en novembre 1996. Or l'accord oe prévoit ni information ni consultation préalables. Deuxième argument : eo admettant même que l'accord doive s'interpréter à la lumière d'un texte communautaire, il faudrait s'appuyer sur cette directive qui n'impose aucuoe consultation préalable et non, comme l'a fait le tribunal de Nanterre, sur la charte sociale de 1989, qui n'a aucune valeur contraignante. Enfin, ils ont observé que le président de Renault, dès le 28 février, avait proposé d'informer le bureau du CGE le 3 mars. Le secrétaire du CGE ayant refusé cette procédure, une réunion plénière du CGE s'est tenue dès le 11 mars, « *en temps utile* » selon eux, puisque avant la mise en œuvre de la fermeture.

De leur côté, les avocats du CGE, Mes Brihi et Grumbach, ont estimé que Renault n'avait pas respecté « *le contenu et la portée* » des accords signés en 1993 et 1995 créant le CGE. Ils ont rappelé que ces accords, malgré un contenu limité, avaient été signés par la Fédération européenne de la métallurgie – dont le secrétaire général était présent à l'audieoce – parce que leurs préambules étaient porteurs d'une réelle ambition, que Renault ne respecte pas aujourd'hui. Selon eux, la réunion du 11 mars ne saurait tenir lieu de « *procédure d'échanges et de dialogue* » puisque aucun document écrit n'a été remis aux participants. Dans ses conclusions, l'avocat général a estimé que, « *même si l'accord de 1995 doit être interprété à la lumière de la directive de 1994, Renault n'est pas débitrice d'une obligation d'information ni de consultation préalables* ». En revanche, il estime que la réunion extraordinaire du 11 mars aurait dû être soumise au même régime que les réunions plénières et précédée de l'envoi de documents écrits, comme le prévoit l'accord. Il estime donc que la réunion du 11 mars « *s'est tenue dans des conditions irrégulières* ».

Selon lui, trois possibilités s'offrent au juge d'appel. La première – qui a sa préférence – est d'infirmer partiellement le jugement de Nanterre : Renault ne doit pas se voir interdire de fermer Vilvorde mais doit procéder à une nouvelle réunion du CGE. La deuxième – qui a la préférence du ministère de la justice – est d'estimer qu'une convocation d'une sessioo plénière du CGE ne s'imposait pas. Le jugement de Nanterre doit donc être totalement infirmé. C'est également ce qui ressort de la troisième possibilité : dire qu'il n'y avait pas de « *trouble manifestement illicite* » et donc qu'il n'y avait pas lieu à référé. La cour d'appel rendra son jugement mercredi 7 mai.

Frédéric Lemaître

La compagnie régionale Brit Air devient le premier franchisé d'Air France

MORLAIX
de notre envoyée spéciale

Christian Blanc, le PDG d'Air France, devait annoncer à son conseil d'administration, jeudi 24 avril, un bénéfice prévisionnel de 500 millioos de francs pour l'ensemble du groupe sur l'exercice 1997-1998.

Pour redresser son activité domestique (ex-Air Inter), qui devrait encore enregistrer des pertes en 1997-1998, Air France a notamment l'iotention de développer ses activités sous franchise. Christian Blanc a signé, mercredi 23 avril, un accord global de franchise avec la compagnie bretonne Brit Air. L'ensemble du réseau du transporteur régional, implanté sur l'ouest de la France, passera, à l'automne, sous franchise Air France pour une durée de cinq ans. Le groupe public apportera une dizaine de ses lignes à Brit Air, qui les exploitera également sous forme de franchise. Au total, ce sont 150 vols qui seront concernés chaque jour par cet accord.

Les billets seroot émis par Air France. Les vols de Brit Air seront assurés par ses propres appareils et avec son personnel navigant, mais sous des numéros de vol Air France. Le client bénéficiera du programme de fidélisation d'Air France eo volant sur Brit Air, qui aura ainsi accès direct au réseau international d'Air France.

Cet accord est une première pour Air France. Les seuls précédents portaient sur des lignes très précises, et non sur l'ensemble du réseau d'une compagnie : le groupe public commercialise actuellement cinq lignes en franchise, trois avec Brit Air (Orly-Rennes, Roissy-Rennes, et Paris-Southamptoo) et deux avec Jersey European Airlines (Toulouse-Loodres et Lyoo-Londres). Cette formule de partenariat permet à une compagnie d'accroître son offre commerciale sans prendre de risque, puisque c'est le franchisé qui est responsable de son exploitatioo : le fraochiseur, en l'occurrence Air France, est rémunéré par un pourcentage du chiffre d'affaires et du résultat réalisé par soo franchisé sous sa marque.

L'affrètement, pour l'instant plus répandu en Europe, ne présente pas les mêmes avantages : l'affréteur rémunère l'affrété sans tenir compte du taux de remplissage de ses avioos. 40 % du chiffre d'affaires de Brit Air provient d'ailleurs d'affrètemeots pour le compte d'Air France. L'accord de franchise ne les remet pas intégralement en cause. La franchise se développe rapidement en Europe. British Airways a déjà huit compagnies partenaires, qui effectuent plus de 400 vols par jour à destination de l'aéroport londonien de Heathrow, alimentant ainsi la plate-forme de correspondances de la compagnie britannique. L'allemand Lufthansa s'est récemment converti à cette formule.

« *Cet accord avec Air France nous permettra d'avoir 250 millions de francs de chiffre d'affaires supplémentaires par an* », affirme Xavier Leclercq, président de Brit Air. En 1996, la compagnie régionale a enregistré un chiffre d'affaires de 720 millions de francs, eo progression de 12 % par rapport à 1995, et un résultat net de 15 millions de francs. « *Le prix moyen de nos billets est trop élevé. Si nous voulons rester concurrentiels, nous devons le réduire et baisser nos coûts* », explique-t-il. Dans les trois prochaines années, Brit Air a pour objectif de diminuer de 15 % le coût à l'étape de son exploitation et d'augmenter de 20 % le coefficient de remplissage de ses avions (actuellement de 50 %). Des négociations devaient commencer jeudi avec le personnel navigant.

Virginie Malingre

Grève dans le ciel

Air France va porter plainte contre le préavis de grève déposé par les quatre syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter pour les 25 et 26 avril (*Le Monde* du 24 avril). « *Les cinq jours de préavis n'ont pas été respectés. Nous demanderons au juge d'apprécier la situation afin d'obtenir un jugement sur le fond* », a déclaré Christian Blanc, président d'Air France. La compagnie prévoit d'assurer 45 % des vols de son réseau domestique (ex-Air Inter) pour la journée du vendredi 25 avril. Tous les vols au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle seront assurés.

Le conflit à TAT-Air Liberté, engagé mercredi 9 avril par les pilotes et les hôtesses et stewards des deux compagnies, continue. Selon la direction, seuls 50 % des vols devaient être assurés, jeudi 24 avril, et 60 % vendredi. Les pilotes d'Air Liberté ont signé mardi le protocole de sortie de grève. Mais les pilotes de TAT comme les hôtesses et stewards des deux compagnies continuent la grève.

Accor a réalisé un bénéfice de plus d'un milliard de francs en 1996

CELA ne s'était pas vu depuis 1990 : Accor, l'un des principaux acteurs mondiaux de l'hôtellerie et des services aux entreprises, a refranchi le cap du milliard de francs de résultat net en 1996. Jean-Marc Espalioux, président du directoire, a annoncé, mercredi 23 avril, que le groupe avait réalisé un bénéfice net de 1,05 milliard de francs, en progression de 14,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 28,3 milliards de francs en hausse de 2,9 %, à périmètre et taux de change constants. L'année 1996 a été marquée par le rétablissement de la situation financière : l'endettement est passé de 25,2 milliards de francs en juin 1994 à 17,5 milliards à fin 1996.

Le président d'Accor a annoncé qu'il allait soumettre à ses actionnaires un projet de fusion-absorption avec Sphere International, qui regroupe le pôle d'hôtellerie économique (Formule 1, Etap Hotel et Ibis), et dont il ne détient que 77 %. Accor disposera ainsi du contrôle complet de l'hôtellerie économique, secteur en plein développement. Lors de l'assemblée générale, Accor proposera de distribuer un dividende de 20 francs avec paiement en numéraire le 13 juin.

Dégradations des relations sociales à la RATP

LE CLIMAT social se dégrade à la RATP. Le directeur du département bus, Pierre Weill, et deux de ses collaborateurs, ont été séquestré toute la journée du mercredi 23 avril par environ 200 agents regroupés sous les bannières CGT, Autonomes et FO. Les salariés protestaient contre la suppression du service de nuit de la RATP spécifiquement organisé pour le personnel. Ce réseao de 120 lignes fonctionnant en début de service (vers 3 ou 4 heures du matin) et en fin de service (vers minuit) permet d'acheminer environ un millier de salariés entre leur domicile et leur lieu de travail. La RATP veut redéployer ces moyens vers son réseau Noctambus, destiné à sa clientèle, qui transporte actuellement 3 000 personnes par nuit sur dix lignes. La Régie veut porter le nombre de ces lignes à dix-huit et prolonger les lignes existantes en banlieue.

Les syndicats refusent la suppression de ce qu'ils considèrent comme un « *acquis social* ». Après avoir libéré le directeur du département bus, ils ont annoocé qu'ils mèneraieot la politique de la chaise vide, boycottant les réunions avec la direction sur tous les sujets. Cette décision a créé quelques dissensions au sein du syndicat FO RATP, dont seule la branche Routier s'est ralliée à la décision intersyndicale.

DÉPÊCHES

■ **EUROTUNNEL : le groupe a annoncé jeudi 24 avril une perte** nette de 6,099 milliards de francs pour 1996, contre 7,2 milliards francs en 1995. Eurotunnel a évité de justesse le dépôt de bilan en concluant à l'automne 1996 un accord de restructuration financière avec ses banques créancières.

■ **GEODIS : le groupe de transport routier**, filiale de la SNCF, de la Société Générale et des AGF, a essuyé une perte nette de 244 millions de francs en 1996, après un bénéfice de 59 millions lors de l'exercice précédent.

■ **PHARMACIE : les effets des conventions médicales « se font pleinement ressentir »** pour les pharmaciens qui ont vu leurs marges baisser au premier trimestre 1997, a indiqué mercredi 23 avril Bernard Capdeville, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF). Les marges en légère hausse de 0,3 % en 1996, ont enregistré un recul de 1,5 % pendant les trois premiers mois de 1997.

■ **RHÔNE-POULENC : quelque 100 à 150 salariés du groupe pharmaceutique et chimique français** se sont rassemblés mercredi 23 avril à l'appel de la CGT devant le Palais des Congrès à Paris, où se tenait l'assemblée générale des actionnaires. Les manifestants reprochent au groupe de ne pas mettre en oeuvre une « *véritable politique industrielle et sociale* ». Lors de cette assemblée, le président du groupe Jean-René Fourtou a annoncé que le montant des cessions en 1997 pourrait dépasser de 2 milliards de francs les prévisions et avoisiner les 5 milliards.

■ **DAEWOO : le PDG de la société Daewoo a confirmé** mercredi 23 avril qu'il consacrera 278 millions de francs à l'implantation d'une unité de production de réfrigérateurs haut de gamme sur la zone industrielle des Souhesmes, proche de Verdun. Le premier réfrigérateur sortira des chaines de production en décembre 1998. L'objectif est de produire 240 000 unités en 1999 et de monter en puissance à 300 000 dans les trois ans. Ce projet permettra d'embaucher 268 personnes. L'usine de Verdun sera le cinquième site Daewoo en Lorraine. (*Corresp.*)

■ **CEGETEL : le pôle télécommunications de la Générale des** Eaux a indiqué, mercredi 23 avril, qu'il a conclu le 11 avril un accord définitif avec la SNCF pour le développement et l'exploitation d'un réseau alternatif de télécommunication, soit un investissement total de 5 milliards de francs d'ici à l'an 2000. Le capital de Télécom Developpement, filiale de la SNCF, sera ouvert à 40 % à Cegetel.

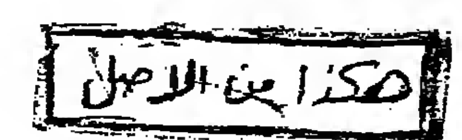
■ **HEWLETT-PACKARD : le constructeur informatique américain** a annoncé mercredi 23 avril l'acquisition de la société californienne VeriFone, spécialisée dans la sécurité des paiements électroniques, pour 1,18 milliard de dollars par échange d'actions.

■ **STET : le groupe de télécommunications public italien** a annoncé, mercredi 23 avril, qu'il va acquérir 25 % de la société autrichienne de téléphonie mobile Mobilkom Austria.

■ **BOMBARDIER : le groupe canadien** (aéronautique, matériel de transport, motoneiges, motomarines) a enregistré pour 1996 un bénéfice net de 406,2 millions de dollars canadiens (1,7 milliards de francs), en hausse de 30 % sur 1995. Le chiffre d'affaires a atteint 8 milliards de dollars canadiens, en hausse de 13 %.

■ **CNP : la Caisse des dépôts et consignations, actionnaire à 30 %** du premier assureur-vie français, souhaite porter sa participation dans la CNP à 35 à 40 % à la faveur de l'introduction en bourse – non encore fixée – de la CNP, doot l'Etat détient 42,5 % des actions.

■ **NOMURA SECURITIES : le courtier japonais a annoncé, jeudi 24 avril**, une perte nette consolidée de 242,7 milliards de yens (1,96 milliard de dollars) au titre de l'exercice achevé fin mars, contre un béoéfice de 49 milliards de yens l'année précédente. Ce résultat inclut une perte extraordinaire de 371 milliards de yens, dû à l'assainissement de la filiale Nomura Finance.



■ LA BOURSE DE TOKYO a cédé du terrain, jeudi 24 avril, après s'être nettement ressaisie la veille. L'indice Nikkei a perdu 37,40 points à 18 698,07 points, soit un repli de 0,20 %.

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi 24 avril sur le marché de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 341,10-341,40 dollars contre 340,80-341,10 dollars la veille en clôture.

■ LE PRIX DU BARIL de brut de référence *light sweet crude* a gagné 17 cents à 19,74 dollars, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. La veille, il avait perdu 48 cents.

■ LA BOURSE DE LONDRES a terminé la séance de mercredi au plus-haut depuis cinq semaines. L'indice Footsie s'est inscrit en hausse de 41,6 points, soit 0,96 %, à 4 387,7 points.

■ LE FMI ne voit pas de source d'« *intense inquiétude* » dans une éventuelle plus grande dépréciation du yen face au dollar, a estimé Michael Mussa, directeur de la recherche économique.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↘ 1 mois

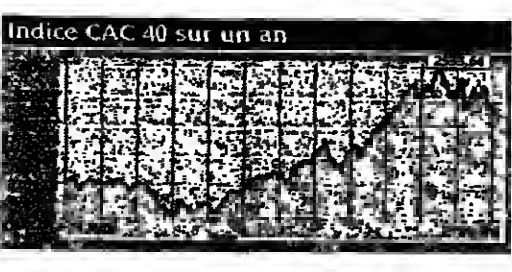
NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Poursuite de la reprise à Paris

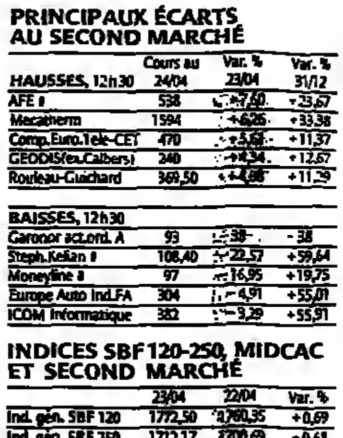
LA BOURSE DE PARIS poursuivait le mouvement de reprise amorcé la veille, jeudi 24 avril, première séance du terme boursier de mai dans un marché atteotiste face aux développements de la campagne électorale en France. En hausse de 0,74 % à l'ouverture, l'iodice CAC 40 affichait deux heures plus tard un gain de 0,66 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises gagoaient en moyenne 0,80 % à 2 553,84 points. Le volume des échanges s'élevait sur le marché à règlement mensuel à 1,4 milliard de francs, dont 1,1 milliard de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Les opérateurs français sont plutôt prudents en attendant les développemeots de la campagne électorale et les sondages d'opinion sur les intentions de vote des Français. Le marché a bénéficié jeudi matio d'uoe bonne nouvelle : la productioo industrielle française a augmenté de 1,6 % en février par rapport à janvier.

Du côté des valeurs, Publicis gagnait 8,9 % à 600 francs et Plastic Omnium, 6,5 % eu raisou des bonnes perspectives du groupe. Jean Lefebvre continuait à progresser, gagnant 4,8 %. L'Oréal montait de 3,5 % après l'annonce des résultats 1996, les analystes estimant que le groupe de cosmétiques devrait gagner des parts de marché cette année.



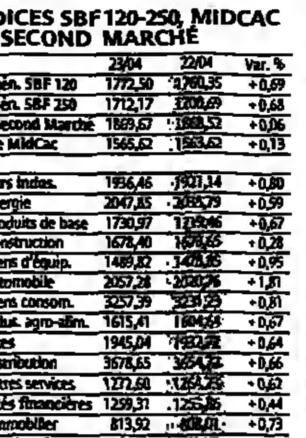
Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours

GAN, valeur du jour

A MOINS d'une semaine de la présentation de ses comptes, mardi 29 avril, le GAN continue de voir son cours très entouré. Mercredi 23 avril, le titre a gagné 7,4 % terminant la séance à 143,30 francs, ce qui porte sa hausse à près de 43 % depuis le début de l'année. L'appel au marché de la part des AGF pour un montant de 4 milliards de francs – souscrit plus de trois fois – n'est pas étranger à cette nouvelle hausse du cours, la compagnie ne cachant pas son appétit pour le GAN. Ce dernier, sous réserve de l'accord de Bruxelles, devrait bénéficier d'une recapitalisation de 11 milliards de francs de l'Etat.



GAN sur un mois

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/04	Var. % 23/04	Var. % 31/12
Publicis	600	+4,89	+32,74
Plastic-Omn.(Ly)	512	+6,66	+21,90
Jean Lefebvre	330	+4,76	+21,99
Geophysique	496	+4,37	+37,77
Rochette (La)	26	[illegible]	+0,58
Sommer-Allibert	205,30	+3,98	+32,45
SFIM	1070	+3,68	+3,88
L'Oreal	1973	+3,49	+0,97
GAN	154,90	+3,26	+47,52
Comptoirs Mod.	2680	+3,15	-4,28
BAISSES, 12h30			
Guilbert	971	-4,71	-4,33
Dassault Electro	672	-3,38	+51,01
Klepierre	774	[illegible]	+11,52
Filipacchi Medias	1351	-2,03	+16,96
De Dietrich	265	-1,88	+35,54
Cpe France Ly #	771	-1,78	+24,75
Interbail	223	-1,78	-1,71
Sanofi	520	-1,98	+0,77
Cofidep	314	-1,90	+14,18
Metaleurop	70,30	-1,54	+66,78

VALEURS LES PLUS ACTIVES

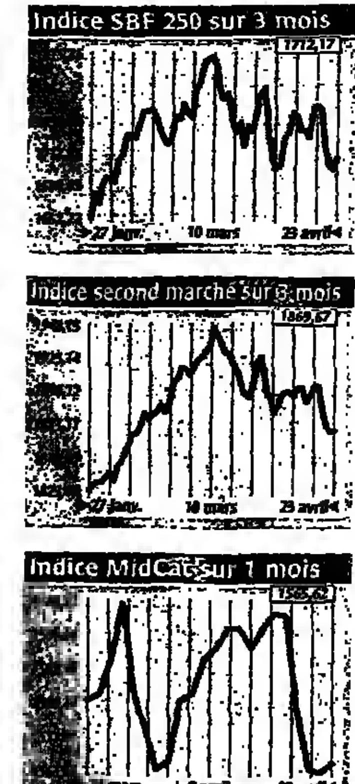
SÉANCE, 12h30	24/04 Titres échangés	Capitalisation en F
AGF-Ass.Gen.France	777518	142610915,80
Accor	123448	107559609
L'Oreal	43756	85441867
LVMH Moet Hen.	55457	74689223
Alcatel Alsthom	98241	63771696
Danone	61505	52137422
Bancaire (Cie)	65530	50488981
Elf Aquitaine	88743	48467043
Carrefour	13742	47270753
Total	81064	37461319,90

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/04	Var. % 23/04	Var. % 31/12
AFE #	538	+7,60	+23,67
Mecatherm	1594	+6,26	+33,38
Comp.Euro.Tele-CET	470	+5,62	+11,37
GEODIS(ex.Calberson)	240	+4,34	+12,67
Rouleau-Guichard	369,50	+4,46	+11,29
BAISSES, 12h30			
Garonor act.ord. A	93	-38	-38
Steph.Kelian #	108,40	-22,57	+59,64
Moneyline #	97	-16,95	+19,75
Europe Auto Ind.FA	304	-4,91	+55,01
ICOM Informatique	382	-3,29	+55,91

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	23/04	22/04	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1772,50	1760,35	+0,69
Ind. gén. SBF 250	1712,17	1700,69	+0,68
Ind. Second Marché	1869,67	1868,52	+0,06
Indice MidCac	1565,62	1563,62	+0,13
Valeurs indus.	1936,46	1921,14	+0,80
1 - Energie	2047,85	2035,79	+0,59
2 - Produits de base	1730,97	1719,46	+0,67
3 - Construction	1678,40	1673,65	+0,28
4 - Biens d'équip.	1489,82	1475,85	+0,95
5 - Automobile	2057,28	2020,76	+1,81
6 - Biens consom.	3257,39	3231,29	+0,81
7 - Indus. agro-alim.	1615,41	1604,68	+0,67
Services	1945,04	1932,72	+0,64
8 - Distribution	3678,65	3654,72	+0,66
9 - Autres services	1272,60	1264,75	+0,62
Sociétés financières	1259,31	1253,86	+0,44
10 - Immobilier	813,92	808,01	+0,73
11 - Services financ.	1225,38	1218,78	+0,54
12 - Sociétés invest.	1712,37	1715,08	-0,04



Petite rechute à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse, jeudi 24 avril, sous le poids des ventes bénéficiaires intervenues en fin de séance. Dopé par une vague d'achats de la part de fonds de pension, l'indice Nikkei a frôlé les 19 000 points, en matinée, avec un plus haut du jour de 18 982,70 points, soit un gain de 250 points. Mais les prises de bénéfice l'ont emporté et l'indice vedette a finalement perdu 37,40 points (0,2 %) à 18 698,07 points.

La veille, Wall Street s'est repliée en fin de séance, en raison d'une augmentation des rendements sur le marché obligataire, qui a réagi aux déclarations du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, Jack Guynn, sur la vigilance vis-à-vis de l'inflation. L'indice Dow Joues a perdu 20,87 points (-0,31 %) à 6 812,72 points.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé la séance à son plus haut niveau depuis cinq semaines grâce à la très bonne performance de Wall Street la veille. L'indice Footsie a fini sur une hausse de 41,6 points, soit 0,96 %, à 4 387,7 points. La performance de la Bourse américaine la veille a également dynamisé la Bourse de Francfort qui a gagné 1,67 % à 3 395,95 points.

INDICES MONDIAUX

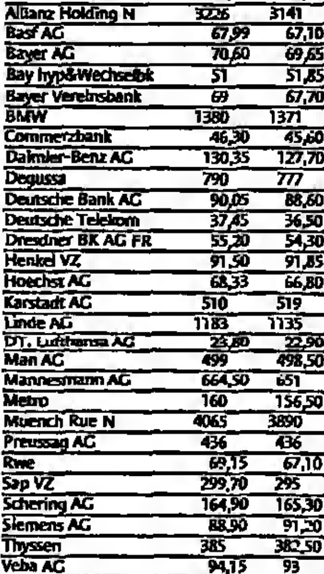
	Cours au 23/04	Cours au 22/04	Var. en %
Paris CAC 40	2532,80	[illegible]	+0,72
New-York/DJ indus.	6813,13	[illegible]	-0,30
Tokyo/Nikkei	18735,50	[illegible]	+1,02
Londres/FT100	4385,80	[illegible]	+0,91
Francfort/Dax 30	3395,[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	1170,41	[illegible]	+1,08
[illegible]	2630,11	[illegible]	—
[illegible]	2209,03	[illegible]	+0,57
Milan/MIB 30	1053	[illegible]	—
Amsterdam/Ge. Cbs	515,30	507,80	+1,53
Madrid/Ibex 35	503,44	498,36	+1,01
Stockholm/Affarsal	2056,42	2056,42	—
Londres FT30	2870,70	2842	+1
Hong Kong/Hang S.	12707	12580,90	+0,99
Singapour/Strait t	2034,80	2047,56	-0,63

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	23/04	22/04
Alcoa	69,75	69,50
Allied Signal	73,75	73,62
American Express	61,25	60,75
AT & T	31,50	32
Boeing Co	101,50	100,87
Caterpillar Inc.	89,12	87
Chevron Corp.	66,62	66,62
Coca-Cola Co	60	61,87
Disney Corp.	79,25	78,25
Du Pont Nemours&Co	105,75	108,25
Eastman Kodak Co	81,12	79,50
Exxon Corp.	55	55,25
Gen. Motors Corp.H	56,25	56,50
Gen. Electric Co	107,25	108,50
Goodyear T & Rubbe	52	52,12
Hewlett-Packard	49,37	50,50
IBM	142,37	140
Intl Paper	41,50	42,12
J.P. Morgan Co	95,87	97
Johnson & Johnson	58	59
Mc Donalds Corp.	51,50	51,75
Merck & Co.Inc.	87,75	89,25
Minnesota Mng.&Mfg	86	87,50
Philip Moris	40,75	42
Procter & Gamble C	125,75	128,62
Sears Roebuck & Co	48,37	47,87
Travelers	49,87	50,12
Union Carb.	48,75	48,75
Utd Technol	77,62	75,37
Wal-Mart Stores	28,12	27,75

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

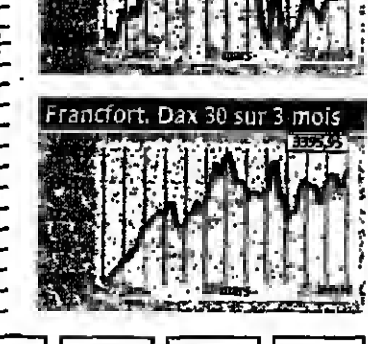
	23/04	22/04
Allied Lyons	4,33	4,28
Barclays Bank	10,56	10,35
B.A.T. industries	5,20	5,22
British Aerospace	13,55	13,53
British Airways	6,92	6,87
British Petroleum	7,15	6,99
British Telecom	4,57	4,55
B.T.R.	2,57	2,52
Cadbury Schweppes	5,18	5,14
Eurotunnel	0,69	0,70
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	11,61	11,61
Granada Group Plc	8,84	8,80
Grand Metropolitan	5,15	5,11
Guinness	5,18	5,18
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,49	6,52
H.S.B.C.	15,01	14,89
Imperial Chemical	7,22	7,16
Legal & Gen. Grp	3,89	3,85
Lloyds TSB	5,37	5,30
Marks and Spencer	5,03	4,99
National Westminst	7,04	6,99
Peninsular Orienta	6,11	6,10
Reuters	6,07	5,93
Saatchi and Saatch	1,31	1,30
Shell Transport	10,81	10,66
Tate and Lyle	4,47	4,44
Univeler Ltd	16,26	16,09
Zeneca	18,48	18,65



FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	23/04	22/04
Allianz Holding N	3226	3141
Basf AG	67,99	67,10
Bayer AG	70,60	69,65
Bay hyp&Wechselbk	51	51,85
Bayer Vereinsbank	69	67,70
BMW	1380	1371
Commerzbank	46,30	45,60
Daimler-Benz AG	130,35	127,70
Degussa	790	777
Deutsche Bank AG	90,05	88,60
Deutsche Telekom	37,45	36,50
Dresdner BK AG FR	55,20	54,30
Henkel VZ	91,50	91,85
Hoechst AG	68,33	66,80
Karstadt AG	510	519
Linde AG	1183	1135
DT. Lufthansa AG	23,80	22,90
Man AG	499	498,50
Mannesmann AG	664,50	651
Metro	160	156,50
Muench Rue N	4065	3890
Preussag AG	436	436
Rwe	69,15	67,10
Sap VZ	299,70	295
Schering AG	164,90	165,30
Siemens AG	88,90	91,20
Thyssen	385	382,50
Veba AG	94,15	93
Viag	770	754,50
Volkswagen VZ	842	835,50



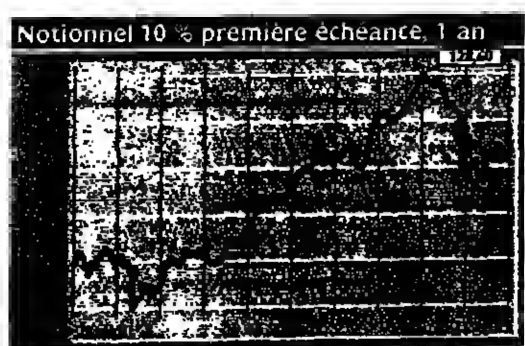


LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans

Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, jeudi matin 24 avril, l'échéance juin gagnant 4 centièmes, à 128,66 points. La veille, elle avait gagné 18 centièmes, soutenue par la publication de sondages confirmant l'avance de la droite dans les intentions de vote. Le taux de l'obligatioo assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,80 %, jeudi matin, soit 0,09 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. Le marché obligataire américain avait terminé mercredi en baisse, affecté par les déclarations du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, Jack Guynn, soulignant la nécessité de redoubler de vigilance vis-à-vis de l'inflation. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 7,08 % en clôture (7,04 % la veille).



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 23/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,18	[illegible]	6,67	[illegible]
Allemagne	3,03	[illegible]	6,66	[illegible]
Grande-Bretagne	—	[illegible]	—	[illegible]
Italie	6,45	[illegible]	7,92	[illegible]
Japon	—	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis	—	[illegible]	7,04	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 23/04	Taux au 22/04	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,38	[illegible]	98,64
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,08	[illegible]	99,52
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,52	[illegible]	100,40
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	[illegible]	101,67
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,47	[illegible]	101,73
Obligations françaises	5,89	[illegible]	100,24
Fonds d'Etat à TME	-2,09	[illegible]	99,07
Fonds d'Etat à TRE	-2,08	[illegible]	98,72
Obligat. franç. à TME	-2,02	[illegible]	99,18
Obligat. franç. à TRE	+0,06	[illegible]	100,12

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 23/04	Vente 23/04	Achat 22/04	Vente 22/04
Jour le jour	[illegible]	—	[illegible]	—
1 mois	[illegible]	3,38	[illegible]	3,30
3 mois	[illegible]	3,50	[illegible]	3,33
6 mois	[illegible]	3,58	[illegible]	3,33
1 an	[illegible]	3,65	[illegible]	3,45
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 23/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	—	[illegible]	128,76	[illegible]	128,70
Sept. 97	—	[illegible]	127,18	[illegible]	127,18
Déc. 97	—	[illegible]	96,72	[illegible]	96,72
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	—	[illegible]	96,42	[illegible]	96,39
Sept. 97	—	[illegible]	96,45	[illegible]	96,42
Déc. 97	—	[illegible]	96,43	[illegible]	96,40
Mars 98	—	[illegible]	96,35	[illegible]	96,32
ECU LONG TERME					
Juin 97	—	[illegible]	93,90	[illegible]	93,60
Sept. 97	—	[illegible]	—	[illegible]	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 23/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 97	—	[illegible]	2550	[illegible]	2548
Mai 97	—	[illegible]	2535,50	[illegible]	2531
Juin 97	—	[illegible]	2510,50	[illegible]	2506
Sept. 97	—	[illegible]	2523,50	[illegible]	2516

LES MONNAIES

US/F ↗ 5,7825 | US/DM ↘ 1,7136 | US/Y ↘ 126,1900 | DM/F ↘ 3,3727 | £/F ↗ 9,4355

Vigueur de la lire

LE DOLLAR ÉTAIT FERME, jeudi matin 24 avril, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7175 mark et 5,7910 francs. Sur le marché des devises européennes, la lire était en hausse face à la monnaie allemande, à 993 lires pour 1 deutschemark. Les opérateurs sont restés indifférents aux prévisioos de la Commission européenne tablant sur un déficit public de 3,2 % en Italie en 1997. Aux yeux des opérateurs, l'optimisme excessif des anticipations de Bruxelles pour tous les pays de l'Unioo leur enlèvent une grande partie de leur pertinence. Les marchés estiment par ailleurs qu'avec un déficit limité à 3,2 %, l'Italie pourrait adhérer sans difficulté à la zone euro. Le franc était stable, jeudi matin, face à la monnaie allemande, cotant 3,3725 francs pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 23/04	% 22/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,2700	[illegible]	325	[illegible]
Ecu	6,5760	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,7825	[illegible]	5,4800	[illegible]
Belgique (100 F)	16,3475	[illegible]	15,7800	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	299,8800	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,3860	[illegible]	3,1500	[illegible]
Danemark (100 krd)	88,5200	[illegible]	83,2500	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,9755	[illegible]	8,5600	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	9,4355	[illegible]	9,0200	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1245	[illegible]	1,8500	[illegible]
Suède (100 krs)	75,5600	[illegible]	70	[illegible]
Suisse (100 F)	394,9800	[illegible]	382	[illegible]
Norvège (100 k)	82,1100	[illegible]	76,5000	[illegible]
Autriche (100 sch)	47,9200	[illegible]	46,4500	[illegible]
Espagne (100 pes.)	3,9975	[illegible]	3,7000	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3600	[illegible]	2,9500	[illegible]
Canada 1 dollar ca	4,1514	[illegible]	3,8400	[illegible]
Japon (100 yens)	4,5849	[illegible]	4,3800	[illegible]
Finlande (mark)	111,9600	[illegible]	106	[illegible]

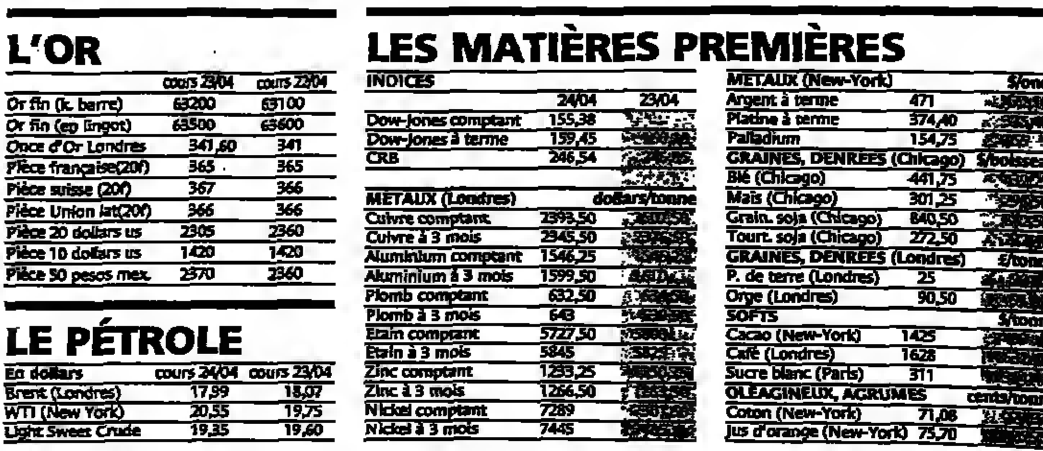
PARITES DU DOLLAR	24/04	23/04	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7138	1,7172	-0,20
TOKYO : USD/Yens	126,1900	126,3100	-0,10

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,7765	5,7745	5,8030	5,8020
Yen (100)	4,5898	4,5846	4,6041	4,6007
Deutschemark	3,3750	3,3745	3,3629	3,3620
Franc Suisse	3,9630	3,9589	3,9612	3,9574
Lire ital. (1000)	3,3855	3,3797	3,4165	3,4129
Livre sterling	9,4324	9,4284	9,4415	9,4400
Peseta (100)	3,9978	3,9851	3,9895	3,9848
Franc Belge (100)	16,371	16,342	16,309	16,289

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,34	3,45	3,55
Eurodollar	5,62	5,74	5,95
Eurolivre	6,24	6,56	6,74
Eurodeutschemark	3,06	3,22	3,18



L'OR

	cours 23/04	cours 22/04
Or fin (k. barre)	63200	63100
Or fin (en lingot)	63500	63600
Once d'Or Londres	341,60	341
Pièce française(20f)	365	365
Pièce suisse (20f)	367	366
Pièce Union lat(20f)	366	366
Pièce 20 dollars us	2305	2360
Pièce 10 dollars us	1420	1420
Pièce 50 pesos mex.	2370	2360

LE PÉTROLE

En dollars	cours 24/04	cours 23/04
Brent (Londres)	17,99	18,07
WTI (New York)	20,55	19,75
Light Sweet Crude	19,35	19,60

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	24/04	23/04
Dow-Jones comptant	155,38	[illegible]
Dow-Jones à terme	159,45	[illegible]
CRB	246,54	[illegible]
METAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2393,50	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2345,50	[illegible]
Aluminium comptant	1546,25	[illegible]
Aluminium à 3 mois	1599,50	[illegible]
Plomb comptant	632,50	[illegible]
Plomb à 3 mois	643	[illegible]
Etain comptant	5727,50	[illegible]
Etain à 3 mois	5845	[illegible]
Zinc comptant	1233,25	[illegible]
Zinc à 3 mois	1266,50	[illegible]
Nickel comptant	7289	[illegible]
Nickel à 3 mois	7445	[illegible]

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	471	[illegible]
Platine à terme	374,40	[illegible]
Palladium	154,75	[illegible]
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	441,75	[illegible]
Maïs (Chicago)	301,25	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	840,50	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	272,50	[illegible]
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	25	[illegible]
Orge (Londres)	90,50	[illegible]
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1425	[illegible]
Café (Londres)	1628	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	311	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	71,08	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	75,70	[illegible]

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 24 AVRIL

Liquidation : 23 mai
Taux de report : 4,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS +0,92 %
CAC 40 : 2556,95

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	1009	995	- 1,38	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	885	887	+ 0,22	885
Renault (T.P.)	1645	1650	+ 0,30	1631
Rhone Poulenc(T.P)	2120	2120	—	2130
Saint Gobain(T.P.)	1323	1320	- 0,22	1318
Thomson S.A (T.P)	1015	1040	+ 2,46	1040
Accor	883	870	- 1,47	868
AGF-Ass.Gen.France	183,60	182	- 0,87	185
Air Liquide	843	849	+ 0,71	855
Alcatel Alsthom	648	648	—	650
Axa	355,60	356,20	+ 0,16	355
Axime	700	705	+ 0,71	705
Bail Investis.	825	825	—	820
Bancaire (Cie)	769	769	—	750
Bazar Hot. Ville	619	638	+ 3,06	625
Bertrand Faure	277,30	281,90	+ 1,65	275
BIC	885	889	+ 0,45	875
BIS	492	490	- 0,40	490
B.N.P.	229,10	236	+ 3,01	230
Bollore Techno.	717	722	+ 0,69	720
Bongrain	2220	2200	- 0,90	2210
Bouygues	525	533	+ 1,52	525
Bouygues Offs.	149	149	—	146
Canal +	1071	1066	- 0,46	1070
Cap Gemini	354	353,10	- 0,25	350
Carbone Lorraine	1430	1430	—	1400
Carrefour	3405	3450	+ 1,32	3450
Casino Guichard	256	256	—	255
Casino Guich.ADP	204,10	208,20	+ 2	206
Castorama Dub.(Li)	865	879	+ 1,61	880
C.C.F.	252	251	- 0,39	255
Cegid (Ly)	705	720	+ 2,12	710
Cerus Europ.Reun	34,85	34,75	- 0,28	34
Cetelem	663	667	+ 0,60	665
CGIP	1760	1780	+ 1,13	1760
Chargeurs Intl	335	338	+ 0,89	335
Christian Dalloz	2150	—	—	2150
Christian Dior	830	837	+ 0,84	835
Ciments Fr.Priv.B	306	312,30	+ 3,05	310
Cipe France Ly #	785	771	- 1,78	765
Clarins	710	700	- 1,40	718
CLF-Dexia France	552	558	+ 1,08	545
Club Mediterranee	457	451	- 1,31	465
Coflexip	319	314	- 1,56	305
Colas	786	800	+ 1,78	798
Comptoir Entrep.	10,95	11,20	+ 2,28	11
Comptoirs Mod.	2598	2680	+ 3,15	2580
CPR	458,10	464,90	+ 1,48	470

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 24 AVRIL

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 24 AVRIL

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 23 avril

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 24 AVRIL

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		56	57
Belvedere		668	670
BVRP		200	200
Coil		226	220
Electronique D2		831	842
FDM Pharma n.		245	245
Genset	◆	284	284
Guyanor action B	◆	28	28
High Co.		174,80	175
Infonie		154	152
Joliez-Regol	◆	84,90	84,90
Mille Amis		108,20	108,20
Naturex	◆	101	101
Olitec		1500	1519
Picogiga	◆	293,10	293,10
Proxidis		31,55	32
R21 Santé		330	325
Stelax	◆	4,50	4,50

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 24 AVRIL

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Beghin CI	◆	787	787
Crédit Gen.Ind.	◆	8	8
Générale Occidentale	◆	195	195
Mumm	◆	1000	1000
Sté lecteurs du Monde	◆	162	162

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

مكرر في الاصل

DISPARITIONS

■ **HERBERT ZIPPER,** chef d'orchestre américain d'origine autrichienne, est mort, lundi 21 avril, à Santa Monica (Californie). Il était âgé de quatre-vingt-douze ans. Pendant la dernière guerre mondiale, Herbert Zipper avait été emprisonné par les nazis à Dachau puis à Buchenwald. A Dachau, Zipper avait recruté d'autres détenus, anciens membres des orchestres de Vienne et de Munich, pour donner des concerts secrets. Ils avaient fabriqué onze instruments en bois munis de cordes de métal données par un officier sympathisant. Zipper avait aussi contribué à la composition de *Dachau Song*, un chant de résistance qui s'était transmis de prison en prison. « *J'ai réalisé à Dachau que les arts en général* n'*ont pas seulement le pouvoir de vous maintenir en vie mais aussi celui de donner un sens à votre vie, même dans les circonstances les plus atroces* », avait récemment déclaré Herbert Zipper au *Los Angeles Times*. Après que sa famille à Paris fut parvenue à le libérer, il s'était rendu à Manille, où il avait été de nouveau emprisonné, cette fois par les Japonais. Par la suite, il fut informateur secret du général McArthur. Après la guerre, il a émigré aux Etats-Unis pour diriger l'orchestre symphonique de Brooklyn. Herbert Zipper a aussi organisé des concerts dans les ghettos urbains de New York, Chicago et Los Angeles.

■ **LAURA NYRO,** chanteuse américaine de variétés pop, est morte mardi 8 avril des suites d'un cancer, à Danbury (Connecticut). Elle était âgée de quarante-oeuf ans. Comme Carole King ou Joni Mitchell, Laura Nyro parvint à s'imposer au cours des années 60 en tant qu'auteur-compositeur, à une époque où les femmes étaieot cantonnées au rôle d'interprète. Ses chansons furent reprises aussi bien par Frank Sinatra et Aretha Franklin que par Blood, Sweat and Tears et Barbra Streisand. Parmi une douzaine d'albums enregistrés pour Columbia, *Eli and the Thirteenth Confession* (1968) et *New York Tendaberry* (1969) recevroot un accueil chaleureux auprès de la critique, séduite par cette voix sous tension et des compositions qui mêlent habilement les racines noires du gospel, le rock'n'roll, le doo-woop et, plus tard, des iofluences jazz. Féministe, Laura Nyro façonna le slogan « *You were born a woman, not a slave* » (« Née femme, pas esclave »), repris à soo compte par le Women's Lib. A partir des années 70, elle ne quitta sa semi-retraite que pour sortir des disques au succès d'estime. Cette artiste sensible, qui se tint systématiquemeot à l'écart des ors du show-business, continuait de se produire sur scène, publiant un dernier album en 1993, *Walk the Dog and Light the Light*.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 21-mardi 22 avril sont publiés :

● **Médecins** : un décret portant application de l'article 5 de l'ordonnance du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins. Ce texte accorde jusqu'à 285 000 francs par an aux médecins libéraux qui acceptent de cesser leur activité dès cinquante-six ans.

● **CES et CEC** : un arrêté portant agrément de l'accord du 1er janvier relatif au régime d'assurance-chômage applicable aux contrats emploi consolidé portant sur les emplois de ville ; un arrêté portant agrément de l'accord du 1er janvier 1997 relatif au régime d'assurance-chômage applicable aux contrats emploi solidarité.

● **Apprentis** : deux arrêtés portaot agrément des accords du 9 septembre 1996 et du 1er janvier 1997, relatifs aux régimes d'assurance-chômage applicables aux apprentis du secteur public.

● **Organismes sociaux** : quatre arrêtés portant nomination aux conseils de surveillance institués auprès de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés, de la Caisse nationale des allocations familiales, de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés et de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

● **COB** : des avis de la Commission des opérations de Bourse, relatifs à des décisions de sanction.

● **Banques** : un avis du ministère de l'économie et des finances relatif à la liste des établissements relevant de la loi bancaire.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Anne et Bertrand,
Les familles PHILLIPS et CANAL,
ont la joie d'annoncer la venue de

Baptiste,

né le 18 avril 1997.

21, rue Casimir-Périer,
77300 Fontainebleau.

Michèle GARGUY
et
Mattias CANIVET

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Brian,

le 22 avril 1997.

Ogoulbibi AMANNIYAZOVA
et
Michel MARIAS

ont le plaisir de faire part de la naissance de

Isabelle, Bahar,

à Paris, le 11 avril 1997.

Anniversaires de naissance

Bon anniversaire,

Didou.

Fiançailles

– **Marie-Claude et Gérard Lauzeral**
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Isabelle
avec
M. Hugh Blake-James

le 3 mai 1997, à Londres.

Décès

– On nous prie de faire part du décès de

M. Paul AUGÈRE,

survenu le 16 avril 1997, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 18 avril, dans l'intimité familiale, en l'église de Saint-André-d'Allas.

La Grande-Borie,
24200 Saint-André-d'Allas.

– Le président de l'université Paris-VII-Denis-Diderot,
Le directeur de l'UFR physique,
Ses collègues et amis

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Jacques CHANU,
professeur honoraire,

survenu le 19 avril 1997.

Ils s'associent à la peine de sa famille.

Jean ESTÈBE,
professeur émérite d'histoire
à l'université de Toulouse,

est mort le 19 avril.

Les obsèques ont eu lieu à Toulouse.

Nous le pleurons :
Rolande Estèbe Banquy,
Philippe, Jérôme et Véronique Estèbe,
Jacques et Odile Estèbe,
Bruno et Sandra Banquy,
Robert Montagut,
Et ses amis.

R. Estèbe :
3, rue Leverrier,
75006 Paris.

– Antoinette Evesque,
Denis et Agnès Evesque,
ses enfants,
Ses neveux, nièces, petits-neveux
et arrière-petits-neveux,
Toute la famille,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Eugène ÉVESQUE,
née Lucienne DORION,

survenu le 22 avril 1997, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la collégiale de Lorgues (Var), le samedi 26 avril, à 10 h 30.

247, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– Edith Guthmann,
son épouse,

Martine et Hubert Freund
et leurs filles,
Didier Guthmann,
Bernard Guthmann
et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Robert GUTHMANN,
conseiller honoraire
à la cour d'appel de Metz,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

L'inhumation a eu lieu à Strasbourg, le 21 avril 1997.

5, rue Kellermann,
57000 Metz.

– Roger BORDIER

a la douleur de faire part du décès de son épouse,

Jacqueline.

Merci à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir pour elle une pensée.

8, rue Geoffroy-Saint-Hilaire,
75005 Paris.

– Les membres du Syndicat des psychiatres français,
Et les membres de l'Association française de psychiatrie,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue,

le docteur Daniel JOUSSELLIN,
qui assuma pour eux
de hautes responsabilités,

survenu brutalement le 21 avril 1997.

Ils présentent leurs vives condoléances à son épouse et à sa famille.

147, rue Saint-Martin,
75003 Paris.

– Anne et Jean-Claude Lemagny,
Rosine et André Gosset,
Florence et René Pinato,
Etienne et Pierre Gosset,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Paul LEMAGNY,
née LELOUP,

dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

– François, son fils,
et Ewa,

Brigitte, Nathalie, Julia, Louis, Rémi, Valérie,

et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Hélène MASPERO,
déportée résistante à Ravensbrück,
croix de guerre,
médaille militaire.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5e, le vendredi 25 avril 1997, à 11 heures.

Ceux qui l'ont connue et aimée l'associeront dans leur souvenir à son mari,

Henri,

et à son fils,

Jean,

morts pour la France.

14, rue de l'Abbé-de-l'Epée,
75005 Paris.

– La famille de

Tommy MEO,
docteur en médecine,
professeur à l'Institut Pasteur,
directeur de recherche à l'Inserm,

a la douleur de faire part de son décès subit, survenu le 19 avril 1997, à Paris, à l'âge de cinquante-trois ans.

Ceux qui l'ont connu et aimé se réuniront à 15 heures, vendredi 25 avril, devant l'entrée principale du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet.

Emma et Christophe Guyon,
7 *bis*, rue Brusset,
75015 Paris.

– Le directeur général,
Le président du conseil d'administration
et l'ensemble du personnel de l'Inserm (l'Institut national de la santé et de la recherche médicale),

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Tommaso MEO,
directeur de recherche à l'Inserm,
directeur de l'unité Inserm 276,
« Expression des gènes du complexe majeur d'histocompatibilité »,
professeur à l'Institut Pasteur,

survenu le 19 avril 1997.

– Les membres de son unité
ont la tristesse de faire part du décès subit de leur directeur,

Tommy MEO,
docteur en médecine,
professeur à l'Institut Pasteur,
chef de l'unité d'immunogénétique
à l'Institut Pasteur,
directeur de recherche à l'Inserm,
directeur de l'unité Inserm U 276,

survenu à Paris, le 19 avril 1997, à l'âge de cinquante-trois ans.

Ceux qui aimeraient lui rendre un dernier hommage pourront se réunir vendredi 25 avril, à 15 heures précises, devant l'entrée principale du cimetière du Montparnasse (3, boulevard Edgar-Quinet).

Unité d'immunogénétique,
Institut Pasteur,
25, rue du Docteur-Roux,
75724 Paris Cedex 15.

– La direction de l'Institut Pasteur
a la tristesse de faire part du décès, survenu le 19 avril 1997, de

M. Tommaso MEO,
professeur à l'Institut Pasteur
directeur de recherche à l'Inserm

Né le 23 février 1944 à Forino, en Italie, Tommaso Meo était docteur en médecine de l'université de Turin. Après plusieurs séjours dans des instituts de recherche européens, notamment à Bâle et à Munich, et un séjour aux Etats-Unis (Ann Arbor puis Saint-Louis), il était venu s'établir à l'Institut Pasteur pour y prendre la direction de l'unité d'immunogénétique qui faisait partie de l'unité Inserm U 276.

On doit à Tommaso Meo une description très précise de la structure et de la fonction de plusieurs gènes associés ou localisés au voisinage du complexe majeur d'histocompatibilité de la souris et de l'homme, et une contribution à la localisation de gènes codans pour des chaines d'immunoglobulines. Plus récemment, et notamment depuis son arrivée à l'Institut Pasteur, il avait entrepris l'étude du déterminisme génétique de l'angiœdème héréditaire et décrit, pour cette affection, un très grand nombre de mutations nouvelles.

Tommaso Meo avait fait partie du conseil scientifique de l'Institut Pasteur. Il animait aussi de nombreux ateliers de l'Inserm.

Ses collègues, ses collaborateurs et ses nombreux élèves garderont de lui le souvenir d'un homme et d'un chercheur passionné et rigoureux, doté d'un esprit très vif et d'une capacité d'analyse peu commune. Ils garderont aussi le souvenir d'un homme qui savait partager avec générosité sa très grande connaissance de la biologie et son amour pour la science.

La direction et le personnel de l'Institut Pasteur présentent à sa famille et à ses proches l'expression de leur profonde sympathie.

– Claire et Jacques Prévotat,
Leurs filles Anne et Lucie,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, le 22 avril 1997, à l'âge de vingt et un ans, de leur fille et sœur

Adrienne PRÉVOTAT.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye (accès par le RER), vendredi 25 avril, à 16 heures.

7, rue des Bûcherons,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

– Mme Jacques Prim,
sa mère,
Aude et Benoît Prim,
ses enfants,
Claude Péligry,
Françoise Prim,
Jacqueline Bleuzé,
Marie-Julie Gvozdenovic,
ses sœurs,
et leurs familles
ont la douleur de faire part du décès du

capitaine de vaisseau
Hugues PRIM,

survenu le 16 avril 1997, à l'âge de cinquante-deux ans.

Le Scambebrats,
82600 Aucamville.

– Daniel et Jeanne Sée,
Pascal et Nic Mazodier,
ses enfants,
Jacques et Carole Sée,
Catherine Mazodier et Pascal Régis,
Hélène Sée et Arnaud Peyroles,
Eric et Frédérique Thervet,
ses petits-enfants,
Théo, Vincent, Cécile et Nicolas,
ses arrière-petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Yvonne-Germain SÉE,
née Yvonne VINEUIL,

survenu le 22 avril 1997.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 avril, à 11 h 45, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale.

3, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris.

Guy VILLARS,
chevalier de la Légion d'honneur,
agrégé, docteur ès sciences humaines,

est mort subitement, le 21 mars 1997.

Solange, son épouse, sa famille et ses amis, sont dans la peine.

3, rue Saint-Guillaume,
92400 Courbevoie.

Depuis quarante ans,

Guy VILLARS

s'était engagé dans l'action concrète en faveur des personnes handicapées au sein de l'Association pour les personnes aveugles ou malvoyantes, dont il a été secrétaire général, puis vice-président.

L'Association restera marquée par tout ce qu'il lui a donné de son cœur et de ses compétences.

APAM,
3, rue Jacquier,
75014 Paris.

Remerciements

– Jonathan, François, Frank,
Et la famille Feuilhade de Chauvin,
Mme Bresso
et sa famille,
Le docteur Michelle Bentata
et ses enfants,
remercient du fond du cœur toutes les personnes qui leur ont manifesté des témoignages d'affection lors du décès du

docteur Chantal
FEUILHADE de CHAUVIN.

Anniversaires de décès

– **Marcel L'AOT**

achevait sa vie parmi nous l'an dernier.

Nous vivrons la mémoire de son passage au cours des messes paroissiales du dimanche 27 avril, à 10 heures, en l'église Sainte-Claire de Penhars, à Quimper, ou du dimanche 4 mai, à 10 h 30, en l'église de Plouzévédé.

Il nous devance, il nous accompagne.

« *... Plus proches de nous, parce que nous les avons touchés et aimés. il y a celles et ceux qui nous nourrissent encore de leur droiture, de leur douceur, de leur générosité.* »
Marcel, extrait du Billet du 10-11-91.

Danièle L'Aot
et la famille,
19, rue de Rosmadec,
29000 Quimper.

– Le 25 avril 1991 disparaissait

Patrice BROHAN.

Sa présence illumine l'horizon au quotidien, il est dans nos cœurs pour l'éternité.

Ses proches et ses amis.

– Lyon-Bron, Bruxelles, Agde, Carcassonne, Guyane.

Il y a quatre ans, le 25 avril 1993,

Cédric FAUP

nous quittait tragiquement à l'âge de vingt-quatre ans.

« *Car il arrive que Dieu, semblable au moissonneur, fauche des fleurs mêlées à l'orge mûre. Et quand il ramène sa gerbe, riche de ses graines, il y trouve ce luxe inutile.* »
Antoine de Saint-Exupéry, *Citadelle*.

– Françoise Jousseaume
remercie d'être toujours fidèle au souvenir de

Christian JOUSSEAUME,

son époux, décédé il y a dix ans, dans sa cinquante-cinquième année.

– Il y a dix ans, le 25 avril 1987, s'en allait

Judith LUSINCHI.

Depuis, ses frères

Bernardin et François

l'ont rejointe sous les oliviers et les cyprès.

Semper fidelis.

Conférences

– **Conférences de l'Etoile : Dieu en débat.**
Trois mercredis de suite, à 20 h 30 :
– Le 7 mai 1997 : « **Dieu et la philosophie** », avec Pierre Magnard, professeur, et Alain Houziaux, pasteur ;
– Le 14 mai : « **Dieu et la science** », avec Jean-Marie Pelt, professeur, et J.-C. Deroche, pasteur ;
– Le 21 mai : « **Dieu et l'art** », avec Didier Decoin, écrivain, et Laurent Gagnebin, pasteur.
Au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Entrée libre, libre participation aux frais.

Distinctions

– Le vendredi 18 avril 1997, à l'Hôtel Intercontinental de Genève,

M. Jean-Paul CARTERON,
avocat à la cour de Paris,
président du forum de Crans-Montana,

après lecture d'un message personnel de M. Alain Juppé, premier ministre, a reçu les insignes de chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur des mains du général d'armée Gilbert Forray, grand chancelier de la Légion d'honneur, en présence de M. André Gadeud, ambassadeur de France en Suisse, des représentants des autorités fédérales suisses, du gouvernement et de la ville de Genève et du corps diplomatique.

Débats

LES MARDIS
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

Mardi 29 avril,
à 18 h 30 (accueil à partir de 18 heures),

à la Fédération nationale Léo-Lagrange
12, cité Malesherbes, Paris-9e,
(métro Pigalle),

exposé-débat sur le thème :
La presse quotidienne en danger

avec

Thomas Ferenczi, journaliste, médiateur du journal *Le Monde*,

Lyne Cohen-Solal, chargée de cours au Celsa (Paris-IV-Sorbonne).

Modérateur : Jean-Michel Rosenfeld.

Inscription et renseignements au tél. : 01-40-72-21-21 - Fax : 01-40-72-21-39.

P.S. : En cas d'affluence, nous ne pourrons garantir les places qu'aux personnes ayant effectué une réservation.

Soutenances de thèse

– Sophie Locci soutiendra sa thèse (doctorat nouveau régime) à la Sorbonne (Paris-IV), salle des Actes, le 25 avril, à 14 h 30 : « **Le « théâtre en liberté » des symbolistes : dérives de l'écriture dramatique à la fin du XIXe siècle** ». Le jury est composé de Mme et MM. les professeurs Dubor, Autrand, Claudon et de Palacio (directeur de la thèse).

Communications diverses

Le Cursus littéraire classique
ouvre une

HYPOKHAGNE

■ **au cœur de Montparnasse,**
petits effectifs,
grandes ambitions,
répondeur : 01-45-51-10-23.

ASTROPHYSIQUE Une grande partie des phénomènes qui agitent l'Univers sont inaccessibles à l'observation en lumière visible. ● LES RAYONNEMENTS gamma et X, qui sont, de loin, les principales manifestations des événements cosmiques les plus violents, sont absorbés par l'atmosphère. ● LES SATELLITES astronomiques, lancés à partir des années 60, ont permis de s'affranchir de cet obstacle et ont ouvert de nouveaux horizons aux astrophysiciens. ● DE GIGANTESQUES bouffées d'énergie, émises de tous les points du cosmos sous forme de rayons gamma, ont ainsi été découvertes depuis un quart de siècle mais elles restent inexpliquées. ● DES OBSERVATIONS récentes, réalisées grâce à l'utilisation conjointe des télescopes spatiaux et des observatoires terrestres les plus modernes, permettent aux chercheurs d'espérer résoudre cette énigme dans les mois qui viennent.

Sur la trace des phénomènes les plus violents de l'Univers

L'une des grandes énigmes de l'astronomie est en passe d'être résolue. Grâce au satellite italo-néerlandais BeppoSAX et aux télescopes terrestres, les sursauts de rayons gamma pourraient livrer leurs secrets dans les prochains mois

LA COMMUNAUTÉ des astrophysiciens se passionne, depuis près d'un mois, pour le dernier épisode d'un incroyable feuilleton. Rien à voir avec la mémoire de l'eau ou la fusion froide. Les héros en sont les « sursauts gamma », des bouffées d'énergie aussi violentes que brèves, sur l'origine desquelles les chercheurs « sèchent » depuis près d'un quart de siècle.

La semaine dernière, l'énigme semblait en passe d'être résolue.



Les communiqués triomphants publiés après une série de photos obtenues par le télescope spatial Hubble ne laissaient guère de doute (*Le Monde* du 18 avril). Hélas ! de nouvelles observations ont remis en question ces conclusions – apparemment un peu hâtives – annoncées par certains chercheurs. Tous gardent pourtant bon espoir. Les avancées de ces dernières semaines les ont convaincus que la solution est, désormais, à la portée des instruments les plus performants et que l'affaire ne serait qu'une question de mois.

Ce sont les militaires américains qui, à la fin des années 60, ont levé le lièvre. Par hasard. Le réseau de satellites Vela, qu'ils avaient mis en place pour surveiller les essais nucléaires soviétiques, détecte des phénomènes bizarres. Des flashes de rayonnements gamma, analogues à ceux des explosions thermonucléaires, mais surgis de tous les points de l'Univers, et non pas du sol de notre planète !

Secret militaire oblige, la communauté scientifique ne fut mise au courant qu'en 1973. Depuis, les astronomes se perdent en conjectures. Mais ils ont des excuses. Les sursauts gamma sont, en effet, extrêmement brefs, trop brefs pour détecter, localiser, étudier et analyser ces rayonnements. D'autant que l'on n'avait jamais pu mettre en évidence, jusqu'à ces derniers temps, de contrepartie à ces sursauts dans les domaines visible, infrarouge ou X.

TROIS ÉCOLES

Ces phénomènes de violence prennent-ils naissance dans notre Galaxie ou dans sa proche banlieue, ou sont-ils d'origine purement extragalactique ? Au début des années 90, la première hypothèse paraissait la plus crédible. Jusqu'à ce que Batse, un instrument du satellite américain Compton GRO, bouleverse les données. Les sursauts – 1 800 à ce jour – qu'il a observés depuis son lancement, en 1991, sont également distribués dans toutes les directions de l'Univers. Répartition qui semble renforcer la thèse de l'origine extragalactique du phénomène. En effet, si ces objets sont situés dans notre Galaxie, ils devraient se distribuer préférentiellement le long de la Voie lactée.

La majorité des chercheurs changea alors de camp, et l'origine cosmologique de ces rayonnements devint donc à la mode. Seule une minorité d'astrophysiciens, conduite par l'Américain Don Lamb, reste persuadée de l'origine locale du phénomène. Les sursauts, estime-t-elle, peuvent paraître répartis uniformément à condition qu'ils soient vraiment très proches. Mais, rétorquent leurs contradicteurs, cela réduirait considérablement le nombre des sources possibles et impliquerait que les sursauts se répètent souvent au même endroit, ce qui ne semble pas être le cas.

Un second groupe – Jacques Paul, astrophysicien au Commissariat à l'énergie atomique estime qu'il rassemble 30 % de ses collègues – sceptique face à la puissance phénoménale des événements que la théorie extragalactique implique, avance une autre explication. Les sursauts seraient situés, selon eux, dans un « super halo » entourant notre Galaxie à quelque 320 000 années-lumière. « *Ce qui voudrait dire que notre Galaxie éjecte des étoiles à neutrons*, explique Jacques Paul. *Mais*, s'interroge-t-il, *pourquoi ne voit-on pas aussi* une *concentration de ces sursauts autour de galaxies proches comme Andromède ?* »

La cartographie de Batse étant le seul élément tangible sur lequel s'appuient les arguments, le débat risquait fort de s'éterniser. L'équipe de Jan Van Paradijs (universités d'Amsterdam et d'Alabama) a, fort opportunément, relancé le feuilleton le 28 février en parvenant – grâce au satellite italo-hollandais BeppoSAX – à repérer un nouveau sursaut gamma et à détecter immédiatement sa contrepartie en rayonnement X. Assez rapidement, les grands observatoires terrestres et le télescope spatial Hubble parvenaient à « accrocher » dans cette région du ciel un objet émettant en « lumière visible ».

« TOURNANT CRUCIAL »

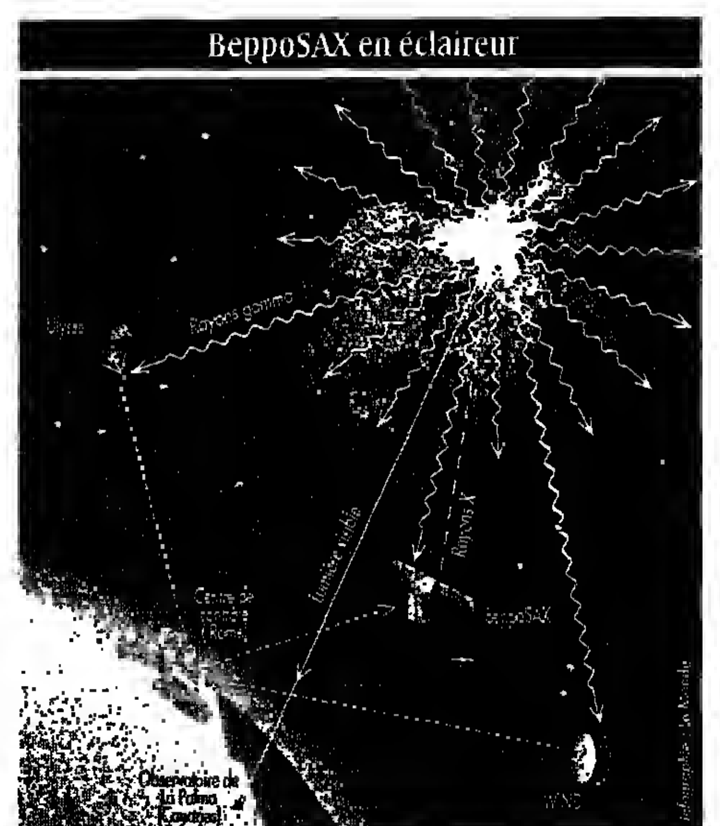
Les premières images fournies par Hubble montraient un point brillant entouré d'un halo lumineux. Relayés par la puissante machine médiatique de l'Agence spatiale américaine, la NASA, certains tenants de la thèse de l'origine extragalactique crièrent immédiatement victoire. Il ne pouvait s'agir, proclamèrent-ils, que d'une source très concentrée « brûlant » au sein d'une galaxie lointaine. Leur triomphe fut de courte durée. « *Très vite, plus personne n'a parlé de galaxie*, raconte Jean-Luc Atteia, spécialiste des sursauts gamma au Centre d'étude spatiale des rayonnements (CESR) de Toulouse. *Dès le 7 avril, le halo avait disparu sur les images de Hubble, sur lesquelles on ne voyait plus qu'un point allant s'affaiblissant. Le même jour, un autre sursaut et sa contrepartie en rayonnement X étaient détectés par BeppoSAX. Mais, sans qu'on puisse identifier un équivalent optique.* »

Le coup de grâce pourrait avoir été donné par l'équipe italienne de Patrizia Caraveo et Giovanni Bignami. Faisant table rase de toutes les hypothèses, ces spécialistes reconnus de la mesure du « *mouvement relatif* » des astres se sont efforcés de déterminer sur les images successives de Hubble si le point lumineux avait bougé. Leurs travaux, publiés, samedi 19 avril, sous la forme d'une « note » de l'Union astronomique internationale montrent qu'il s'est déplacé par rapport à cinq étoiles lointaines se trouvant dans le champ d'observation. Un phénomène qui, s'il est confirmé, indique sans conteste un objet situé dans notre Galaxie.

Retour à la case départ, donc. Toutes les suppositions restent possibles. D'autant que toutes ces observations et mesures ont été faites aux limites des instruments et sont donc susceptibles, elles aussi, d'être remises en cause. Mais personne n'est déçu, au contraire. « *L'étude des sursauts gamma aborde un tournant plus crucial encore que lors des premiers résultats fournis par Batse*, se réjouit Jean-Luc Atteia. *BeppoSAX a prouvé que l'on peut associer une source X aux sursauts gamma. On peut donc, désormais, les étudier plus longuement, en foire des images, les localiser de manière beaucoup plus précise, même en l'absence d'une contrepartie visible. On apprendra très vite beaucoup de choses sur ces phénomènes. Grâce à BeppoSAX, peut-être. Ou à partir des données des satellites AXAF et XMM d'observation des rayons X que les Américains et les Européens doivent lancer en 1998 et 1999.* »

Jean-Paul Dufour

BeppoSAX en éclaireur



Le sursaut a été repéré par les détecteurs de rayons gamma du satellite italo-néerlandais BeppoSAX. Après une rapide comparaison avec les données de deux autres engins (l'euro-américain Ulysse et l'américain Wind), les opérateurs au sol ont pu localiser la source avec assez de précision pour la viser avec le télescope à rayons X de BeppoSAX et renseigner les observatoires terrestres qui ont pris le relais en lumière visible.

De multiples scénarios

L'imagination des théoriciens s'est déchaînée pour tenter d'expliquer la violence des sursauts gamma. Cela va de la collision de comètes à la fusion d'étoiles lointaines. Certains, amateurs de science-fiction, n'ont pas hésité à évoquer des moteurs de vaisseaux extraterrestres ! Plus de 2 000 articles scientifiques ont été publiés sur le sujet. Parmi eux, quelque 150 « modèles » – ou scénarios – tous différents, susceptibles de décrire le phénomène. Avec le temps, une relative unanimité s'est nouée autour des étoiles à neutrons, des astres en fin de vie capables de libérer dans certaines conditions (tremblements d'étoiles) des torrents d'énergie pouvant expliquer de telles bouffées de rayonnement. S'il s'agit de phénomènes extragalactiques, les chercheurs estiment que seules la fusion (coalescence) d'étoiles à neutrons ou la rencontre d'une telle étoile avec un trou noir est susceptible de libérer l'énergie correspondant aux flashes détectés depuis la Terre. Mais aucun de ces scénarios n'est totalement convaincant. A chacun il manque quelque chose, ce qui fait dire à Jacques Paul, astrophysicien au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), que les sursauts gamma demeurent *« l'un des mystères les plus épais de l'astrophysique »*.

Sous le regard des satellites, au-delà de l'atmosphère

L'ASTRONOMIE gamma a dû attendre pour se développer l'avènement des satellites, seuls capables d'observer le ciel au-delà du manteau protecteur de l'atmosphere qui absorbe ce type de rayonnement. Dès les années 60, plusieurs détecteurs assez modestes ont été placés sur des ballons stratosphériques, ou sur de petits satellites comme les américains Explorer, Vela et Oso, l'européen Cos-B, ou les soviétiques Venera, Prognoz, et Granat sur lequel était monté le télescope français Sigma. Mais aucun n'avait les performances du GRO (Gamma Ray Observatory) de l'Agence spatiale américaine, la NASA, baptisé Compton en l'honneur du Prix Nobel de physique Arthur H. Compton.

Lancé en avril 1991 par la navette Atlantis, cet engin de 17 tonnes et d'un coût de 615 millions de dollars (3,5 milliards de francs), fabriqué par la firme américaine TRW, est prévu pour fonctionner jusqu'en 2001 au moins. Mais il a déjà bouleversé l'astronomie des rayons gamma. Une multitude de découvertes importantes ont pu être réalisées grâce à lui. Des quatre appareils qui l'équipent, le détecteur de rayons gamma Batse (Burst And Transient Source Experiment) a peut-être le plus activement contribué à changer les mentalités parmi les chercheurs. Au point que son invention pourrait être, un jour, comparée à celle du radiotélescope.

UN CHOIX JUDICIEUX

L'on doit, avant tout, à Batse la certitude que les explosions de rayons gamma viennent du ciel tout entier, et n'émanent pas d'un point précis comme le centre de notre galaxie. Cette simple découverte, faite en 1992, a décidé du calendrier de la recherche. Mais, en dépit de tous les succès de Compton, ces détections de sursauts souffrent d'un sérieux handicap : elles ne peuvent pas être à la fois rapides et précises.

Le lancement de BeppoSAX, en 1996, a permis de surmonter cette difficulte. Ainsi baptisé en l'honneur du physicien italien – disparu – Giuseppe « Beppo » Occhialini, le projet a été réalisé en commun par les agences spatiales italienne et hollandaise. Bien qu'il ait été conçu d'abord comme un observatoire des rayons X, BeppoSAX a été doté de deux détecteurs de sursauts gamma permettant de combiner l'exploration des deux régions du spectre. Placés perpendiculairement à l'axe du télescope X, ces senseurs sont plus précis que ceux de Batse, mais leur champ d'observation est plus réduit. Cela explique que BeppoSAX n'a détecté que peu de sursauts, alors que le satellite Compton en « voit » un par jour.

Les remarquables résultats obtenus ces dernières semaines par le satellite italo-néerlandais prouvent que ce choix était judicieux. Il y en aura d'autres. Les astronomes attendent aussi avec impatience les résultats complémentaires que devraient leur fournir AXAF et XMM, les observatoires de rayons X que la NASA et l'Agence spatiale européenne prévoient de lancer respectivement en 1998 et 1999.

Henry Gee

Les sursauts furtifs déclenchent un mois de folie dans les observatoires

LES SURSAUTS gamma posaient, jusqu'à présent, un gros problème aux astrophysiciens. Chacune de ces explosions est unique et ne dure que quelques millisecondes à quelques millièmes de seconde, avant de s'évanouir. Le phénomène s'achève avant que les astronomes n'aient eu le temps de localiser d'autres radiations (lumière visible, ondes radio, etc.) qui pourraient aider à son identification. C'est pourquoi les travaux de Jan van Paradijs, de l'université d'Amsterdam, aux Pays-Bas et d'une équipe de l'université d'Alabama, à Huntsville, aux Etats-Unis, publiés le 17 avril dans la revue *Nature*, marquent un tournant capital.

Tout a commencé le vendredi 28 février à 2 h 58 (Temps universel), lorsqu'un détecteur du satellite italo-hollandais BeppoSAX a décelé un sursaut gamma baptisé depuis GRB 970228, ou sursaut du 28 février. L'explosion n'a duré que 80 secondes, mais elle a pu être localisée grâce à un rapide échange de données avec deux autres satellites astronomiques : Ulysse et Wind. Huit heures plus tard, très exactement, les contrôleurs au sol de la mission BeppoSAX ont orienté le télescope à rayons X du satellite en direction du sursaut, afin d'en trouver l'origine. Un deuxième relevé, effectué le 3 mars, a montré que la source des rayons X correspondant à GRB 970228 avait diminué d'un facteur vingt. Cette confirmation de la possibilité d'utiliser des détecteurs sensibles à d'autres bandes du spectre électromagnétique pour observer un sursaut gamma constitue une avancée essentielle et sans précédent.

Avant la fin du jour, la nouvelle s'était répandue chez les astronomes et, à 23 h 08, le lieu de l'explosion put être localisé grâce au télescope William Herschel de 4,20 mètres à Las Palmas (îles Canaries). Le 8 mars, une seconde image était obtenue sur cet instrument et d'autres photos prises par le télescope Newton, situé sur le même site. D'autres observatoires entrent alors dans la course. Une image du New Technology Telescope, basé à l'European Southern Observatory (ESO), dans les Andes chiliennes, laisse supposer que la source de l'explosion ne serait pas un point à l'instar d'une étoile, mais un corps spatial diffus, comme une galaxie.

Le télescope spatial Hubble confirme que la source apparaît comme un point brillant entouré d'un halo. Mais ce dernier semble décroître très vite. Le 26 mars, Hubble ne voit plus qu'une source ponctuelle dont la magnitude (luminosité) a diminué d'un facteur 100 (deux points de magnitude) depuis le 1er mars.

RECOUPAGE DE RÉSULTATS

Patrizia Caraveo, Giovanni Bignami et leur équipe se livrent alors, sur les images de Hubble, à un calcul de mouvement relatif. Ces deux chercheurs de l'Institut de physique cosmique de Milan (Italie) ont acquis une certaine renommée internationale dans ce domaine pour avoir pratiqué cet exercice avec succès sur le pulsar Geminga. Dans une note de l'Union internationale astronomique publiée samedi 19 avril, ils affirment que la source s'est déplacée de 18 millièmes de seconde d'arc entre le 26 mars et le 7 avril.

Un mouvement compatible, selon eux, avec une étoile dense située à 100 parsec – 3 260 000 milliards de kilomètres de la Terre, donc dans notre galaxie – et se déplaçant à la vitesse de 260 km/seconde. Les auteurs de ce calcul soulignent néanmoins dans leur note que « *d'autres observations* du *télescope Hubble sont nécessaires d'urgence* » pour recouper ces résultats dont la marge d'erreur reste importante. Les sursauts prennent-ils naissance dans notre galaxie ou dans les lointains espaces intergalactiques ? Aucune confirmation n'a encore été donnée. La question, cependant, devrait être tranchée sans tarder.

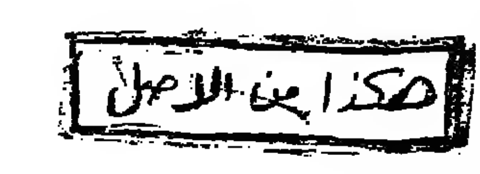
BeppoSAX a, depuis le 28 février, détecté d'autres sursauts. A ce niveau de collaboration internationale, l'origine des explosions sera bientôt connue avec certitude même si elles surviennent toujours sans prévenir et prennent fin très rapidement.

H. G. et J.-P. D.

De toutes les couleurs

Pour décrire et analyser l'univers qui nous entoure, les astronomes disposent d'une matière première extraordinaire : la lumière qui leur vient des étoiles et des galaxies. Longtemps, ils ont dû se contenter de l'observer dans le spectre visible, celui-là même que nos yeux perçoivent. Mais cette lumière n'est pas la seule. Les progrès des techniques ont ouvert de nouvelles fenêtres sur le monde. Désormais, l'Univers se conjugue en ultraviolet pour tout ce qui est chaud, en infrarouge pour tout ce qui est froid, en émissions radio pour tout ce qui est « bavard », en X et en gamma pour tout ce qui est violent. Ainsi, là où le visible n'offrait que vide et désolation, le reste du spectre révèle aujourd'hui des richesses insoupçonnées : pouponnières d'étoiles, planètes en devenir, explosions de soleils, radiophares de l'espace, manifestations indirectes de trous noirs, nuages de poussières aux molécules complexes. Bref, un formidable bestiaire qui, demain, devrait s'enrichir d'une nouvelle astronomie, moins lumineuse, mais tout aussi importante, fondée non sur la lumière, mais sur les effets de la gravitation.

★ **Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction : Sylvette Gleize.**



Zinedine Zidane emmène la « Juve » vers une finale européenne

Le Français, vedette du club turinois, a été déterminant dans la large victoire sur l'Ajax d'Amsterdam (4-1) en demi-finale retour de la Ligue des champions. Il a été à l'origine des quatre buts et a inscrit le dernier

Les joueurs de la Juventus de Turin ont dominé, mercredi 23 avril leurs adversaires de l'Ajax d'Amsterdam. Quinze jours auparavant, ils leur avaient administré une première et cruelle leçon (2-1). En 1996, les Italiens avaient dépossédé les Hollandais de leur titre de champions d'Europe. Un an plus tard, ils les privent carrément de la finale de la Ligue des champions. Le 28 mai, à Munich, les *« bianconeri »*, comme on les surnomme chez eux, tenteront de conserver leur trophée face aux Allemands du Borussia de Dortmund, qui ont battu le Manchester United d'Eric Cantona (1-0), à Old Trafford, après l'avoir dominé lors du match aller sur le même score. Il s'agit de la seconde finale européenne opposant, cette saison, un club allemand à un club italien, après celle de l'UEFA qui mettra face à face l'Inter de Milan et Schalke 04.

TURIN
de notre envoyé spécial

Au milieu des quelques noms que scandait la foule des tifosis, c'est lui qu'elle a fini par choisir. Zinedine Zidane. Les deux « Z » claquaient dans l'air, tels deux coups de fouet au visage des vaincus de l'Ajax d'Amsterdam. Cela retentissait comme une vague sonore montant dans les travées, commençait à la manière d'un cri et finissait comme uoe chanson. Il était l'élu, il était Zidane, celui que tous ces fous en blanc et noir, fous de la « Juve », fous de foot, auraient voulu être, celui qu'ils admiraient. C'est une drôle d'impression que d'entendre un oom repris en chœur par 70 000 voix, de penser qu'en une minute de sa vie le héros est un peu plus qu'un joueur de football. En ce mercredi 23 avril, dans le décor moderne du stade des Alpes de Turin, Zinedine Zidane aura vécu cet instant magique où un peuple entier de supporteurs s'efforce de vous dire merci de toute l'ardeur de sa voix.


FOOTBALL

Marcello Lippi ne s'y est pas trompé. L'entraîneur de la Juventus de Turin, en as de la mise en scène, a décidé à quelques minutes de la fin de la rencontre d'offrir au Français une sortie triomphante. Il l'a donc remplacé. D'habitude, on quitte le terrain parce que l'on est fatigué, ou parce que l'on peine à tenir sa place. Lippi a rappelé Zidane, pour qu'il entende encore crier son nom, pour qu'il puisse saluer d'un petit geste de la main, dire à soo tour merci, montrer combien il était heureux. La Juventus de Turin, pour la deuxième année consécutive, atteignait la finale de la Ligue des champions. Comment ne pas sourire ? Ne pas laisser parler sa joie ? L'année dernière avec Bordeaux, il s'était affalé sur la dernière marche, et voilà que sa nouvelle équipe, sa nouvelle patrie footballistique lui donnaient une seconde chance.

ET QUELLE MINUTE !

Et puis, le bonheur de Zidane o'était pas que collectif. Lui, le prince de l'altruisme, le maître-passeur toujours prêt à offrir, à combler ses coéquipiers de cadeaux en forme d'occasioo de but, avait enfin eu l'audace de penser un peu à soi. Il s'était accordé une minute d'égoïsme. Et quelle minute ! Il faut y revenir, sur ses soixante secondes miraculeuses. Et d'abord expliquer, redire la réputation dont était affligé le joueur depuis son arrivée dans le championnat d'Italie. Zidane est un grand joueur, disaient en substance la presse sportive et les conversations de bistrot. Il ne lui manque que l'ivresse du buteur pour atteindre au nirvana *bianconero*, et s'inscrire, qui sait, dans l'histoire du club au côté du plus fameux des Turinois, Michel Platini. Bref, cette trop grande générosité, parfois cette maladresse devant le but, lestait une belle réputation.

Une minute, donc. La 81e. Le numéro 21 de la Juventus relève à peine d'exploit. Cent vingt secondes plus tôt, il a assuré son ordinaire, jusqu'à la caricature. Une série de dribbles dans la surface de réparatioo de l'Ajax d'Amsterdam, une manière tout à lui d'éliminer le dernier défeoseur, en une virevolte d'apparence compliquée pour filer eo vérité au plus simple : à une passe pour Nicola Amoruso, qui o'a plus qu'à glisser la balle au fond des filets. Diable de Zidane. Après un tel geste, comment s'étonner que les tifosi ne désirent plus qu'une chose, le voir enfin marquer son but, le sien, qui vaudrait l'apparitioo de soo oom au tableau d'affichage. Cette fois, il ne s'est pas arrêté en chemin. Didier Deschamps, l'autre Français de la « Juve », s'est chargé de faire l'intermédiaire.

CHASSÉ-CROISÉ

Etrange renversement des rôles. Celui qui s'est donné pour tâche de servir, était servi à son tour. Le ballon lui est arrivé dans les pieds, expédié par un autre. Il s'est encore lancé dans un de ses dribbles qui semblent sans cesse le porter vers les limites de l'équilibre. Puis, il s'est retrouvé seul. Devant lui, à quelques mètres à peine de ce but tant espéré, il o'y avait plus rien. Ni défenseur ni gardien. Zidane s'est simplement appliqué à pousser un peu plus loin la balle. Il avait marqué. Un peu plus tard, il s'épanchait un peu. Le timide sortait à peine de sa coquille, n'empêche que l'événement l'avait rendu plus loquace que d'habitude. *« Marquer en demi-finale, entendre les supporteurs, c'est un plaisir, ça touche énormément »*, confiait-il, avant d'avouer avoir joué cootre l'Ajax son meilleur match en Ligue des champions.

La rencontre en avait dit un peu plus long, symbole d'un véritable chassé-croisé. Hier, la jeunesse, la vitesse, c'était l'Ajax. Aujourd'hui, Zidane et ses copains ont pris la relève. L'année dernière, en finale à Rome, les Italiens oe s'étaient imposés qu'à l'arraché. En 1997, ils auront battu deux fois (2-1 à Amsterdam, et 4-1 à Turin) l'armada hollandaise qui n'a, pour eux, plus rien d'invincible. Didier Deschamps, « vieux » Turinois, arrivé à la Juventus, il y a trois ans, s'apprête à jouer sa troisième finale de la Ligue des champions, la première c'était avec l'Olympique de Marseille. Il a son explication. *« Nous avons progressé collectivement depuis l'an dernier*, dit-il. *En plus nous avons été rejoints par deux joueurs qui nous ont beaucoup apporté techniquement, en élevant le niveau, Zinedine Zidane et Alen Boksic, nous sommes donc plus forts. »*

A Munich, le 28 mai, la *« vecchia donna »*, la « vieille dame », comme la surnomment affectueusement les tifosis, jouera pour conserver son titre. Pour signer un troisième succès dans la plus cotée des Coupes d'Europe, pour confirmer l'avènement d'une génération turinoise au sommet du football do Vieux Continent. Contre les robustes Allemands du Borussia Dortmund, la tactique est encore à construire. Lippi et ses joueurs prendront leur temps. Ils savent y faire. Mais, déjà, dans les travées du stade des Alpes qui se videot, la question brûle toutes les lèvres. Ce jour-là, Zidane marquera-t-0 un but ?

Pascal Ceaux

Un meneur omniprésent

Auteur d'un match remarquable, Zinedine Zidane est à l'origine des quatre buts que la Juventus de Turin a marqué, mercredi 23 avril, face à l'Ajax d'Amsterdam. Uo véritable récital qu'il a conclu en inscrivant lui-même le quatrième et dernier but de soo équipe.

● 35e : corner de Zinedine Zidane pour la tête d'Attilio Lombardo, qui, placé aux six mètres, trompe Edwin van der Sar (1-0).

● 37e : Zinedine Zidane décale Attilio Lombardo sur la gauche. L'attaquant turinois déborde et centre au deuxième poteau pour Christian Vieri, qui marque du gauche (2-0).

● 74e : corner de l'ancien Bordelais de l'Ajax Rob Witschge repris de la tête par Mario Melchiot, placé au deuxième poteau. Le gardien italien Angelo Peruzzi est battu (2-1).

● 78e : débordement de Zinedine Zidane, qui, parti du milieu du terrain, entre dans la surface de réparation, efface Dany Blind, se joue d'Edwin van der Sar pour passer à Nicola Amoruso, qui marque dans le but vide (3-1).

● 80e : Didier Deschamps passe à Zinedine Zidane, à l'entrée de la surface. Le milieu de terrain turinois embarque la défense de l'Ajax et tire du droit. Edwin Van der Sar est de nouveau battu (4-1).

Le parcours des finalistes de la Ligue des champions

● Borussia Dortmund, placé dans le groupe B :
Dortmund-Lodz 2-1 ;
Steaua Bucarest-Dortmund 0-3 ;
Atletico Madrid-Dortmund 0-1 ;
Dortmund-Atletico Madrid 1-2 ;
Lodz-Dortmund 2-2 ;
Dortmund-Steaua Bucarest 5-3.
Quarts de finale : Dortmund-Auxerre : 3-1, 1-0.
Demi-finales : Dortmund-Manchester United 1-0, 1-0.

● Juventus de Turin, placé dans le groupe C :
Juventus-Manchester United 1-0 ;
Fenerbahce-Juventus 0-1 ;
Rapid Vienne-Juventus 1-1 ;
Juventus-Rapid Vienne 5-0 ;
Manchester United-Juventus 0-1 ;
Juventus-Fenerbahce 2-0.
Quarts de finale : Rosenborg-Juventus : 1-1, 0-2.
Demi-finales : Ajax Amsterdam-Juventus : 1-2, 1-4.

● Finale :
Borussia Dortmund-Juventus Turin le 28 mai à Munich.

Le Borussia de Dortmund impose son jeu d'acier

CE SERA donc le Borussia de Dortmund. A Munich, le 28 mai, l'équipe allemande tentera de remporter une Coupe des clubs champions qui échappe à ce pays depuis vingt et un ans. Le dernier club d'outre-Rhin à avoir remporté le trophée est justement le pensionnaire attitré du 5tade olympique, le Bayern de Munich. Le premier et dernier titre continental du Borussia a encore dix ans de plus : une Coupe des coupes en 1966.

Foin des nostalgies. Le football allemand ne vit pas de cela, qui a remporté l'Euro 96 et vient de qualifier, après Schalke 04 en UEFA, son deuxième club pour une finale européenne. Un duo de la Ruhr postule donc à succéder au Bayern de Munich, eocore lui, vainqueur de la coupe UEFA en 1996. La revanche de la région industrielle sinistrée sera complète si Dortmund s'impose, face à la Juveotus de Turin, sur les terres des arrogants Bavarois. Ces derniers sont bien en passe, cette saison, de chiper au Borussia le titre national. Œil pour œil, dent pour dent, et victoire pour victoire. Heureux pays de football qui poursuit ses querelles ioteroes dans les plus hautes sphères de l'Europe. Ce sera le Borussia de Dortmund, donc. Cela aurait pu être Manchester United. Il eût fallu pour cela que les buts d'Old Trafford soieot un mètre plus larges ou les joueurs anglais un mètre moins maladroits. Mercredi 23 avril, les actions o'oot pas manqué, seulement la précision. Le tour de vilain de Lars Ricken (8e min.), transformant la première véritable occasion allemande, fit perdre à l'équipe anglaise sa lucidité.

Les Red Devils – les démons rouges – se sont mordu la queue, tir après tir, peodant quatre-vingt-dix minutes, incapables d'ajuster correctement la mire. Quant aux rares shoots cadrés, ils trouvèrent toujours un dos, une jambe ou une tête allemande, voire par deux fois une décision d'arbitrage pour les contrarier. L'Angleterre a inventé le football et découvert eo même temps l'injustice.

Mercredi, la firme Cantona and Co a fait preuve de trop de générosité pour mériter perdre devant soo public. Mais Manchester United a aussi montré trop de lacunes techniques pour prétendre défier la Juventus de Turin eo finale. Le roi Eric et ses partenaires se consoleroot largemeot avec un nouveau titre national qui leur semble désormais promis. Peut-être également en se disant que Liverpool, la rivale dans le cœur anglais, est bieo mal emmanchée eo Coupe des coupes (la faute au Paris Saint-Germain). Aucun club d'outre-Manche oe gagnera, sans doute, de titre européen cette année eocore. Mais l'affaire ne saurait tarder.

ZIGZAGS

Les duels germano-aoglais foot rarement dans la gaudriole. Celui de mercredi eo Ligue des champions n'échappa pas à la règle. Il fut heurté, brut de décoffrage et en même temps remarquable de correction. Alors que se jouait ailleurs une demi-finale léchée eotre la Juveotus de Turin et l'Ajax d'Amsterdam, lui, offrait une autre manière de faire un grand match de football. La reocontre s'est construite sur la récupération incessante du ballon, dès que perdu. Le jeu a zigzagué en permanence d'un bot à l'antre, semblant échapper à tout contrôle, comme attaqué par quelque prion. A donner le tournis.

Les deux équipes venaieot pourtant de livrer chacune un match décisif, le week-end précédent, dans leurs championnats respectifs, face au Bayern de Munich et à Liverpool. L'inteosité o'y était pas moindre. Il serait donc des pays où semblables combats se reproduiraieot chaque dimanche ? On comprend, dès lors, pourquoi la moitié des clubs anglais remplissent leur stade à 90 % et plus de leur capacité. On saisit pourquoi l'affluence du championnat allemand progresse chaque saison de près de 20 %.

Cette demi-finale de la Ligue des champions vient donc confirmer que deux grands pays de la planète foot sont en train de recouvrer toutes leurs capacités. Devant une telle bataille, le téléspectateur français reste un rien songeur. On jurerait reconnaître là ceux qui naguère nous écrabouillaient avec une belle constance. L'Allemagne est de retour. L'Angleterre oous prie d'atteodre eocore une année ou deux. Cela tombe bieo : comme le Paris 5G, oous ne sommes pas pressés.

B. H.

Eric Cantona, du stade aux spots de publicité

PARFOIS légionnaire aux mains noires, parfois golfeur ganté de blanc ; tantôt grave, tantôt drôle ; ici paré d'ombres et de mystères, là éclatant en pleine lumière ; jamais fade : l'homme total est en train de crever l'écran, entre le journal télévisé et le film du soir. Eric Cantona, en deux spots de publicité, forge un peu plus son mythe en même temps qu'il dope les ventes de Nike et celles de Liptonic. Parce qu'il a de la personnalité, le joueur de Manchester United peut endosser toutes les personnalités. Il fascine. Les publicitaires o'aiment rien tant que cela.

« Nous avons choisi Eric Cantona parce qu'il incarne parfaitement auprès des adolescents et des jeunes adultes les valeurs de la marque Liptonic : le dynamisme, la réussite, un équilibre parfait entre l'énergie physique et le mental », explique Mark Greatex, responsable de la société Fralib qui commercialise le thé glacé. Le spot de trente secondes, réalisé par Bruno Chiche, montre notre footballeur bien embarrassé sur un green de golf avant qu'une gorgée de potion magique ne lui permette de dompter, à sa manière, les caprices de la petite balle. La campagne s'intitule : *« Ressource-toi »*. C'est là, d'ailleurs, l'objectif des fabricants de la boisson vantée qui tentent de se relancer auprès des 15-34 ans.

MÉTAPHORES

Nike, l'équipementier sportif, joue, depuis mardi 8 avril, sur un registre bien différent. Son nouveau spot est intitulé *Les Légionnaires*. Première création à être spécifiquement destinée au marché français, cette publicité s'est déjà attiré de vives critiques. Un précédent film de Nike transformait, dans une profusion d'effets spéciaux, un stade en arènes où des footballeurs-gladiateurs luttaient contre le « Mal ». Poussant toujours plus loin sa métaphore guerrière, la firme américaine fait, cette fois-ci, l'apologie d'un corps d'armée connu pour ses missions extrêmes et le passé tumultueux de ses hommes *« sans nom »*.

L'entreprise américaine estime que les valeurs du soldat (accomplir sa mission à tout prix) font écho à sa propre signature de marque : *« Just do it »*. *« La Légion étrangère est le corps d'armée qui a la meilleure image en France, il nous est envié par le monde entier, même si son passé lui est propre »*, précise Michel Sara, représentant en France de l'ageoce de poblicité Wieden & Kennedy, qui a conçu le film.

Cantona prouve, en tout cas, que son charisme est intact. La presse anglaise, après l'avoir tour à tour traîné dans la boue puis couvert de louanges, commence aujourd'hui à chipoter son influence sur le jeu de Manchester United. Mais, à trente ans, le *« king »* n'a rien perdu de son aura en dehors du terrain. Jean-Jacques Bertrand, son avocat et agent, croule sous les sollicitations. Deux publicitaires ont lancé récemment une pétition demandant le retour du joueur en équipe de France. Sans doute l'estiment-ils invendable sans Canto.

Florence Amalou et Benoît Hopquin

Olivier de Kersauson maintient son avance sur Peter Blake

A BORD du trimaran *Sport-Elec*, Olivier de Kersauson et ses six équipiers, toujours en course pour le Trophée Jules-Veroe décerné pour le record absolu du Tour du monde à la voile, devaient doubler le cap Horn dans la matinée du jeudi 24 avril. Ils y affronteront un vent moyen de 45 nœuds de vent et des rafales de 50 à 60 nœuds. Et peut-être de la neige. Mais le navigateur breton, déjà venu défier quatre fois ces eaux tumultueuses avec succès, ne craint rien. Dans son esprit, l'exploit se situe ailleurs. Du côté de la ligne Ouessant-cap Lizard qu'il lui faut impérativement couper avant jeudi 22 mai à 16 h 54 pour effacer le record du Néo-Zélandais Peter Blake. En 1994, à la barre d'*Enza*, celui-ci avait bouclé son tour du monde en 74 jours 22 heures 17 min et 22 s. Avec plus de 24 heures d'avance sur le tableau de marche d'*Enza* au passage du Horo, Olivier de Kersauson semble tenir le bon bout.

DÉPÊCHES

■ **TENNIS : Evgueni Kafelnikov a été éliminé** en seizièmes de finale du tournoi sur terre battue de Monte Carlo, mercredi 23 avril, par le Norvégien Christian Rndd (6-4 2-6 6-4). Vainqueur de Roland-Garros en 1996, le russe, 4e joueur mondial, n'a toujours pas remporté le moindre match eo simple cette saisoo. Cédric Pioline a été dominé par l'Espagnol Alex Corretja (6-4 6-3), alors qu'Arnaud Boetsch a éliminé l'Italien Renzo Furlan (3-6 6-4 6-2).

■ **Martina Hingis s'est donné une** légère entorse des ligaments croisés postérieurs du genou gauche lors d'une chute de cheval, lundi 21 avril. La Suissesse de seize ans, actuellemeot eo tête du classement mondial, a déclaré forfait pour les tournois de Hambourg et Rome.

■ **HOCKEY SUR GLACE : le président de la Fédération russe de hockey sur glace, Valentin Sych, a** été tué par des tueurs non identifiés, mardi 22 avril, sur une route près de Moscou. Selon des observateurs, cet assassinat serait lié à l'argent proveoant d'abattements fiscaux dont jouissent les fédérations sportives autorisées à importer et revendre de l'alcool et des cigarettes.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 33 du mercredi 23 avril.** Premier tirage : 1, 3, 14, 20, 22, 27, ouméro complémentaire : 18 ; rapport pour 6 bons numéros : 2 802 800 F ; pour 5 bons numéros plus le compléme otaire : 73 440 F ; pour 5 bons numéros : 5 250 F ; pour 4 boos ouméros : 120 F ; pour 3 bons ouméros : 13 F.
Second tirage : 4, 12, 17, 18, 32, 43, numéro complémentaire : 49 ; rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 100 590 F ; pour 5 bons ouméros : 6 090F ; pour 4 bons ouméros : 140 F ; pour 3 bons ouméros : 14 F.

La fierté des femmes du Goudjerat

L'Inde, qui fête le cinquantenaire de son indépendance, attend quelque 100 000 visiteurs français. Voyage dans la terre natale de Gandhi, encore méconnue, à l'inverse du Rajasthan voisin

RAMESH SONI/SONIGRAPHICS, BOMBAY

Cette jeune femme de la tribu Banni porte le plastron traditionnel incrusté de miroirs.

AHMADABAD
de notre envoyée spéciale

Sous la carlingue, Nevideta Bhasin, mèches nnires en bandeaux, regard déterminé, termine sa ronde. A bord du vol pour Ahmadabad, l'hôtesse articule son nom avec fierté : *« La compagnie nationale compte de nombreuses femmes commandants de bord. »*

« Women on top », répond en écho le *Sunday Times of India*. L'article rend un hommage appuyé à Simone de Beauvoir et les auteurs expliquent que *« si seulement 5 millio ns d'Indiens, sur un total de 950 millions d'hobitants, ont accès à la technologie libératrice, on trouve de plus en plus de femmes parmi l'élite des grandes métropoles (...) »*. Mais *« tant que l'eau potable, l'état sanitaire et l'alphabétisation ne seront pas les priorités, l'inégalité homme-femme perdurera dans l'Inde rurale »*.

Deux chiffres le confirment : les taux d'alpbabétisation sont de 52 % pour les filles en milieu rural (82 % en ville), et de 73 % pour les garçons (88 % en ville), chez les enfants âgés de dix à quatorze ans. Statistiques publiées par *The Economist*, qui cboisit justement une femme, la déesse-mère, Durga « l'Inaccessible », représentée par un tigre dans le panthéon hindou, pour symboliser l'Inde moderne sur la couverture du cahier de vingt-cinq pages que l'hebdomadaire britannique consacrait, cinquante ans après son indépendance, à l'ancienne colonie.

Lorsqu'on interroge Amrut Modi, directeur du Sabarmati Ashram à Ahmadabad, premier ashram fondé par Gandhi, père de la nation et pionnier de la cause féminine, le vieux moosieur s'euflamme : *« En 1937, naus avians formé huit jeunes filles institutrices, en 1997, elles sont cinq cents ! »*

Pourtant au Goudjerat, l'un des deux premiers Etats industrialisés du pays, les filles de Durga assument leur lot de gros travaux comme si de rien n'était. Leur liberté, c'est leur fierté. Enveloppées de voiles flambuyants, couvertes de bijoux clinquants, on les voit charrier les pierres et la terre sur les chantiers, disparaître sous de monstrueux fagots, porter l'eau du puits dans des jarres de culvre qu'elles empilent sur le sommet de leur tête, mais aussi cueillir le cotnn, soigner le bétail, sans jamais perdre de leur superbe.

SARI À SCOOTER

A l'aube, Ahmadabad est noyée dans la brume. Les balayeuses s'activent le dos cassé en deux, tandis que les bommes palabrent devant les braseros des *tea-shops*, comptoirs de guingois ouverts sur la rue, qui servent à toute beure le *tchoï*, thé au lait parfumé à la cardamome. La métropole cache son jeu. Point de signes extérieurs de richesse. Le Goudjerati, commerçant dans l'âme et globe-trotteur (on dit que 60 % des Indiens qui voyagent à l'étranger seraient goudjeratis), n'est pas exhibitionniste. Il roule en Vespa *mode in India*. Les Ambassador, copies des Morris années 50, sont plus souvent des taxis que des voitures privées. On ne voit pas ici de ces Daewoo Cielo, Opel Astra, Peugeot 309 et autres Mercedes qui envahissent les rues de Delhi. Dans les *pols*, ruelles en colimaçon aux façades tarabiscotées, on croise des madones en sari chevauchant leur scooter d'un air décidé de *working women*. Mais, dans la ville de Gandhi, les femmes *« on top »* constituent l'extrême minorité. Malgré les programmes intensifs de la Self Woman Association, première association féminine du sous-continent, fondée ici, et très active.

Une même fierté se lit sur le visage des paysannes. A travers la péninsule du Saurashtra, textuellement les cent royaumes, conglomérat de fiefs dont il reste des villes fortifiées étonnantes (Morvi avec sa rue en trompe-l'oeil à l'italienne) et des folies kitsch néo-classico-mauresques (le palais de Wankaner), et jusqu'au Kutch, territoire quasi désertique à l'extrême nuest du Goudjerat.

Regard de braise, presque hautain de la femme rabari, en long jupon noir brodé, qui marche en tête de la caravane de chameaux. Les bêtes convoient les biens du couple, couvertures et batterie de cuisine. L'homme se tient à l'arrière, vêtu de blanc, du turban jusqu'à la pointe des baboucbes. Comme tous les Rabaris, ces quelque 3 000 familles semi-nomades qui se déplacent avec leurs troupeaux de bufflesses, de chèvres et de moutons, il porte un surplis court au-dessus du pantalon bouffant et des boucles rondes aux oreilles.

LES TRIBUS DU KUTCH

« Les femmes rabaris sont très intelligentes, elles ont en charge la tenue de la maison, mais aussi elles achètent et vendent les biens », lit-on dans un livret an musée de Bbuj, la capitale locale. On les voit en ville, le soir, tenir séance en plein carrefour pour écouler le lait frais. Le gros de la production, ramassé en camion réfrigéré, sera vendu à Bombay et ailleurs, par l'Union des coopératives laitières du Goudjerat, imaginée voilà cinquante ans par un compagnon de Gandhi, et devenue le plus vaste programme mondial pour le développement de l'industrie laitière, avec 9 millinns de fermiers-producteurs à travers l'Inde.

Les tribus du Kutch (Ahir, Jats, Banni, etc.) vivent en sédentaires aux alentours de Bhuj. Sur fond de savane brûlée par le soleil, où poussent de rares acacias, leurs villages de pisé blanchi à la chaux paraissent plus éclatants. Le berger surveille le troupeau, la femme confectionne des patchworks baroques. A Ludia, chez les Banni, lorsque le repas s'achève, les enfants s'égaillent, et les matrones papillonnent, habillées de larges jupes et de plastrons incrustés de miroirs laissant leur dos nu qu'un voile de mousseline dérobe. La courbe de leurs bras disparaît sous les bracelets, en os ou en plastique, enfilés des poignets aux épaules.

Korba, la jeune mariée, est protégée comme une poupée de prix. De lourds bijoux l'enchaînent, anneau monumental dans le nez, tours de con en argent et en or. Sous l'oeil avisé de Berma, sa belle-mère, elle confectionne, à même le sol, ses premiers *chopati*, petites crêpes de sarrasin. La hutte ronde reluit. Pas un meuble. Deux malles, une dizaine de couvertures, et des niches en frise pour les ustensiles. Cette pièce unique est un enchantement. Berma et ses filles ont modelé, dans le stuc blanc, un jardin d'Eden peuplé d'oiseaux, d'arbres et de fleurs. D'innombrables petits miroirs ronds appliqués sur ce bas-relief captent les rayons de lumière, simulant bassins et fontaines, ruisseaux et cascades.

A Bechraji, les paysannes en ribambelle, suivies de leurs époux, ont sonné le gong à l'entrée du temple pour réveiller Durga. Elles ont formé une ronde et scandé leurs incantatinns à la déesse-mère. Une vacbe indolente s'est frayée un passage au milieu du groupe, inondant le cercle sacré. Personne n'a bronché. *« Le présage est de bon augure »*, murmure une complice. Les femmes du Goudjerat, filles de Durga, ont l'art de cultiver le merveilleux sous toutes ses formes.

Florence Evin

Le Goudjerat

Golfe de Kutch
Mer d'Oman
100 km

● **Populatinu :** 44 millions d'babitants (sur 950 millions d'Indiens)
● **Productiou :** premier rang pour le cntnn et l'arachide, deuxième pour le tabac. Son industrie laitière fabrique 63 % du lait destiné aux enfants indiens. L'Etat possède 30 % du potentiel pour la pêcbe, et produit 70 % du sel du pays. Passé en tête (aux côtés du Maharashtra) des Etats les plus industrialisés, le Goudjerat privilégie les techniques de pointe (électronique, pétrochimie, pharmaceutique) et investit en masse depuis la libéralisation de l'économie (1991-1993).
● **La vie quotidienne à la campagne :** 71 % des Goudjeratis disposent de l'électricité et 87,8 % d'eau potable, contre à peine la moitié des paysans au Rajasthan. 37,7 % ont une bicyclette, premier achat avant le scooter dans la liste des biens de consommation des Indiens. 14 % des Goudjeratis possèdent une télévision, contre 8 % des Rajasthanis (la moyenne nationale pour l'Inde rurale étant de 11,8 %, selon *Business India* du 9 février).

Carnet de route

Le Goudjerat reste méconnu. On y apprécie l'accueil chaleureux et l'absence de mendiants professionnels ou de vendeurs de pacotilles. Villes-temples (Palitana, Somnath, Modhera, etc.), petites cités distribuées autour d'une grand-rue-marché, villages de tisserands (Kutch).
● **Curiosités.** A Ahmadabad : le Musée Calico présente cinq siècles d'étoffes filées dans un palais en bois ciselé. La Galerie C. Mehta au Sanskar Kendra, que l'on doit à Le Corbusier, recèle une collection unique de miniatures indiennes. Voir aussi l'Institut indien du management, dessiné par l'architecte américain Louis Kahn et l'Institut national du design. L'ashram Sabarmati de Gandhi est aujourd'hui lieu de mémoire.
● **Tables.** Prince, à Bhuj, Kutch (hôtel Prince, 30 F le déjeuner), sert d'excellents *thali* : currys de légumes, yaourts et beignets modérément épicés (où se mêlent coriandre, gingembre, cannelle, tamarin et piment) avec des *chapati* et *non*, galettes sans levain.
Terre de Gandhi oblige, la cuisine, très parfumée, est végétarienne, et l'alcool officiellement prohibé. Vechaar-Vishalla, dans les faubourgs d'Ahmadabad (tél. : 466134, 50 F le dîner), attire le soir des familles entières. Cuisine copieuse de la campagne et ballet de garçons en turban coloré. On dîne sous des auvents, à côté de l'écomusée imaginé par Amar Gargesh, architecte mécène, qui présente des centaines d'ustensiles.
● **Étapes.** Palace and Heritage Hotels, des palais décatis au charme désuet. De confort inégal. Le Ranjit Vilas Palace, à Wankaner, possède trois belles chambres arts déco dans le pavillon jnuxtant la piscine, les autres, une quinzaine, sont à rénover (300 F par personne en demi-pension, tél. : 91-2828-20000).
Egalement, Palace Utelia à Lothal, Nilambagh Palace à Bhavnagar et Riverside Palace à Gondal (tarifs similaires).
Le Vijay Vilas Palace, résidence d'été du maharaja de Bhuj, situé à 8 km de Mandvi, en bordure d'une plage déserte, dispose, dans ses dépendances, de chambres simples. Office du tourisme d'Ahmadabad, tél. : 449683.
● **Forfaits.** Parmi les voyagistes programmant « l'Inde à la carte » (*Le Monde* du 10 avril 1997), Asia propose un circuit Goudjerat baptisé « Princes et bergers », 10 jours, 7 885 F par personne, d'Ahmadabad, étapes réservées et pension complète, en voyageant à trois dans une voiture particulière avec chauffeur ; en sus, le vol pour Delhi, notamment sur Lufthansa : 3 450 F de Paris, Lyon, Nice, Toulouse et Strasbourg, via Francfort.
● **Lectures.** *Inde*, de Lonely Planet, guide le plus complet en français sur le Goudjerat. *Kutch*, livret en vente au Musée Aina Mahal de Bhuj.
Mud, Mirror and Thread (Mapin, Ahmadabad), ouvrage illustré qui dévoile la richesse des traditions locales.
● **Formalités.** Le visa s'obtient en vingt-quatre heures. (tél. : 01-40-50-71-71). Office indien du tourisme, tél. : 01-45-23-30-45, Minitel 3615 Inde, ou Internet <http ://www.meadev.gov.in.>. Eviter de manger des crudités et de boire l'eau du robinet. Prévnir traitements contre les dérangements intestinaux et le paludisme.

Trois lieux

■ Le palais des glaces de Bhuj
La lettre, datée du 8 mai 1979, est signée lord Mountbatten : *« Je suis si heureux que mon intervention ait permis que tu obtiennes un meilleur traitement... Your brother prince. »* Le dernier maharao de Bhuj ne s'est apparemment pas remis de la suppression des privilèges décrétée, le 2 décembre 1971, par Mme Gandhi. Cheveux gominés, le teint pâle, on le voit poser en costume de sport tenant sur ses genoux, et de ses doigts effilés, une raquette de badminton. Ces missives et photos, épinglées dans le corridor du palais de Bhuj, racontent l'histoire des héritiers du célèbre ancêtre, Shri Lakhpatji (1752-1761), qui, lui, trône en tenue d'apparat rouge et or, une rose dans la main gauche.
La demeure fortifiée de ce visionnaire éclairé, amoureux des arts et des lettres, à qui le Kutch dnit ses traditions d'artisanat raffiné, est restée en l'état. C'est un des plus charmants musées du pays, imprégné d'influences européennes comme le snut la plupart des palais princiers en Inde. Mais ici, chaque objet a été choisi avec goût : porcelaines anglaises, miniatures persanes fixées sous verre, lustres de cristal, carreaux de faïence bleu nuit. Les soirs de concert, les musiciens s'installaient au centre d'une pièce d'eau aménagée au premier étage du palais, surte de patio aveugle, avec des bassins et des fontaines. Des miroirs enchassés de métal ou de bois doré à la vénitienne couvrent, du sol au plafond, les murs des galeries, salnns et petits salons éclairés à la lueur des candélabres. Une pénombre qui sied à la préciosité intime du décor.

■ Puits à escaliers
Havres de fraîcheur et uniques en Inde, les *vavs*, puits à marches, ouvrages monumentaux, sont animés de jeux d'escaliers, de bassins et de galeries à colonnades. Sur leurs parois tournent les bas-reliefs racontant la vie quotidienne et les grandes épopées de la mythnlogie hindoue. Près de Patan (130 km au nord d'Ahmadabad), le Rani Ki Vav, récemment mis au jour, est le plus riche (XIe siècle, contemporain du temple du Soleil à Modhera). Les danseuses célestes y portent les mêmes bijoux que les paysannes du Kutch.

■ La Manchester de l'Inde
A Ahmadabad, personne ne prête attentinu aux affiches publicitaires géantes qui clament : *« Drink Coca-Cola and be winner »* (Buvez Coca-Cola et devenez un gagnant) nu *« Pepsi the freedom »* (Pepsi la liberté). Les firmes américaines occupent le terrain depuis peu, sans succès apparent. Poussiéreuse, avec des avenues monumentales ouvertes en excroissances autour des vieux quartiers, l'ancienne « Manchester de l'Inde » a poussé en désordre pour loger ses 4,5 millions d'habitants. Les complexes pétrochimiques ont été installés en périphérie, remplaçant peu à peu l'industrie textile qui faisait sa réputation. Cinquante ans après l'indépendance, elle est le nerf économique de l'Etat le plus performant du sous-continent – le Goudjerat occupe en effet la tête du peloton, avec le Maharashtra, devant le Pendjab et l'Haryana.

هكذا من الاصل

Arrivée de la pluie

L'ANTICYCLONE qui nous protégeait depuis plusieurs jours se replie sur le sud de la Méditerranée. Les perturbations atlantiques vont enfin pouvoir atteindre la France. Une première zone pluvieuse, de faible activité, abordera le nord-ouest du pays vendredi. Elle sera suivie d'une autre perturbation qui donnera des pluies un peu plus importantes pour ce week-end surtout dans la moitié sud.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Des nuages donneront parfois un peu de pluie, plutôt en matinée en Bretagne et l'après-midi de la Normandie aux pays de Loire. Températures : 15 à 19 degrés.

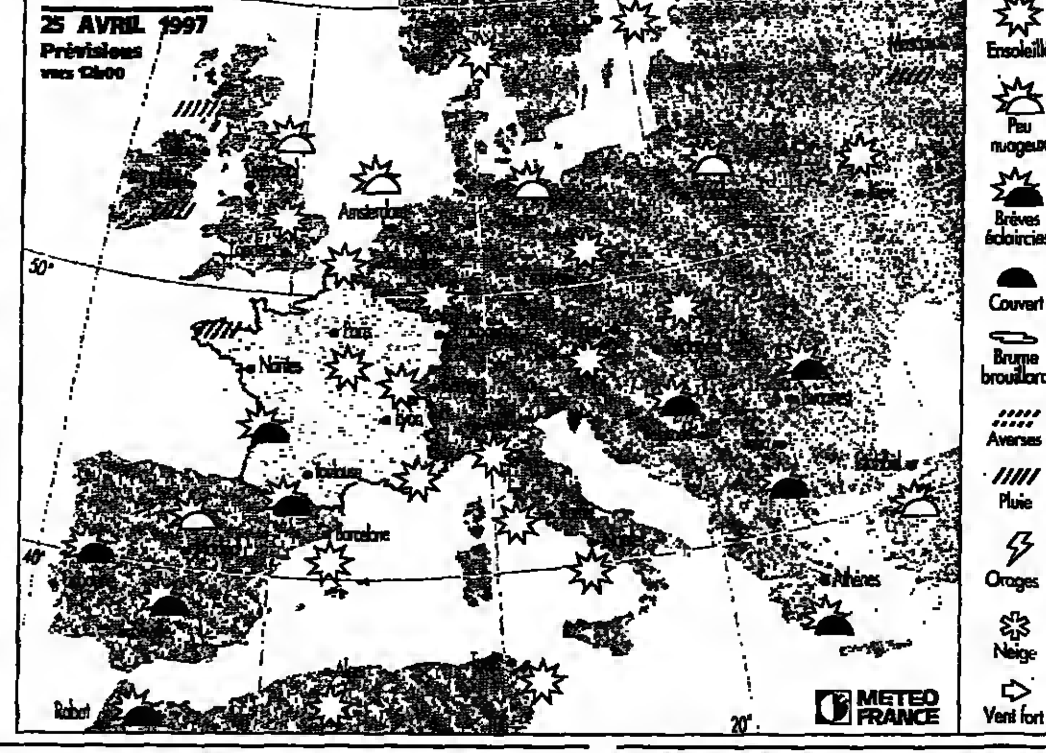
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après une belle matinée, le ciel se chargera. Quelques ondées sont possibles en fin de journée de la Haute-Normandie au Centre. Températures : 16 à 21 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le temps reste sec et largement ensoleillé. Quelques nuages d'altitude commenceront à envahir le ciel en fin de journée. Températures : 19 à 22 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps deviendra lourd au fil des heures. Des nuages remonteront d'Espagne et donneront des ondées, parfois orageuses, avant le soir. Températures : plus de 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – De l'Auvergne aux Alpes, cette journée s'annonce chaude et largement ensoleillée. On atteindra souvent 21 à 24 degrés en cours d'après-midi. Le ciel commencera alors à se voiler légèrement.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – De la Provence à la Côte d'Azur et à la Corse, le soleil brillera largement. Les températures dépasseront 20 degrés dans l'arrière-pays mais se limiteront entre 16 et 18 degrés sur les côtes. A l'inverse, autour du golfe du Lion, le temps sera plus incertain.



PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

				PAPEETE	26/31 S	KIEV	1/13 S	VENISE	8/17 S	LE CAIRE	20/31 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 S	LISBONNE	13/20 N	VIENNE	2/19 S	MARRAKECH	13/22 S
				ST-DENIS-RÉ.	24/29 S	LIVERPOOL	9/12 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/22 P
				EUROPE		LONDRES	10/15 S	BRASILIA	18/25 P	PRETORIA	6/20 S
				AMSTERDAM	7/12 S	LUXEMBOURG	4/17 S	BUENOS AIR.	10/19 S	RABAT	13/22 S
FRANCE métropole		NANCY	1/19 S	ATHENES	11/16 N	MADRID	11/20 S	CARACAS	24/30 S	TUNIS	12/19 S
AJACCIO	6/19 S	NANTES	6/18 N	BARCELONE	13/19 S	MILAN	9/21 S	CHICAGO	1/12 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	9/18 N	NICE	9/18 S	BELFAST	6/11 P	MOSCOU	-1/13 P	LIMA	20/25 S	BANGKOK	27/31 P
BORDEAUX	7/22 N	PARIS	3/20 S	BELGRADE	5/15 N	MUNICH	2/17 S	LOS ANGELES	15/22 S	BOMBAY	26/35 S
BOURGES	3/21 S	PAU	6/21 N	BERLIN	5/11 S	NAPLES	8/17 S	MEXICO	8/22 S	DJAKARTA	27/30 P
BREST	6/15 P	PERPIGNAN	11/21 S	BERNE	3/20 S	OSLO	-2/7 S	MONTREAL	2/8 S	DUBAI	23/29 S
CAEN	7/15 N	RENNES	5/19 N	BRUXELLES	7/15 S	PALMA DE M.	10/20 S	NEW YORK	9/15 S	HANOI	19/22 P
CHERBOURG	5/14 N	ST-ETIENNE	1/22 S	BUCAREST	3/12 N	PRAGUE	4/14 S	SAN FRANCS.	13/22 S	HONGKONG	20/24 C
CLERMONT-F.	1/22 S	STRASBOURG	2/21 S	BUDAPEST	2/15 S	ROME	7/17 S	SANTIAGO/CHI	6/25 S	JERUSALEM	20/29 S
DIJON	3/21 S	TOULOUSE	7/22 N	COPENHAGUE	3/8 N	SEVILLE	13/25 N	TORONTO	1/9 S	NEW DEHLI	20/39 S
GRENOBLE	3/24 S	TOURS	3/20 N	DUBLIN	7/12 P	SOFIA	4/11 N	WASHINGTON	10/17 S	PEKIN	11/28 C
LILLE	4/16 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	4/17 S	ST-PETERSB.	1/3 S	**AFRIQUE**		SEOUL	12/20 S
LIMOGES	7/20 N	CAYENNE	24/29 P	GENEVE	5/20 S	STOCKHOLM	0/8 S	ALGER	8/21 S	SINGAPOUR	27/32 P
LYON	5/23 S	FORT-DE-FR.	23/29 S	HELSINKI	-2/6 S	TENERIFE	13/18 S	DAKAR	21/27 S	SYDNEY	16/20 P
MARSEILLE	8/22 S	NOUMEA	20/25 S	ISTANBUL	8/12 S	VARSOVIE	5/11 S	KINSHASA	20/29 S	TOKYO	9/17 S

Situation le 24 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 26 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **DANEMARK.** Les vols de la compagnie aérienne SAS qui sont déjà non-fumeurs sur les lignes à destination de la Scandinavie et de l'Europe de l'Est seront non-fumeurs à partir du 1er septembre, sur toutes les destinations à travers le monde. – *(AFP.)*

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE.** Harrods, le grand magasin londonien, devrait ouvrir, à Noël, une première boutique à l'aéroport Mangere d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, où une douzaine d'autres marques doivent également s'installer. Les revenus de ces concessions serviront à financer les projets d'expansion du terminal, notamment une seconde piste d'atterrissage. – *(AP.)*

■ **ISLANDE.** A l'occasion de son 60e anniversaire, la compagnie Icelandair propose jusqu'au 8 juin des vols aller-retour Paris-Reykjavik pour 1 590 F à condition de passer la nuit du samedi au dimanche en Islande. Départ les mercredi et dimanche.

VENTES

Les émaux limousins, du XIIe au XVIIIe siècle

UNE COLLECTION d'émaux limousins, prêtée par le Musée de Nevers, sera exposée au Salon des antiquaires de Dijon, du 8 au 19 mai. Près de soixante-dix pièces illustrent l'évolution du travail de l'émail, du XIIe au XVIIIe siècle.

Au Moyen Age, les artistes produisent des objets religieux, où le Christ et les saints sont traités dans des couleurs vives, sur fond de rinceaux, ou aux motifs rehaussés d'or. Ils utilisent la technique des émaux champlevés : des cavités creusées dans l'épaisseur du métal (généralement du cuivre) recueillent la pâte d'émail, qui est ensuite poncée jusqu'à éliminer l'excédent. Une dorure appliquée sur les arêtes du métal donne ensuite l'aspect définitif.

Le travail de l'émail champlevé se développe du XIIe au XIVe siècle, et des objets profanes voient le jour. A la fin du XIIIe, la fabrication est devenue très intense et réalisée en série, entraînant une baisse de la qualité : les couleurs sont moins vives, dominées par un bleu un peu terne, parfois accompagnées de rouge, la dorure est moins soignée.

Dans l'exposition, cette période est représentée, entre autres, par une plaque de reliure (qui ornait sans doute un évangéliaire) représentant le christ en croix (XIIe siècle), un Christ d'applique (XIIIe) et une pyxide, petite boîte où l'on rangeait les hosties (XIIIe). Sur le marché, les objets les plus courants, les pyxides, sont accessibles entre 40 000 francs et 100 000 francs, les christs (croix, plaques ou châsses) se négocient entre 20 000 francs et 500 000 francs (voire plus). Les productions les plus appréciées sont celles du XIIe et du début du XIIIe siècle.

LA SPATULE PUIS LE PINCEAU

Au XVe, une nouvelle technique prend le relais, sous l'impulsion d'artistes émailleurs comme la dynastie des Pénicaud, actifs jusqu'au XVIe siècle, Léonard Limosin (vers 1505-1565) ou Pierre Reymond (1513-1584). Le décor est obtenu par la superposition de plusieurs couches d'émail coloré, déposées à la spatule, puis au pinceau pour la finition des détails, avec une cuisson entre chaque couche. Outre le répertoire religieux, dont la tradition demeure, les émailleurs s'inspirent de gravures contemporaines, celles de Dürer, mais exécutent aussi des scènes mythologiques, des scènes de genre et des portraits.

Léonard Limosin réalisa une soixantaine de portraits de la famille royale et des grands du royaume. De trois quarts ou de profil, ces visages se détachent sur fond noir ou bleu. La technique de la grisaille est inventée au XVIe siècle. Une pâte blanche et laiteuse est appliquée sur un fond noir et les traits sont dégagés à la spatule, puis affinés au pinceau. En plus des plaques, de nombreuses pièces de forme sont fabriquées : plats, coupes, aiguières. Leur valeur dépend des dimensions, de la beauté du décor, de la signature de l'émailleur, de l'état de conservation. Il faut compter au moins 30 000 francs pour un émail peint de ce type.

Catherine Bedel

★ **Salon des antiquaires de Dijon, du 8 au 19 mai, Parc des expositions, 3, boulevard de Champagne, 21003 Dijon. Entrée 45 F. Tous les jours de 11 heures à 20 heures, nocturne le vendredi 16 mai jusqu'à 22 heures. 100 exposants (60 antiquaires, 40 brocanteurs). Visite commentée chaque après-midi à 16 heures, sauf les week-ends et jours fériés.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Rueil-Malmaison** (Hauts-de-Seine), parc de Bois-Préau, du 24 au 28 avril. Jeudi de 11 à 19 h, vendredi de 10 à 21 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. Lundi de 10 à 18 h : 80 exposants, entrée 25 F.

● **Troyes** (Aube), parc expo, du 25 au 27 avril, vendredi de 14 à 20 h, samedi de 10 à 21 h, dimanche de 10 à 19 h, 100 exposants, entrée 20 F.

● **Nantes** (Loire-Atlantique), parc expo de la Beaujoire, du 25 au 27 avril, vendredi de 13 à 19 h, samedi de 10 à 20 h, dimanche de 10 à 19 h, 170 exposants, entrée 15 F.

● **Saint-Nom-la-Bretèche** (Yvelines), Espace culturel, du 25 au 26 avril, de 10 à 19 h, 45 exposants, entrée 30 F.

BROCANTES

● **Paris**, boulevard Richard-Lenoir, du 25 au 26 avril.

● **Grenoble** (Isère), parc expo, du 26 au 27 avril, 120 exposants.

● **Guignes** (Seine-et-Marne), square du Verger, du 26 au 27 avril.

● **Voiron** (Isère), salle des fêtes, du 26 au 27 avril, 25 exposants.

● **Les Lilas** (Seine-Saint-Denis), centre-ville, 26 avril, 70 exposants.

● **Evry** (Essonne), Hippodrome, du 26 au 27 avril.

COLLECTIONS

● **Royan** (Charente-Maritime), Salon des collectionneurs, palais des Congrès, du 26 au 27 avril, 60 exposants.

● **Bagneux** (Hauts-de-Seine), Foire à la bande dessinée, rond-point du Docteur-Schweitzer, 26 avril, 70 exposants.

● **Juvisy-sur-Orge** (Essonne), Salon du livre et des vieux papiers, salle des fêtes, 26 avril.

● **Sainte-Foy-la-Grande** (Gironde), Salon de la maquette, salle des fêtes, du 26 au 27 avril.

DÉPÊCHES

■ **LIVRE.** *« Histoires naturelles ».* Cette œuvre de Jules Renard, illustrée par Blaise Prud'hon, vient de sortir chez l'éditeur d'art Philippe de Tartas, au Moulin de Vauboyen. L'ouvrage, à tirage limité, d'une typographie impeccable, est présenté en feuillets séparés, ornés de lithographies originales. De la haute bibliophilie au service d'un savoureux bestiaire. 6 000 F. En vente au Moulin de Vauboyen (tél. : 01-69-41-01-25), à Bièvres (Essonne).

■ **PHOTOGRAPHIES.** Les ballets de Monte-Carlo vus par le photographe André Naggar. En déplaçant son objectif devant les corps en mouvement, cet artiste contemporain a inventé une technique originale qui permet d'introduire le temps dans un espace en deux dimensions. Ces photos étonnantes sont exposées jusqu'au 30 mai à la villa *Les Aigles* : 15, av. d'Ostende (tél. : 00-377-93-15-11-11), à Monaco. Des tirages limités fixés sur plaques d'aluminium à partir de 15 000 F.

■ **OCCASION.** L'exposition nationale automobile d'occasion se tiendra du 26 avril au 8 mai au Parc des expositions de Paris, porte de Versailles. Organisée sous le patronage du Conseil national des professions de l'automobile (CNPA), cette manifestation regroupera plus de mille véhicules.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97081

▸ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II								■				
III				■			■					
IV					■						■	
V							■					
VI			■			■						
VII									■			
VIII		■				■					■	
IX					■							
X												

HORIZONTALEMENT

I. Avec elle, tout paraît ordinaire. – II. Peut devenir un noir très fort. Préfixe multiplicateur. – III. Plie la France en accordéon. Possessif. A fait alliance pour être plus fort. – IV. Mis délicatement en couleurs. Matelot dyslexique. – V. Bande. Travailla au sommet. – VI. Dans la gamme. Négation. Déplacé de la part d'un adulte. – VII. Réussit à indisposer son auditoire. Tombé dans les pommes. – VIII. Vieille bête. Ville roumaine. – IX. Nous tyrannise quand elle devient fixe. Insupportable en musique et en couleurs. – X. Font maintenant partie de la bande.

VERTICALEMENT

1. Gardent au chaud hors du feu. – 2. Tirais les conséquences. Dans la dent. – 3. C'est vraiment un délice. Faire eau de toutes parts. – 4. Des lettres pour une petite moyenne. Complètement inconnue. – 5. Meilleur quand il tient une bonne couche. Son travail fait grincer des dents. – 6. Pionnier de l'aviation. Démonstratif. – 7. C'est une bonne carte quand elle est retournée. Occupent la Chambre à Londres. – 8. Faisait son numéro en public. – 9. Une reconduction simplifiée. Tête de poisson. – 10. La bonne voie à prendre. – 11. Supprimé. La part du serveur à New York. Jeté sur la piste. – 12. Mis selon les règles établies.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97080

HORIZONTALEMENT

I. Féminisation. – II. Inégalisé. Xa. – III. Lé. Sparadrap. – IV. Iro (Roi). Unesco. – V. Avril. Pau. Il. – VI. Lanière. Midi. – VII. Ise. Œuf. Net. – VIII. Sen. Silo. – IX. Eh ! Relouai. – X. Robotisation.

VERTICALEMENT

1. Filialiser. – 2. Enervas. Ho ! – 3. Me. Ornés. – 4. IGS. Ii. Ego. – 5. Napoléon. – 6. Ila. Ré. Ri. – 7. Siru-penses. – 8. Asana. Fila. – 9. Te Deum. Lot. – 10. Rs. Inouï. – 11. Oxacide. Ao. – 12. Napolitain.

L'ART EN QUESTION

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

« J'ai une femme, monsieur... »

CARPEAUX a sculpté le groupe de *La Danse* pour orner la façade de l'Opéra, à la demande de l'architecte Charles Garnier.

Lorsque la sculpture est dévoilée au public, en 1869, elle provoque un véritable scandale, dans la presse et parmi le public. Garnier reçoit la lettre d'un vicomte qui déclare : *« J'ai une femme, monsieur, j'ai des filles passionnées pour la musique, et qui vont souvent à l'Opéra. Cela leur sera impossible maintenant, car jamais je ne consentirai à les mener dans un monument dont l'enseigne est celle d'un mauvais lieu. »*

Dans la nuit du 27 au 28 août 1869, une main anonyme jette des bouteilles d'encre sur la statue, et il est envisagé de la remplacer par une œuvre plus consensuelle. Mais la guerre de 1870 et la Commune détournent les esprits vers d'autres préoccupations. La sculpture de Jean-Baptiste Carpeaux restera finalement en place pour longtemps encore.

Jean-Baptiste Carpeaux (1827-1875), « La Danse » (1863-1869), Paris, Musée d'Orsay (marbre original).

RMN/R. G. OJÉDA

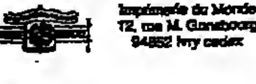
En 1964, la pollution menace, le groupe original est remplacé par une copie, réalisée par :

■ Paul Belmondo
■ Henri Laurens
■ Henry Moore

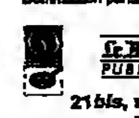
Réponse dans *Le Monde* du 2 mai.

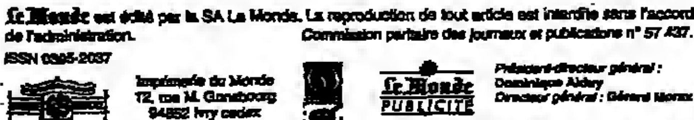
Solution du jeu n° 12 (*Le Monde* du 18 avril)
L'ouvrage écrit par Balthazar Castiglione (1478-1529), *Le Parfait courtisan* (*Il Libro Cortegiano*), a été publié en 1528. Quant aux *Essais*, ils ont été écrits par Montaigne, et le *De Viris illustribus*, par Pétrarque.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex





Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

NICARAGUA Waspam est un village du Nicaragua, habité par des Indiens Miskitos, oublié du monde. Mais il ne fut pas oublié par la guerre, celle qui a mis aux prises les sandinistes et la Contra, armée par les Etats-Unis. ● BRUNO BOËGLIN, enfant lyonnais du théâtre, qui a longtemps dirigé la salle de l'Eldorado à Paris, a été impressionné par les récits de Bernard-Marie Koltès sur le Nicaragua. En 1995, à l'issue d'un périple en Amérique centrale, il s'est rendu à Waspam pour donner quatre représentations d'un spectacle inspiré d'un conte indien, *El Naufrago*, à une population qui ignorait tout de cet art. ● REBAPTISÉ *Naufrago-Rescate*, ce spectacle sera donné à Paris du 20 mai au 1er juin, à l'Espace chapiteau du parc de La Villette, dans le cadre d'une opération de théâtre en plein air qui commence le 24 avril avec *Les Délices dada*.

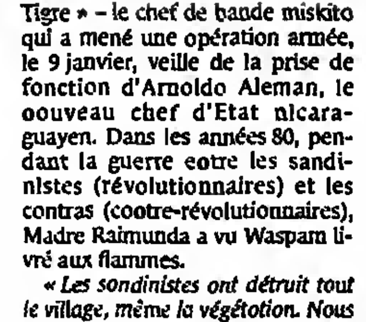
Comment le théâtre est arrivé chez les Indiens Miskitos

Les 3 800 habitants de Waspam, village dévasté par la guerre entre sandinistes et contras, ont reçu la visite, un jour de 1995, d'un personnage tout droit sorti de « L'Oreille cassée » : Bruno Boëglin, missionnaire inattendu de l'art dramatique

WASPAM (Nicaragua)
de notre envoyée spéciale

Bientôt, la pluie va tomber. Une pluie tropicale, obsédante, qui transforme le village en champ de boue et efface le tracé des routes. Alors Waspam n'est plus qu'un point oublié sur une carte : un endroit du Nicaragua où vivent 3 800 Indiens Miskitos, le long du rio Coco, à la frontière avec le Honduras. Mais, au début d'avril, il fait encore beau. Et très chaud, avec un taux d'humidité à traverser l'épiderme. Les cochons noirs cherchent de la nourriture sous les maisons de bois à pilotis, les vaches blanches à grandes oreilles prennent les virages au ralenti. C'est la saison sèche, elle dure quatre mois.

Dès 7 heures du matin, Waspam s'agite dans les cris des oiseaux. Des enfants habillés de bleu marine et blanc, à l'espagnole, marchent sur le chemin de l'école. Les plus pauvres, qui vivent nus le long du fleuve, ont déjà pris les pirogues pour aller travailler aux champs, là où la terre est plus riche, au Honduras : pour les Indiens Miskitos, la frontière n'existe pas. La vie extérieure se rappelle par l'avionnette qui vient de Managua, trois fois par semaine, et déverse dix voyageurs dans un tourbillon de poussière jaune.



JEAN-PAUL RAJARD/EDITING



Bruno Boëglin au Nicaragua, en juillet 1995.

« TERRA INCOGNITA »

Un jour, il y a de cela deux ans, les gens de Waspam ont vu arriver un homme blanc chétif au regard lunaire, accompagné d'un ami à l'allure de baroudeur : le metteur en scène Bruno Boëglin et son assistant, Dominique Bacle. Les villageois ont l'habitude des étrangers. Pour eux, le mot rime avec ONG – les organisations non gouvernementales sans qui ils n'auraient, par exemple, pas l'électricité (quatre heures et demie par jour, de 18 h 30 à 22 heures). Les deux Français ont annoncé qu'ils aimeraient faire du théâtre. A Waspam ? Cet art est une *terra incognita*, pour les Miskitos. Ni leur culture ni leur histoire ne leur ont donné l'occasion d'en voir. Seuls les plus anciens du village – où l'on est vieux à cinquante-cinq ans – se souviennent d'un cirque, venu comme un mirage, *« avant la guerre »*, comme ils disent.

« C'est affreux, chaque fois qu'on discute, on est obligé de faire référence à la guerre. » C'est Madre Raimunda qui parle. Une figure. Bâtie pour traverser le temps, cette religieuse – de la Congrégation américaine des sœurs de Sainte-Inès – vit à Waspam depuis 1961. Elle dirige l'école la plus importante du village et bénéficie d'un respect bien plus large que sa fonction. Ainsi, c'est elle qui discute avec celui qu'on appelle « El Tigre » – le chef de bande miskito qui a mené une opération armée, le 9 janvier, veille de la prise de fonction d'Arnoldo Aleman, le nouveau chef d'Etat nicaraguayen. Dans les années 80, pendant la guerre entre les sandinistes (révolutionnaires) et les contras (contre-révolutionnaires), Madre Raimunda a vu Waspam livré aux flammes.

« Les sandinistes ont détruit tout le village, même la végétation. Nous n'étions que deux religieuses pour soigner les blessés. Au bout d'un moment, ils ont trouvé qu'on voyait trop d'atrocités. Ils ont emmené les Indiens. » Cette déportation des Miskitos a eu un résultat catastrophique. Moins de la moitié sont revenus à la fin de la guerre, en 1989. *« Avant, Waspam était une ville assez importante, avec beaucoup de gens cultivés. Aujourd'hui, la grande majorité de la population survit. Un tiers des enfants n'est pas scolarisé. Dès que les gens ont un peu d'argent, ils le dépensent en buvant. Et le gouvernement ne fait rien pour les aider. »* Il n'y a pas de téléphone à Waspam. La nuit y brille de myriades d'étoiles, protégées par l'immensité de la forêt. Seules les deux boîtes de nuit – à peine imaginables dans un film – ont un groupe électrogène. La musique hurle jusqu'à l'aube.

Madre Raimunda montre avec fierté son école toute neuve – grâce à de l'argent américain. La maison de la mission porte encore des impacts de balles. A côté, une grande église de bois est en construction. A Waspam, il y a un lieu de culte à chaque coin de rue. Aux catholiques et moraves, les deux cultes qui se partageaient la population *« avant la guerre »*, viennent aujourd'hui s'ajouter les Témoins de Jéhovah, les baptistes, les anglicans, l'Assemblée de Dieu. C'est le côté western moderne du village – eldorado pour les âmes en peine. Les ordres les plus riches tentent d'attirer les gens avec leur argent. *« Après la guerre »*, des élèves de Madre Raimunda, dont l'école se réduisait à un toit de tôle, sont partis chez les baptistes, beaucoup mieux fournis. Puis ils sont revenus vers la religieuse, qui leur apprend l'espagnol *« pour qu'ils puissent s'ouvrir vers le futur »*. Lequel ?

C'est donc là, le long du rio Coco, qu'un jour de 1995 Bruno Boëglin est arrivé. Comme Tintin dans *L'Oreille cassée*. Avec sa tête de personnage de bande dessinée, mais sans le désir d'être un héros. Il a marché le long du fleuve qui coule en contrebas du village, et il a décidé qu'il installerait là son *Naufragé*, rebaptisé *Le Rescapé*. Deux ans plus tard, il est revenu. Avec trois malles, deux projecteurs, et son équipe de neuf personnes. Ils ont loué des maisons dans le village, planté quatre poteaux sur la rive, tendu entre eux un filet, bricolé une régie, posé des rondins sur le sol, pour les spectateurs. Et ils se sont mis au travail.

L'ANTÉCHRIST ?

Très vite, les gens sont allés voir la Madre. Ils lui ont raconté qu'un antéchrist était arrivé à Waspam. C'était Bruno Boëglin, qui porte une soutane dans le spectacle, où il joue un curé. A l'école, les enfants ont demandé où était cette France dont ils n'avaient jamais entendu parler. Même « El Tigre » est venu voir les répétitions. Un peintre du village a décoré un panneau invitant le public à quatre représentations, les 1er, 2, 3 et 4 avril. Et chaque soir, des habitants de Waspam sont descendus vers le fleuve. Ils étaient bien deux à trois cents, assis ou debout, à regarder du théâtre naître de la nuit. Le dernier soir, la Madre s'est déplacée, malgré les moustiques – une terreur. Certains lui avaient dit qu'ils étaient scandalisés de voir un curé se saouler et montrer ses fesses – comme Bruno Boëglin le fait après un exorcisme raté dans *Le Rescapé*. *« Ils ne trouvaient pas choquant qu'il se saoule, mais qu'il le fasse quatre soirs de suite. Moi, j'ai trouvé ça bien. Après, les gens se sont réunis pour discuter de la pièce. Ils ont dit qu'ils aimeraient en voir d'autres, et aussi qu'ils devraient eux-mêmes en jouer. Ils se sont rendu compte que c'était possible de faire du théâtre dans la nature, sans moyens : à Waspam, c'est très important. »*

Le Lyonnais à l'éclat d'enfance

Bruno Boëglin est né à Lyon en 1951, mais il n'a pas d'âge. Un éclat d'enfance l'en protège. Il fait du théâtre depuis l'adolescence. Son talent, tissé d'humour obstiné et de poésie voyageuse, et son caractère aussi fantasque qu'obstiné l'ont écarté d'une carrière normale. Il a longtemps dirigé l'Eldorado, théâtre aux allures de music-hall décrépi, où il a monté Malcolm Lowry, Shakespeare, Dostoïevski. Quand la salle a fermé pour des raisons de sécurité en 1986, il a brièvement pris la tête du Centre dramatique national des Alpes, à Grenoble. Depuis, il est revenu à Lyon, où il a une compagnie, le Novothéâtre, mais pas de théâtre. En 1991, il a créé *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès. En 1992, *Jackets ou la main secrète*, d'Edward Bond. En 1993, *Pan Theodor Mundstock*, un spectacle splendide, adapté du roman de Ladislas Fuks. Depuis, Bruno Boëglin s'est tourné vers ses projets nicaraguayens.

Le lendemain de la dernière représentation du *Rescate*, quand la troupe est partie pour Puerto Cabezas, sur la côte caraïbe, après plus de deux mois passés dans le village miskito, des habitants se sont regroupés autour du camion transportant le décor et l'équipe, pour dire au revoir. Longtemps, ils ont regardé la poussière jaune noyant le véhicule brinquebalant, qui traçait la route vers la forêt sans fin : la grande majorité des Indiens de Waspam n'ont jamais quitté le village.

Brigitte Salino

Sur les traces de Koltès, Lowry et Sandino

WASPAM (Nicaragua)
de notre envoyée spéciale

L'histoire de Bruno Boëglin avec le Nicaragua commence par une discussion avec Bernard-Marie Koltès, dans un café de Paris, au début des années 80. L'écrivain raconte au metteur en scène son voyage en Amérique centrale, d'où il revient. Il lui parle des temples du Mexique et de son arrivée à Managua, où il se rendait à l'invitation d'un ami. Bernard-Marie Koltès est étonné de ne voir que huit personnes dans l'avion pour la capitale du Nicaragua. Il comprend quand il atterrit. Somoza, le dictateur en lutte contre les sandinistes (qui vont prendre le pouvoir en juillet 1979), vient de fermer les frontières. C'est l'état d'urgence. A l'aéroport, Bernard-Marie Koltès est fouillé, interrogé, dénudé par les militaires. Sa famille d'accueil ayant quitté Managua, il est *« incité »* à se rendre à l'hôtel Intercontinental (une horreur en forme de pyramide maya, où descendent la plupart des étrangers). Douze kilomètres à pied, dans la nuit, avec les avions de l'armée et les chars qui encerclent Managua. Bernard-Marie Koltès dit à Bruno Boëglin qu'il a vécu ce jour-là une des expériences les plus marquantes de sa vie. Après, il a aimé le Nicaragua. Beaucoup.

En 1981, Bruno Boëglin n'a encore jamais pris l'avion. Il se décide à faire le grand saut : Paris-Mexico. Il vient de mettre en scène une adaptation d'*Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry. Il veut sentir l'air de Quauhnahuac. Il n'ira pas dans la ville du consul, mais il découvre l'attrait de *« l'ailleurs »*. Quand, à son retour, le Théâtre national populaire lui propose de monter une pièce, il imagine une trilogie sur le Nicaragua. Comme ça, peut-être en souvenir de Bernard-Marie Koltès. D'abord, sa connaissance du pays passe par les livres – surtout *La Pensée vivante*, d'Augusto Sandino, le révolutionnaire assassiné en 1934. *« Il est devenu mon héros. J'ai voulu suivre ses traces. J'ai obtenu une bourse, je suis parti pour le Nicaragua en 1985. C'était en pleine guerre. Pour la première fois de ma vie, j'ai entendu des balles. Je suis allé dans les endroits mythiques, dans le nord du pays, sur les terres de Sandino. J'ai rencontré des hommes qui avaient combattu avec lui. »* Ce voyage dure un mois. C'est le premier d'une longue série.

« C'ÉTAIT UNE FOLIE »

En 1989, un premier spectacle naît au Nicaragua : *El Interra*, donné à Managua, dans des casernes sandinistes, à Leon et à Granada. En 1993, Bruno Boëglin descend le fleuve Rio Coco, en pirogue, s'arrêtant dans les villages miskitos. Le frère de Bernard-Marie Koltès, François Koltès, l'accompagne avec du matériel vidéo. Il filme. *« J'ai trouvé des gens très calmes. Je me sentais bien. »* Il en découle un projet : créer *El Naufrago*, une pièce inspirée d'un conte indien, avec une distribution franco-nicaraguayenne, et la présenter le long du rio Coco. Depuis, Bruno Boëglin a renoncé à ce projet. *« C'était une folie, qui nécessitait des moyens énormes. Ça aurait été une entreprise à l'américaine. » El Naufrago* a pris des proportions plus raisonnables. Une première version a été créée en 1995, sur une île du grand lac Nicaragua, le seul au monde à héberger des requins d'eau douce. Et, cette année, le spectacle s'est donné en terre miskito, à Waspam, et à Puerto Cabezas, en avril. En mai, il viendra à Paris, où il sera joué en plein air, au parc de La Villette, à partir du 20.

Quand on demande à Bruno Boëglin ce qu'apprend une aventure comme celle d'*El Naufrago*, il répond : *« Je suis lent. Je ne peux pas encore le dire. »* Il faut préciser que l'on se trouve alors à Waspam, à tenter de se protéger de la moiteur accablante, sous le toit de feuilles tressées du bar de Coleman. *« Je suis venu au Nicaragua, poussé par une évidence intuitive. Si je veux me renouveler dans le théâtre que je fais en France, je suis obligé d'aller me frotter à d'autres cultures, à d'autres gens. Sinon, qu'est-ce que je vais faire ? Enchaîner les mises en scène ? A quoi bon ? Ici, je me ressource. C'est une question d'état d'esprit. Je ne crois pas que le salut se trouve au Nicaragua, ni ailleurs. Mais je pense que certaines aventures humaines nous permettent de voir les choses autrement. Cela demande du temps, mais c'est très important. »*

B. Sa.

Une créature surnaturelle au bord du fleuve

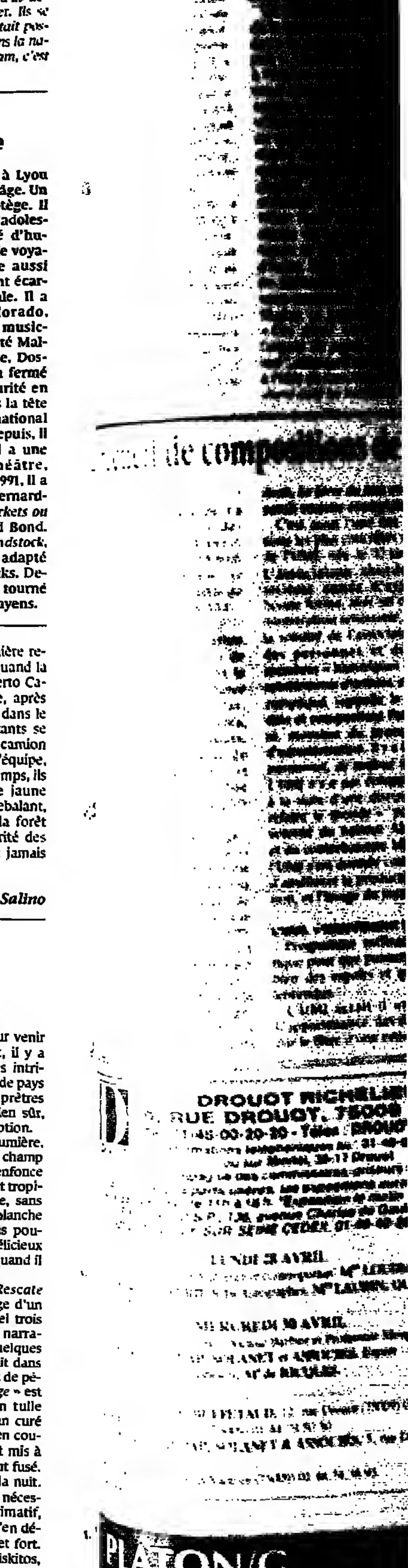
POUR SON SPECTACLE nicaraguayen rebaptisé *Naufrago-Rescate*, après s'être appelé *El Naufrago*, Bruno Boëglin a réuni une troupe de comédiens aussi atypiques que lui : Ligeon-Ligeonnet, qui a toujours navigué entre le théâtre, la vidéo et la gastronomie, et vit maintenant au Brésil ; Alain de Moyencourt, magicien de son état, qui joue son premier rôle ; Joséphine Carabello, comédienne hispano-lyonnaise ; Michelle Dhospital, Française installée au Nicaragua, auteur d'une thèse sur Sandino, qui débute en chantant Piaf ; Tina Noguera, César Albert Paz Olivera et Ronald Vargas Gonzales, trois comédiens nicaraguayens. Deux petites filles de Managua et un musicien miskito complètent la distribution qui donnera le spectacle à Paris.

A Waspam, il y avait aussi des enfants du village (à Paris, ce seront des petits Parisiens) qui descendaient tôt sur la rive, et commençaient bien avant l'heure à jouer de la musique et à danser – comme ils doivent le faire dans le spectacle. *Naufrago-Rescate* s'inspire de l'histoire racontée par Gabriel Garcia-Marquez dans *Le Vieil Homme qui avait des ailes immenses*. C'est un conte. Un jour, Maisahana et sa femme Itwana voient sortir du fleuve une créature surnaturelle : un homme aux ailes d'ange, au bout du rouleau. Ses *« maîtres »* l'enferment dans le poulailler, où l'on paie pour venir le voir... Comme il se doit, il y a dans *Naufrago-Rescate* des intrigants, des peurs, des noms de pays lointains, des dieux et des prêtres pas toujours gentils, et, bien sûr, une fin en forme de rédemption.

Imaginez une nuit sans lumière, sinon celle des étoiles. Un champ au bord du rio Coco, qui s'enfonce doucement à travers la forêt tropicale. Et un ange qui arrive, sans prévenir, dans la lumière blanche d'un projecteur. Alors vous pouvez imaginer le trouble délicieux qui peut naître du théâtre quand il sort de son cadre de scène.

A Waspam, *Naufraga-Rescate* s'est donné sous le feuillage d'un grand arbre, au pied duquel trois hommes étaient assis : le narrateur et deux musiciens. A quelques mètres d'eux, l'ange reposait dans sa cage, semblable à un filet de pêcheur. Une *« femme de neige »* est apparue, irréelle dans son tulle bleu. Un médecin fou et un curé ivre ont traversé le champ en courant, un mari fanfaron s'est mis à danser. Des éclats de rire ont fusé. Un feu d'artifice a jailli de la nuit. Tout cela était sommaire, nécessairement, parfois approximatif, malheureusement, mais il s'en dégageait un charme simple et fort. Comme dans les contes miskitos, qui font parler l'hiver et l'été, au bord du fleuve.

B. Sa.



Le chanteur de Kula Shaker exprime une trouble fascination pour la croix gammée

Crispian Mills, admirateur de la civilisation indienne, a tenu des propos sulfureux sur le nazisme

Le groupe britannique Kula Shaker – dont le premier album a déjà été vendu à un million d'exemplaires – doit revenir en France, au mois de juin, en première partie d'Aerosmith. Depuis les Etats-Unis, le chanteur du groupe, Crispian Mills, est revenu sur ses déclarations à l'hebdomadaire *NME* exprimant sa fascination pour la croix gammée. Ce n'est pas la première fois que le rock offre l'exemple de telles dérives.

FINALEMENT, Crispian Mills a battu sa coulpe. Le chanteur du groupe britannique Kula Shaker regrette ses déclarations à l'hebdomadaire *New Musical Express (NME)*, qui exprimaient sans détour sa fascination pour la croix gammée. Le fils de la populaire actrice Hailey Mills a envoyé une télécopie en forme de mea culpa au quotidien *The Independent*, qui l'a publiée le 20 avril. Depuis les Etats-Unis, où Kula Shaker est en tournée (le groupe se produira en France, au mois de juin, en première partie d'Aerosmith), Mills affirme qu'il a été « *insensé* ». « *Cela a légitimement offensé beaucoup de gens et je suis profondément désolé* », a-t-il ajouté, avant de jurer qu'il était « *totalement opposé aux nazis* », qu'il n'avait « *jamais été antisémite* », évoquant comme caution parentale sa grand-mère juive.

Crispian Mills voue un culte à l'Inde et, à travers sa civilisation, à la svastika (croix gammée), devenue l'emblème des nazis. Il s'était expliqué sur cette appropriation au *NME* du 1er mars : « *Hitler savait plus de choses qu'il n'en a laissé paraître. Les nazis ont étudié le Veda* [les quatre livres sacrés attribués à la révélation de Brahma], *les Saintes Ecritures, le Graal. Ils versaient aussi dans la magie et tout ça.* » Avant de formuler ce vœu : « *J'aimerais être entouré sur scène de grandes svastikas flamboyantes.* » Cette déclaration a mis le feu aux poudres.

Les dérapages de ce jeune homme de vingt-quatre ans risquaient de peser sur les ventes de *K* (Sony), premier album de Kula Shaker, qui s'est hissé au sommet des classements britanniques, atteignant un million d'exemplaires.

COMPILATION DE CLICHÉS

Ce disque a été récompensé lors de la cérémonie des British Awards dans la catégorie « meilleur espoir ». Une distinction surprenante à l'écoute de cette compilation de tous les clichés indianistes en vogue à la fin des années 60, déjà véhiculés par un George Harrison en stage chez le Maharishi Yogi. *K* nimbe de sitars et de tablas une rythmique nerveuse mais sans originalité, rend un hommage assez maladroit à Jerry Garcia (*Grateful, When You're Dead*) et orne sa pochette de lourds symboles mystiques et New Age. Les membres d'Asian Dub Foundation, collectif de Britanniques originaires du sous-continent, portent sur Kula Shaker ce jugement sans appel : « *Ces mecs vont en Inde avec l'argent de papa, trouvent ça "génial", alors qu'il ne leur viendrait pas à l'idée de rencontrer les Indiens qui vivent dans les banlieues de Birmingham ou de Londres.* » (*Le Monde* du 16 avril).

Le royaume, qui a retrouvé sa fierté pop avec le phénomène Oasis, a pourtant fait un triomphe au quatuor londonien, comme à d'autres formations passéistes et anglocentristes (Mansun, Ocean Colour Scene) qui lui donnent l'illusion que l'âge d'or, lorsque les tubes de ses fils prodigues inondaient les juke-box de la planète, est revenu.

En janvier, dans l'hebdomadaire *Melody Maker*, Mills avait donné un avant-goût de sa « pensée » politique : « *Nous savons que la démocratie ne fonctionne pas. Si nous avions un organe non élu qui prenait les bonnes mesures...* » *The Independent* rappelle, de son côté, que le chanteur avait formé un groupe en 1992, The Objects Of Desire, avec le compagnon de sa mère, Marcus McLaine, membre de jeunesse du National Front, le parti néo-fasciste britannique.

Plus tard, Mills et McLaine ont joué à Wembley au cours d'une conférence intitulée « Duperie mondiale », à laquelle participaient le propagandiste antisémite Eustace Mullins et l'écrivain américain d'extrême droite William Cooper. Ce dernier, qui a publié *Les Protocoles des sages de Sion*, la célèbre contrefaçon antisémite du XIXe siècle, a droit à des remerciements dans les crédits de l'album *K*.

Le rock a déjà offert des exemples de telles dérives. Brian Jones, le Rolling Stone mort en 1969, s'était livré à une pantalonnade en se costumant en SS. Drogué à en perdre la raison, Lou Reed, fils de la bourgeoisie juive new-yorkaise, avait sculpté des croix gammées sur sa chevelure en 1974. Dans la foulée, les punks et le Sex Pistol Sid Vicious ont multiplié les provocations vestimentaires avec les svastikas, avant que le groupe Joy Division ne se baptise ainsi en mémoire du quartier réservé aux prostituées dans les camps de concentration.

Mais ces actes irresponsables n'ont jamais été relayés, à la différence de Kula Shaker, par un embryon de discours, et leurs auteurs ne sont pas réputés avoir côtoyé des militants d'extrême droite. On ne pourra non plus suspecter les Beatles de sympathies nazies, même si l'album emblématique de la pop music faillit faire scandale : parmi la galerie de personnalités figurant sur la pochette de *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band*, John Lennon voulut glisser Hitler ; conscient du danger, il se ravisa.

Bruno Lesprit

Quelques douceurs surréalistes

Le surréalisme et l'amour : beau sujet d'étude. Mais trop vaste. Faute de moyens, l'exposition du Pavillon des arts manque la cible

LE SURRÉALISME ET L'AMOUR. Pavillon des arts, Forum des Halles, 75001 Paris. Tél. : 01-42-33-82-50. Du mardi au dimanche de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 18 juin. Catalogue, Gallimard, 240 pages, 176 ill., 295 F.

Le surréalisme n'a cessé de faire l'éloge des sentiments et des plaisirs amoureux. De l'instant de la rencontre au moment de la volupté, il n'a rien omis, aucun émerveillement, aucun désespoir, aucune audace, le lyrisme, l'érotisme, la jalousie, le partage, l'échange. Il a eu ses prêtresses libertines, dont Gala demeure la plus illustre pour n'avoir dit non ni à Ernst, ni à Eluard, ni à Dali, avec lequel elle resta pour le grand bonheur de la chronique mondaine. Il a donné à l'Amour avec majuscule son grand thuriféraire épique et légèrement puritain, Breton, et à l'amour tel qu'en lui-même son philosophe et expérimentateur impitoyable, Bataille. Et encore Aragon, Péret, Soupault. On n'en finirait pas.

Se donner pour sujet le surréalisme et l'amour, que ce soit pour un livre ou pour une exposition, c'est donc nécessairement s'astreindre à reprendre l'histoire du mouvement, de ses membres, de leurs aventures et de leurs œuvres. Le dessein ne manque pas d'ambition. Il exige des documents en foule, des livres en quantité, des correspondances, des tableaux, des photographies, des dessins, des sculptures, des revues, des mémoires.

LA FORME DE L'AVEU

Réunir tout cela dans une exposition est évidemment impossible, à moins de disposer de moyens et d'un lieu colossaux. Faute de ces moyens et de ce lieu, la manifestation qu'abrite le Pavillon des arts suscite une déception qui peut aller jusqu'à l'agacement. Il eût fallu restreindre, plutôt qu'élargir, se donner au moins des limites chronologiques et géographiques, par exemple le surréalisme de sa fondation à la guerre à Paris. Ces précautions n'ayant pas été prises, le désordre règne – et ce n'est pas un désordre amoureux.

Des citations inscrites sur des panneaux attirent l'œil et le détournent systématiquement de regarder les tableaux pour le forcer à lire. Des vitrines accumulent éditions rares, tracts et catalogues – dont des raretés, mais noyées parmi d'autres documents. Des œuvres historiques côtoient des exercices récents qui relèvent, au mieux, du pastiche appliqué, au pis, de la sucrerie galante ou libertine.

Pas plus que les bons sentiments, les sentiments enflammés ne suffisent à faire de la bonne peinture, et l'indécence elle-même, quand elle ne se hausse pas au-dessus de la provocation de collège, ne mérite pas beaucoup plus qu'un regard. Elle demeure platement illustrative et convenue.

Comment échapper à cela ? Comment faire en sorte que la forme de l'aveu ne l'affaiblisse pas – quelle que soit la nature de l'aveu ou de la déclaration, chastes ou moins chastes ? Il apparaît vite, en raison des juxtapositions hasardeuses de l'accrochage, que furent peu nombreux les surréalistes qui trouvèrent les moyens d'une telle adéquation.

CITATIONS ET JOLIESSES

Les noms ne surprennent pas : Picasso, naturellement, Masson et Brauner dans leurs dessins, Picabia grâce à une véhémente et comique peinture au Ripolin, *Après la pluie (les amoureux)*. Mais le grand homme de l'exposition demeure Man Ray, portraitiste de Nancy Cunard et de Marie-Berthe Aurenche, de Kiki et de Lee Miller – images connues, images qui n'ont pas perdu leur aura. Les procédés varient : traits à la plume d'une dure précision, traits au crayon fortement rythmés, aigreur des tons, noirs et blancs des épreuves solarisées. Chaque fois l'emporte une sensation de nécessité. Il fallait cela, cette métamorphose du corps, cette superposition de deux poses, cette composition. Il fallait cette intensité pour parvenir à cette force d'évidence.

Les autres ? Les autres s'embarrassent dans des métaphores à tiroirs, s'empêtrent dans des complications qui ralentissent l'action, se complaisent dans la citation et la joliesse. Leurs travaux sentent le calcul, la préméditation, le scandale à froid ou la rhétorique réchauffée. On pardonne à André Breton, parce que le collage et l'assemblage n'étaient pas son fort et que sa poésie et sa critique suffisent largement à sa grandeur. Mais Tanguy, Valentine Hugo, Bellmer, Dominguez... Mais les comparses du deuxième ou troisième rang...

Philippe Dagen

Un recueil de compositions de jazz en France présenté au Salon Musicora

SALON MUSICORA, parc de La Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Jusqu'au 28 avril. Concerts de 12 heures à 19 h 30. Soirée « Livre du jazz », le 25 avril au Hot Brass, à partir de 17 heures. Entrée au Salon 50 F.

Dans sa lettre d'information d'avril, l'Union des musiciens de jazz (UMJ) annonce fièrement la parution du *Livre du jazz en France* et le présente sur le stand que l'association tient au Salon Musicora, qui propose concerts, instruments, partitions, livres, disques et de nombreuses animations et concerts centrés sur la musique classique, le jazz et les musiques du monde.

Ce recueil de deux cents compositions de cent trente musiciens français ou résidant en France est une première : pour ce panorama des histoires et des esthétiques de la création en France, réalisé par l'éditeur Outre mesure, les partitions ont été sélectionnées en « aveugle » par des musiciens. Face au *Real Book* et à toutes ses versions pirates, recueil de standards plus ou moins bien retranscrits, généralement sans l'accord des compositeurs ou de leurs ayants droit, *Le Livre du jazz en France* apparaît comme exemplaire.

C'est aussi l'une des manifestations les plus concrètes de l'activité de l'UMJ, née le 12 janvier 1992. L'association aborde ainsi sa sixième année d'existence en bonne forme, avec un conseil d'administration renouvelé, qui prouve la solidité de l'association au-delà des personnes et du lien aux membres « historiques ». « *Les rassemblements d'artistes, c'est toujours compliqué*, rappelle le contrebassiste et compositeur Patrice Caratini, membre du premier conseil d'administration. *Il y a beaucoup de passionnel, de surjoué là-dedans, et L'UMJ n'y a pas échappé.* » Fondée à la suite d'une discussion « pour refaire le monde », portée par la volonté du batteur Aldo Romano et du contrebassiste Michel Benita, l'UMJ s'est donnée comme mission d'améliorer la production, la diffusion, et l'image du jazz.

L'UMJ, « MOUVEMENT D'ARTISTES »

Programme suffisamment élastique pour que puissent s'y inscrire bien des espoirs et quelques malentendus.

L'UMJ serait-il un syndicat ? L'appartenance devait-elle passer par le filtre d'une esthétique ? L'association devait-elle s'en tenir à un rôle d'observateur ? « *Ce qui est vite apparu, c'est qu'on était d'abord un mouvement d'artistes*, ajoute Patrice Caratini. *Le syndicat, c'est un rapport de force salarié/employeur.* » Pour autant l'UMJ ne s'est pas placée en retrait du monde et a pris position dans les débats sur les intermittents du spectacle ou les droits des interprètes ; lors de l'appel contre le projet de loi Debré, l'UMJ envoyait un communiqué dans la foulée des premiers signataires. Dans ses premiers mois d'existence, il y eut bien quelques déceptions chez ceux qui voyaient en l'UMJ le moyen d'obtenir de meilleurs cachets, quinze jours de présence en clubs, ou la tête d'affiche de festivals...

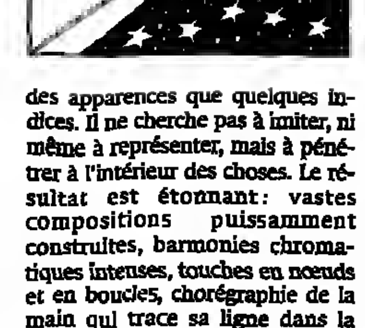
Seul salarié – à mi-temps –, Laurent Carrier est à la fois administrateur, historien et animateur de l'association. « *Le budget de fonctionnement est de 220 000 francs*, précise-t-il. *La direction de la musique nous octroie une subvention de 80 000 francs, les cotisations des membres amènent 100 000 francs, il y a un peu de trésorerie avec les publicités dans la gazette.* » Comptant de trois cents à trois cent cinquante membres – soit environ 15 % des musiciens de jazz qui font l'activité de la scène et du disque –, l'UMJ se sait financièrement fragile. La présence à Musicora permet d'engranger des adhésions ou des renouvellements, d'attirer l'attention des institutionnels.

Le guitariste Malo Vallois, nouveau président de l'UMJ, est bien décidé à lancer ou relancer plusieurs projets. « *Nous avons souvent critiqué la forme et le fond des Django d'or. Pour la prochaine édition, en juin, nous avons fait adopter nos propositions sur ce qui est l'une des rares manifestations médiatiques du jazz. Il faut aussi repartir vers les régions. Là, nous n'avons pas été très efficaces. Et puis il y a le projet de gérer un lieu de rencontres, d'échanges, d'informations et de diffusion.* » Autre chantier, celui des scènes nationales. Dans ces lieux aidés par l'Etat pour leur mission de diffusion de toutes les cultures, le jazz reste souvent absent. Parfois présentée comme une utopie rêveuse, l'UMJ entre là dans le vif du sujet.

Sylvain Siclier

Traquandi, un peintre dans le motif

Au Centre d'art du Crestet, des tableaux très troublants



IL Y A DIX ANS, on a connu Traquandi pratiquant une abstraction teintée de matiérisme. Puis il s'est établi sur le motif, perfectionnant des chimies compliquées à partir de photographies prises en plein air, dans la banlieue marseillaise ou dans les pinèdes. Depuis quelque temps, il s'est rallié à la peinture, au terme d'un cheminement très singulier, qui passe par l'expressionnisme et le réalisme, par Manet et par Corinth.

Les toiles qu'il présente au Crestet ne portent plus trace de ces voisinages. A partir de motifs végétaux – feuillages, amaryllis, plantes en pots –, Traquandi exécute des variations rythmées par de larges vestes qui ne conservent des apparences que quelques indices. Il ne cherche pas à imiter, ni même à représenter, mais à pénétrer à l'intérieur des choses. Le résultat est étonnant : vastes compositions puissamment construites, harmonies chromatiques intenses, touches en nœuds et en boucles, chorégraphie de la main qui trace sa ligne dans la couleur. La volupté de l'œil est à son comble. C'est chose rare, de nos jours, qu'une jouissance si brutale et charnelle en peinture.

★ **Crestet Centre d'art, chemin de la Verrière, 84 Vaison-la-Romaine. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 juin. Tél. : 04-90-36-34-85.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Quatuor Parisii
Voilà un concert dont on ne pourra pas dire qu'il présente un programme convenu. De ces quatre chefs-d'œuvre, seul le *Concert* de Chausson figure au répertoire « international ». Que ceux qui ne connaîtraient pas le *Nocturne* de Lekeu se précipitent au Musée d'Orsay, leur vie de mélomane peut voir son cours changer...
Magnard : *Sonate pour violon et piano op. 13.* Lekeu : *Nocturne pour voix, piano et quatuor.* Chausson : *Chanson perpétuelle, Concert.* Catherine Dubosc (soprano), Raphaël Oleg (violon), Anne Queffélec (piano).
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solférino. 20 heures, le 24. Tél. : 01-40-49-47-17. 130 F.

Pascal Brechet
Auteur d'une des plus intelligentes variations discographiques évoquant le pianiste Thelonious Monk (*Autour de Monk*, 1 CD pour la courageuse compagnie discographique associative AA Records), le guitariste Pascal Brechet présente sur scène son quintette actuel avec le tromboniste belge Phil Abraham, le trompettiste aux airs d'apache des faubourgs Jean-François Canape, le bassiste Jean-Luc Ponthieux et Jacques Mahieux, un Picard, batteur et chanteur.
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. Mo Robespierre. 20 h 30, le 24. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Castafiore
Un travail formidable sur le geste, le son, la voix en simultané. Des histoires à dormir debout, des costumes qui soulignent l'absurdité du quotidien : Marcia Barcellos et Karl Biscuit explorent une voie casse-gueule avec bonheur. Présentée en avant-première à Lyon, en 1996, *Almanach Bruitax*, leur dernière œuvre, arrive à Paris, précédée d'un bouche-à-oreille enthousiaste.
MC 93, grande salle, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. 20 h 30, les 24, 25 et 26 ; 15 h 30, le 27. Tél. : 01-41-60-72-72. De 90 F à 140 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions

VERNISSAGES

Arts rituels d'Océanie : la Nouvelle-Irlande
Mona Bismarck Foundation, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Mo Trocadéro, Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 30 avril au 28 juin. Entrée libre.

Des mécènes par milliers
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 10 heures à 21 h 45. Fermé mardi. Du 28 avril au 21 juillet. 20 F.

Jean-Luc Moulène, Jörg Sasse, Koo Jeong-A
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi, vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Du 25 avril au 22 juin. 27 F.

Francisco Ruiz de Infante
La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 01-64-62-77-00. De 14 heures à 18 heures et les soirs de spectacle jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Du 30 avril au 7 juillet. Entrée libre.

EXPOSITIONS PARIS

Absalon
Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-42-77-38-87. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 mai. Entrée libre.

Josef Albers
Galerie Denise René, espace Marais, 22, rue Charlot, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-48-87-73-94. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 mai. Entrée libre.

Carl André
Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazarine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-26-50-67. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Pat Andrea
Galerie Rachlin-Lemarié-Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4e. Mo Châtelet. Tél. : 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Angkor et dix siècles d'art khmer
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 mai. 50 F.

Années 30 en Europe, 1929-1939
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. Mardi, mercredi et vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; jeudi, samedi et dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 25 mai. 50 F.

Arcady, Alberto Giacometti, Albert Rafols-Casamada, Pierre Tal-Coat
Galerie Clivages, 5, rue Saint-Anastase, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-72-40-02. De 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 mai. Entrée libre.

Artistes palestiniens contemporains
Institut du monde arabe, salle d'expositions temporaires, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. Entrée libre.

John Baldessari, 1990-1996
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Bellmer graveur
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 14 juin. 25 F.

Stanley Brouwn
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Glenn Brown
Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes, Paris 3e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-48-87-60-81. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

Lawrence Carroll
Galerie Baudoin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-72-09-10. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Francesco Clemente
Galerie Jérôme de Noirmont, 38, avenue Matignon, Paris 8e. Mo Franklin-D.-Roosevelt. Tél. : 01-42-89-89-00. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

Coïncidences
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mo Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 18 mai. 30 F.

La Conquête des pôles
Mission du patrimoine photographique, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mo Bastille, Saint-Paul. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 8 juin. 25 F.

Le Corps en photographie
Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-26-25-35. De 11 heures à 19 heures ; dimanche de 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai.

Marco Del Re
Galerie Maeght, 42, rue du Bac, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-45-48-45-15. De 9 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 mai.

Marcel Dinahet
Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Musc, Paris 4e. Mo Sully-Morland. Tél. : 01-42-72-46-72. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

L'Empreinte
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 mai. 27 F.

Jean Degottex
Galerie Romagny, 119, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-77-38-10. De 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 mai.

Kunihiko Moriguchi
Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-44-41-69-65. De 9 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 mai. Entrée libre.

Dominique Labauvie : l'invisible ouvre la vue
Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mo RER Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs. Tél. : 01-43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1er juin. 27 F.

Jean Leppien (1910-1991)
Galerie Lahumière, 17, rue du Parc-Royal, Paris 3e. Mo Chemin-Vert. Tél. : 01-42-77-27-74. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai.

Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France
Centre Georges-Pompidou, Musée, 3e et 4e étages, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.

Bernard Moninot, Jaume Plensa
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. Mo Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 mai. 38 F.

Paris-Bruxelles/Bruxelles-Paris
Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet. 50 F.

Pascin
Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mo Palais-Royal et Bourse. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 14 juin. Entrée libre.

Les Péchés capitaux : la gourmandise
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 mai. 35 F.

Martial Raysse
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 juin. 35 F.

Sean Scully
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

Le Surréalisme et l'amour
Pavillon des Arts, Les Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mo Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 18 juin. 35 F.

Pierre Tal-Coat
Galerie Aittouarès, 2, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-40-51-87-46. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Ouverture exceptionnelle dimanche 20 avril de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 mai.

Niele Toroni
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 01-42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai.

Vers l'âge d'airain. Rodin en Belgique
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, RER Invalides. Tél. : 01-44-18-61-10. De 9 h 30 à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 28 F.

Claude Viallat
Hôtel Square, 3, rue de Boulainvilliers, Paris 16e. Mo La-Muette. Tél. : 01-44-14-91-91. De 12 heures à 22 heures. Jusqu'au 2 mai. Entrée libre.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Michel Gouery, Bruno Descout
Maison d'art contemporain Chaillioux, 5, rue Julien-Chaillioux, 94 Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

Richard Texier
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-le-Bretonneux. Tél. : 01-30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures et les soirs de spectacle. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEKO
Film allemand-arménien de Nizamettin Aric, avec Nizamettin Aric, Bezara Arsen, Lusika Hesen, Cemale Jora, Fila Tital, Nuriye Tital (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

LA CIBLE
Film français de Pierre Courrège, avec Daniel Russo, Sagamore Stévenin, Hippolyte Girardot, Anémone, Jean-Claude Dreyfus, Bernard Rosselli (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, dolby, 6e ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; UGC Normandie, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, 13e ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 +) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 +).

LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL
Film français de Gérald Caillat, (1 h 15).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

INSIDE
Film américain d'Arthur Penn, avec Nigel Hawthorne, Eric Stoltz, Louis Gossett Jr. (1 h 34).
VO : Action Christine, dolby, 6e (01-43-29-11-30).

JOURS DE COLÈRE
Film français de Bernard Dartigues, avec Philippe Caubère (3 h).
Max Linder Panorama, 9e (01-48-24-88-88).

PORT DJEMA
Film franco-gréco-italien d'Eric Heumann, avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Boutefeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot (1 h 35).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23 +) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-61 +) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04 +).

QUADRILLE
Film français de Valérie Lemercier, avec Valérie Lemercier, André Dussollier, Sandrine Kiberlain, Sergio Castellitto, Lise Lamétrie, Frack de La Personne (1 h 36).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 +) ; George-V, 8e ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 +) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 +) ; Majestic Bastille, 11e (01-47-00-02-48 +) ; Les Nation, 12e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 +) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

SEXY SADIE
Film allemand de Matthias Glasner, avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel, Thomas Heinze, Richy Müller, Andreja Schneider, Stephanie Philipp (1 h 32).
VO : Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 +).

WHEN WE WERE KINGS
Film américain de Leon Gast, avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer (1 h 28).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, 2e (01-43-12-91-40 +) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

EXCLUSIVITÉS

ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO
de Jean-Luc Godard,
avec Eddie Constantine, Hanns Zischler, Claudia Michelsen, André Labarthe, Nathalie Kadem, Robert Wittmers.
Français (1 h 02).
Grand Action, dolby, 5e (01-43-29-44-40).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai,
avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hongkong (1 h 36).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 +).

ANTONIA ET SES FILLES
de Marleen Gorris,
avec Willeke Van Ammelrooy, Els Dottermans, Jan Decleir, Marina De Graaf, Mil Seghers, Veerle Van Overloop.
Néerlandais (1 h 35).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 +) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 +) ; George-V, dolby, 8e ; La Bastille, 11e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

ARIANE OU L'ÂGE D'OR
de Bernard Dartigues,
avec Philippe Caubère.
Français (2 h 35).
Max Linder Panorama, 9e (01-48-24-88-88 +).

ARLETTE
de Claude Zidi,
avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Ennio Fantastichini, Jean-Marie Bigard, Martin Lamotte, Armelle.
Français (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 +) ; George-V, THX, dolby, 8e ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 +) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 +) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 +) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 +) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 +) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 +) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 +) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 +).

BASQUIAT
de Julian Schnabel,
avec Jeffrey Wright, Michael Wincott, Benicio Del Toro, Claire Forlani, David Bowie, Dennis Hopper.
Américain (1 h 45).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85 +).

BIG NIGHT
de Campbell Scott et Stanley Tucci,
avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron.
Américain (1 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80 +) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23 +) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 +).

CE RÉPONDEUR NE PREND PAS DE MESSAGES
d'Alain Cavalier,
avec Xavier Saint-Macary.
Français, 1978 (1 h 17).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

DU JOUR AU LENDEMAIN
de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet,
avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski.
Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME
de Raoul Ruiz,
avec Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Melvil Poupaud, Andrzej Seweryn, Bernadette Lafont, Monique Mélinand.
Français (1 h 53).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 +) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 +) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 +) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17e (01-53-42-40-20 +) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE
de Hou Hsiao-hsien,
avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lim Giong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien Pi-Tung.
Taïwanais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 +) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

GRAINS DE SABLE
de Ryosuke Hashiguchi,
avec Yoshinari Okada, Kota Kusano, Ayumi Hamazaki, Koji Yamaguchi, Kumi Takada.
Japonais (2 h 09).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+).

KIDS RETURN
de Takeshi Kitano,
avec Masanobu Ando, Ken Kaneko, Leo Morimoto, Hatsuo Yamaya, Mitsuko Oka.
Japonais (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38 +) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; 14 Juillet-sur-Seine, 19e (+).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Ju'nishi Ushiyama.
Français (1 h 46).
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).

MATILDA
de Danny DeVito,
avec Mara Wilson, Rhea Perlman, Danny DeVito, Embeth Davidtz, Pam Ferris.
Américain (1 h 33).
VO : UGC Forum Orient Express, 1er.

MICHAEL COLLINS
de Neil Jordan,
avec Liam Neeson, Aidan Quinn, Alan Rickman, Julia Roberts, Stephen Rea.
Américain.
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (01-44-07-20-49) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81 +) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 +) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
d'Anne-Marie Miéville,
avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard.
Franco-suisse (1 h 20).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

ORANGES AMÈRES
de Michel Such,
avec Clara Bellar, Lilah Dadi, Sabrina Ferilli, Bruno Todeschini, Raoul Billerey, Annick Blancheteau.
Franco-italo-espagnol (1 h 30).
Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

LES PALMES DE M. SCHUTZ
de Claude Pinoteau,
avec Isabelle Huppert, Charles Berling, Philippe Noiret, Christian Charmetant, Philippe Morier-Genoud, Marie-Laure Descoureaux.
Français (1 h 46).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 +) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 +) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 +) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Gobelins, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 +) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

LE PATIENT ANGLAIS
d'Anthony Minghella,
avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth.
Américain (2 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 +) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 +) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; La Pagode, 7e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 +) ; George-V, dolby, 8e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 +) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 +) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 +) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

REPRISE
d'Hervé Le Roux,
Français (3 h 12).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

LE RETOUR DU JEDI
de Richard Marquand,
avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher, Billy Dee Williams, Alec Guinness.
Américain, 1983 (2 h 15).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Max Linder Panorama, 9e (01-48-24-88-88 +) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+).

SCHIZOPOLIS
de Steven Soderbergh,
avec Steven Soderbergh, Betsy Brantley, David Jensen, Eddie Jemison, Scott Allen, Mike Malone.
Américain (1 h 36).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77 +).

LE SORT DE L'AMÉRIQUE
de Jacques Godbout,
avec René-Daniel Dubois, Philippe Falardeau, Jacques Godbout.
Québécois (1 h 30).
Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17e (01-53-42-40-20 +).

UN INSTANT D'INNOCENCE
de Mohsen Makhmalbaf,
avec Mirhadi Tayebi, Ali Bakhshi, Ammar Tafti, Marjam Mohamadamini.
Franco-iranien (1 h 18).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (01-43-26-58-00 +).

UN JOUR, TU VERRAS LA MER
de Jahnu Barua,
avec Bishnu Kargona, Arun Nath, Kashmiri Saikia Barua.
Indien (1 h 46).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

VASKA L'ARSOUILLE
de Peter Gothar,
avec Maksim Szergejev, Valja Kaszjanova, Jevgenyij Szigyihin, Szergej Ruszkin.
Hongrois (1 h 25).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

LE VILLAGE DE MES RÊVES
de Yoichi Higashi,
avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Mieko Harada, Kyozo Nagatsuka, Hoseii Komatsu, Kaneko Iwasaki.
Japonais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

REPRISES

CABARET
de Bob Fosse,
avec Liza Minnelli, Michael York, Helmut Griem, Marisa Berenson.
Américain, 1972, copie neuve (2 h 40).
VO : Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20 +).

(+) Réservation au 01-40-30-20-10.



CAMPAGNE Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a publié, mercredi 23 avril, au *Journal officiel*, une recommandation à toutes les chaines de radio et de télévision pour qu'elles respectent dès maintenant un principe d'équité dans le traitement de l'actualité liée aux élections législatives. ● DEUX DÉCISIONS du CSA sont encore attendues pour organiser la campagne officielle proprement dite, à la fois sur les modalités de production des émissions et sur la répartition des temps de passage sur le service public. ● FRANCE 2, France 3, RFO et France-Inter devaient négocier avec les neuf sages, jeudi 24 avril, les modalités précises de diffusion dans le cadre d'une actualité chargée en événements « médiatiques », avec en particulier le Festival international du film de Cannes et les Internationaux de France de tennis à Roland-Garros.

Le CSA organise le dispositif audiovisuel des élections législatives

Les neuf sages chargés de veiller au bon déroulement de la campagne électorale à la radio et à la télévision ont recommandé à toutes les chaînes de respecter un équilibre entre les candidats. Ils préparent également les émissions officielles sur le service public

L'IMPACT, à la télévision, des élections législatives des 25 mai et du 1er juin sur les Internationaux de France de tennis, sera ni plus ni moins celui d'une simple averse sur Roland-Garros. Les accords entre l'organisateur et la télévision publique prévoient qu'un match commencé sur France 2 peut se terminer sur France 3.

Cette année, outre les caprices de la météo, les fans de Pete Sampras ou de Steffi Graf pouvaient redouter les interruptions dues à la campagne officielle. Pendant quinze jours avant le premier tour, puis entre les deux tours, les chaines de l'audiovisuel public (France Télévision, RFO et France Inter) sont en effet tenues de diffuser trois heures de temps d'antenne alloués aux partis représentés à l'Assemblée nationale (une heure et trente minutes pour la majorité, et autant pour l'opposition). A ces trois heures de programmes s'ajouteront les temps d'antenne accordés à chaque parti non représenté à l'Assemblée nationale, mais qui présente plus de 75 candidats (sept minutes pour le premier tour, cinq pour le second).

Si la loi était appliquée au pied de la lettre, France 2 et France 3 devraient diffuser ces nouvelles émissions au même moment, ce qui aurait risqué effectivement de priver les téléspectateurs d'un jeu ou d'une balle de match disputée près de la porte d'Auteuil. *« Une telle pratique n'a jamais été respectée, nous trouvons un consensus avec les chaînes pour diffuser ces campagnes à des heures différentes, ce qui permet en plus d'avoir davantage d'audience »*, explique Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Pour les chaînes publiques, l'intégration de la campagne officielle dans la grille de programmes est tout de même compliquée par une actualité chargée entre le 50e Festival du film de Cannes, dont le coup d'envoi sera donné le 7 mai et les Internationaux de France de tennis, qui commencent le 26.

TIRAGE AU SORT

Dans les jours qui viennent, les neuf sages du CSA devront publier deux décisions au *Journal officiel*. L'une définira l'organisation de la production et de la diffusion des émissions de la campagne officielle, qui sont généralement confiées à la Société française de production (SFP). Trois studios de Radio France devraient ainsi être mis à la disposition des personnalités politiques qui ont pu, au cours des précédentes élections, et dans une limite de 40 % du temps d'antenne, apporter leurs propres images pour réaliser ces programmes.

L'autre décision, très attendue, est destinée à organiser le temps de parole et de passage des différentes formations politiques, qu'elles soient ou non représentées à l'Assemblée nationale. Un tirage au sort, organisé avant le 10 mai au plus tard, donnera l'ordre de passage des émissions de la campagne officielle. A partir de leur publication, les chaînes ne pourront plus modifier la programmation de ces émissions.

D'ores et déjà une première recommandation du Conseil, immédiatement applicable, a été publiée au *Journal officiel* du mercredi 23 avril, à l'attention de toutes les chaînes de télévision et aux radios qui diffusent des programmes d'information (donc TF 1, M 6, mais aussi Euronews, LCI, etc).

D'ailleurs, les responsables de l'information de toutes les chaînes étaient conviés au CSA, dans la matinée du jeudi 24 avril. La fameuse règle des « trois tiers » (un temps de parole égal pour le gouvernement, la majorité et l'opposition) s'applique pour l'actualité non liée aux législatives.

En revanche, pour ce qui concerne directement les élections, les chaînes doivent *« veiller à ce que chaque formation politique participant au scrutin bénéficie d'une présentation et d'un accès à l'antenne équitables »*. Fait nouveau, pour les magazines et les émissions spéciales, le Conseil *« demande aux services d'être attentifs à leur politique d'invitation afin que soit respecté le principe d'équité »*.

Les chaînes nationales doivent *« veiller à ne pas consacrer une couverture journalistique disproportionnée à certaines circonscriptions »*. Lorsqu'il est traité d'une circonscription, *« il doit être rendu compte de toutes les candidatures »*. Ce qui risque de poser des problèmes certains, en cas de débat télévisé entre Alain Juppé et Lionel Jospin.

En raison de la brièveté de la campagne, le CSA estime que, dans les émissions de programmes autres que l'information, il y a lieu d'éviter les interventions liées à l'élection. Le Conseil organise également les relevés et les conservations des bandes de programmes permettant d'effectuer des relevés hebdomadaires de temps de paroles des personnalités politiques.

Enfin, il fixe les règles à respecter pour les collaborateurs des sociétés audiovisuelles qui se présentent aux élections législatives. Sans oublier de renouveler les interdictions de publicité à caractère politique, la diffusion et le commentaire de tout sondage pendant la semaine précédent le scrutin, ou encore de diffusion des résultats avant la fermeture du dernier bureau de vote.

Nicole Vulser

Multiplication des émissions spéciales

Les chaînes de télévision rivalisent d'émissions spéciales pour les élections législatives. Si TF 1 n'a pas encore arrêté son dispositif, France 2 prévoit un invité le mardi et un débat le jeudi, tandis que France 3 élabore des « Soir 3 » spéciaux et des « Dimanche soir » plus longs et enrichis d'un duplex en région.

Canal Plus consacre dix minutes quotidiennes aux élections, et « Capital », sur M 6, va analyser le train de vie des 577 députés qui vont remettre en jeu leur mandat.

Naissance d'un poids lourd des médias en Finlande

STOCKHOLM
correspondance en Europe du Nord

Un nouveau géant nordique des médias est né. En annonçant leur fusion, mardi 22 avril, la télévision commerciale MTV – à ne pas confondre avec la chaîne musicale britannique du même nom – et le groupe de presse Aamulehti vont devenir le principal acteur d'un marché finlandais en pleine mutation. D'un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de markkas (2,8 milliards de francs), la nouvelle entité devrait devancer le groupe de radio-télévision public YLE ainsi que Sanoma, leader dans le domaine de la presse finlandaise.

L'opération, que doivent encore avaliser les autorités compétentes, profitera également au suédois Bonnier, premier groupe d'édition et de presse de la région nordique : sa filiale Marienberg, déjà principal actionnaire d'Aamulehti, possédera environ 20 % de la nouvelle structure.

Celle-ci, baptisée temporairement Aamu-TV par les médias finlandais en attendant un nom officiel, était en gestation depuis un an, après qu'Aamulehti eut racheté les actions MTV détenues par Helsinki Media (groupe Sanoma) pour porter ses parts à près de 19 % du capital de la chaîne. *« Les deux partenaires étant comparables d'un point de vue économique et journalistique, leur union les rendra très concurrentiels »* vis-à-vis de leurs rivaux, a commenté le patron d'Aamulehti, Matti Packalén, futur PDG du nouveau groupe, qui sera coté en Bourse au début de 1998.

MULTIPLES DÉFIS

Aamulehti et MTV collaboraient déjà au lancement d'une radio commerciale – à hauteur respectivement de 28 % et 20 % du capital – et au développement du potentiel offert par Internet. Outre leur radio, Suomen Uutisradio, qui commencera à émettre le 12 mai dans l'ensemble du pays, les deux groupes ont réclamé une concession pour exploiter une chaîne de télévision dans la région d'Helsinki. Le gouvernement devrait donner sa réponse le mois prochain.

Derrière ce mariage, se profile la volonté de contrer le groupe Sanoma, contrôlé par la famille Erkko. Propriétaire notamment du quotidien national *Helsingin Sanomat*, il a obtenu des autorités une licence d'exploitation d'une nouvelle chaîne de télévision nationale, Ruutunelonen, qui verra le jour le 1er juin. Financée par la publicité, elle devrait vite se poser en concurrente directe de MTV, qui réalise environ 42 % d'audience.

Sanoma s'apprête aussi à défier Aamulehti sur le terrain prospère de la presse économique, en lançant un quotidien spécialisé concurrent de *Kauppalehti*, journal qui a généré à lui seul 81 % des bénéfices d'Aamulehti l'an dernier.

Benoît Peltier

Havas Advertising force l'allure dans la communication numérique

HAVAS ADVERTISING, huitième groupe publicitaire au monde, sera-t-il la référence en matière de communication numérique d'ici l'an 2000 ? Dans l'espoir d'atteindre la cinquième place mondiale d'ici trois ans, il multiplie les initiatives afin d'inscrire, au plus vite, les technologies numériques (Internet, CD-ROM, bornes interactives, etc.) dans la réalité quotidienne de ses métiers. Le développement, jugé prioritaire, du groupe aux Etats-Unis, passera par le multimédia, affirmait son président, Alain de Pouzilhac, au *Monde* le 25 mars.

Havas Advertising avait déjà pris deux décisions symboliques : la nomination de Bob Schmetterer – fondateur de l'agence new-yorkaise MVBMS dont la croissance s'est forgée dès 1990 sur les nouveaux médias – à la tête d'Euro RSCG Worldwide ; et la création, il y a quelques semaines, de « Connect World », *« dispositif multimédia du groupe »* confié à Pierre Louette, nouveau directeur des activités multimédia.

Le groupe innove, mercredi 23 avril, avec la création de The Link Factory, une agence dédiée à l'exploitation des technologies numériques dans la communication institutionnelle à caractère « social », la formation, le recrutement et la communication interne. Elle sera dirigée par Eric Brac de la Perrière, ancien directeur du développement de l'agence multimédia Nelson Babylone (BDDP).

Havas Advertising étend ainsi les compétences du multimédia à la communication des ressources humaines. *« Les Intranets* [réseaux Internet fermés] *peuvent faciliter la mobilité des personnes à l'intérieur d'une entreprise, et l'Internet peut constituer un extraordinaire outil de recrutement pour les professions technologiques »*, explique Thierry Happe, promu à cette occasion responsable du pôle de communication des ressources humaines d'Havas Advertising. The Link Factory devrait présenter dans les prochaines semaines son premier projet : une plate-forme Internet dédiée aux 12 millions d'étudiants européens. Havas Advertising monte en puissance dans le multimédia depuis un an. Plusieurs centaines de millions de francs ont été investis. L'acquisition, en mars 1996, pour un montant non dévoilé, de l'agence numérique Dahlin Smith White (DSW), basée à Salt Lake City et à San Francisco, a amorcé un virage décisif.

RENTABILITÉ ET RAPIDITÉ

Le gain de budgets comme Intel au niveau international, MCI aux Etats-Unis et Microsoft en Europe, a accéléré l'apprentissage de ces techniques par certaines agences du groupe, notamment Euro RSCG GBHR en France. Parallèlement, la création en 1995 de Cyberlab, département de l'agence néerlandaise BVD Euro RSCG, à Amsterdam, contribue au rayonnement grandissant du multimédia dans le groupe.

Pourquoi un tel empressement ? *« L'adoption des nouvelles technologies renforce la rentabilité des agences »*, explique Pierre Louette. *« Le numérique permet de raccourcir les délais de procédures pour consacrer davantage de temps à la réflexion »*, ajoute l'un des dirigeants d'Euro RSCG DSW.

« Le multimédia est l'avenir de la communication », résume Jacques Séguéla, vice-président d'Havas Advertising. *« La communication on line va de plus en plus concurrencer les médias traditionnels »*, ont estimé 58,9 % des dirigeants d'entreprise interrogés par Saatchi & Saatchi Business Communication, dans son enquête internationale « Les dirigeants face à l'évolution de la communication », publiée fin mars. La moitié d'entre eux concède, toutefois, qu'*« Internet, on ne sait pas pourquoi on y va, mais on y va »*.

Florence Amalou



Votez Gouranton !

par Alain Rollat

L'ÉCRIVAIN Denis Tillinac ferait assurément un bon député du tiers état. On ne peut que souscrire au programme révolutionnaire qu'il a exposé, mercredi soir, à la tribune de « La Marche du siècle ». Il devient urgent, comme il l'a si bien dit, que *« le peuple délaissé et méprisé »* prenne la Bastille de la caste éoarchique dont *« l'incompétence, lo vénalité et le parisianisme »* sont de notoriété publique. S'il est vrai que l'École nationale d'administration est devenue ce lieu de dépravation des valeurs citoyennes où l'on dispense aux nouvelles générations aristocratiques *« l'apprentissage structurel de la lâcheté »*, et si cela peut être proclamé en présence du ministre de la fonctioo publique, comme M. Tillinac l'a fait, sans être contredit par celui-ci, il faut crier : *« A bas l'ENA ! »* Mais M. Tillinac est resté muet sur le sort accessoire qu'il convient de réserver au souverain de l'Élysée dont il favorisa naguère l'accession au trôoe sur les bases de ce programme malheureusement resté lettre morte. Un doute subsiste donc sur ses consignes de vote.

Voilà pourquoi, au vu des premiers échanges de cette campagne, notre préférence va, pour le momeot, à Joseph Gouranton, l'un des autres invités de cette « Marche du siècle ». Avec son front dégarni et son air de rond-de-cuir, ce sans-culotte sans grade ne paie pas de mine mais, quand il parle de faire la révolution, lui, il est moins elliptique. Jean-Marie Cavada, qui a assuré sa promotion, ne s'y est pas trompé.

Le ci-devant Henri Emmanuelli mériterait, lui aussi, les faveurs du peuple. Il faut avoir l'âme bien trempée pour garder son sang-froid en face d'un Bruno Mégret capable de vous accuser d'*« imposture »* au moment où il se présente lui-même comme un représentant de la plèbe. Il faut avoir une résistance peu commune pour livrer un tel duel sur le coup de 23 heures, dans une émission dite « spéciale » qui ne dure qu'un quart d'heure et au cours de laquelle l'arbitre de France 3 vous demande en permanence d'abréger vos assauts tout en vous bombardant de questions fondamentales auxquelles il exige des répooses *« en trente secondes »*.

La télévisioo y gagne en spectacle, mais c'est M. Gouranton qui gagnera eo suffrages. Car notre candidat est le seul à pouvoir démontrer eo moins de trente secondes que, si la nouvelle gare d'Amiens n'avait pas été construite en rase campagne, à quarante-cinq kilomètres de la ville d'Amiens, selon le bon plaisir des technocrates, les voyageurs d'Amiens ne perdraient pas une heure pour aller prendre un TGV censé leur faire économiser vingt-quatre secondes sur la ligne Paris-Lille...

Vous voterez donc pour M. Gouranton, le seul candidat qui n'a pas attendu cinq semaines pour dire ce qu'il fera une fois devenu majoritaire : le gaspillage deviendra un délit ! Et il y aura un ministre chargé de le traquer. Comptez sur nous pour amender ce programme de telle sorte qu'il sanctionne d'abord ceux qui gaspillent votre télévision en débats escamotés.

L'actualité à hauteur d'enfant

Chaque semaine, dans « Regarde le monde », sur Canal J, Pierre-Luc Séguillon décortique pour les jeunes un sujet choisi dans le flot des informations

DEPUIS la regrettable disparition, eo décembre 1996, deux mois seulement après sa création, de « Dis-moi tout », le magazine d'actualité de M 6 destiné aux adolescents, « Regarde le monde » reste la seule émission d'information conçue pour les enfants. Depuis cinq ans, chaque semaine sur Canal J (câble et satellite), Pierre-Luc Séguillon décortique, en compagnie d'une dizaine de collégiens, un sujet qui a fait l'actualité. Affaire Dutroux, crise en Algérie, polémique sur la « vache folle » : en un quart d'heure, en s'appuyant sur deux courts reportages et le témoignage d'un invité, le présentateur relit, à hauteur d'enfant, certains des sujets évoqués par les JT. *« On s'odresse aux enfonts comme on s'adresse oux odultes, c'est-à-dire en les respectant, en étant très ottentifs à leur rapporter les faits avec exactitude, en leur donnant tous les éléments à partir desquels ils pourront se faire leur propre opinion »*, explique le journaliste.



Samedi 26 avril, le magazine fête son cinquième anniversaire et propose une émission spéciale au cours de laquelle seront communiqués les résultats d'un sondage BVA réalisé en collaboration avec l'hebdomadaire *Junior Infos* sur le thème *« Peut-on tout dire, tout montrer ? »*. Deux mille collégiens âgés de huit à quatorze ans ont répondu à un questionnaire visant à mesurer l'intérêt qu'ils portent à l'actualité et ce qui les choque à la télévision. Près d'un enfant sur deux (46,5 %) déclare s'intéresser *« beoucoup »* à ce qui se passe dans le monde, les 8-10 ans manifestant une curiosité légèrement supérieure aux 11-14 ans. Leur mode d'informatioo privilégié est la presse destinée aux jeunes (42 %), avant les journaux télévisés de 20 heures, qu'ils sont 36 % à regarder régulièrement (40 % des 11-14 ans).

SCANDALISÉS PAR M. LE PEN

C'est avec leurs parents que les jeunes parlent le plus volontiers de l'actualité. En revanche, ils en discutent très peu avec leurs enseignants : 34 % des enfants interrogés déclarent ne jamais évoquer le sujet en classe ; 64 % d'entre eux trouvent *« normol »* de voir des images violentes à la télévision, *« puisqu'elles sont le reflet de la réalité »*. Les 8-10 ans soot toutefois plus nombreux que les 11-14 ans à estimer que ces images les impressionnent *« sans rien leur opporter de plus »*. Surprise : la signalétique antiviolence est perçue comme une mesure *« utile »* et le jeune public affirme même massivement en tenir compte dans le choix des programmes (75 % des enfants interrogés et 81 % des 8-10 ans) !. Entre images de guerre, meurtres on scènes d'amour, ce qui les heurte le plus, c'est la guerre.

Interrogés plus précisément sur plusieurs faits d'actualité qui ont suscité des polémiques, les enfants disent avoir été particulièrement scandalisés par les déclarations de Jean-Marie Le Pen sur l'inégalité des races : 77 % des jeunes jugent ces propos *« choquonts »*, car *« racistes »*. La publication d'une photo de François Mitterrand sur son lit de mort, dans un hebdomadaire en 1996, les a *« choqués »* (43 %). Enfin, les images truquées de Karl Zéro les font majoritairement sourire : un tiers seulement trouvent que le sketch mettant en scène le meurtre de Jacques Chirac était choquant et que la suspension de l'émission de Canal Plus était justifiée.

Les résultats de ce sondage seront commeotés par Pierre-Luc Séguillon et son invitée, Christine Ockrent, qui fera exceptionnellement son retour sur l'antenne de Caoal J. L'ex-présentatrice du « 20 heures » fut en effet pendant deux ans éditorialiste à « Regarde le monde ». Parmi les reportages diffusés au cours de cette émission anniversaire, il oe faut pas rater celui qui mootre comment, grâce à un appareil magique qui s'appelle le « flame », Karl Zéro et son équipe trafiqueot les images du « Vrai journal ». Edifiant !

Sylvie Kerviel

★ « Regarde le monde », Canal J, samedi 26 avril à 18 h 15 ; rediffusions : dimanche 27 à 12 h 45, lundi 28 à 19 heures, mardi 29 à 10 h 45.

JEUDI 24 AVRIL

TF 1

20.20

FOOTBALL
En direct. Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. Demi-finale retour : Liverpool FC - Paris S-G (125 min). 7752250
Surprise au match aller où l'on vit un Paris conquérant et des Anglais faiblards, défaits 3 buts à 0.

22.30

TOUT EST POSSIBLE
Magazine. Invité : François Valéry. Au sommaire : Marie Sara, épouse d'Henri Leconte ; Franckie Vincent ; Waris Dirie ; Théodore Monod (100 min). 2924298

0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Hans Tietmeyer, Président de la Bundesbank.
0.35 et 1.40, 2.45, 3.50, 4.30 TF 1 nuit.

0.50 Très chasse. Documentaire. 1.55 et 4.00, 4.40, 5.15 Histoires naturelles (rediff.). 2.55 Les Aventures du jeune Patrick Pacard. Série. [4/6] 5.10 Musique. Concert (5 min).

France 2

21.20

▶ ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benyamin. La guerre des baskets ; Au bout du chemin ; Post-scriptum : Ils dansent le « mia » (135 min). 84272057

23.35

TARATATA
Divertissement présenté par Alexandra Kazan. Invités : Sylvie Vartan, Lisa Stansfield, Enzo Enzo, Cesaria Evora, Neg Marrons (90 min). 1729453

1.05 Journal, Bourse, Météo.
1.20 Le Cercle de minuit. Karl Marx. Invités : Robert Hue, Gil Ben Aych, Marc Guillaume, Jean-Pierre Vincent, etc.

3.05 15 ans l'aventure. Documentaire. 4.00 24 heures d'info. 4.10 Météo. 4.30 Trois mousquetaires à Shanghai. Documentaire. 5.15 Chip et Charly. Le jour de Fafnir (25 min).

France 3

20.50

AU NOM DU PÈRE ■ ■
Film O de Jim Sheridan, avec Daniel Day-Lewis (1993, 135 min). 84282434
Quatorze années d'épreuves, de prison et d'erreur judiciaire pour ceux qu'on appela « les quatre de Guilford ».

23.05 Journal, Météo.

23.40

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine proposé par Jean-Michel Marlou. Le Club des Cinq ; Le parlement des écrivains ; James Ellroy (50 min). 782144

0.30 Saga-Cités. Les grands frères (rediff., 30 min). 4040496
1.00 Espace francophone. Magazine (25 min). 1338354

1.25 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano. 1.40 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Discordes et divorce (55 min).

Arte

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : ÉLECTIONS BRITANNIQUES, À GAUCHE TOUTE ?
Présentée par Hervé Claude et proposée par Jean Labib et Celal.

20.50 Je veux être premier ministre. Documentaire (75 min). 882366
Un portrait de Tony Blair, chef du Parti travailliste.
22.05 et 23.55 Débat.
22.20 L'Envers de la réussite. Remontage d'une série (1996, 55 min). 3823076
Will Hutton, rédacteur en chef du Guardian, critique les effets désastreux de la politique libérale menée depuis de longues années en Angleterre.
23.15 Les Joyaux de la couronne. Documentaire (40 min). 672989
Comment les entreprises britanniques conquièrent-elles l'Europe ?
0.15 La Rage culturelle (25 min). 38988
Une enquête humoristique sur les défauts typiquement britanniques.
0.40 The New Statesman. Série.
1.05 Le Temps de la revanche ■ Film d'Adolfo Aristarain, avec Federico Luppi (1981, v.o., rediff., 110 min). 2421980
2.55 Court-circuit (rediff., 30 min).

M 6

20.45

LES SAISONS DU PLAISIR
Film O de Jean-Pierre Mocky, avec Charles Vanel (1988, 100 min). 767980
De bons moments de satire grinçante. Réalisation bâclée.

22.25

TUEZ L'ANDROÏDE
Téléfilm Δ de John Eyres, avec Martin Kove, Meg Foster (105 min). 7798827
Un commando terroriste investit un hôpital et prend en otage une vingtaine de personnes, dont la fille du patron du FBI.

0.10 Deux flics à Miami. Série O. La poudre aux yeux.
1.00 Best of trash.

2.00 E = M 6 (rediff.). 2.30 Movida opus 4. Documentaire. 3.20 Hot forme (rediff.). 3.45 Faites comme chez vous (rediff.). 4.30 Mister Biz (rediff.). 4.55 Fan de (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

BYE BYE LOVE
Film de Sam Weisman, avec Matthew Modine (1996, 100 min). 810328

22.15 Flash d'information.
22.20 Qu'en pensez-vous ? Magazine.

22.30

CROSSING GUARD ■ ■
Film de Sean Penn, avec Jack Nicholson, Anjelica Huston (1994, v.o., 105 min). 2918637
Un drame convulsif et déchirant sur deux hommes qu'un destin funeste a unis dans la désespérance.

0.15 Sale gosse ■ Film de Claude Mouriéras (1996, 90 min). 8992477
1.45 L'Exil du roi Béhanzin Film de Guy Deslauriers (1994, 85 min). 8367564

Radio

France-Culture

20.30 Lieux de mémoire. L'affaire Dreyfus [2].
21.32 Fiction. La Légende de Kaidara, conte initiatique Peul inspiré des récits d'Amadou Hampaté Bâ.
22.40 Nuits magnétiques. Lisbonne en trompe-l'œil [3/4].

0.05 Du jour au lendemain. Alain Colomb (Profs et Cie). 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert de jazz. Festival de Marciac. Enregistré le 16 août 1996. Wynton Marsalis, trompette avec Wes Anderson, saxophones, Eric Lewis, piano, Reginald Veal, contrebasse, Ali Jackson, batterie. Œuvres de Marsalis, Monk, Ellington, Porter, Coltrane.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Halffter, Blondeau.
23.07 Histoire de disques.

0.00 Tapage nocturne. Ensemble Décadanse. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Georg Solti, chef d'orchestre. Variations sur une chanson populaire hongroise. Le Paon, de Kodaly, par l'Orchestre Philharmonique de Vienne ; Concerto pour violon n° 1 op. posthume, de Bartok, par l'Orchestre Symphonique de Chicago, Kyung-Wha Chung, violon ; Œuvres de R. Strauss, Mozart, Tchaïkovski.

22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Haydn, Chostakovitch, Rachmaninov, Wagner. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 La Palombière ■ Film de Jean-Pierre Denis (1983, 90 min). 42288366
21.30 Télécinéma. Magazine.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.50 C'est à suivre (France 2 du 14 avril 97).
0.00 Alice. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Manœuvre.
22.30 Le Cours de philo.
23.20 La porte de Sarp... est ouverte.
0.15 La Vie secrète des machines. [16/18]. Le photocopieur.
0.40 Vol au-dessus des mers. (3/11). Avenger, vengeance dans le Pacifique (55 min).

Animaux

20.30 Le Grizzly.
21.00 Monde sauvage. Un premier prix de géométrie.
21.30 Flipper le dauphin.
22.00 Au fin fond de Bornéo.
23.00 Famille d'animaux.
23.30 Témoin oculaire.
0.00 Monde sauvage. Dans l'antre du marécage.
0.30 Aventure animale. Magazine.

Paris Première

20.00 et 0.45 20h Paris Première. Invitée : Vanessa Paradis.
21.00 Un tramway nommé Désir (A Streetcar Named Desire) ■ ■ Film d'Elia Kazan (1951, N., v.o., 125 min). 58332705

France Supervision

20.30 La Grande Vadrouille ■ ■ Film de Gérard Oury (1966, 120 min). 78916322
22.30 Sortie de nuit. Magazine.
22.55 Le Fado.
0.10 Les Nuits du New Morning. Concert enregistré à Paris en 1996 (50 min). 11550941

Ciné Cinéfil

20.30 Prélude à la gloire ■ Film de Georges Lacombe (1949, N., 100 min). 8752908
22.10 L'Homme aux mille visages ■ Film de Joseph Pevney (1957, N., v.o., 120 min). 45339811
0.10 Le Club. Invité : Arthur Penn.

Ciné Cinémas

20.30 Excalibur ■ ■ Film de John Boorman (1981, 140 min). 83298989
22.50 I Want to Go Home ■ ■ Film d'Alain Resnais (1989, 105 min). 32871637
0.35 L'Addition ■ Film de Denis Amar (1984, 85 min). 87342458

Festival

19.35 Vengeance posthume. Téléfilm de Michael Ferguson (1983, 55 min).
20.30 et 21.55, 23.15 Les Beaux Quartiers. Téléfilm de Jean Kerchbron [1/3] (1992, 85 min).

Série Club

19.50 Les Années coup de cœur. Le cadeau.
20.15 L'Île aux naufragés. The Postman Cometh.
20.40 Le Club.
20.45 Ellery Queen : A plume et à sang. Les voiles de Veronica.
21.35 Constance et Vicky.
22.30 Sherlock Holmes. Pudding de Noël.
23.00 Flash. Le procès du Charlatan.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Requiem (55 min).

Canal Jimmy

20.00 et 0.00 ▶ La Nuit des Enfants du rock. Invités : Jean-Louis Aubert, Patrick Coutin, Vincent Palmer, etc.
22.30 Le Chemin de la gloire (Crossroads) ■ Film de Walter Hill (1986, v.o., 90 min). 24239714
0.55 Destination séries. Magazine.
1.30 Elvis : Good Rockin' Tonight. Grand Ole Opry (v.o., 25 min).

Disney Channel

19.30 Dinosaures. La découverte.
20.10 Un vrai petit génie.
21.00 SOS fantômes.
21.30 Les Twist II.
22.00 Les Envahisseurs.
22.55 Transsibérie. La route de glace.
23.25 Thunder Alley. Soirée entre filles.
23.50 Florence ou la vie de château. Téléfilm Serge Korber [5/6] (70 min). 8329637

Téva

20.30 et 23.35 Téva interview.
20.55 Acte d'amour Film de Pasquale Squitieri (1990, 110 min). 502440540
22.45 Murphy Brown.
23.10 Téva vie pratique.
0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

18.30 Basket. En direct. Match pour la 3e place : Olimpia Ljubliana-ASVEL.
20.30 Basket-ball. En direct. Euroligue. Final Four (finale) : Olympiakos Le Pirée-FC Barcelone.
22.00 Tennis. Open messieurs de Monte-Carlo. 4e jour.
22.30 Football. Coupe des Coupes. Demi-finale retour : Fiorentina-Barcelone.

Voyage

19.55 et 23.25 Les Clés du luxe.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. America, Nouveau Mexique.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

Muzzik

20.00 Sonates pour alto de Brahms. Concert (60 min). 7366
21.00 Nuit blanche de la danse à Léningrad. Enregistré le 27 juin 1987.
22.30 Solo Tango.
23.00 Mark Isham au festival de Montréal 96. Concert enregistré au festival de Jazz de Montréal en 1996 (60 min). 45908
0.00 Les Trois Sonates de Brahms. Concert (95 min). 5883941

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

هكذا من الأجل

Jesus est mort à Brasilia

Après le martyre d'un Indien Pataxo venu défendre sa tribu dans la capitale, la presse brésilienne relance la polémique sur la violence et dénonce la progression d'un « apartheid social »

« L'INDIGNATION excessive commence à prendre un air d'hypocrisie », estime *La Folha de Sao Paulo* dans son éditorial daté du 22 avril. Quinze jours à peine après avoir stigmatisé les actes de sadisme pratiqués, en présence d'une caméra cachée, par des policiers de Sao Paulo (*Le Monde* du 9 avril), les grands quotidiens brésilieos oe savent plus sur quel ton décliner la répulsion que leur inspire la mort atroce, survenue dans la nuit du 19 au 20 avril, à Brasilia, de Galdino Jesus dos Santos, un Indien Pataxo, âgé de quarante-cinq ans.

Alors qu'il dormait sur le banc d'un Abribus, cinq adolescents désœuvrés, pensant avoir affaire à un mendiant qu'ils comptaient *« simplement effrayer »*, l'ont aspergé d'un liquide inflammable avant de mettre le feu. Transformé en torche vivante, il o'a pas survécu à ses brûlures. Tant l'identité de la victime – promue martyr de la marginalisation des individus du Brésil – que celle des meurtriers – cinq étudiants, âgés de seize à dix-neuf ans, appartenant à des familles de commerçants aisés et de magistrats – suscite dans la presse de douloureuses réflexions sur la violence multiforme qui afflige le pays.

Dans une tribune publiée par le *Jornal do Brasil*, sous le titre « La face innocente de la terreur », le psychanalyste Juvandir Freire Costa fait le procès de *« l'élite brésilienne, que l'argent rend malhonnête »*, dont les enfants *« vivent à contrecœur dans un pays peuplé en majorité de gens comme Galdino : pauvres, édentés, non Blancs »*.

Le quotidien *O globo* fait sienne l'analyse du gouverneur de Brasilia, Christovam Buarque, selon laquelle ce crime crapuleux résulte de l'*« apartheid social »* qui caractérise le Brésil. A Rio, riches et pauvres peuvent au moins se mélanger sur la plage, mais dans la capitale fédérale, précise le *Jornal*, il est géographiquement et socialement impossible à un jeune des favelas de fréquenter les lieux des rendez-vous nocturnes préférés de ceux qui ont tué Galvino. Ici, les barrières de l'*« apartheid social »* forment une muraille infranchissable.

Par une cruelle ironie de l'histoire, Galvino subit son supplice au lendemain de la célébration du Jour de l'Indien. De passage à Brasilia, il accompagnait une délégation de sa tribu venue solliciter des autorités fédérales la démarcation de leur réserve du sud de l'Etat de Bahia, envahi par les planteurs de cacao.

L'ensemble de la presse a évoqué à cette occasion la détresse de cette communauté, réduite aujourd'hui à 300 personnes, dont les ancêtres accueillirent, le 22 avril 1500, le navigateur portugais Pedro Alvares Cabral, le *« découvreur »* du Brésil. *« Faute d'un territoire où chasser et pêcher, les Pataxos survivent en mangeant des crabes qu'ils tirent de la vase qui entoure leur village. En cinq siècles, ils ont tout perdu, y compris leur langue »*, précise *O Globo*.

Jean-Jacques Sevilla

EN VUE

■ La maisonnette de Soweto, la grande cité noire sud-africaine aux portes de Johannesburg, qui abritait **Winnie et Nelson Mandela**, dans les années 50, attire, chaque jour, des centaine de visiteurs. Mme Madikizela-Mandela, divorcée du président sud-africain, vend sur place à 50 rands (60 francs) des bouteilles remplies de terre du jardin, accompagnées d'un certificat d'authenticité signé de sa main, et d'une brochure relatant l'histoire du lieu.

■ **Alexandre Nikonov**, directeur du Musée des forces armées de Moscou, a l'intention d'exposer des « reliques » du IIIe Reich. Le violon de **Hitler** figure parmi les trophées de l'Armée rouge qui seront montrés au public. L'instrument a été trouvé dans le bunker où le Führer s'est suicidé et devant lequel son cadavre a été brûlé, le 30 avril 1945. Le violon lui-même, dont la volute représente le profil de Hitler, a souffert des flammes et o'a plus de cordes.

■ **Hsing Hsing** est vieux, il a vingt-sept ans. Il vit seul depuis la mort de **Ling Ling**. Il ne monte plus sur le trapèze qu'on leur avait construit autrefois pour leurs ébats. **Mao Zedong** l'avait offert, en 1972, à **Richard Nixon**. C'était, depuis, la vedette du zoo de Washington. Aujourd'hui, Hsing Hsing est malade. Son artérite le fatigue. Il vient d'être opéré d'un cancer des testicules. Il n'aura plus de petits pandas géants.

■ Deux brebis clonées à partir de cellules embryonnaires par l'Institut Roslin d'Edimbourg, où est née la célèbre Dolly, doivent prochainement mettre bas. Les « cloneurs » écossais annoncent que **Megan et Morag**, jumelles, âgées de vingt et un mois et de race Welsh Moutains, ont été fécondées par un bélier. A l'ancienne dnoc, et à moindres frais.

■ **La police de Genève** a récemment démantelé une organisation de prostituées qui s'était constitué une vaste clientèle en délivrant des cartes de... fidélité, comportant des coupons en forme de cœur. Après chaque passe, les dames en « effeuillaient » un, et, au dixième, le client avait droit à une prestation gratuite.

■ *« La pêche sur chambre d air »* est désormais interdite à La Havane. Les pêcheurs sur chambre à air cubains, détenteurs de permis en bonne et due forme, protestent. Ils ne peuvent renoncer à cette activité d'appoint et ne veulent pas croire que leur poisson soit impropre à la consommation. *« J'en mange, mes enfants aussi et nous n'avons jamais été malades »*, affirme le membre d'une dynastie de pêcheurs qui exerce sur la zone du collecteur d'égout, devant la plage d'**El Chivo**. Quant au marché aux puces de **La Vieille Havane**, tenu par des handicapés, il a été fermé le dimanche de Pâques, ce qui a aussi provoqué des protestations.

■ Le général **Victor Stanculescu**, « héros » de la révolution roumaine et ministre dans le gouvernement de **Petre Roman**, vient de révéler que la décision d'exécuter le couple **Ceausescu** a été prise au ministère de la défense, le jour de Noël 1989, par une poignée de conjurés réunis dans une salle de bains.

DANS LA PRESSE

BFM
Philippe Alexandre

■ Face à un Juppé très chef de guerre, agressif même, Jospin est encore presque muet et prend les Français à témoin des bobos qu'on lui fait. C'est le style Jospin, découvert en 1995 face à Jacques Chirac : avant tout, rester convenable, courtois, expliquer à la manière d'un professeur, en se laissant aller de temps à autre à de furtifs coups de patte, trop prudents pour causer des dégâts. Contre le rouleau compresseur de la majorité, Jospin apparaît bien sage, et ses lieutenants n'oot pas réussi à le convaincre d'adopter un ton de vainqueur. Mais Jospin s'en tient à sa stratégie : laisser la majorité s'égosiller, accomplir le parcours à son rythme, sans à-coups, et c'est lorsque la ligne d'arrivée est en vue qu'on peut créer la surprise.

RTL
Michèle Cotta

■ Lionel Jospin part au moins au combat avec deux cartes dont il peut faire des atouts. Un atout arithmétique : les parlementaires socialistes étaient si peu nombreux dans l'Assemblée précédente après la vague antimitterrandiste de 1993 que leur nombre ne peut que remonter. Un atout politique : l'impopularité du premier ministre – désigné dans les premières heures de la campagne comme une cible de choix. Mais Lionel Jospin n'est pas un novice en politique. Il sait que ces deux cartes ne suffisent pas pour gagner la partie. Il lui faudra très rapidement apporter d'autres réponses à d'autres interrogations.

LA CHAÎNE INFO
Pierre-Luc Séguillon

■ L'Europe va indirectement s'installer dans le débat de la campagne législative parce que, de la situation de notre économie et de sa mise en conformité avec les fameux critères de Maastricht, découlera ou non la nécessité d'une nouvelle cure d'austérité, donc le maintien ou le fléchissement du taux de chômage. Les socialistes se font Cassandre. Ils pronostiquent, si la majorité est reconduite, de nouveaux sacrifices imposés aux Français. Lionel Jospin promet au contraire, si la gauche vient au pouvoir, qu'il refusera de sacrifier l'emploi sur l'autel de Maastricht. La majorité, elle, se fait rassurante. La remise en ordre des finances publiques est accomplie. Les Français vont récolter les premiers fruits de l'effort demandé si, du moins, ils accordent majoritairement leur confiance à la droite : en l'occurrence, une baisse des prélèvements obligatoires.

VENDREDI 25 AVRIL

TF 1

16.30 Dingue de toi. Série.
17.05 Melrose Place. Feuilleton. Les malheurs de Sydney.
18.00 Sous le soleil. Série. Règlement de compte.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour.
20.35 Le Beau Jeu, le Beau Geste.

20.45

LES ANNÉES TUBES
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Pierre Palmade, Elie Kakou, Michèle Laroque, David Charvet, Alliage, Jane Fostin, Yta Farrow, Hommage à Dalida (125 min). 885090

22.50

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Invité : Guy Montagné. L'arnaque des enterrements ; La rencontre par Minitel (110 min). 4802108

0.40 et 1.45, 2.50, 3.50 TF 1 nuit.
0.55 Très chasse. Les chiens d'arrêt et la chasse (rediff., 50 min).

1.55 Histoire des inventions. Documentaire. [1/6] Inventer pour vivre (rediff.). 3.00 Les Aventures du jeune Patrick Pacard. Série. [5/6]. 4.00 et 4.30, 5.15 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.00 Musique. Concert (15 min).

France 2

16.50 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Le Prince de Bel Air.
17.50 Waikiki Ouest. Série. [2/2] Trafic de filles.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 1.50 Studio Gabriel. Spécial Dalida.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval !, Météo, Point route.

20.55

▶ LA RUMEUR
Téléfilm d'Etienne Périer, avec Christine Boisson, Roger Mirmont (95 min). 7803748
Après une dispute avec sa femme, un homme claque la porte. Pour sauver les apparences, l'épouse ment. Le mari ne revient pas. Commence une rumeur...

22.40

BOUILLON DE CULTURE
Au cœur du pouvoir. Invités : Christine Ockrent, Christina Fornse, Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard, Nicolas Domenach et Maurice Szafran (65 min). 8808477

23.45 Au bout du compte.
23.50 Journal.
0.00 Le Secret de Veronika Voss ■ ■ Film de Rainer Werner Fassbinder (1981, N., v.o., 110 min). 5782404

2.20 Envoyé spécial (rediff.). 5.25 Aux marchés du palais. Laval. 5.35 Chip et Charly. 23.57 Plateau (3 min).

France 3

18.50 et 1.02 Un livre, un jour. *Tombés du ciel*, de Ray Loriga.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. On achève bien les bateaux (60 min). 1172390
Au Bangladesh, un pétrolier entame une deuxième vie lors de sa démolition. Sa carcasse sera entièrement récupérée, démontée et recyclée.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine. Invité : Jérôme Anger. Mauritanie : les Nemadi ; France : les luthiers de Mirecourt ; Syrie : train d'Orient (65 min). 3621729

22.55 Journal, Météo.
23.20 Nimbus. Magazine. Présenté par Elise Lucet. A vos poubelles, citoyens ! Invités : professeur Alain Grimfeld, Ambroise Guellec, Catherine de Silguy (60 min). 3862038

0.20 Libre court. Court métrage de Thierry Binisti. 0.35 Vivre avec... le cancer. Magazine (rediff.). 0.50 Musique graffiti. 1.05 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton (55 min).

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Habitats aquatiques : Pantanal, un marais en danger. 18.50 50 jours pour 50 Palmes. [27/50] 1973.

Arte

19.00 Tracks. Magazine. Flirt, flirt, flirt.
19.30 7 1/2. Le Zaïre est mort, vive le Congo !
20.00 Brut. Magazine (30 min). 7800
20.30 8 1/2 journal.

20.45

LA CASSURE
Téléfilm de Julian Jarrold, avec Jane Harrocks, Ray Stevenson (1996, 100 min). 257106
A la suite d'un grave traumatisme crânien et une période de coma profond, un homme devient infantile, colérique, violent et doit tout réapprendre. Malgré son dévouement et son amour, sa femme constate qu'il devient peu à peu un étranger pour elle et son jeune fils.

22.25

GRAND FORMAT : L'INDIEN
Documentaire de Rolf Schübel (95 min). 1835361
Réalisé d'après un ouvrage autobiographique de Leo Lentz, un homme de quarante-sept ans atteint d'un cancer du larynx.

0.00 ▶ Au hasard Balthazar ■ ■ Film de Robert Bresson, avec Anne Wiazemsky, François Lafarge (1966, N., 95 min). 6334930
1.35 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Le monde peut-il nourrir le monde ? (rediff.).
1.45 Music Planet : Cesaria Evora, destination Cap-Vert. Documentaire (rediff., 55 min). 1983442

M 6

18.05 Agence Acapulco. Série. Réunion de famille.
19.00 Loïs et Clark. Série. Vive les mariés !
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mister Biz. Parcs d'attraction, la machine à rêve.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.45

▶ LE CORPS D'UN HOMME
Téléfilm O de Claude-Michel Rome, avec Sophie Broustal (120 min). 812293
Une femme commissaire de police enquête sur l'assassinat de son amant, qu'elle aimait dans le plus grand secret...

22.45

LE CAMÉLÉON
Les Jeux sont faits. Série (50 min). 8055212
Toujours considéré comme fugitif par le Centre, Jarod se rend à Las Vegas. Dans un casino, il calcule et teste ses chances au jeu...

23.35 Parole de femme. Téléfilm O de Sandor Stern, avec Melissa Gilbert, Barry Tabb (100 min). 6635106

1.15 Best of groove. 2.15 Jazz 6 (rediff.). 3.15 Fréquenstar. Elton John. 4.05 L'île aux plongeuses nues. Documentaire. 4.30 E = M 6 (rediff.). 4.55 Culture pub (rediff., 50 min).

Canal +

15.45 Bye Bye Love Film de Sam Weisman (1996, 100 min). 1508903
17.25 Le Journal du cinéma.
17.50 ▶ Les Jules... chienne de vie ! Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Best of Nulle part ailleurs. Invités : Philippe Touraine, Philippe Billy ; Body Count.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

L'HEBDO DE MICHEL FIELD
Magazine. Thème : La sexualité et les jeunes (90 min). 206583

22.05 Histoire d'aventures. La vérité sur Lawrence d'Arabie.
22.55 Flash d'information.

23.00

LES TROIS FRÈRES ■
Film de Didier Bourdon et Bernard Campan, avec Bernard Campan, Didier Bourdon (1995, 109 min). 1879080

0.50 Moulin-Rouge ■ ■ Film de John Huston (1952, v.o., 110 min). 14157065
2.40 Santa Sangre ■ ■ Film d'A. Jodorowski (1989, v.o., 130 min). 78293274
4.50 Surprises.
5.15 Neuf mois Film de Patrick Braoudé (1994, 105 min). 6558046

Radio

France-Culture

20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. La mort.
21.32 Black and Blue. De quelques clarinettistes anciens et nouveaux. Avec Jean-Louis Chautemps.
22.40 Nuits magnétiques. Lisbonne en trompe-l'œil [4/4].

0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jean Roudault. 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture.

France-Musique

20.00 Concert Franco-allemand. Donné en direct de la Philharmonie de Berlin, et émis simultanément sur les radios de Sarrebruck et Leipzig, par le RIAS Kammerchor, dir. Marcus Creed : Drei Gesänge pour chœur a cappella op. 42, de Brahms. Œuvres de Ligeti, Brahms, Holliger.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Miroir du siècle. Œuvres de Milhaud, Satie, Tailleferre.

0.00 Jazz-club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Anton Diabelli, éditeur et compositeur. Symphonie P. 31, de Haydn, par l'Orchestre symphonique d'Elsingborg, dir. Frank ; Trio avec piano nº 2, de Schubert, par les Beaux Arts Trio. Œuvres de Von Weber, Diabelli, Lanner, Beethoven.

22.25 Les Soirées...(suite). Œuvres de Schubert, Mozart, Diabelli, Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Médecins de nuit. Palais-Royal.
21.00 Bon week-end.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. Invités : Les Innocents, Michael Jones, Patsy, Leah Andreone, Kula Shaker, Elsa (France 2 du 24/4/97).
23.45 Télé qua non.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Les Nouveaux Explorateurs. Des écologistes de choc.
21.30 De Treichville à Memphis.
22.00 Torre bela.
23.20 Barcelona Con Gas.
23.50 Manœuvre (115 min).

Animaux

20.00 Cheval mon ami, les guitaristes.
20.30 et 23.30 Témoin oculaire.
21.00 Monde sauvage. L'abysse rouge.
21.30 et 0.30 Flipper le dauphin.
22.00 Everglades.
23.00 Colonie Z.
0.00 Monde sauvage. Animaux dangereux.
1.00 Regards sur la nature.

Paris Première

20.00 et 0.20 La Semaine 20h Paris Première. Invité : Julien Clerc.
21.00 Ici Londres. Magazine.
22.00 La Semaine du J.T.S. Magazine.
22.30 La Bohème. Opéra en quatre actes de Puccini, enregistré à la Scala de Milan (110 min). 24846361

France Supervision

20.40 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Idir et Alan Stivell.
21.35 Concertos brandebourgeois de Bach. Concert (30 min). 83849816
22.40 La Légende des sciences. L'avènement des civilisations.
23.35 La Dernière Science. Magazine.

Ciné Cinéfil

20.30 La Chasse (La Caza) ■ ■ Film de Carlos Saura (1965, N., v.o., 85 min). 16138922
21.55 La Main chaude ■ Film de Gérard Oury (1959, N., 90 min). 88298854
23.25 Trois dames et un as (The Card) ■ ■ Film de Ronald Neame (1952, N., v.o., 90 min). 6860293

Ciné Cinémas

20.30 Hollywood 26.
21.00 Priscilla, folle du désert ■ ■ Film de Stephan Elliot (1994, 100 min). 16162854
22.40 King Kong II Film de John Guillermin (1986, v.o., 105 min). 77261498
0.25 Voyage au centre de la Terre ■ Film de Henry Levin (1959, 125 min). 21954581

Festival

20.30 et 21.55 Les Colonnes du ciel. Téléfilm de Gabriel Axel (1/5] (1985, 85 min).
23.25 Ombres magiques. Court métrage de Patrice Spadoni (25 min).

Série Club

20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Two. Vision prémonitoire.
21.35 et 1.30 Constance et Vicky.
22.30 Sherlock Holmes.
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir.
0.40 Médecins de nuit.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. La pomme.
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. Sun Sessions (v.o.).
21.45 How to Irritate People.
22.20 Chronique du front.
22.25 Dream On. Non consigné (v.o.).
22.55 Seinfeld. Le vieillard (v.o.).
23.20 Top bab. Magazine.
0.00 La Semaine sur Jimmy.
0.10 New York Police Blues. Casse-tête chinois (v.o.).

Disney Channel

20.10 Juste pour rire. Téléfilm (50 min). 3557293
21.00 Notre Imogène. Téléfilm de Sylvain Madigan (1990, 90 min). 701496
22.30 Sport Académie.
23.00 La Rédac.
23.30 Dinosaures. Pas de trône pour Bébé Sinclair (25 min).

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années.
22.30 Murphy Brown. Thérapie de groupe.
23.00 Coups de griffes. Gianfranco Ferre.
0.00 Le Diable amoureux. Ballet de Roland Petit, musique de Gabriel Yared, avec le Ballet national de Marseille (90 min).

Eurosport

19.30 et 1.00 Hockey sur glace.
20.00 Football. En direct. Championnat de D2 : Toulouse-Niort.
22.00 Tennis. Open messieurs de Monte-Carlo. Quarts de finale.
23.00 Automobile-stock-car.

Voyage

19.00 Destination : Malte.
19.55 et 23.25 Deux jours en France. Magazine.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. America, Dakota du Sud.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

Muzzik

20.30 SOS-Présence à domicile. Sergio Tiempo, pianiste.
20.45 SOS-Présence à domicile. Jean Efflam Bavouzet.
21.00 Classic Meet Jazz. Concert (65 min). 7101421
22.05 Hommage à Ella Fitzgerald. D'André Halimi.
22.55 Country à Montreux. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1991 (55 min). 7245496
23.50 Western Beat. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1992 (45 min). 9162699

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.20 Fantômas se déchaîne. Film d'André Hunebelle (1965, 100 min). Avec Jean Marais, Louis de Funès, Mylène Demongeot. Comédie policière.

RTL 9

22.40 Samanka, l'île des passions. Film de Jack Régis (1982, 85 min). Avec Chris Murphy. Erotique.
0.35 La Beauté du diable. Film de René Clair (1949, N., 95 min). Avec Michel Simon. Fantastique.

TSR

23.05 Le Guet-apens. Film de Sam Peckinpah (1972, 180 min). Avec Steve McQueen, Ali MacGraw, Ben Johnson. Policier.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
VENDREDI 25 AVRIL 1997

L'amie de François

par Pierre Georges

DANS LE LANGAGE très codé des milieux journalistiques, il y avait, en ce temps-là, très proche et déjà si lointain, deux femmes : « *la fille du Président* » et « *la Suédoise du Président* ». Mazarine et Christina Forsne. Nous savions tous, plus ou moins. Et seul, Jean Edern-Hallier se faisait gloire de savoir et projet éditorial de dire.

Pour le reste, l'ensemble de la presse, hors celle d'extrême-droite, fit silence sur ces secrets présidentiels, secrets de polichinelle. A tort ? A raison plutôt, car il faut bien au moins se fixer cette ligne jaune-là.

Pour l'une de ces femmes, il advint ce que l'on sait. Par la volonté présidentielle qui fut plutôt celle d'un vieil homme et d'un père au seuil de la mort, Mazarine fut présentée au pays. François Mitterrand fit en sorte que chacun sache qu'il avait cette fille, qu'elle était sa fierté, son double physique, son espoir et sa *légataire morale. Le pays* fut choqué. Ou ne le fut pas du tout. Y compris par la vision de l'enterrement aux deux familles.

L'autre femme, une journaliste suédoise, aurait pu choisir de se taire. Elle a décidé de parler. Ou plutôt d'écrire. Ce fut, dit-elle, un choix douloureux et simplement motivé, « *par souci de vérité et par respect pour François* », par le besoin « *d'ajouter une pièce au puzzle que constitue chaque être humain* ». Christina Forsne ne reconnaissait pas l'homme qu'elle avait connu dans celui que d'autres évoquaient.

Le livre, dans sa version française « *revue et complétée* », vient donc de paraître au Seuil. Le titre en est des plus simples et, en même temps, des plus intimes : *François*. En jaquette, sa photo à elle, sa photo à lui. Tout cela pour dire qu'on pourrait s'attendre au pire, l'espérer aussi un peu, les mémoires alléchantes de la Suédoise du Président. Rien de tout cela. On sortira du livre sans trop savoir la nature des relations qu'ils eurent. Fut-elle sa maîtresse ? Son amie ? Sa confidente ? Son point d'ancrage ? Fut-ce de l'amour, de l'amitié amoureuse, de l'amitié profonde, réelle, entre un vieil ami des femmes et une jeune journaliste charmée par un grand séducteur ?

Peu importe. Ce fût, pour reprendre un mot de François Mitterrand à propos d'un autre, Roger-Patrice Pelat, « *une qualité d'amitié* » ou d'amour qui ne se démentit point. Du début à la fin, de 1979 à 1995. Et voilà pourquoi le témoignage est intéressant. Christina Forsne, elle aussi, a fait deux septennats, sans que jamais les liens se distendent, sans qu'un jour ou presque, ils ne se soient parlé.

Le projet de Christina Forsne était de dire le vrai « *François* », celui qui la tutoyait et qu'elle tutoyait, celui des petites attentions, des dîners complices, du souci qu'il avait d'elle, des disputes souvent rudes qui les opposaient, elle qu'il qualifiait de « *gauchiste de droite* », lui qu'elle moquait d'un « *grand bourgeois de gauche* ».

Mais le vrai « *François* » fut aussi le Prince. Et comme elle resta installée aux premières loges, Christina en dresse un portrait, finalement assez proche des autres. Elle raconte la Cour et ses cruautés, le bal des courtisans, les rares amitiés, ces cérémoniaux étranges et un peu pathétiques de Solutré, de Latche, des processions et disgrâces. Elle rapporte le jugement du Prince sur les uns et les autres. Et l'esquisse est finalement assez cruelle, résumé d'un mot : François, non l'intime, mais le président, « *l'homme* », dont l'amie doute « *qu'il ait pu aimer vraiment* ».

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT **3615 LEMONDE**

Cours relevés le jeudi 24 avril, à 10 h 16 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18735,50	+ 1,03	− 3,25
Hong Kong index	12707	+ 1	− 5,53

Tokyo Nikkei sur 3 mois
18735,50
19070,10
18636,30
18202,50
17768,70
17334,90
28 janv. — 17 mars — 24 avril

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 23/04	Var. en % 22/04	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2533,64	+ 0,75	+ 9,41
Londres FT 100	—	—	+ 5,91
Zurich	2260,45	+ 0,22	+ 20,63
Milan MIB 30	—	—	+ 1,94
Francfort Dax 30	3392,81	+ 1,57	+ 17,45
Bruxelles	—	—	+ 12,42
Suisse SBS	1817,87	+ 1,24	+ 18,94
Madrid Ibex 35	—	—	+ 12,04
Amsterdam CBS	—	—	+ 16,05

Tirage du *Monde* daté jeudi 24 avril 1997 : 483 728 exemplaires. 1

Le tribunal de Toulon refuse de dissoudre l'association du Théâtre de Châteauvallon

Ce jugement constitue une victoire pour Gérard Paquet face au maire Front national de la ville

LE TRIBUNAL de grande instance de Toulon a décidé, jeudi 24 avril, de ne pas prononcer la dissolution de l'association du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvallon, que demandait le maire de Toulon. L'affaire avait été examinée le 27 mars et le procureur de la République, André Viangalli, s'était prononcé contre la dissolution. C'est une étape importante dans le long combat qui oppose, depuis presque deux ans, Gérard Paquet, créateur du TNDI (voir son portrait dans *Le Monde* du 12 février) et Jean-Marie Le Chevallier, membre du Front national, devenu maire de Toulon en juin 1995.

Ce qui est désormais « l'affaire de Châteauvallon » a commencé dès le lendemain de l'élection de M. Le Chevallier, quand Gérard Paquet a déclaré qu'il refuserait dorénavant toute subvention de la ville de Toulon pour son théâtre. Il lui paraissait impossible que le lieu d'avant-garde qu'a été le TNDI, depuis les années 60 – pour le théâtre comme pour le jazz, la danse et l'image – puisse être financé par des personnes ayant une vision de la culture extrêmement éloignée de « *l'utopie réaliste* » qui lui est chère.

Après ces déclarations de M. Paquet contre le Front national, désigné par lui comme l'ennemi déclaré de la démocratie, a commencé un conflit à rebondissements. Ainsi, le 12 avril 1996, à l'issue d'une réunion du comité de tutelle du TNDI (qui rassemble la ville, la région et l'Etat), le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, nommé par Jacques Chirac en novembre 1995, diligentait une enquête pour « *vérifier si les fonds publics sont employés selon les missions définies par les statuts de l'association* ». C'est le début de ce que Gérard Paquet désigne comme « *le processus d'acharnement du maire de Toulon et du préfet du Var* » contre lui. Autres dates-clés : le 2 octobre 1996, quand le maire de Toulon demande, en référé, qu'il soit mis fin à la mission de Gérard Paquet ; puis le 15 octobre, quand un administrateur provisoire, Henri Nespoulous, est désigné.

D'AUTRES ÉCHÉANCES JUDICIAIRES

Au cours de l'année 1996, la mobilisation s'organise autour de Gérard Paquet, les intellectuels et artistes proclamant leur attachement à Châteauvallon étant rejoints par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Le maire de Toulon, lui, continue ses procédures, demandant à la justice la dissolution de l'association qui gère Châteauvallon et engageant, en janvier 1997, une procédure de licenciement contre Gérard Paquet. Celui-ci est licencié « *pour faute grave* », le 1er février. En refusant la dissolution, le tribunal fait pencher la balance du côté de Gérard Paquet, contre lequel rien n'a pu vraiment être retenu.

Aucun des audits diligentés par le Trésor public depuis avril 1996 n'a abouti. De même, la garde à vue de Gérard Paquet et de sa sœur Marielle, les 1er et 2 avril, à propos du financement du colloque « l'utopie réaliste », organisé en juin 1995 (*Le Monde* des 3 et 5 avril), est demeurée sans suite. D'autres échéances judiciaires sont à venir : le 29 avril, la cour d'appel d'Aix-en Provence doit réexaminer le jugement ayant abouti à la nomination de l'administrateur provisoire, Henri Nespoulous. Enfin, le 15 septembre, les prud'hommes devront donner leur avis sur la validité du licenciement de M. Paquet.

Dominique Frétard

Les agriculteurs s'interrogent sur les conséquences de la dissolution

Reçu vendredi par M. Chirac, le président de la FNSEA évoquera le sort de la loi d'orientation

SANS VOULOIR juger l'opportunité de la décision présidentielle de dissoudre l'Assemblée nationale, les milieux agricoles (dans leur majorité favorables à la fois à Jacques Chirac et à la monnaie unique) s'interrogent, ouvertement ou à demi-mot, sur les retards, voire les remises en cause de projets – déjà bien engagés – qui vont en résulter dans leur secteur. Question centrale : que va-t-il advenir du projet de loi d'orientation pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ? Luc Guyau, président de la FNSEA et président de la Confédération européenne des syndicats agricoles, demandera à coup sûr à Jacques Chirac, qu'il rencontre vendredi 25 avril, une réponse précise à ce propos.

Jusqu'au lundi 21 avril, il était prévu que le texte, préparé de longue date par le ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, serait soumis au conseil des ministres du 30 avril pour être examiné au Palais-Bourbon les 10, 11 et 12 juin. « *Avec ce texte, il s'agit d'une course de fond. Nous étions dans le sprint final, et voilà que risque de s'ouvrir maintenant un parcours d'obstacles* », nous a déclaré Christiane Lambert, présidente du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Elle estime néanmoins que, vu les nombreux « *trous* » du texte, un délai supplémentaire, « *à condition qu'il ne soit pas excessif, peut être profitable pour reformuler les priorités, notamment sur l'entreprise et la ruralité* ».

PRENDRE « UN PEU DE RECUL »

La loi n'est pas enterrée, seulement en veilleuse, précise le cabinet de Philippe Vasseur. Et le rapporteur du budget de l'agriculture, Hervé Mariton, député UDF de la Drôme, fait remarquer qu'« *on n'est pas à deux ou trois mois près. D'un retard modeste, on peut tirer un avantage appréciable* ». Jean-François Hervieu, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, est confiant lui aussi : « *A supposer que la majorité actuelle soit reconduite, un peu de recul n'est pas mauvais, notamment pour reprendre des dispositions qui, sous la pression des ministères techniques concurrents, avaient élimé de jour en jour le texte, dans les chapitres sur l'ouverture de l'agriculture à la société ou l'environnement.* »

Classée à gauche, la Confédération paysanne va « *mettre à profit le délai de la campagne électorale pour interpeller les candidats sur les enjeux essentiels de l'agriculture* », qui ne sont pas tous dans la loi : le plafonnement des aides publiques, les freins à la spéculation foncière et l'agrandissement, l'installation du plus grand nombre possible de paysans. « *On voit de plus en plus de députés RPR et UDF venir à nos réunions d'information, c'est nouveau et c'est bon signe* », analyse François Dufour, porte-parole de la Confédération. « *On les sent à l'écoute lorsqu'on dénonce les dégâts de l'ultra-libéralisme* », ajoute-t-il.

Délégué national du PS pour l'agriculture, Georges Garot semble un peu désabusé : « *De toute façon, il n'y avait pas grand-chose dans ce texte, qui manque de chair. Plus que d'une loi de toilettage, le pays a besoin que soit organisé un grand débat démocratique entre toutes les catégories professionnelles concernées. Un contrat ou une charte entre la nation et ses agriculteurs sont nécessaires.* »

Homme fort de la FNSEA, son secrétaire général, Dominique Chardon, veut qu'au plus vite le nouveau gouvernement affirme « *une volonté d'aller vite et loin en reprenant si besoin plusieurs articles. Si la tête du projet est bien faite, elle ne s'appuie pas sur un corps suffisamment vigoureux. Je redoute une banalisation de l'agriculture. La FNSEA est globalement déçue...* ». « Peut encore mieux faire ! », lancent en substance les milieux agricoles à Philippe Vasseur, par ailleurs candidat UDF dans le Pas-de-Calais. « *Ce dernier va gagner du temps et s'en trouvera renforcé* », juge Christian Jacob, député RPR de Seine-et-Marne, ancien président du CNJA. « *Je ne souhaite qu'une chose, qu'il reste* », tranche-t-il.

François Grosrichard

Les pêcheurs en grève ont levé leur blocus

LES TRIBUNAUX de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et de Dunkerque (Nord), siégeant en référé, ont ordonné, mercredi soir 23 avril, aux marins-pêcheurs artisans de lever leurs blocus à Calais, Boulogne-sur-Mer et Dunkerque, où tout mouvement de navires de commerce et de ferries avait cessé depuis mardi après-midi.

Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, et député du Pas-de-Calais de 1986 à 1995, a reçu une délégation de pêcheurs à Paris, jeudi matin. Les décisions de justice sont très rigoureuses : chaque pêcheur devra payer des astreintes d'un montant minimum de 10 000 francs par heure de blocus. Le tribunal de Boulogne a aussi ordonné l'expulsion immédiate des pêcheurs qui bloquent l'entrée du port de Calais, où le trafic par ferries vers la Grande-Bretagne est habituellement très intense. Les armateurs peuvent « *demander l'aide de la force publique* ». En fin de matinée, jeudi, les pêcheurs ont annoncé qu'ils levaient le blocus.

Ils protestaient contre une directive européenne théoriquement applicable avant la fin de l'année. Ce texte prévoit de faire passer les mailles des filets de 84 mm à 100 mm pour ne prendre que des poissons – essentiellement des soles – de taille respectable et préserver la ressource. Les professionnels répliquent que l'application stricte de cette réglementation conduirait à une réduction de 50 % de leurs prises.

Ce mouvement a perturbé considérablement le trafic des grands ports du littoral, soumis à une concurrence très vive de la part des ports du Benelux. Le trafic des trois principales compagnies – Stena, Seafrance et P & O – a été détourné sur Zeebrugge.

M. de Villiers ne veut pas être agrégé à la majorité

TOUS DEUX maudissent la décision d'avancer le calendrier des élections législatives, une décision qui, affirment-ils, est notamment destinée à leur couper l'herbe sous les pieds. Mais, si le Front national n'a pas été pris de court par une dissolution que Jean-Marie Le Pen prédisait depuis plusieurs mois, il n'en a pas été de même pour La droite indépendante (alliance entre le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers et le Centre national des indépendants et paysans d'Olivier d'Ormesson) qui affirme tout de même pouvoir présenter 500 candidats.

« *Comme Chirac n'avait pas dissous après son élection, je pensais que c'était un principe chez lui* », a expliqué M. de Villiers lors d'une conférence de presse organisée avec M. d'Ormesson, mercredi 23 avril. A présent, il « *ose une hypothèse* » : « *Jacques Chirac avait prévenu Lionel Jospin et Robert Hue il y a six mois de son projet de dissoudre au printemps. Je pense qu'ils se sont tous accordés pour en finir avec les affaires.* » « *Ils n'ont pas pu dissoudre les juges d'instruction, ils ont dissout l'Assemblée nationale* », dit-il. M. de Villiers va plus loin en affirmant qu'« *une loi d'amnistie est en préparation* ».

M. de Villiers, qui demande au ministère de l'intérieur de « *ne plus coller les divers droite* », et tout particulièrement la droite indépendante, « *à la majorité* », place « *le chômage, le socialisme et Maastricht* » au rang « *d'adversaires principaux* ». Reprenant un thème cher au Front national, il explique qu'« *entre Juppé et les socialistes, il n'y a pas de différence. Ce ne sont pas les même hommes mais la même politique* ». Une affirmation qu'Olivier d'Ormesson tempérise en soulignant l'animosité particulière réservée pendant la campagne aux « *socialistes* ». Il ajoute : « *Nous attendrons le soir du premier tour pour dire qui nous soutiendrons au deuxième.* » L'alliance a déjà présenté ses 300 premiers candidats de province.

Le Front national devait de son côté rendre publique, jeudi 24 au matin, la liste des candidats qu'il présentera dans 570 circonscriptions (sur 577). L'incertitude devrait continuer de planer sur la candidature de Jean-Marie Le Pen. Tandis que certains le poussent à se consacrer à la campagne nationale, d'autres souhaitent au contraire le voir se lancer personnellement dans l'arène, comme il l'a toujours fait depuis 1956, sauf en 1967. Dans ce cas, le maire de Nice, Jacques Peyrat, se présentant dans la deuxième circonscription de Nice, M. Le Pen, entre autres solutions envisagées, pourrait être candidat dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes.

Christiane Chombeau